

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°234

SEPTEMBRE 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire

- BAGHDAD : UNE PERSONNALITÉ KURDE, Dr. FOUAD MAASSOUM , ELUE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL IRAKIEN.
- HALABJA : DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU CHARNIER RENFERMANT DES DIZAINES DE CADAVRES
- ANKARA : ADOPTION D'UN NOUVEAU CODE PÉNAL TURC APRÈS L'ABANDON DE L'ARTICLE TRÈS CONTROVERSÉ SUR LA CRIMINALISATION DE L'ADULTÈRE.
- LE RÉALISATEUR KURDE BAHMAN GHOBADI REÇOIT LE "COQUILLAGE D'OR" AU 52^{ème} FESTIVAL DU FILM DE SAINT-SÉBASTIEN POUR SON FILM "TURTLES CAN FLY"
- SELON L'ARMÉE AMÉRICAINE 153 000 KURDES VIVENT DANS DES CAMPS DE FORTUNE, PRINCIPALEMENT À KIRKOUK, EN ATTENDANT QUE LES CONFLITS DE PROPRIÉTÉ SOIENT RÉSOLUS
- ONU : LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN DEMANDE DE L'AIDE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR "VAINCRE LES FORCES TERRORISTES"
- ULTIME VISITE EN TURQUIE DE GUNTER VERHEUGEN, COMMISSAIRE CHARGÉ DE L'ELARGISSEMENT, AVANT LA PUBLICATION DU RAPPORT DE L'UE
- HOSHYAR ZEBARI, MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ANNONCE L'ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE POUR LA STABILISATION DE L'IRAK
- TÉHÉRAN: LE PRÉSIDENT KHATAMI CONFIRME LA POURSUITE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN
- BAGHDAD: SELON UN BILAN OFFICIEL LA GUERRE AURAIT FAIT DE 10 000 À 30 000 VICTIMES IRAKIENNES TANDIS QUE LE CAP DES 1000 MORTS AMÉRICAINS EST FRANCHI
- AINSI QUE...

BAGHDAD : UNE PERSONNALITÉ KURDE, Dr. FOUAD MAASSOUM , ELUE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL IRAKIEN

Le Conseil national irakien, qui fait fonction de Parlement intérimaire de l'Irak et qui compte 100 membres, chargé d'assister et surveiller le gouvernement intérimaire irakien jusqu'aux élections de janvier, s'est réuni le 1^{er} septembre pour la première fois à Bagdad. Après plusieurs heures de discours et débats, les

Kurdes ont obtenu la présidence du Conseil national intérimaire irakien, après avoir vu en mai leurs espoirs déçus pour les postes de chef de l'État et de Premier ministre. Dr. Fouad Maassoum, qui avait présidé le mois dernier la conférence nationale des 1.300 Irakiens qui avait désigné la majeure partie des membres du Conseil, ancien Premier ministre du Gouver-

nement régional du Kurdistan et personnalité issue de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a été élu à mains levées. "Je vous promets de coopérer avec chacun d'entre vous, et le Parlement sera l'expression de la rue irakienne", a-t-il affirmé après sa désignation.

L'assemblée représente la diversité religieuse et ethnique de l'Irak et comprend 64 Arabes, 24 Kurdes, six Turcomans, deux Chaldéens, deux Assyriens, un Mandéen et un Chabaq, communauté proche des Kurdes

installée dans le Kurdistan irakien. Le quart des membres du Conseil sont des femmes.

Les musulmans chiites, majoritaires en Irak, ont obtenu 45 sièges, les Arabes sunnites qui représentent environ 17 % des 24 millions d'habitants en Irak mais qui ont dominé la vie politique du pays depuis le début du XXe siècle, ont obtenu 19 sièges.

Avant même le début de la

cérémonie, un débat a éclaté sur la formulation du serment prêté par les délégués. Les membres du Conseil ont finalement été investis par groupe de dix devant cinq drapeaux irakiens et une banderole qui proclamait "Pour un nouvel Irak".

Le Conseil national a le pouvoir d'approuver le budget national et d'opposer son veto à certaines décisions du gouvernement

intérimaire par un vote à la majorité des deux-tiers.

Au moment où se réunissait le Conseil, plusieurs obus de mortier ont explosé près du Centre de convention, près de la zone verte, enclave très protégée de Bagdad, faisant un blessé, selon l'armée américaine. Deux obus ont ensuite atterri dans la zone verte.

HALABJA DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU CHARNIER RENFERMANT DES DIZAINES DE CADAVRES

Un charnier renfermant des dizaines de cadavres de Kurdes a été mis au jour le 7 septembre près de la ville kurde de Halabja a indiqué le président d'une association kurde qui milite contre les armes chimiques. Le charnier, découvert lors de travaux pour la construction d'une route près des villages d'Abou Obeïda et Djellila, contenait des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants enterrés dans leurs

habits, a précisé Aras Abed qui avait lui-même perdu 11 membres de sa famille lors du bombardement chimique de la ville de Halabja en 1988 par l'armée du dictateur déchu Saddam Hussein. "Ce charnier, situé près de Halabja, est composé de trois fosses communes et contient les restes des habitants qui avaient fui le bombardement chimique avant d'être rattrapés par les avions de combat irakiens", a précisé Aras Abed. Il a ajouté que les corps n'ont pas été encore retirés mais

que le ministère des Droits de l'Homme avait été prévenu afin de pouvoir envoyer sur place une commission d'enquête.

"Cette nouvelle découverte vient s'ajouter à tous les crimes commis par le régime de Saddam Hussein contre les Kurdes et va pouvoir aider les enquêteurs et le tribunal spécial chargé de juger Saddam Hussein", a-t-il souligné.

Le 16 mars 1988, l'armée de Saddam Hussein avait bombardé à l'arme chimique la ville kurde de Halabja faisant en quelques minutes 5.000 morts et des dizaines de milliers de blessés.

ANKARA ADOPTION D'UN NOUVEAU CODE PÉNAL APRÈS L'ABANDON DE L'ARTICLE TRÈS CONTROVERSÉ SUR LA CRIMINALISATION DE L'ADULTÈRE

Adix jours d'un rapport d'étape européen sur l'ouverture ou non des négociations avec Ankara pour son adhésion à l'UE, les députés turcs ont approuvé massivement le 26 septembre un nouveau code pénal qui ne criminalise finalement pas l'adultère. Le gouvernement turc avait décidé initialement d'y inclure un article rétablissant l'infidélité maritale

en tant que crime passible d'une peine de prison, une disposition abolie en 1996. Lors d'une session d'urgence, les parlementaires turcs ont voté très majoritairement en faveur de la réforme du code pénal sans cette disposition. Cet article n'était que l'une des nombreuses mesures contenues dans ce projet de refonte du code pénal turc vieux de 78 ans. Mais elle avait cristallisé tous les

mécontentements. Les autres articles de la réforme prévoient notamment des condamnations plus lourdes pour les violeurs, pédophiles, tortionnaires, trafiquants d'êtres humains et meurtriers d'enfants nés hors du mariage.

Le projet gouvernemental reconnaît également le viol conjugal et le harcèlement sexuel comme des délits. D'autres dispositions du code ont aussi provoqué la colère des ONG féministes, comme celle qui punit d'une peine allant jusqu'à deux ans de prison les mineurs de moins de 18 ans pour une

relation sexuelle. Les homosexuels semblent aussi avoir été oubliés dans le nouveau code. Mais, les tests de virginité, pratique controversée et dénoncée, ne pourront ainsi être effectués qu'en cas de demande formelle d'un juge ou d'un procureur et non par la police comme c'était souvent le cas. Recep Tayyip Erdogan a fait de l'adhésion à l'UE sa priorité. Le code pénal, qui doit remplacer celui datant de 1926 inspiré de l'Italie mussolinienne, s'inscrit dans le cadre d'une série de réformes mises en oeuvre depuis deux ans en Turquie pour faciliter l'entrée du pays dans le club européen.

La controverse autour du report de l'adoption du code pénal turc avait semé le trouble, y compris parmi les partisans de l'adhésion d'Ankara. Le report au dernier moment de cette réforme avait été motivé par le souhait du gouvernement turc de réintroduire les dispositions faisant de l'adultère un délit, une initiative très mal vue par les Européens et qualifiée de "plaisanterie" par M. Verheugen lui-même. M. Erdogan avait répliqué en récusant toute ingérence de Bruxelles dans une affaire à ses yeux purement intérieure à la Turquie.

Dans la dernière ligne droite avant le verdict de la Commission, opposants ou critiques d'une adhésion de la Turquie à l'UE ont redonné de la voix ces dernières semaines, à l'image des commissaires européens autrichien Franz Fischler (Agriculture) ou néerlandais Frits Bolkestein (Marché intérieur). "Malheureusement, le débat sur

l'adultère a généré de sérieux doutes en Europe sur la détermination de la Turquie à préserver sa laïcité", a remarqué Onur Oymen, un député du parti Républicain du Peuple (CHP-principal parti d'opposition). "Même si c'est réglé, nous avons créé un problème de confiance".

Lors d'une visite à Bruxelles le 23 septembre, M. Erdogan avait promis de faire voter la réforme du code pénal turc jugée essentielle par l'UE pour l'ouverture de négociations. Il avait assuré que cette réforme ne criminaliserait pas l'adultère. A l'issue de cette rencontre, Le commissaire européen à l'Elargissement, Guenter Verheugen, ne cachait pas sa satisfaction après son entretien avec le dirigeant turc, annonçant qu'il ferait une "recommandation très claire" sur la question de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie. "Ma conclusion est qu'il n'y a désormais plus d'obstacles sur la table. De mon point de vue, la Turquie n'a pas de conditions additionnelles à remplir pour permettre à la Commission de faire une recommandation", ajoutait le commissaire. Quant à la question de la torture, qui a souvent été soulevée par les Européens, Guenter Verheugen s'était félicité que les experts dépêchés sur place par la Commission avaient conclu qu'il n'était pas "justifié d'accuser la Turquie de se livrer à des actes de torture de façon systématique".

Recep Tayyip Erdogan s'était également entretenu avec le président de la Commission européenne, Romano Prodi, avant de répondre pendant deux heures et à huis clos aux

dirigeants des groupes politiques au Parlement européen. Partisans et adversaires d'une adhésion de la Turquie y sont restés sur leurs positions respectives, commentait en substance le Vert Daniel Cohn-Bendit. "La Turquie change. Je pense que les changements ne sont pas achevés et qu'il est temps d'ouvrir les négociations. Cela fait 41 ans qu'ils attendent!", avait-il déclaré. Quant à Hans-Gert Poettering, le président du principal groupe du Parlement, le Parti Populaire Européen (PPE), il avait estimé que sa formation se partageait à parts égales entre partisans et adversaires d'une adhésion de la Turquie.

La future appartenance de la Turquie à l'UE, même si elle ne doit pas se matérialiser avant dix ou quinze ans, divise aussi les pays de l'Union et leurs opinions publiques, quand ce n'est pas une même équipe au pouvoir. Le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, s'est interrogé ainsi dans le *Wall Street Journal Europe* sur la compatibilité d'un pays musulman comme la Turquie avec les "valeurs" de l'Union européenne. Le président français, Jacques Chirac, a pourtant réitéré récemment son soutien à l'adhésion d'Ankara une fois remplies "toutes les conditions requises".

Le 6 octobre, la Commission va recommander aux Etats membres de l'UE d'ouvrir ou pas des négociations d'adhésion avec la Turquie. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens prendront la décision finale sur le sujet lors d'un sommet le 17 décembre à Bruxelles.

**LE RÉALISATEUR KURDE BAHMAN GHOBADI
REÇOIT LE "COQUILLAGE D'OR"
AU 52^{ème} FESTIVAL DU FILM DE SAINT-SÉBASTIEN**

Le réalisateur kurde Bahman Ghobadi a, le 25 septembre, reçu le "Coquillage d'Or" et le Prix du Jury au 52^{ème} festival de film de Saint Sébastien pour son film "Turtles can fly" (les tortues peuvent voler).

Le film, "le premier jamais réalisé sur les enfants kurdes irakiens", joué par des enfants "qui n'avaient jamais vu de cinéma", selon Ghobadi, débute à la veille de l'intervention américano-britannique en Irak. Kak alias "Satellite", un jeune garçon devenu un leader des orphelins du camp de réfugiés et des enfants des villages environnants, vivote de la revente de mines anti-personnel qu'il ramasse à la main et de l'installation d'antennes paraboliques pour que les adultes suivent les informations internationales. Un jour, arrivent dans le camp de réfugiés un manchot, sa petite soeur et un enfant aveugle, un trio d'enfants dont on découvre peu à peu le drame.

Le film s'achève sur l'arrivée des Américains et l'amputation de

Kak Satellite, qui a sauté sur une mine pour sauver l'enfant aveugle. "A force de ramasser des mines USA, tu as fini par sauter sur une mine USA", lui dit un ses amis, alors que Kak pensait que les Américains allaient faire de son pays un paradis.

"Turtles can fly" ne parle pas de "politique mais de la vie réelle de ces gens. J'ai essayé de montrer des scènes que le câble et le satellite ne montrent jamais. (Le président américain) George W. Bush et Saddam Hussein sont devenus des superstars de la télévision, mais les vrais héros sont ces enfants", a affirmé le réalisateur au cours d'une conférence de presse. "Mais comme je suis kurde, je dois parler de politique. Je me réjouis de la disparition de Saddam Hussein mais la présence américaine dans la région me peine. Ils auraient pu venir bien avant", a-t-il ajouté. "Dans mon film, les figurants sont Bush, Saddam, les personnages principaux sont le peuple irakien et les enfants d'Irak", selon le réalisateur de "Un temps pour l'ivresse des chevaux", son premier film, qui était présenté à Cannes en 2000.

"Il y a des scènes très dures. J'ai commencé le film avec humour, avec l'installation de l'antenne parabolique, pour introduire un peu de plaisanterie et passer ensuite aux scènes dures", de viol par l'armée de Saddam Hussein, de morts et de mutilations, a commenté le réalisateur de 36 ans.

"J'espère qu'il y aura un gouvernement démocratique en Irak, et que le Kurdistan puisse avoir sa propre industrie cinématographique, que les Kurdes puissent s'exprimer dans le cinéma", selon le réalisateur qui tient à souligner que seules trois personnes sur le tournage étaient iraniennes, lui, son assistant et le caméraman. Le reste étaient des Kurdes irakiens. Le projet initial était de filmer des adultes, mais "en observant la tragédie de ces enfants, je me suis senti responsable moralement, il fallait faire quelque chose, pour raconter leur souffrance", a dit Ghobadi, qui est à son troisième film.

Les enfants du film, un des seize films qui étaient en compétition pour le Coquillage d'Or n'ont pu voyager au Pays basque espagnol faute de visas. "Turtles can fly" sortira en octobre en Irak et début 2005 dans plusieurs pays d'Europe, dont la France.

**SELON L'ARMÉE AMÉRICAINE 153 000 KURDES VIVENT
DANS DES CAMPS DE FORTUNE, PRINCIPALEMENT À
KIRKOUK, EN ATTENDANT QUE LES CONFLITS DE
PROPRITÉTÉ SOIENT RÉSOLUS**

La Commission irakienne chargée de résoudre les conflits de propriété au Kurdistan a été jusqu'à présent incapable de régler un seul cas alors que depuis mars 167.400 Irakiens vivent dans une dizaine de

camps de fortune, affirme, le 3 septembre, un officier américain. Parmi les personnes recensées par les militaires américains, plus de 153.000 sont Kurdes. Depuis le début 2004, 77.000 d'entre eux se sont installés dans de Kirkouk, 65.747 dans celle de

Salaheddine et 10.675 à Souleimaniyah, selon les statistiques américaines.

En outre, 4.757 Turcomans et 2.226 Arabes ont trouvé refuge dans le gouvernorat de Salaheddine, alors que 5.000 Arabes et 2.000 Turcomans ont élu domicile dans la riche province pétrolière de Kirkouk. L'armée américaine ne dispose pas de chiffres pour Diyala, qui

est le quatrième département contrôlé par la 1ère division d'infanterie, au nord de Bagdad.

Des dizaines de milliers de Kurdes, impatients de revenir sur les terres dont ils avaient été chassés par la brutale politique d'arabisation menée par Saddam Hussein, vivent dans des camps, dont 44 sont situés dans la province de Kirkouk, en attendant de voir aboutir les procédures administratives en cours.

"La Commission pour la réclamation des terres ne fonctionne pas: sur les 143.222 déplacés intérieurs qui ont fait une demande, seulement 5,399 dossiers ont été constitués" a indiqué le général John Batiste, chef de la 1ère Division d'Infanterie.

Selon ces statistiques, pas une seule réclamation n'a abouti depuis la mise en place de cette Commission, le 14 janvier 2004, par la circulaire numéro 8

promulguée par l'ancien administrateur américain Paul Bremer. Depuis le transfert des pouvoirs, fin juin, cet organisme dépend du gouvernement intérimaire. *"Le gouvernement doit agir et cela va être coûteux car beaucoup réclament des compensations"*, a expliqué le général soulignant que le fond du problème était le manque d'argent, d'intérêt et d'organisation. *"Pour le moment, il (le gouvernement) a peut être d'autres centres d'intérêt"*, a-t-il ajouté.

Selon un rapport publié le mois dernier, l'organisation des droits de l'Homme Human Rights Watch a averti que si la question n'était pas réglée rapidement cela pouvait déboucher sur une irruption de violence. Cette organisation basée à New York avait blâmé la Coalition de n'avoir pas mis en place une stratégie pour résoudre la crise.

Interrogé à Erbil le 9 septembre

par l'AFP, Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a déclaré que les Kurdes d'Irak sont *"disposés à faire la guerre"* pour préserver l'identité kurde de la ville pétrolière de Kirkouk. *"Kirkouk est le coeur du Kurdistan, et nous sommes disposés à faire une guerre pour préserver son identité et à nous sacrifier pour préserver les acquis obtenus par les Kurdes d'Irak"*, a-t-il souligné. *"Les Kurdes ne renonceront pas et ne négocieront pas cette identité"*, a ajouté M. Barzani.

Par ailleurs, un kamikaze a fait exploser une voiture piégée le 18 septembre devant le siège de la Garde nationale irakienne à Kirkouk, faisant vingt morts et 16 blessés, selon la police. A Kirkouk, l'attentat est le troisième cette semaine visant les forces de sécurité irakiennes. La déflagration a touché une foule de jeunes Irakiens qui faisaient la queue pour s'inscrire au centre de recrutement.

ONU : LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN DEMANDE DE L'AIDE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR "VAINCRE LES FORCES TERRORISTES"

Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a lancé le 24 septembre un appel solennel devant l'Onu pour *"aider l'Irak à vaincre les forces terroristes"*, en prévenant qu'un échec serait une *"défaite"* pour toute la communauté internationale. *"J'appelle tous les représentants des pays réunis ici à aider l'Irak à vaincre les forces terroristes et à bâtir un avenir meilleur pour le peuple d'Irak"*, a déclaré M. Allaoui à la tribune de l'Assemblée générale de l'Onu

à New York. Le Premier ministre irakien a également été reçu à Washington au Congrès et à la Maison Blanche la veille de son intervention à l'ONU pour délivrer un même message de fermeté face à la violence et de confiance dans les élections de janvier prochain.

Face aux *"terroristes qui ont choisi de faire de l'Irak leur champ de bataille"*, *"notre combat est votre combat, notre victoire sera votre victoire. Et si nous sommes vaincus, ce sera votre défaite"*, a-t-il affirmé.

Il a ajouté que son pays avait besoin *"de plus d'assistance de la part de la force multinationale"* et qu'il fallait *"élargir la base des pays contribuant en troupes à cette force"*, afin notamment de permettre à l'Onu travailler. M. Allaoui a toutefois assuré que l'insurrection irakienne *"ne récoltera rien d'autre qu'un échec"* et a réaffirmé sa confiance dans la possibilité de tenir des élections en janvier comme prévu, malgré le scepticisme grandissant que cet objectif puisse être tenu si la violence continue.

Une certaine confusion régnait à Washington sur ce sujet, après que le secrétaire à la Défense

Donald Rumsfeld eut déclaré que ces élections pourraient n'avoir lieu que dans les régions du pays suffisamment sûres. M. Allaoui a également rencontré à New York le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan, qui a récemment émis des doutes sur la possibilité d'organiser un scrutin dans les délais prévus.

Alors que l'Irak continue d'être un sujet de profondes divisions au sein de la communauté internationale, le Premier ministre a déclaré à l'intention

des pays qui se sont opposés au conflit que "les divergences sur cette question ne doivent pas être un obstacle" pour aider à la reconstruction de l'Irak.

Iyad Allaoui avait également rencontré le 19 septembre son homologue britannique Tony Blair, entretien durant lequel il avait réaffirmé son engagement à maintenir la date limite du 31 janvier pour le scrutin. *"Nous faisons de notre mieux et nous allons maintenir cette date (...) Nous sommes à quatre mois"* de

cette échéance. *"Et d'ici quatre mois, un certain nombre de choses peuvent changer. Et elles changeront de façon positive"*.

Quelques 9.000 soldats britanniques participent à la coalition en Irak. Ce nombre devrait être réduit à 8.500 lors de la prochaine relève, prévue en novembre. Le ministre de la Défense Geoff Hoon a précisé la semaine dernière que Londres pourrait néanmoins déployer des troupes supplémentaires avant les élections.

ULTIME VISITE EN TURQUIE DE GUNTER VERHEUGEN, COMMISSAIRE CHARGÉ DE L'ELARGISSEMENT, AVANT LA PUBLICATION DU RAPPORT DE L'UE

Au terme d'une visite en Turquie, le commissaire européen chargé de l'élargissement Guenter Verheugen a dressé, le 9 septembre, un bilan en demi-teinte des avancées de ce pays sur la voie de l'adhésion à l'UE, constatant des "progrès impressionnants" mais aussi des "carences". Des entretiens menés durant quatre jours par M. Verheugen à travers la Turquie -- d'Ankara à Diyarbakir, d'Izmir à Istanbul--, il ressort que la question kurde reste au coeur des préoccupations de la Commission européenne.

"Le projet turc (d'intégration à l'UE) est réalisable. Les premiers pas ont été lents, mais un bon élan a été assuré par la suite. Ces cinq-dix dernières années, la Turquie a changé d'aspect et est devenue un tout autre pays", a estimé M. Verheugen dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CNN-Turk avant de prendre l'avion pour Bruxelles.

Reconnaissant *"des progrès impressionnants dans plusieurs domaines"*, il a cependant fait état de "carences", concernant notamment le respect des droits des minorités.

Au cours de sa visite, le fonctionnaire européen s'est efforcé de "prendre le pouls" de la société turque à moins d'un mois de la publication par la Commission européenne d'un rapport sur la capacité de la Turquie à adhérer à l'Union européenne. Ce dernier servira de base à la décision que doivent prendre en décembre les dirigeants européens quant au lancement -ou non- des négociations d'adhésion d'Ankara au club européen.

"Je peux vous promettre que (le jugement de la Commission) sera équitable, objectif et honnête et qu'il prendra en compte les progrès impressionnants réalisés en Turquie", avait affirmé M. Verheugen, lors d'une conférence

de presse, le 6 septembre, à l'issue d'entretiens avec le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul. Ce document *"ne cachera pas le fait qu'il y a des difficultés dans certains domaines et que bien sûr l'application (des réformes) n'est pas complète"*, mais le fonctionnaire européen a assuré que le jugement exprimé dans ce document serait *"une décision claire et ferme"* et ne serait pas assorti de conditions.

A l'issue de sa rencontre avec M. Gul, Guenter Verheugen s'était entretenu avec le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avant de s'envoler pour Diyarbakir où il a rencontré le préfet, Nusret Miroglu, et le maire de la ville, Osman Baydemir, puis l'ex-députée kurde Leyla Zana, récemment libérée de prison. À l'issue de cet entretien hautement symbolique avec Mme Zana et après une visite dans un village kurde, le commissaire européen, visiblement ému par le sort de la population kurde en a appelé au gouvernement pour que les Kurdes jouissent pleinement de tous leurs droits culturels.

Le gouvernement turc a mis en oeuvre quelques mesures concernant les droits des minorités, --autorisation de quelques cours privés de la langue kurde, diffusion sur une chaîne nationale d'une émission de 30 minutes --, brisant un tabou. *"Il y a eu des efforts tardifs (émissions et enseignement en kurde) dans ce domaine. Mais on peut en faire davantage en ce qui concerne les droits culturels"*, a cependant affirmé M. Verheugen en visite, le 7 septembre dans le village kurde de Tuzla qui avait été évacué de force en 1995 par les forces de sécurité turques.

Ses quelque 500 habitants ont commencé à regagner leurs foyers à partir de l'an 2001. Mais plusieurs familles vivent actuellement dans des conditions

précaires, demandant l'aide des autorités pour rebâtir leurs maisons. M. Verheugen a demandé aux autorités d'encourager les villageois chassés à rentrer chez eux. *"Il est préférable de vivre dans son village, dans des conditions humaines, que d'aller habiter dans des bidonvilles dans les grandes villes"*, a déclaré le commissaire européen.

Selon des chiffres officiels, 3.428 villages ont été évacués de force dans les années 1980 et 1990 dans les régions kurdes. Les villageois de Tuzla ont intenté un procès à l'Etat turc devant la Cour européenne des droits de l'Homme afin d'obtenir réparation pour leur exil forcé.

M. Verheugen a d'ailleurs suggéré que l'UE pourrait

participer financièrement au retour des populations évacuées de force de leurs villages au plus fort des combats entre l'armée turque et le PKK dans les années 80 et 90. Concernant la recrudescence des combats et des attentats constatée depuis juin, le commissaire européen a adressé un message clair à l'ex-PKK, rebaptisé Kongra-Gel. *"Le PKK doit mettre fin à la violence"*, a-t-il déclaré ajoutant que *"le terrorisme était inacceptable"*.

Au final, M. Verheugen s'est efforcé de rassurer les Turcs en leur promettant qu'aucune nouvelle condition ne serait posée à leur candidature, *"qui sera traitée sur un pied d'égalité avec les autres Etats candidats"*.

HOSHYAR ZEBARI, MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ANNONCE L'ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE POUR LA STABILISATION DE L'IRAK

A l'issue d'une rencontre avec des émissaires arabes et le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, Hoshiyar Zebari, ministre irakien des Affaires étrangères, a annoncé le 28 septembre que la décision avait été prise d'organiser en Egypte, une conférence ministérielle sur la promotion de la stabilité en Irak, du 22 au 24 novembre et qu'elle réunirait des ministres des Affaires étrangères. *"L'objectif de la conférence consiste vraiment à solliciter le soutien de tous ces pays à la stabilisation de l'Irak et au processus électoral"*, a déclaré M. Zebari. Il a précisé que l'idée d'une telle conférence avait été formulée conjointement par les Nations unies et le

gouvernement provisoire irakien.

Parmi les invités on comptera les voisins de l'Irak, notamment la Turquie, l'Iran, la Syrie, le Koweït et la Jordanie, mais seront également représentés l'Egypte, les membres du G8 (groupe des huit Etats les plus industrialisés), la Chine ainsi que les Nations unies, la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique et l'Union européenne, a-t-il indiqué. *"Ce n'est pas une conférence internationale. C'est une conférence régionale élargie"*, a-t-il expliqué.

Le roi Abdallah II de Jordanie, en visite, le 28 septembre, à Paris, soutient l'idée d'une conférence

internationale sur l'Irak mais juge *"impossible"* la tenue d'élections dans le *"chaos"* actuel. *"Le Premier ministre (irakien) Iyad Allaoui veut cette conférence internationale. Nous soutiendrons donc tout ce que voudra le gouvernement de Bagdad. Nous soutiendrons tout ce que voudront les Irakiens"*, déclare le roi Abdallah dans une interview publiée dans *Le Figaro*.

En revanche, le souverain hachémite se montre beaucoup plus sceptique sur la possibilité d'organiser dès janvier des élections en Irak. *"Il me semble impossible d'organiser des élections indiscutables dans le chaos que connaît aujourd'hui l'Irak"*, estime le monarque, qui a été reçu à l'Elysée par le président Jacques Chirac.

De son côté, en visite à Amman dans le cadre d'une tournée

arabe, le 6 septembre, le chef de la diplomatie irakienne Hoshyar Zebari avait indiqué que son gouvernement était prêt à aider la France à obtenir la libération de deux journalistes français retenus en otages en Irak par un groupe islamiste. "Le

gouvernement irakien est désireux et prêt à fournir au gouvernement français toute l'aide possible pour assurer la libération des otages et leur retour sains et saufs dans leurs foyers", avait indiqué M. Zebari lors d'une conférence de presse à Amman. Il avait indiqué avoir

rencontré à Bagdad une délégation du ministère français des Affaires étrangères. "Je leur ai exprimé, au nom du gouvernement irakien, notre disposition à leur donner tout le soutien et les informations possibles", avait souligné M. Zebari.

TÉHÉRAN : LE PRÉSIDENT KHATAMI CONFIRME LA POURSUITE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN

L'Iran poursuivra son programme dans le domaine de l'énergie nucléaire civile même si cela aboutit à un arrêt de la supervision et de la coopération internationale, a déclaré le 21 septembre le président iranien Mohammad Khatami. "Nous avons fait notre choix et c'est aux autres (Occidentaux) de faire le leur", a déclaré le président Khatami dans un discours lors du défilé des forces armées iraniennes, qui marque le début de la semaine de la "Défense sacrée", allusion à la guerre Iran-Irak (1980-88). Le président a affirmé que la communauté internationale devait "reconnaître notre droit naturel (à l'accès au nucléaire), alors nous pourrions accepter la supervision internationale et poursuivre notre effort pour acquérir la technologie nucléaire civile". "Dans le cas contraire, nous allons continuer sur notre voie même si cela aboutit à un arrêt de la supervision et de la coopération internationale", a-t-il ajouté. Il a une nouvelle fois répété que l'Iran ne cherchait pas à acquérir la bombe atomique. "Que nous soyons sous la supervision internationale ou pas, nous ne cherchons en aucun cas à fabriquer la bombe atomique, car c'est contraire à notre religion et à notre

culture. Nous sommes opposés aux armes atomiques", a-t-il souligné. Le 18 septembre, le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a fixé la date butoir du 25 novembre pour un examen complet du programme nucléaire iranien et a aussi exigé l'arrêt "immédiat" des activités d'enrichissement, pourtant légales au regard du Traité de non-prolifération (TNP). Après trois jours de discussions serrées, Les États-Unis et trois grands pays d'Europe - Allemagne, France et Grande-Bretagne - s'étaient, le 16 septembre, entendus sur un projet de résolution à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les Américains avaient fini par renoncer à fixer un ultimatum au 31 octobre à l'Iran pour se conformer aux exigences et demandes d'explications de l'AIEA ou bien être traduits en novembre devant le Conseil de sécurité des Nations unies en vue de sanctions internationales. L'uranium enrichi dans des centrifugeuses peut donner du combustible nucléaire aussi bien pour de l'énergie civile que pour une bombe atomique. D'où l'inquiétude des Occidentaux qui préfèrent livrer de l'uranium déjà enrichi. Téhéran, qui dément

avoir des intentions militaires, avait accepté en octobre 2003 de suspendre ses activités d'enrichissement, en échange d'une coopération nucléaire civile de Berlin, Londres et Paris. Mais l'Iran est revenu sur son engagement cet été, en reprenant partiellement les activités liées à l'enrichissement, notamment la fabrication et l'assemblage des centrifugeuses. Téhéran a également commencé il y a quelques semaines la conversion de l'uranium, étape qui précède l'enrichissement. Les dirigeants iraniens ont affirmé ces derniers jours qu'ils refusaient d'étendre le champ de la suspension des activités d'enrichissement, notamment un arrêt de la fabrication des centrifugeuses et la conversion de l'uranium.

L'attitude de fermeté de Téhéran à quelques semaines des élections américaines est interprétée par les observateurs comme une manière de prendre date et de faire monter les enchères en attendant les négociations sérieuses qui doivent intervenir après l'élection du président américain. Par ailleurs, l'opposition iranienne affirme que les installations connues et inspectées par l'AIEA ne sont que partie visible de l'iceberg d'un programme nucléaire iranien qui se développe dans le plus grand secret avec l'aide technique du Pakistan.

BAGHDAD
SELON UN BILAN OFFICIEL LA GUERRE AURAIT FAIT
DE 10 000 À 30 000 VICTIMES IRAKIENNES
TANDIS QUE LE CAP DES 1000 MORTS AMÉRICAINS
EST FRANCHI

L’armée américaine paie un lourd tribut en Irak. Selon un décompte effectué par l’Associated Press, plus de 1.000 soldats ont été tués dans le pays depuis le déclenchement de la guerre par l’administration Bush, le 20 mars 2003. A moins de deux mois de l’élection présidentielle américaine, le cap des 1.000 victimes américaines en Irak a été franchi le 7 septembre près d’un an et demi après l’intervention en Irak. Outre les 1.000 tués - dont les trois-quarts au combat - près de 7.000 soldats américains ont été également blessés depuis l’invasion.

Ce bilan comptabilise les 998 soldats et trois civils tués alors qu’ils travaillaient avec le Pentagone. Il a pu être établi grâce aux informations fournies par le ministère de la Défense et les familles des victimes, et aux reportages de l’AP sur le terrain.

Ce palier a été franchi après la recrudescence des violences des derniers jours au cours desquelles quatorze soldats américains ont été tués. Sept d’entre eux ont été abattus le 7 septembre: deux lors d’affrontements entre les partisans du chef radical chiite Moqtada al-Sadr et les troupes américaines, et cinq autres lors d’attaques séparées, principalement dans le secteur de Bagdad.

Face à la recrudescence des

violences, le secrétaire d’Etat américain Colin Powell a reconnu le 26 septembre que l’organisation des élections en Irak pourrait être entravée. Les insurgés *“sont déterminés à perturber les élections”* prévues en janvier 2005, a-t-il indiqué sur la chaîne de télévision ABC ajoutant: *“Parce que cela s’aggrave, nous devons accroître nos efforts pour vaincre la rébellion”*. Powell a cependant reconnu qu’il pourrait y avoir des difficultés à organiser ce scrutin sur l’ensemble du territoire irakien en raison de la violence. *“On ne peut pas dire qu’il n’y aura pas d’attaques contre des bureaux de vote ou qu’il n’y aura pas des endroits où il se sera difficile de voter”*, a-t-il déclaré.

Aucun chiffre fiable des victimes irakiennes n’existe pour l’ensemble du pays, mais des estimations privées font état de 10.000 à 30.000 morts depuis le début de la guerre. A la clinique Cheikh Omar de Bagdad, un registre fait état, à la date du 9 septembre, de 10.363 morts violentes enregistrées dans la capitale irakienne et sa région depuis le début de l’intervention militaire en mars 2003. Des décès provoqués par des accrochages avec les forces de la coalition, mais aussi des voitures piégées, des attaques au mortier, des règlements de compte et des hold-up... Les morts violentes recensées dans le registre de cuir de la clinique bagdadie ne proviennent que de 18 provinces du pays, et ne répertorient pas les personnes tuées dans des

ville aussi agitées que Najaf, Kerbala, Falloujah, Takrit et Ramadi.

Les victimes irakiennes sont des membres de la guérilla, des policiers et des militaires, mais aussi des civils tués dans des fusillades ou par l’explosion de bombes. Les Irakiens victimes de la criminalité, en forte hausse depuis la chute du régime de Saddam Hussein, sont également recensés. Le bilan ne révèle toutefois pas toujours si les personnes sont mortes dans une situation de combat ou pour une autre cause.

La perspective d’une mort violente est la dernière menace en date pour un peuple qui a souffert de plusieurs décennies de guerre et de dictature brutale sous Saddam Hussein. L’ancien régime irakien est accusé par les organisations de défense des droits de l’Homme d’avoir tué plus de 300.000 Irakiens considérés comme des ennemis.

Dans un pays où les morts selon la tradition musulmane sont souvent enterrés rapidement, sans être systématiquement comptabilisés par les autorités, le nombre réel d’Irakiens tués dans le conflit risque de ne jamais être connu.

Des responsables américains ont assuré pour leur part qu’ils n’avaient pas les moyens nécessaires pour recenser les morts de civils survenus depuis le début de l’occupation menée par les Etats-Unis, qui s’est terminée officiellement le 28 juin. Les nouvelles autorités irakiennes ne sont pas encore en mesure de fournir de chiffres précis sur les morts de civils.

AINSI QUE....

• LEYLA ZANA ET SES TROIS COLLÈGUES DEMANDENT QUE LES ARMES SE TAISENT LORS DE LA JOURNÉE POUR LA PAIX.

Les anciens députés kurdes Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ont mis en garde le 1^{er} septembre contre la reprise des combats entre des combattants kurdes et l'armée turque, qui pourraient empêcher la Turquie de rejoindre l'Union européenne. *"La société en a assez de la violence... Il est temps de dire "ça suffit" à la souffrance, aux larmes et au deuil"*, estiment les anciens parlementaires kurdes dans un communiqué. *"Même si le risque est faible, si une date pour l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion (de la Turquie à l'UE) était repoussée à cause des combats, la responsabilité morale serait énorme... C'est pourquoi il est très important que les armes se taisent"*, poursuivent-ils.

Leyla Zana et ses collègues ont plusieurs fois demandé aux combattants kurdes armés de déposer les armes depuis leur libération en juin dernier après dix ans de prison. Ils avaient été condamnés en 1994 à 15 ans de prison pour *"soutien aux séparatistes de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel)"*. Cette condamnation a été cassée en juin. Ils doivent être rejugés en octobre.

Pour les quatre signataires, le rapprochement de la Turquie et de l'UE permettrait de résoudre plus rapidement la question kurde. *"Les attitudes et les contributions des Etats-membres de l'UE seront aussi importants que les attitudes des Turcs et des Kurdes dans l'accélération du processus"* de résolution, écrivent-ils.

• **L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME ACCUSE LA TURQUIE DE PRATIQUE "SYSTÉMATIQUE" DE LA TORTURE TANDIS QUE LES OFFICIELS TURCS PARLENT DE CAS ISOLÉS.** Le ministre turc de l'Intérieur a assuré le 16 septembre que son gouvernement faisait preuve d'une *"tolérance zéro"* envers la torture, au moment où les députés avancent avec une rapidité fulgurante sur une vaste réforme pro-européenne du code pénal, qui réprime notamment la torture. Un haut fonctionnaire de la Commission européenne est arrivé en Turquie pour procéder à d'*"ultimes vérifications"* sur la situation des droits de l'Homme et de la torture dans ce pays, a indiqué l'exécutif communautaire à Bruxelles.

Le commissaire européen chargé de l'élargissement, Guenter Verheugen, s'est inquiété lors de sa récente visite en Turquie des chiffres que lui a fournis l'Association turque des droits de l'Homme (IHD) sur la torture, soulignant que ce crime devait être réprimé *"de la façon la plus sévère"*.

Le ministre turc de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, s'en est pris vivement le 16 septembre, à la principale organisation de défense des droits de l'Homme du pays, qui a lancé des accusations de torture *"systématique"* en Turquie. *"Il n'y a pas de torture et de mauvais traitements systématiques en Turquie"*, a-t-il déclaré, admettant des cas isolés résultant d'*"erreurs individuelles"*. M. Aksu a estimé que l'IHD avait du mal à *"saisir"* les transformations, *"à caractère révolutionnaire"*, en cours en Turquie dans le domaine des droits de l'Homme, rappelant les

réformes législatives adoptées ces derniers temps: peines plus sévères contre les tortionnaires et réduction des périodes de garde à vue, notamment. *"Nous sommes absolument déterminés à ne pas tolérer la torture (...) l'approche du gouvernement est une 'tolérance zéro' pour la torture"*, a-t-il ajouté. Selon les chiffres dont dispose l'IHD, 1.391 personnes ont été torturées en 2003 par des méthodes les plus diverses, allant jusqu'aux chocs électriques ou la bastonnade sur la plante des pieds. Ces méthodes sont aujourd'hui devenues plus rares, laissant la place aux menaces ou aux privations de sommeil ou de nourriture, selon l'IHD, qui demande qu'outre le policier tortionnaire, tous ses supérieurs soient également punis par la justice.

• **LE GROUPE ISLAMIQUE ARMÉ, ANSAR AL SOUNNA, RE VENDI QUE LA DÉCAPITATION DE TROIS KURDES.** L'Armée d'Ansar al Sounna, un groupe terroriste islamiste irakien a annoncé le 19 septembre l'exécution par décapitation de trois membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ansar al Sounna, qui a diffusé sur son site internet une cassette vidéo montrant leur décapitation, a affirmé dans un communiqué que les corps des trois *"agents"* ont été abandonnés près de Mossoul pour servir *"d'exemple"*. L'Armée d'Ansar al Sounna ajoute qu'elle a enlevé les trois Kurdes près de Tadjji, une ville située juste au nord de Bagdad, alors qu'ils se rendaient dans une base du nord du pays à bord de véhicules militaires. Selon les autorités kurdes, les trois hommes sont des étudiants qui se rendaient à Bagdad pour des

formalités d'inscription à l'Université de cette ville. Ils ont été enlevés lorsque leur voiture est tombée en panne. On affirme de source kurde que les Kurdes figurant sur la vidéo sont vraisemblablement ceux dont les corps décapités ont été retrouvés le 15 septembre au bord d'une route, au nord de Bagdad, dans des sacs en nylon.

Par ailleurs, Ansar Al-Sunna a publié le 14 septembre un communiqué revendiquant la tentative d'assassinat la veille contre le gouverneur de Dohouk. Le ministère irakien de l'Intérieur a confirmé que le gouverneur de la province de Dohouk, Nichervan Ahmad, avait échappé à un attentat à l'explosif alors qu'il se rendait à son bureau à Dohouk. De son côté, le gouverneur a déclaré à la télévision kurde, *KurdistanTV*, que deux de ses gardes ont été blessés dans l'explosion.

L'Armée d'Ansar Al-Sunna avait annoncé le 31 août l'assassinat de 12 Népalais, pris en otages par ce groupe pour avoir travaillé avec les forces américaines en Irak. Leur exécution avait marqué le plus grand massacre d'otages en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003.

• IRAN : MOHAMMAD KHATAMI EN FACHEUSE POSTURE AVEC LA TURQUIE QUI VOIT SES CONTRATS DE MARCHÉS PUBLICS MIS EN SUSPENS PAR LE PARLEMENT CONSERVATEUR.

Le président iranien qui voit sa politique étrangère remise en cause par le Parlement conservateur a dû reporter sa visite officielle en Turquie. Cette visite, prévue pour le 28 septembre, "a été reportée jusqu'à

ce qu'on s'entende, en Iran même, sur le sort" de deux marchés promis à des sociétés turques, "afin de pouvoir ensuite s'entendre avec le monde extérieur", a déclaré le 26 septembre le porte-parole du gouvernement Abdollah Ramezanzadeh.

Le Parlement a porté un nouveau coup le 22 septembre à la politique de libéralisation économique du gouvernement réformateur en forçant ce dernier à soumettre à l'approbation des députés les contrats avec des compagnies étrangères. Cette nouvelle législation visait en particulier l'octroi aux sociétés turques TAV (Tepe-Akfen-Vie) et Turkcell, respectivement de la construction de la seconde phase de l'Aéroport international Imam Khomeiny, près de Téhéran, et d'un second réseau de téléphonie mobile. Devant la fureur présidentielle, le Parlement a fait marche arrière en précisant que cette législation ne s'appliquerait qu'à ces deux seuls marchés. Les deux contrats "entreront en vigueur seulement après l'approbation du Parlement", stipule la nouvelle loi.

"Le parlement vise seulement les deux contrats avec TAV et Turkcell. Il n'est pas hostile aux investissements étrangers", a insisté le premier vice-président du Parlement, Mohammad-Reza Bahonar, à la suite du vote. "C'est insuffisant. Le gouvernement est toujours hostile à cette loi", a déclaré M. Ramezanzadeh.

Le 22 septembre, le président était entré dans une colère rare et avait dénoncé ce qu'il avait qualifié de "loi sans précédent dans l'histoire de la République islamique (qui) paralyse l'action du gouvernement". Il avait

cependant assuré que son voyage en Turquie n'en serait pas affecté.

Le contrat que le gouvernement veut attribuer à TAV, d'un montant de 200 millions dollars, n'a pas encore été signé. Les conservateurs estiment que la présence de TAV à l'aéroport met en danger la sécurité nationale. C'est avec cet argument qu'en mai, l'armée avait fermé l'aéroport qui venait d'accueillir son premier vol après des années de retard. TAV avait obtenu l'exploitation de la première partie de l'aéroport, encore fermé aujourd'hui.

Turkcell, qui a signé son contrat en septembre, devrait investir plus de 3 milliards de dollars en Iran. Mais il lui faut encore verser à l'Etat iranien 300 millions d'euros de licence. Les conservateurs estiment que ce contrat menace aussi les intérêts nationaux car Turkcell pourrait procéder à des écoutes ou suspendre le fonctionnement du réseau.

Les conservateurs accusent aussi les deux compagnies turques de liens avec Israël, ennemi déclaré de la République islamique. "En cas d'annulation du contrat avec Turkcell, le gouvernement devra payer entre 300 et 400 millions d'euros d'indemnités", a prévenu Gholamreza Tadjghardoun, vice-président de l'Organisation du plan, cité par l'agence officielle iranienne Irna.

Cet été déjà, les députés conservateurs se sont opposés à la privatisation des banques ou encore à l'ouverture de succursales par les banques non-iraniennes pour "empêcher que l'étranger ne domine l'économie".

Les conservateurs ont repris quasiment tous les pouvoirs en même temps que la majorité au

Majlis (assemblée) en mai, mais le gouvernement rechigne à être réduit à expédier les affaires courantes. Les partisans de l'ouverture s'inquiètent des signaux défavorables adressés aux investisseurs étrangers. Selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'Iran a attiré seulement 120 millions de dollars d'investissements étrangers en 2003, chiffre contesté par les responsables iraniens, qui avancent celui de 2 milliards de dollars.

• LES PAYS - BAS AUTORISENT L'EXTRADITION D'UNE DIRIGEANTE DU PKK EN TURQUIE ALORS QUE LES ACCROCHAGES SE MULTIPLIENT DANS LES RÉGIONS KURDES. Le ministre néerlandais de la Justice Piet Hein Donner a autorisé le 7 septembre l'extradition d'une dirigeante du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Nusriye Kesbir, vers la Turquie, a annoncé le ministère dans un communiqué. En mai dernier, la Cour suprême des Pays-Bas avait autorisé l'extradition de Mme Kesbir qu'Ankara accuse d'être responsable d'au moins 25 attaques contre des objectifs militaires entre 1993 et 1995 mais la décision finale revenait au ministre de la Justice. *"Le ministre autorise l'extradition de Mme Kesbir. Cette décision a été prise après avoir obtenu la garantie des autorités turques qu'elle bénéficiera d'un procès équitable"*, précise La Haye. Mme Kesbir était membre du Conseil présidentiel du PKK (rebaptisé Kongra-Gel), et exerçait des fonctions

importantes au sein de cette organisation aux côtés notamment d'Osman Ocalan, frère d'Abdullah Ocalan. Elle a cependant toujours nié avoir été impliquée dans des attentats et affirmé ne s'être occupée que de questions relatives aux femmes. Mme Kesbir avait été arrêtée à l'aéroport d'Amsterdam Schiphol en septembre 2001. Elle avait demandé l'asile politique aux Pays-Bas, ce qui lui avait été refusé.

Par ailleurs, les incidents se sont multipliés avec plus de 50 embuscades ou accrochages avec les forces de sécurité dans le Kurdistan de Turquie. Deux combattants kurdes ont été tués et vingt autres personnes, dont des membres du conseil municipal de Silopi ont été arrêtés à Sirnak et à Tunceli et par les forces de sécurité qui soupçonnent certains d'entre eux d'avoir planifié des attaques contre des cibles gouvernementales locales, ont annoncé le 21 septembre des responsables turcs. La police turque avait également annoncé le 9 septembre que dix-neuf personnes soupçonnées *"d'aider et de soutenir la rébellion kurde"* avaient été arrêtées dans la province de Tunceli (Dersim). L'ancien maire de Tunceli, Hasan Korkmaz, et le président de la chambre de commerce et d'industrie de cette province, Ali Asker Guler, figuraient parmi les personnes arrêtées à la suite d'un simple témoignage d'un militant de l'ancien PKK.

De plus, les forces de sécurité turques ont tué, semble-t-il, par erreur deux personnes et blessé deux autres dans la nuit du 18 septembre, dans la province de Gumushane. Les forces de sécurité, qui menaient une vaste

opération dans la région ont ouvert le feu sur un groupe de quatre personnes, qui se rendait en fait aux champs dans le but de protéger les semailles des méfaits des sangliers.

A la suite des combats à l'extérieur de la ville de Kagizman, dans la province de Kars, quatre combattants du PKK ont été, le 10 septembre, tués par des forces paramilitaires turques lors d'une opération. Le même jour, quatre combattants kurdes, dont une femme, et trois soldats ont été tués dans de violents accrochages près de Pervari dans la localité de Yazlica. Le 7 septembre, un policier et un garde avaient été tués dans l'attaque d'un poste de contrôle à Diyarbakir.

• LIBÉRATION EN SUÈDE D'UNE PERSONNE IMPLIQUÉE DANS LES ATTENTATS D'ERBIL. Selon le quotidien suédois Dagens Nyheter daté du 12 septembre, un Suédois d'origine libanaise arrêté en avril avec trois autres personnes pour leur implication présumée dans le double-attentat du 1er février 2004 à Erbil, dans le Kurdistan irakien, qui avait fait plus de 100 morts, a été relâché.

"Nous avons interjeté appel de sa mise en détention auprès de la Cour d'appel (de Stockholm), laquelle a estimé que les charges retenues contre mon client par le procureur sont insuffisantes", a indiqué son avocat, Johan Eriksson, au quotidien Dagens Nyheter.

Les quatre hommes --deux Irakiens, un Américain né en Israël et un Suédois de 35 ans né au Liban-- avaient été arrêtés sur la foi d'écoutes téléphoniques pour *"crimes terroristes ou préparation de crimes terroristes"*.

• **PROCÈS DE LA CELLULE TURQUE D'AL-QAÏDA POURSUIVIE POUR LES ATTENTATS D'ISTANBUL.**

Adnan Ersoz, un des accusés qui comparaissaient le 13 septembre dans le procès des attentats d'Istanbul a déclaré que des membres de la cellule turque d'Al-Qaïda avaient rencontré Oussama ben Laden et d'autres dirigeants du réseau. Il a également laissé entendre que l'organisation terroriste avait donné 150.000 dollars (122.500 euros) pour financer les attentats-suicide en Turquie. En novembre 2003, 61 personnes avaient été tuées et plus de 600 blessées dans les explosions qui avaient visé deux synagogues, le consulat britannique et une banque britannique à Istanbul. Sur les 69 suspects traduits en justice, neuf ont témoigné le 13

septembre pour la première fois. Adnan Ersoz, a reconnu avoir aidé à arranger une rencontre en 2001 entre Abou Hafs al-Masri, un ancien lieutenant d'Oussama ben Laden, et Habib Akdas, chef présumé de la cellule turque d'Al-Qaïda. Lors de cette rencontre, Al-Masri a accepté de verser 8.900 dollars (7.250 euros) pour envoyer des Turcs en Afghanistan, a rapporté Adnan Ersoz. Al-Qaïda aurait aussi souhaité commettre un attentat contre un navire israélien qui faisait escale en Turquie, ou contre une base aérienne utilisée par des avions américains à Incirlik, dans le sud de la Turquie, a-t-il ajouté. Habib Akdas voulait rencontrer Oussama ben Laden et il l'a fait quelques jours après sa rencontre avec Al-Masri, selon Adnan Ersoz qui dit avoir assisté à la discussion.

Plus tard dans l'année, Habib Akdas a essayé de convaincre Adnan Ersoz de l'aider à attaquer Incirlik, d'après le témoignage de l'accusé. *"Il m'en a parlé et il voulait que je l'aide. Il voulait 150.000 ou 200.000 dollars (122.500 ou 163.200 euros) d'Al-Qaïda"*, a rapporté Adnan Ersoz. *"Je n'ai pas accepté sa proposition (...) J'ai accepté de l'en dissuader."* Habib Akdas lui a dit plus tard avoir reçu 150.000 dollars (122.500 euros) de personnes en Syrie et en Iran, dont il n'a pas précisé l'identité.

Dans ce procès, le ministère public réclame la prison à vie pour cinq personnes soupçonnées d'avoir joué un rôle direct dans les attentats d'Istanbul. Les 64 autres accusés encourent des peines de prison allant de quatre ans et demi à 22 ans et demi.

A Bagdad, le chef radical Moqtada Al-Sadr annonce l'arrêt des combats de sa milice : l'Armée du Mahdi

LE JEUNE chef religieux chiite radical Moqtada Al-Sadr a fait annoncer, lundi 30 août, par le cheikh Naïm Al-Qaabi, directeur de son bureau à Bagdad, « l'arrêt des combats [de sa milice, l'Armée du Mahdi] dans tout l'Irak et l'entrée de son mouvement dans le processus politique ».

« L'Armée du Mahdi se tourne désormais vers la lutte pacifique. Nous verrons à l'avenir, cela pourrait changer. Mais pour l'instant, [la milice] est pacifique », a déclaré le cheikh Mahmoud Al-Soudani, un collaborateur d'Al-Sadr. « Moqtada va annoncer sa participation au processus politique irakien. Il ne participera pas directement aux élections mais il désignera et soutiendra quelqu'un, quelqu'un de son camp ou d'ailleurs », a-t-il ajouté.

L'imam Al-Sadr, qui jurait il y a quelques jours encore de combattre jusqu'à la mort « l'occupant » américain, doit expliquer dans deux jours ce retournement, selon son plus proche conseiller politique, cheikh Ali Soumeïssim. « En raison de la situation dans la ville de Nadjaf et dans les provinces, (...) nous demandons à tous les membres de l'Armée du Mahdi de cesser les combats sauf en cas de nécessité, et d'être patients jusqu'à ce que le programme politique que les partisans de Sadr élaborent soit divulgué », a déclaré le cheikh Soumeïssim. « Nous avertissons le gouvernement irakien que le mouvement de Sadr va annoncer un important programme politique », a-t-il ajouté.

Cette annonce surprise a été accueillie avec beaucoup de réserve par le gouvernement intérimaire. Il s'agit d'une tentative pour « sauver la face » après l'accord de paix de Nadjaf, a estimé un officiel,



Des proches se recueillent, lundi 30 août, sur la tombe d'un membre de l'Armée du Mahdi tué pendant les combats autour du mausolée d'Ali, à Nadjaf. La stèle est décorée par une photo de Moqtada Al-Sadr.

Sabah Kazem. Cet accord, obtenu grâce à la médiation du grand ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité de la communauté chiite en Irak, a mis fin vendredi à trois semaines de combats entre les miliciens d'Al-Sadr et les forces américano-irakiennes à Nadjaf.

L'accord prévoit, outre l'évacuation par les miliciens du mausolée d'Ali, le désarmement de la cité ainsi que de la ville voisine de Koufa, le départ des miliciens et l'acceptation par Moqtada Al-Sadr de se joindre au processus politique destiné à doter l'Irak de nouvelles structures. De fait, les miliciens de l'Armée du Mahdi ont quitté dès vendredi l'enceinte du mausolée d'Ali, le lieu le plus vénéré de l'Islam chiite, où ils étaient retranchés, tandis que l'armée américaine a accepté de se retirer de Nadjaf. Lundi, l'Armée du Mahdi a

remis le contrôle de la mosquée de Koufa à la Marjaïya, la plus haute autorité chiite représentée par le grand ayatollah Al-Sistani.

Peu avant l'annonce de la décision de Moqtada Al-Sadr de s'intégrer au jeu politique, un accord de paix était intervenu à la Cité Sadr, l'immense faubourg à écrasante majorité chiite de Bagdad, pour mettre fin aux combats contre les troupes américaines qui ensanglantent ce quartier depuis des mois.

ASSISTANCE IRANIENNE

Par ailleurs, l'Irak a offert au vice-premier ministre irakien, Barham Saleh, d'aider son pays à restaurer la sécurité. L'un des plus hauts dirigeants iraniens, Hassan Rohani, a toutefois souligné que cette assistance dépendait de la présence ou non de forces étrangères en Irak, facteur d'instabilité selon lui.

« L'Irak ne refusera pas son aide pour amener la sécurité en Irak, parce que la sécurité de l'Irak et celle de l'Iran, mais aussi celle de la région, sont liées », a déclaré M. Rohani, qui est le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale. Mais cette sécurité « dépend aussi d'un départ le plus tôt possible des forces étrangères », a-t-il ajouté selon l'agence officielle iranienne Irna.

Le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi avait lui aussi estimé, dimanche, que les capacités de l'Irak de peser positivement sur le cours des événements en Irak devaient être davantage utilisées, compte tenu de « la politique américaine faite de tâtonnements et d'erreurs, qui a coûté si cher à l'Irak et à la région ». « Toute forme d'instabilité en Irak a un effet direct en Iran. La stabilité et le calme sont dans l'intérêt de la République islamique », a-t-il dit à M. Saleh, selon Irna. « De bonnes relations avec l'Irak bénéficient à l'Irak », a-t-il insisté.

La visite de M. Saleh à Téhéran visait à exprimer aux autorités iraniennes l'inquiétude de Bagdad quant à une ingérence présumée de la République islamique dans l'ancienne Mésopotamie. La visite visait également à préparer celle que le premier ministre intérimaire irakien, Iyad Allaoui, doit effectuer en Iran à une date non encore fixée.

En pleine insurrection chiite, l'Irak a ouvertement signifié son soutien au grand ayatollah modéré Ali Al-Sistani. M. Rohani a salué son intervention, en notant que « l'autorité chiite a toujours été un facteur d'unité, de stabilité, de sécurité et d'indépendance » dans l'histoire de l'Irak. - (AFP, Reuters.)

French hold hectic talks on captives

By Elaine Sciolino

PARIS: France on Tuesday stepped up its diplomacy to win the release of two French journalists taken hostage in Iraq as the deadline set by their kidnapers drew near.

But the French government refused to give in to the kidnapers' demand that it rescind the new law banning Islamic headscarves and other conspicuous religious symbols from public schools.

"France as a democracy has laws, values and traditions," President

Jacques Chirac said at a news conference in the Russian Black Sea resort of Sochi, where he was meeting President Vladimir Putin of Russia and the German chancellor, Gerhard Schröder.

"Under the given circumstances," Chirac said, "we are concentrating all our efforts on freeing the hostages and we appeal for their immediate release."

It was a day of roller-coaster diplomacy.

Hopes for the release of the journalists Georges Malbrunot and Christian Chesnot seemed to dim as another mil-

itant Iraqi group announced on an Islamist Web site that it had executed 12 hostages from Nepal who were kidnapped earlier this month.

Nepal, like France, was not involved in the invasion and occupation of Iraq, and the men had come to Iraq to work as cooks and cleaners for a Jordanian company.

Then came news on the Saudi-based Al Arabiya satellite channel that the release of the French hostages was imminent.

"The air is filled with a rumor of hope and then comes a rumor of pessi-

mism," said a French official involved in the diplomatic efforts.

The seizure of two Frenchmen has been a stunning surprise for France. It has gripped the country since Saturday night when the kidnapping by the little-known Islamic Army of Iraq was announced on Al Jazeera television, along with the demand that the religious-symbol law be rescinded within 48 hours.

On Monday night, the kidnappers extended the deadline another 24 hours in a subsequent video broadcast on Al Jazeera. In the video, the two hostages asked the French government to meet the group's demand so that their lives would be spared.

The kidnapping has also shattered any notion that France might have en-



joyed immunity from terrorism emanating from Iraq because of its staunch antiwar stance and its refusal to send any troops to the country, even to train soldiers and police officers.

Finally, the crisis is a personal challenge to Chirac, who has spent much of his four decades in elected office cultivating relationships with leaders in the Arab world and considers himself as an expert on Arab politics.

"Until our hostages are freed we will be in a state of anxiety that can't be described," said France's communications minister, Renaud Donnedieu de Vabres.

As the crisis deepened, Foreign Minister Michel Barnier continued his whirlwind mission Tuesday, visiting Amman, the Jordanian capital, and Alexandria, in Egypt, to explain the new law, which takes effect when elementary and high school students return to

their classrooms this Thursday, and to win Arab and Muslim support for the hostages' release.

"The honor, the history of our country and of the French republic are to guarantee to all those who live in France the same protection, the same freedom of conscience and of worship," Barnier said Tuesday in Amman in defending the law in the name of the country's secular, republican ideals.

Francois Fillon, the minister of national education, who is responsible for enforcing the new law on religious symbols, meanwhile, abruptly canceled a news conference scheduled for Tuesday to explain how the law would be implemented.

The Islamic world seems to be speaking with one voice in denouncing the kidnapping and demanding that the journalists be freed.

In Gaza on Tuesday, the Palestinian

Islamic militant group Hamas said the journalists were innocent victims who should be released, and that because France had been antiwar, it should not be made to suffer. "France has been taking a positive stand in support of the Iraqi cause," said Sami Abu Zuhri, a spokesman for the group.

Even those opposed to the headscarf ban condemned the kidnappers, insisting the matter was a purely domestic affair to be debated in France.

In Egypt, the Muslim Brotherhood, the Arab world's largest Islamist organization whose supporters in France have led the protests against the headscarf ban, has called for the hostages' release.

The Islamic Republic of Iran, which requires women to hide their hair and had also condemned the law, on Tuesday condemned the kidnappers.

"Human values and Islamic principles do not condone such methods,"

Hamid Reza Asefi, the Foreign Ministry spokesman, was quoted by the official news agency IRNA as saying.

Other commentators noted that France, despite its antiwar stance, was now suffering the ripple effects of terror spawned by the war in Iraq.

"We are all hostages," announced the newspaper El País of Spain, which suffered the trauma of terrorist bombings in Madrid last March.

Amid the show of support, there was also an undercurrent of hostility.

"Good luck, Mr. Barnier," said a commentary in Tuesday's editions of The Independent of London.

It added, "France, in this moment of crisis, finds itself confronted with the limitations, and contradictions, of its efforts to develop an alternative (i.e. non-American) policy towards the Islamic world."

The New York Times

LIBERATION
MERCREDI 1ER SEPTEMBRE 2004

Turquie: 11 Kurdes et 2 soldats tués dans des affrontements

Onze rebelles kurdes et deux soldats turcs ont été tués, hier, lors d'affrontements en cours depuis trois jours dans la province turque de Sirnak, non loin de la frontière irakienne. Les rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK) ont rompu, le 1^{er} juin, un cessez-le-feu unilatéral décrété six ans plus tôt, relançant une révolte séparatiste qui a fait plus de 30 000 morts dans les années 80 et 90. Les combats restent pour le moment cantonnés dans le sud-est du pays, mais le PKK n'a pas exclu de viser des cibles touristiques.

D'après AFP

La tâche d'éventuels médiateurs est rendue difficile par le chaos qui règne dans les villes sunnites d'Irak

BAGDAD

de notre correspondante

Hubert Colin de Verdière, secrétaire général sortant du Quai d'Orsay, se trouve depuis lundi 30 août à Bagdad pour contribuer aux contacts visant à obtenir la libération des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, retenus en otage depuis le 20 août. Selon un diplomate de l'ambassade de France, M. Colin de Verdière a déjà rencontré plusieurs dignitaires religieux. « De multiples contacts ont été pris, et aucune piste n'a été négligée » jusqu'à présent pour que soient relâchés les deux

journalistes, a assuré ce diplomate, qui, en attendant des résultats concrets, veut voir dans les déclarations en chaîne réclamant la libération des deux reporters la preuve de « la justesse de la politique française en Irak, qui est très appréciée ». « Cette mobilisation massive et spontanée, l'abondance de communiqués sans ambiguïté, en témoignent », ajoute-t-il.

Dans les heures qui ont précédé l'annonce, dans la nuit de lundi à mardi, de la prolongation d'une journée de l'ultimatum adressé à la France, les appels à la libération des deux journalistes se sont multipliés en Irak. Le Comité des oulé-

mas musulmans, l'une des principales organisations sunnites du pays, a été le premier à réagir, suivi par l'Ordre religieux de la daawa, de l'ershad et de la fatwa, mouvement sunnite salafiste considéré comme influent auprès des milieux combattant la présence américaine en Irak. Des chefs religieux et politiques de toutes tendances se sont joints à eux. Leurs appels ont, dans plusieurs cas, été répercutés sur des tracts distribués à l'entrée des mosquées.

La tâche des négociateurs est néanmoins rendue très difficile par le chaos qui prévaut dans les

villes où pourraient être retenus les otages. Fallouja, Ramadi, Latifiya ou Mahmoudia sont autant de zones rebelles, qui échappent presque complètement au contrôle du gouvernement irakien et des forces de la coalition. Elles sont le refuge de groupes islamistes sunnites radicaux, d'ex-agents baasistes et de bandits sans foi ni loi, les uns étant parfois mêlés aux autres.

Le cheikh Hicham Najim Al-Hasan Al-Douleïmi, président du Conseil de la ligue nationale des dirigeants et chefs de tribu irakiens, est l'une des rares personnalités du pays à y avoir exercé un rôle de médiateur, avec quelque

succès, à l'occasion de précédents enlèvements de ressortissants étrangers. A la tête d'une organisation qui regroupe 16 000 cheikhs et chefs de clan irakiens, Hicham Al-Douleïmi tire aussi son autorité de l'importance numérique de sa propre tribu - plus de 80 000 hommes selon lui - implantée dans ces zones rebelles.

Lundi 30 août, il s'est dit prêt à offrir ses services de médiateur aux autorités françaises, « dès que celles-ci lui auront donné un feu vert officiel ». C'est, explique-t-il, un préalable nécessaire, qui lui conférerait une sorte d'immunité auprès du gouvernement irakien et de la coalition. « Je suis opposé à ces pratiques quelle que soit la nationalité des otages, a déclaré le cheikh, mais je condamne tout particulièrement l'enlèvement des Français, qui sont un peuple ami des Irakiens. » Lundi soir, au moment où le premier ultimatum adressé à la France par les ravisseurs de l'Armée islamique en Irak touchait à son terme, le cheikh Hicham Al-Douleïmi, dont les coordonnées ont été transmises à l'ambassade de France, n'avait pas été joint par cette dernière.

Outre la libération de deux travailleurs sociaux japonais enlevés début avril et de deux ressortissants russes libérés à la mi-avril, le cheikh Al-Douleïmi affirme avoir tenu un rôle déterminant dans la libération d'Angelo de La Cruz, un camionneur philippin pris en otage le 7 juillet et relâché deux semaines plus tard. L'enlèvement

avait été revendiqué par la même Armée islamique en Irak, qui affirme aujourd'hui détenir les deux journalistes français. Hicham Al-Douleïmi, qui avait déclaré au *Monde* dimanche être en contact avec les ravisseurs, appartient à la même tribu.

Cécile Hennion

Le général Rondot dépêché en Irak

Le gouvernement a dépêché en Irak son meilleur expert de la diplomatie secrète : le général Philippe Rondot, qui se trouve sur place depuis plusieurs jours à la tête d'un groupe d'agents. Annoncée par RTL mardi matin, cette information a été confirmée au *Monde* de source officielle. Agé de 68 ans, ancien membre de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) puis conseiller de la direction de la surveillance du territoire (DST), le général Rondot, qui est aussi l'auteur d'ouvrages de référence sur le monde arabe, a appartenu au cabinet des ministres de la défense Pierre Joxe (1991-1993) et Alain Richard (1997-2002). Il a œuvré dans l'ombre des tractations pour la libération des otages du Liban, en 1986, et de la famille Valente, en Libye, en 1990 ; il avait préparé l'accueil en France du général libanais Michel Aoun, en 1991. Son plus haut fait d'armes est la capture du terroriste Illich Ramirez Sanchez, alias « Carlos », au Soudan, en 1994.



DENIS/REA

Crise des otages : nouvel ultimatum, ultimes tentatives

LES RAVISSEURS des deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot ont accordé, lundi soir 30 août, un sursis de vingt-quatre heures à la France pour qu'elle abroge la loi interdisant le port du voile islamique à l'école. Au même moment, la chaîne qatarie de télévision satellitaire Al-Jazira a diffusé une nouvelle cassette vidéo dans laquelle nos deux confrères appellent « le président Chirac et le gouvernement français » à « abroger immédiatement la loi sur le voile ». « Si elle n'est pas annulée, ajoute Christian

Chesnot, nous risquons de le payer de notre vie. C'est une question de temps, peut-être de minutes. »

A Paris (photo), une manifestation de solidarité a eu lieu lundi soir. Dans l'ensemble du monde arabe, la diplomatie française tente de mobiliser les responsables politiques ou religieux susceptibles d'avoir une quelconque influence l'Armée islamique en Irak. Pour l'heure, nul n'est en mesure de dire si ces tractations et exhortations auront un quelconque impact.

Le Monde

1^{er} SEPTEMBRE 2004

Paris tente d'isoler les terroristes en orchestrant le concert des réprobations arabes

Tous les responsables politiques ou religieux susceptibles d'avoir une quelconque influence sur l'Armée islamique en Irak ont été sollicités

EST-CE parce que l'enlèvement de Christian Chesnot et de Georges Malbrunot n'a été revendiqué que huit jours après leur disparition, ou parce que la France tout entière – gouvernement, organes de presse et opinion publique confondus – était convaincue qu'aucun mal ne leur serait fait compte tenu de la « justesse » de la politique française à l'égard du monde arabe, en général, et de l'Irak, en particulier ? Le fait est que c'est seulement après que l'Armée islamique en Irak a fait savoir, dans la soirée du samedi 28 août, par le biais de la télévision Al-Jazira, qu'elle était l'auteur de l'enlèvement des deux journalistes que la France a commencé à réagir.

Alors, impressionnante, sa capacité de mobilisation n'a fait qu'accentuer l'impression de passivité, ou d'excès de confiance, qui avait prévalu pendant une semaine. Une impression renforcée par une déclaration faite, le 25 août, par Jean-Paul Cluzel, PDG de Radio France, dont Christian Chesnot est un collaborateur pigiste : les deux journalistes « sont sans doute vivants », estimait-il, tout en répétant être toujours sans contact avec les ravisseurs. « Peut-être ont-ils été enlevés par erreur, peut-être les ravisseurs ne savaient-ils pas qu'ils étaient journalistes et de nationalité française », affirmait, de son côté, Pierre Rouselin, rédacteur en chef du service étranger du *Figaro*, dont Georges Malbrunot est l'envoyé spécial à

Bagdad. Alors que, du côté officiel français, aucune information n'a filtré sur d'éventuels intermédiaires locaux, pas plus que sur l'amorce de tractations avec les ravisseurs, la presse, dans son ensemble, a fait preuve d'une étonnante sérénité, en dépit non seulement du chaos irakien mais, aussi, de la prise d'otage d'un confrère italien, Enzo Baldoni, tué jeudi 26 août par ses ravisseurs.

BRANLE-BAS DE COMBAT

Ce n'est que lundi 30 août, au dixième jour de l'enlèvement des deux journalistes français, et moins de 24 heures après le branle-bas de combat lancé au plus haut niveau de l'Etat, que la France a pu se prévaloir d'un succès : celui d'avoir obtenu, outre un vaste mouvement d'unité nationale, un concert de réprobations de la part de tous ceux – ou presque – qui, dans le

monde arabe, pourraient avoir un soupçon d'influence ou disposer d'un levier quelconque sur les ravisseurs. C'était bien là l'un des objectifs de Paris, et notamment du départ, toutes affaires cessantes, dès dimanche, d'abord en Egypte, puis en Jordanie, avant le Qatar, du ministre des affaires étrangères, Michel Barnier.

Au-delà de l'impression, en partie fondée, d'un activisme in extremis, à quelques heures de l'expiration du premier ultimatum lancé à la France par les ravisseurs, l'idée

était de tenter d'isoler ces derniers, d'obtenir du plus grand nombre d'autorités en tout genre dans le monde arabe de se désolidariser du rapt, de signifier aux preneurs d'otages leur isolement total pour les faire fléchir. D'où les multiples contacts pris, à tous les niveaux, par le ministre des affaires étrangères.

Depuis dimanche soir, les témoignages de sympathie affluent envers les deux journalistes et la France, et les condamnations de l'enlèvement sont abondantes, de même que les appels à la libération des otages. Toutefois, nul n'est en mesure de dire si ces exhortations auront un quelconque impact, compte tenu du radicalisme et des antécédents de l'Armée islamique en Irak.

Du secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa – qui a « exhorté [les ravisseurs] à en finir avec cette affaire le plus rapidement possible » –, à la télévision Al-Jazira – qui, sortant de son rôle habituel de vecteur des communiqués et enregistrements vidéo des preneurs

d'otages, a réclamé la « libération immédiate » des deux reporters – et à la télévision du Hezbollah, en passant par un double appel du président palestinien Yasser Arafat, la condamnation a été unanime. Les syndicats de journalistes, les responsables de formations politiques, les quotidiens arabes n'ont pas été en reste, qui ont mis en exergue tantôt la « sympathie » de la France pour les « causes arabes » et tantôt le tort que les enlèvements et menaces font à l'islam et aux musulmans dans leur ensemble.

Théoriquement plus influentes – mais le sont-elles dans ce cas précis ? –, des autorités religieuses musulmanes ou d'organismes musulmans se sont jointes à ce concert. Le rapt des journalistes est « préjudiciable à l'islam et aux musulmans », a fait valoir le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Abdelwahed Belkeziz.

« ACTE CRIMINEL »

Sur le même registre, Mohammed Hussein Fadlallah, une autorité de l'islam chiite, a affirmé que la religion interdisait de lier le rapt à la loi sur le voile en France. Mohammed Al-Hindi, l'un des principaux chefs du mouvement radical palestinien Djihad islamique, a appelé les ravisseurs à libérer leurs otages qui « sont des amis du peuple palestinien et ont visité la Palestine plusieurs fois ». « La question du voile ne se règle pas de cette manière, d'autant que la position de la France sur l'occupation américaine de l'Irak s'est démarquée de celle des autres Européens », a-t-il ajouté.

Les propos de M. Allaoui « inacceptables »

Les déclarations du premier ministre irakien, Iyad Allaoui, qui, à la suite de l'enlèvement des deux journalistes français, a critiqué la position de la France face au terrorisme (*Le Monde* du 31 août) « ne sont pas acceptables », a déclaré, lundi 30 août, la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Cécile Pozzo di Borgo. « Ces déclarations semblent en effet jeter un doute sur la détermination de la France dans la lutte contre le terrorisme (...) La France mène sans relâche une action résolue contre ce fléau et elle a toujours apporté son soutien et sa contribution à toutes les initiatives de la communauté internationale dans ce domaine », a-t-elle ajouté. Paris rappelle que la France a « plaidé en permanence pour la recherche d'une solution politique » en Irak et estime que « la tenue d'élections libres et démocratiques doit permettre de réunir les conditions d'une véritable reconstruction politique et économique de l'Irak ». M. Allaoui avait déclaré que l'enlèvement des Français montre qu'il « n'y a pas de neutralité possible » en Irak et que ceux qui ne « combattent pas » aux côtés du gouvernement n'échappent pas au terrorisme.

Dans « l'intérêt de l'islam », Yasser Al-Serri, directeur de l'Observatoire islamique, basé à Londres, dont l'institution défend les musulmans dans le monde entier et jouit d'une notoriété certaine auprès des islamistes, a réclamé la libération des deux journalistes « qui, par leur travail, sont en train de dénoncer les

crimes américains en Irak ». Au Maroc, le mouvement islamiste Unification et Réforme a qualifié le rapt d'« acte criminel ». Le Comité pour le dialogue entre religions monothéistes de l'université El-Azhar du Caire s'est mis de la partie en soulignant que la prise en otage des deux journalistes « est une atteinte à la liberté humaine et individuelle, protégée par les principes de base de la religion musulmane ». Et de citer, dans un communiqué, un verset du Coran selon lequel « celui qui s'en prend à une vie innocente s'en prend à l'humanité tout entière ».

Sans méconnaître l'ampleur de ces réactions, il est très difficile de dire qui peut avoir une quelconque influence sur les ravisseurs. Ce sont vraisemblablement les contacts établis grâce à des intermédiaires sur place, en Irak, qui pourraient donner des résultats. Les personnalités ne manquent pas, qui prétendent avoir un certain pouvoir, ou une capacité de convaincre les ravisseurs, mais, en la matière, rien n'est vérifiable. Les escrocs sont aussi nombreux que les volontaires sincères, même si certains médiateurs peuvent se prévaloir du succès de leur mission dans le passé. L'annonce, lundi soir, de la prolongation de l'ultimatum des ravisseurs a ainsi préservé une étroite marge d'action.

Mouna Naïm

Les limites de la politique arabe de la France

Les réactions hexagonales à l'enlèvement des deux journalistes montre qu'il est difficile de concilier une diplomatie bienveillante et une politique intérieure marquée par la méfiance.

THE INDEPENDENT (extraits)

Londres

Une chose semble évidente : Christian Chesnot et Georges Malbrunot n'ont pas été enlevés parce qu'ils étaient français ; ils ont été enlevés parce qu'ils étaient occidentaux. Les deux journalistes n'ont pas été capturés parce que l'Armée islamique en Irak – quoi que recouvrent ces termes – avait un intérêt pressant dans la politique intérieure française ou se souciait de la loi interdisant le port du voile dans les écoles publiques françaises. Ils se sont simplement trouvés au mauvais endroit au mauvais moment, sur la route de Bagdad à Najaf (c'est-à-dire que, d'un point de vue journalistique, ils étaient courageusement au bon endroit au bon moment).

Les exigences de l'Armée islamique traduisent un opportunisme cynique, elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une campagne islamique concertée contre cette nouvelle loi. La France n'est pas présente militairement en Irak. Après avoir capturé par inadvertance deux journalistes français, le groupe s'est trouvé dans l'obligation d'exiger quelque chose. La loi sur le foulard était une cible évidente.

Le problème est que la France, en ce moment de crise, se retrouve confrontée aux limites et aux contradictions de ses efforts pour développer une politique alternative (c'est-à-dire non américaine) vis-à-vis du monde islamique. Du fait de son passé colonial et de la présence sur son territoire de plus de 3 millions de musulmans, Paris pense avoir le droit et le devoir d'entretenir des relations spéciales avec les pays arabes. Dans le même temps, les rapports agités et souvent maladroits que le gouvernement et le peuple français entretiennent avec la mino-

rité musulmane du pays compliquent de plus en plus les relations de la France avec le monde islamique. Il est absurde d'avancer, comme l'a fait le Premier ministre irakien, Iyad Allaoui, dans *Le Monde* daté du 31 août, que la France paie d'une certaine façon le prix de son lâche refus de s'attaquer à l'islam extrémiste et que la capture des deux journalistes français montre d'une certaine façon que Paris avait tort de s'opposer à l'invasion dirigée par les Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, l'odieuse chantage de l'Armée islamique – aussi cynique et opportuniste qu'il soit – a touché un nerf à vif chez les Français (ce qui explique en partie l'ambiance de crise nationale qui règne dans le pays). La dernière chose dont la France a besoin est que les conflits du Moyen-Orient débordent une fois de plus dans les rues de ses banlieues pauvres et agitées (où le conflit israélo-palestinien pousse déjà de jeunes Français arabes à s'attaquer à leurs compatriotes juifs).

La première réaction des responsables musulmans de France a été impeccable. Même les radicaux, qui pressaient auparavant les jeunes musulmanes de braver la loi sur le foulard, ont prié leurs coreligionnaires de ne pas commettre d'actes susceptibles d'enflammer les sentiments de la majorité. Ah, si le gouvernement français avait pu se montrer aussi raisonnable lorsqu'il a examiné sa loi sur les symboles religieux à l'école (qui vise essentiellement le foulard islamique, quoi qu'en dise le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier) !

On cherchait peut-être en partie à dissiper la confusion qui entourait le statut laïc des écoles publiques. Mais cette loi repose avant tout sur des considérations électorales : elle est un gage donné à la "communauté blanche" ; une affirmation que les immigrés doivent agir selon les règles de la majorité. Et, alors que l'islam se sentait attaqué et que la France s'efforçait de se donner le rôle de l'intermédiaire honnête dans le monde islamique, elle est arrivée à un moment particulièrement mal choisi.

John Lichfield



▲ Georges Malbrunot.



▲ Christian Chesnot.

Courrier
INTERNATIONAL

du 2 au 8 septembre 2004

Video shows 12 Nepalese hostages killed in Iraq

The Associated Press

BAGHDAD: A video alleged to show the execution-style killings of 12 Nepalese workers kidnapped in Iraq was posted Tuesday on a Web site linked to an Islamic militant group.

The slayings would mark the largest number of foreign hostages killed at one time by insurgents, who have seized more than 100 hostages in recent months in their drive to destabilize the country and force coalition troops and foreign workers to withdraw.

In Katmandu, Nepal's foreign minister, Prakash Sharan Mahat, said officials were still checking the reports, and the government called an emergency cabinet meeting.

"If it is true it is shocking because there were no demand or deadlines," Mahat said before the meeting. "That makes it even more shocking."

In a separate hostage crisis, France held talks in Paris and around the Arab world Tuesday in an effort to save the lives of the journalists Christian Chesnot and Georges Malbrunot, who are being held by a different militant group that has demanded France rescind its ban on head scarves in French schools.

The video of the Nepalese workers, discovered on the Web site Tuesday, showed a masked man in desert camouflage apparently slitting the throat of a blindfolded man lying on the ground. The blindfolded man moaned and a

shrill wheeze was heard. The masked man then displayed the head to the camera before resting it on the decapitated body.

Other film showed a man firing single shots from an assault rifle into the back of the heads of 11 others. Blood seeped from their bodies onto the sand.

In a statement on the Web site, a group calling itself Ansar al-Sunna Army vowed to keep fighting the Americans in Iraq.

"America today has used all its force, as well as the help of others, to fight Islam under the so-called war on terror, which is nothing but a vicious crusade against Muslims," the statement said.

The group also threatened anyone else working with U.S. forces here, saying executions would befall "every agent, traitor and spy."

Iyad Mansoor, director-general of the Morning Star Company, a Jordan-based services firm that employed the Nepalese workers, said he had no independent information on their fate.

"I'm shocked to hear such news," he said.

Mansoor said another Jordanian company had subcontracted 67 Nepalese for construction work in Iraq through Morning Star, which enlists Nepalese laborers through the Nepal-based Moonlight Company to work in factories in Jordan.

The Nepalese workers were traveling in two cars on Aug. 19 when they disap-

peared after crossing the border from Jordan. The next day, a Web statement from the little known Ansar al-Sunna Army claimed to be holding them and demanded Nepal stop sending workers to Iraq.

A tape on the same Web site on Sunday showed the same Nepalese denouncing America.

"The Americans assured us that the situation in Iraq is stable and not dangerous," said one of the men, who was

'If it is true it is shocking because there were no demands or deadlines.'

draped in an American flag. The other 11 men surrounded him and were holding their passports. "America lied to us," the man said. "The situation here is not under American control."

Nepal last week urged clerics in Iraq to call for the release of the hostages at mosques across the country during Friday Prayers.

Nepal — an impoverished South Asian nation — has sent no troops to Iraq and bans its citizens from working there because of security concerns. However, an estimated 200,000 Nepalese work elsewhere in the Gulf and around 17,000 are believed to have slipped into Iraq. Many work as security guards for foreign contractors in Iraq.

Muhammad Bashar al-Faidi, a spokesman for the Muslim Scholars Association, an influential Sunni group believed to have links to insurgents, condemned the reported killings of the Nepalese.

"We believe most of them were simple-minded and tempted to come to Iraq," he said. "We wished they could have been released by the kidnappers so that they could have become messengers for their brothers to warn them not to come to Iraq."

On Tuesday, meanwhile, U.S. and Iraqi officials discussed ways to step up aid to Najaf and a Sadr City slum in Baghdad after rebel Shiite cleric Moktada al-Sadr called on his followers to end their uprising there.

Prime Minister Ayad Allawi told tribal leaders from Sadr City that the government had allocated \$115 million for projects there to improve public services including water, electricity and sewage.

"The resumption and the stability of life in your city and in the whole of Iraq is a very important issue," Allawi said.

James Jeffrey, the second-ranking

International Herald Tribune
September 1, 2004



Images taken from a Web site tied to the Ansar al-Sunna Army are said to show the bodies of Nepalese men slain by the group.

U.S. diplomat in Baghdad, met with Governor Adnan al-Zurufi in the holy city of Najaf to assess the "immediate needs of the city" and examine ways to rebuild it. Parts of Najaf, particularly around the Old City, were heavily damaged during three weeks of fighting.

U.S. and Iraqi officials have repeatedly complained that sabotage, fighting and assassinations of government officials across the country has badly hampered efforts to rebuild the country.

Sadr's aides said on Monday the cleric had called for his fighters to stop attacks on U.S. and Iraqi forces and was considering joining the political process. Sadr has backed away from previ-

ous commitments, however.

On Tuesday, unidentified gunmen shot dead Ibrahim Ismael, the head of the education department in the northern city of Kirkuk, said Colonel Sarhat Qadir of the police. Three of Ismael's bodyguards were also wounded and were being treated at a local hospital.

In south Baghdad, meanwhile, assailants used grenades to attack a police patrol on Tuesday, killing one Iraqi officer and wounding two others, said Naji Bahr Naji al-Khalidi, an official with Iraq's FPS security force.

Also Tuesday, conflicting reports continued about the state of Iraq's oil exports after a series of pipeline attacks over the weekend. Two top officials

with the state-run South Oil said on condition of anonymity that exports had been shut down from the south, which accounts for 90 percent of the country's oil exports, since late Sunday.

Iraq's other export avenue, a northern pipeline to the Turkish port of Ceyhan, also carried no oil Monday, an oil official in Ceyhan reported.

Ex-militaires et islamistes unis

La résistance a su créer un véritable réseau d'informations et de moyens.

1ER SEPTEMBRE 2004



Rares sont désormais les actions isolées, jets de grenades, tirs d'opportunités, embuscades de proximité montées entre voisins contre une patrouille passant dans le quartier à heures trop fixes. Après dix-sept mois de combats contre les troupes de la coalition, les petites cellules locales ou familiales de résistance ont fini par former des «armées». Les officiers démobilisés ont retrouvé leurs chefs, rétabli les anciennes structures hiérarchiques. Dans les mosquées, les imams ont rassemblé leurs fidèles, prêché l'unité des musulmans contre l'envahisseur. En prison, les religieux ont eu tout loisir de convertir les laïques, qui leur ont offert de partager leurs compétences militaires.

«Les officiers s'occupaient de la sécurité, raconte un détenu récemment libéré. Ils repéraient les informateurs. A l'extérieur, des groupes se chargeaient de les liquider ou de les menacer. Les imams, eux, organisaient des prières collectives. La prison est une bonne école de religion. Les islamistes sont des gens sérieux, qui ne craquent pas. Nous avons décidé que les militaires et les islamistes s'aideraient désormais à combattre les Américains.»

Généreux financier. Lors des affrontements de Fallouja, au printemps, la résistance, opposée en commun à l'assaut des marines contre la ville, a fini d'amalgamer les diverses tendances. Créé durant le siège de la ville, le Comité militaire unifié ou Conseil des moudjahidin, regroupe aujourd'hui les délégués d'une douzaine d'organisations de toutes obédiences. D'ex-officiers de l'armée ou des services secrets siègent dans cet état-major aux côtés d'émirs islamistes issus des principaux courants du sunnisme: soufis tradi-

tionalistes, salafistes fondamentalistes ou Frères musulmans. Au nom d'une résistance fondée sur des principes «religieux et patriotes», ces chefs militaires mettent au pot commun leurs renseignements, moyens et compétences pour monter des opérations combinées dans tout l'Irak. Un réseau de communication, à l'échelle nationale, permet d'aider efficacement n'importe quel mouvement qui se décide à rejoindre cette coopérative. «Si on a besoin d'un spécialiste qu'on ne trouve pas à Fallouja, on le fait venir», raconte un émissaire du conseil.

«Avec le temps, on s'est organisés, confirme un ancien officier qui commande six cellules combattantes. Nous sommes centralisés, des frontières de la Jordanie et de la Syrie jusqu'à la banlieue sud de Bagdad.

«On partage les munitions. Baasistes, salafistes, Frères musulmans, il n'y a pas de problèmes.»

Un officier qui commande six cellules combattantes

Militaires et islamistes collaborent. Question de patriotisme. Les islamistes ont beaucoup d'argent, des contacts à l'étranger. Mais c'est l'armée qui a structuré la résistance. Nos formations aux embuscades, au tir de mortiers, à l'usage des explosifs, sont ouvertes à tous. Et on partage les munitions. Baasistes, salafistes, soufis, Frères musulmans, il n'y a pas de problèmes.» Ainsi, l'Armée islamique en Irak, qui a pris en otage les deux journalistes français, serait née de la rencontre entre trois cellules irakiennes chapeautées par un général et un généreux financier du jihad, venu de Dubaï.

Car chaque milice conserve son commandement, ses objectifs, son autonomie. Malgré l'autorité dont dispose le

Conseil des moudjahidin, il lui est difficile d'imposer ses ordres à tous les groupes combattants, surtout lorsqu'ils disposent d'une aide étrangère. «Les décisions y sont toujours prises de manière collective, après débats, explique l'émissaire. En cas de décision importante, certaines personnalités, ou des représentants de villes comme Mossoul ou Najaf, peuvent être invités à donner leur avis. Ils ne sont pas engagés automatiquement par les décisions du conseil et peuvent choisir de les suivre ou non.» Deux étrangers participeraient régulièrement aux réunions du conseil, «avec avis consultatif».

Combattants étrangers. A l'évidence, ces cadres arabes ont choisi de collaborer avec la résistance locale dans l'espoir de l'influencer plutôt que de chercher à la supplanter et risquer de se voir marginalisés. «Ils font venir des moudjahidin avec des guides qui les amènent là où logent les groupes avec lesquels

ils vont combattre, explique l'émissaire. L'émir du groupe fait alors savoir au conseil combien de volontaires il a reçus.» Un chef nationaliste de la région d'Al-Kaïm décrit le même phénomène. «Nous recevons beaucoup d'étrangers. De bons combattants, disciplinés. Des imams irakiens les font venir. On les intègre dans nos cellules. Nous ne leur demandons jamais à quel mouvement ils appartiennent. Ils ne viennent en Irak que pour le jihad, pour tuer des Américains et mourir en martyrs. Un officier expérimenté commande dans notre zone. Les étrangers ne discutent jamais son autorité. Mais il existe aussi des cellules spéciales pour les islamistes étrangers, dont nous ne savons rien.»

DIIDER FRANÇOIS

Vers la libanisation du conflit

Aucune autorité ne semble capable de contrôler un pays désormais livré aux milices et aux groupes armés. Chaque communauté - chiite, sunnite et kurde - assure sa propre défense et fait régner la loi sur son territoire. Mais contrairement à la situation libanaise, il n'y a pas d'affrontements intercommunautaires. Pour l'instant. Car l'ennemi commun reste la force d'occupation.

Par Antoine Sfeir *

La situation en Irak n'est pas sans rappeler, hélas ! celle qui prévalait au Liban à la fin des années 70 et au début des années 80. La tragédie que connaissent Georges Malbrunot et Christian Chesnot et, à travers eux, toute la presse française n'est pas elle non plus si différente de bon nombre des douloureux épisodes de la région. A ce jour, il se confirme que nos deux confrères auraient été enlevés à leur sortie de Bagdad par un groupe de malfaiteurs et de voyous, avant d'être « revendus », in fine, à l'« Armée islamique en Irak ».

Ainsi, après l'éclatement du pays en réduits communautaires ethniques ou religieux, l'Irak est, comme le Liban en son temps, livré aux milices diverses et innombrables qui tentent à la fois de se substituer à l'Etat défaillant et de se livrer à une activité fortement lucrative, celle des enlèvements et du racket.

Dans la banlieue de Bagdad, pas loin de Sadr City, des groupes de « combattants » passent régulièrement chez l'habitant pour lui proposer une protection contre monnaie sonnante et trébuchante équivalente à 100 dollars par mois. Il faut savoir que le salaire mensuel moyen est de 350 dollars en Irak. En outre, ces mêmes groupes suggèrent de protéger les membres de la famille dont ils se rendent

désormais responsables, durant leurs déplacements. Un enfant enlevé « coûte » 14 000 dollars, une fortune pour permettre aux parents de le retrouver sain et sauf. Une femme jeune capable de procréer est « cotée » 18 000 dollars.

Ce « commerce » s'accompagne bien entendu de l'exploitation des ressources du pays : l'électricité et l'eau étant rationnées, les milices s'emparent des générateurs d'électricité, ainsi que des réservoirs d'eau pour vendre celles-ci aux habitants du quartier. Ceux qui voulaient se rebeller ont vite compris que toute résistance est inutile à moins de mettre en danger la vie des siens et de prendre le risque de ne plus pourvoir à leurs besoins élémentaires. Les moins démunis pourront même utiliser l'ascenseur...

Les chiites ont institué leur ordre sécuritaire

Les habitudes libanaises se prennent très vite : avant de quitter la maison, on appelle la personne chez qui l'on doit se rendre pour lui dire l'heure à laquelle on part et le temps envisagé du trajet et, une fois arrivé à destination, on appelle la maison pour dire, cette fois, que la course s'est bien passée. En cas de retard, l'alerte est donnée.

Le commerce des enfants est une activité traditionnelle en pays



Dans l'Irak en ruine, les convois des forces de la coalition sont souvent la cible d

en guerre. Toutefois, en Irak, la guerre civile et l'affrontement intercommunautaire ont jusque-là été évités, la colère, la violence et la haine étant naturellement focalisées pour le moment sur les forces américaines et les troupes de la coalition.

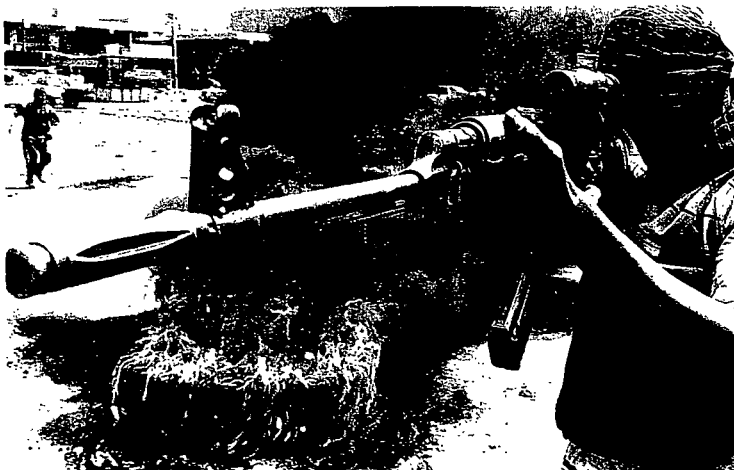
Dans les quartiers chiites, les choses en vont autrement : le clergé s'est très vite emparé de la situation. Ce sont les mollahs qui ont envoyé leurs fidèles occuper les établissements publics et les dévaliser. Mais une fatwa dénonçant l'appropriation de biens volés a rapporté tout cela à la mosquée. En réalité, le clergé avait négocié leur restitution contre la nomina-

tion d'un des leurs à la direction des établissements. De la même manière, ils ont institué leur propre ordre sécuritaire. Quiconque le défie devra en rendre compte au clergé.

Malgré les efforts du grand ayatollah Sistani, la république islamique à la façon iranienne est d'ores et déjà installée en Irak dans tous les quartiers chiites des grandes villes. A Bassorah, une jeune fille se rendant à l'université avec son frère a vu celui-ci embarqué dans une voiture par des inconnus. Le temps qu'elle alerte ses parents, ainsi que les autorités religieuses, l'enfant était rendu à sa famille : les forces britanniques, en principe



attaques surprises de groupes armés. Une forme de guerre qui laisse les combattants occidentaux désespérés.



Chaque jour, la guerre des rues s'intensifie et les victimes se multiplient.

Il arrive que l'un de ces groupes maîtres dans l'art du si rentable kidnapping tombe sur des étrangers. Si ces derniers travaillent en Irak pour le compte de telle ou telle entreprise locale ou internationale, le prix de leur libération est négocié avec les patrons. Si leur statut dépasse le cadre individuel, comme dans le cas de nos deux confrères, ils tentent de refiler le « bébé » à un groupe plus politique tout en en tirant eux-mêmes quelques bénéfices. En effet, ces « voyous terroristes » n'ont pas l'envergure nécessaire pour négocier avec une ambassade, voire un gouvernement.

Les Kurdes, quant à eux, forts de leur autonomie depuis 1991, accentuent leur ancrage et gèrent totalement la sécurité dans leur région entre les deux partis représentés au Parlement kurde : le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani.

Les chrétiens sont la cible des milices

Les chrétiens d'Irak sont les oubliés : hier dispersés sur tout le territoire irakien, ils sont désormais renfermés dans le réduit de Mossoul et de sa région. Ils avaient l'habitude de vendre du tabac et de l'alcool ; dès l'entrée des forces de la coalition à Bagdad, ils sont devenus la cible des milices chiïtes et sunnites se réclamant d'un islam obtus et archaïque qui s'en sont pris à leurs commerces, leurs magasins et leurs maisons. Ne disposant pas d'une protection religieuse tribale ou militaire, ils se sont assez rapidement résignés. Parmi eux, les plus aisés économiquement ont fait leurs valises ; les autres - la grande majorité - sont restés sur place. Leur religion (l'une des premières du christianisme : ils parlent encore et célèbrent la messe en araméen, la langue du Christ) est devenue un refuge naturel. Les églises regorgent de fidèles. Les prêtres retrouvent leur autorité d'antan, mais la pauvreté et le désespoir se sont emparés de la communauté, durement éprouvée par la guerre et ses conséquences. ■

* Directeur de la rédaction des Cahiers de l'Orient et auteur des Réseaux d'Allah et du Dictionnaire de l'islamisme (Plon).

chargées de la sécurité et de l'ordre dans la ville, n'ont même pas été mises au courant.

Du côté sunnite, deux instances tentent malgré tout de jouer ce rôle « régulateur » : le haut comité des ulémas, ces docteurs de la loi réunis dans ce qui veut apparaître comme la plus haute instance religieuse du pays sunnite, ainsi que le conseil des tribus, qui, après avoir constitué une des assises principales du régime de Saddam, cherche à récupérer quelque influence au sein de l'Irak éclaté. Toutefois, ces deux instances n'ont aucun pouvoir sur les groupuscules mafieux estimés à une trentaine et qui sont à la fois incontrôlables et incontrôlés.

Police Mission impossible

Mal équipés, peu ou pas formés, faiblement motivés, les policiers irakiens ont du mal à se faire respecter dans un pays miné par le crime et la violence.

De nos envoyés spéciaux Brenda Arias (texte)
et Jérôme Sessini/In Visu (photos)

La voiture avance lentement sur la large avenue déserte, cognée par un soleil qui brûle tout ce qu'il touche. Aujourd'hui, le thermomètre indique 48 °C à l'ombre. Quand il y a de l'ombre.

Les barbelés et les blocs de ciment laissent à peine entrevoir la façade bleue du commissariat central de Nadjaf, transformé en bunker. A peine arrivés à la hauteur de l'entrée du bâtiment, les policiers ouvrent le feu dans notre direction, au coup par coup, puis en rafales. Les claquements secs indiquent que les balles de kalachnikovs passent à moins de 2 mètres de la voiture. C'est le premier contact avec la nouvelle police irakienne. Depuis le début de la crise à Nadjaf, s'approcher du commissariat central est devenu un exercice périlleux. Le bâtiment a été la cible d'attaques menées par les partisans de Moqtada al-Sadr et les policiers sont à cran. Il y a une semaine, le général Galib el-Gezair, commandant de la police de Nadjaf, a promis qu'il placerait un sniper en face du seul hôtel resté ouvert pendant la crise, La Mer de Nadjaf, et qu'il ferait abattre tout journaliste qui en sortirait pour couvrir les combats dans la vieille ville. Le jour de la visite de l'ayatollah Sistani et alors qu'une trêve de vingt-quatre heures vient d'être signée, la police bloque un cortège de fidèles chiïtes place de la Révolution et ouvre le feu sans raisons apparentes. Ce jour-là, au moins quinze personnes ont été tuées à Nadjaf et une centaine d'autres dans les villes avoisnantes de Kufa, Hilla et Diwania. Les partisans de Sistani, par milliers, avaient convergé de tout le pays jusqu'à la ville sainte pour soutenir pacifiquement la plus haute autorité religieuse chiïte en Irak et tenter d'empêcher un assaut sur le mausolée. Si les Américains et les autorités irakiennes avaient voulu se mettre à dos toute la communauté chiïte (60 % de la population), ils n'auraient pas agi autrement. C'est actuellement la même police qui contrôle les alentours du mausolée et la ville après avoir appuyé la garde nationale irakienne et l'armée américaine pendant les combats.

Dans la capitale irakienne, à Sadr City, l'immense faubourg chiïte de Bagdad, la guérilla semble observer une trêve. Pourtant le quartier reste bouclé par les forces américaines. En assiégeant le mausolée de Nadjaf, le plus haut sym-

bole religieux pour les musulmans chiïtes du monde entier, les forces américaines ont mis un coup de pied dans une fourmilière, et les partisans chiïtes de al-Sadr font maintenant parler les armes dans tout le pays. En outre, chose totalement impensable en Irak il y a seulement deux ans, chiïtes et sunnites sont aujourd'hui unis dans le même combat contre l'occupation américaine du pays.

Kidnappings et brigandage

Au loin, une épaisse colonne de fumée noire s'élève dans le ciel. Embuscade de la guérilla ? Voiture piégée ? L'armée américaine bloque immédiatement l'accès de la zone touchée. C'est ainsi que les chiffres réels des victimes américaines en Irak restent un mystère. « *La collaboration avec les Américains est positive, continue d'un ton mécanique le lieutenant-colonel Issa. Ils nous respectent, nous les aidons, mais maintenant, c'est nous les patrons. Depuis la passation de pouvoir aux Irakiens, le 28 juin 2004, nous avons enfin les moyens de travailler correctement. Avant, lorsque les Américains arrêtaient un criminel, ils le relâchaient après quelques jours de garde à vue. Ils ne comprennent pas la mentalité irakienne et, par manque de preuves, beaucoup de crimes restaient impunis. Désormais nous avons le temps nécessaire pour mener des investigations, interroger les suspects : nous connaissons bien la psychologie irakienne et quelles sont les méthodes à appliquer avec un voyou. C'est-à-dire la manière forte.* »

Le commandant Issa a 40 ans, dont vingt-deux années passées dans la police. Il a 194 hommes sous ses ordres au commissariat de Al-Amil. Dans ce secteur de la ville, les policiers ont affaire à des vols de voitures, à des disputes entre voisins, qui souvent se règlent à la kalachnikov, et à beaucoup de kidnappings. Les enlèvements ne visent pas seulement les étrangers. Depuis la chute de Bagdad, en avril 2003, l'enlèvement crapuleux d'enfants ou de femmes est devenu une activité très lucrative pour les bandes armées qui exigent des rançons énormes et totalement irréalistes comparées au niveau de vie des Irakiens. Elles se chif-

frent en dizaines de milliers de dollars et des familles désespérées doivent vendre leur maison pour sauver un ou plusieurs de leurs enfants d'une mort certaine. Depuis le 28 juin, en moins de deux mois, 40 meurtres ont été commis, 60 vols de voitures et 15 enlèvements ont été recensés dans le quartier de Al-Amil. C'est moins qu'il y a six mois, mais à présent, les policiers doivent de plus en plus faire face aux attaques de la guérilla, qui les harcèle et les considère comme des collaborateurs.

« *Mon commissariat n'a jamais été ciblé par la résistance, inch Allah !* assure le lieutenant-colonel Issa. *La guérilla, c'est aux Américains de s'en occuper, pas à la police. Grâce à Dieu et à notre travail, cet endroit n'a jamais été attaqué.* » Le travail en question consiste à patrouiller jour et nuit dans les rues du quartier,





Ci-dessus, à Bagdad, un automobiliste insulte un policier à un check-point.



En haut à droite, une patrouille nocturne arrête et inspecte les véhicules.

Ci-dessus à droite, les détenus s'entassent dans la cellule d'un commissariat.

Ci-contre, une femme vient voir son mari emprisonné dans ce commissariat.

tandis que les bandits, eux, sont surarmés», explique le lieutenant Firas, 25 ans.

Les Irakiens se plient bon gré mal gré aux contrôles inopinés et incessants de la police irakienne, qui adopte de plus en plus un style à l'américaine : sirènes hurlantes, pneus qui crissent sur le bitume, plaquage musclé, l'arme au poing, du moindre suspect sur le capot de la voiture... En revanche, pour décongestionner un carrefour, la méthode est bien locale : une rafale de kalachnikov en l'air pour faire taire les Klaxon, puis deux ou trois policiers vont régler la circulation en se glissant entre les voitures, l'arme à la main et le doigt sur la gâchette.

Salah, 33 ans, est père de quatre enfants, il doit travailler comme chauffeur de taxi pendant ses jours de repos pour subvenir aux besoins de sa famille. Comme beaucoup d'Irakiens désœuvrés dans un pays miné par le chômage, Salah a choisi la police pour échapper à la misère, malgré les risques. Aujourd'hui, il est amer : « *Je risque ma vie à chaque minute, et je suis toujours dans la misère. Avant, avec Saddam Hussein, nous étions tout aussi mal payés, mais au moins les gens nous craignaient ! Aujourd'hui, ils nous insultent, voire nous tirent dessus dans certains quartiers.* » Pourtant, depuis trois mois, de grands panneaux publicitaires apparaissent dans toute la ville. Ils vantent la police, appelant les jeunes Irakiens à s'engager, dans un style évoquant le « *I Want You for America* » de l'époque du Vietnam aux Etats-Unis. Chaque homme reçoit une formation de deux mois avec des instructeurs étrangers en Jordanie. Les recrues sont censées en sortir officiers,

mais 95 % d'entre elles restent simples policiers.

Retour au commissariat. Devant l'entrée, une femme d'une cinquantaine d'années portant la traditionnelle abaya noire palabre depuis trente minutes avec les deux gardiens, qui semblent se moquer d'elle. Son mari, Adnan Chintai, 48 ans, est enfermé dans la cellule du poste de police de Al Amil depuis soixante-dix jours. Il a été condamné à trois mois de prison pour recel de produits chimiques susceptibles de servir à la fabrication d'une bombe. De la chlorophylle ! « *C'est notre voisin qui a dénoncé mon mari, par jalousie, car nous avons un petit magasin d'alimentation* », explique-t-elle.

La dénonciation civique est devenue courante, avec tous les travers que cela implique. Adnan est malade du cœur et sa femme a obtenu une autorisation spéciale du ministère de l'Intérieur pour lui apporter ses médicaments. Dans la minuscule cellule sans fenêtre ni ventilateur, 96 détenus sont entassés. Il n'y a pas assez de place pour que tout le monde puisse dormir allongé et il y a un seul sanitaire. Parmi eux, des assassins, des violeurs et des personnes comme Adnan qui se demandent ce qu'elles font là.

Alors que la nuit tombe sur Bagdad, le lieutenant-colonel Issa quitte son bureau. Dehors, sur le perron, il s'arrête un instant, le temps d'allumer une cigarette. Un simple soldat américain d'à peine 20 ans s'approche. L'officier de police irakien esquisse un sourire, avance d'un pas et tend la main pour saluer le jeune militaire, qui passe devant lui sans même prendre la peine de le regarder, avant d'entrer dans son commissariat. ■

à faire des check-points improvisés pour contrôler et filtrer tous les véhicules qui circulent dans le secteur du lieutenant-colonel Issa. Cela place évidemment la police irakienne en première ligne et, sur le terrain, le discours des hommes n'est pas très enthousiaste. « *Les gilets pare-balles sont en nombre insuffisant et rarement à notre taille. Nous travaillons 24 heures sur 24 pour un salaire mensuel de 218 000 dinards (125 euros), 430 000 dinards (248 euros) pour un officier. Nous devons payer nos déplacements pour venir travailler et notre nourriture. Parfois, nous devons même payer l'essence pour patrouiller ! Mais le pire, c'est le manque de munitions : 45 balles par policier depuis cinq mois. Le mois dernier, pendant un accrochage avec des bandits, j'ai dû m'enfuir, il ne me restait qu'une balle dans mon Glock,*



Une nouvelle terre pour le **djihad**



l'Armée islamique en Irak ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne reculent devant rien. Ils obligent les Philippines à évacuer leur contingent, exécutent un Pakistanais soupçonné de « travailler pour les services de renseignement américains », kidnappent un consul iranien pour exiger la libération de 500 Irakiens qui seraient détenus en Iran depuis la première guerre du Golfe, massacrent une douzaine de travailleurs népalais, tuent un journaliste italien pour faire payer à Berlusconi sa politique et... prennent en otage nos deux confrères, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, pour exiger l'annulation, en France, de la loi sur la laïcité. En d'autres termes, l'action de ce groupe dépasse largement le cadre irakien.

On soupçonne l'existence de filières irakiennes

Il ne fait aujourd'hui aucun doute qu'al-Qaïda, ou du moins l'idéologie défendue par cette nébuleuse, est présente en Irak, et pas seulement à travers Abou Moussab al-Zarkaoui ou des Irakiens séduits par le discours d'Oussama ben Laden. Depuis plusieurs mois, on évoque des filières islamistes qui enverraient des combattants vers le triangle sunnite pour prêter main forte à la résistance irakienne. Des volontaires de toutes les nationalités : Saoudiens, Syriens mais aussi des Jordaniens et quelques Palestiniens.

En Europe, dès le début de la guerre, il y eut des tentatives de la part de certains réseaux salafistes pour envoyer des combattants en Irak, mais cette initiative n'a pu se développer en raison de la vigilance des polices européennes face à la menace terroriste et grâce aux démantèlements répétés des cellules islamistes. Pourtant, des sources policières européennes estiment que quelques djihadistes ont pu tout de même rejoindre l'Irak. On soupçonne l'existence de filières, mais ces mêmes sources sont catégoriques : « Les volontaires européens ne se comptent pas par milliers, ni même par centaines, mais il s'agit probablement de quelques dizaines d'individus qui ont rejoint l'Irak souvent via la Syrie ou la Jordanie. »

Mais ils sont certainement plus nombreux à vouloir s'y rendre. Ces islamistes, proches idéologiquement des thèses djihadistes et qui sont implantés aux quatre coins du monde, ne cherchent aujourd'hui qu'une chose : faire le coup de feu contre les « mécréants » et leurs alliés dans les pays musulmans. Ainsi, comme l'Afghanistan ou la Tchétchénie, l'Irak est-il devenu aujourd'hui un lieu où les aspirants terroristes évoluent dans un bouillon de culture. ■

* Dernier ouvrage paru : Lettre aux islamistes de France et de Navarre, Éditions Le Cherche Midi.

Ils sont syriens, saoudiens, jordaniens ou européens. Tous volontaires pour la nouvelle « guerre sainte ».

Depuis le début de l'intervention américaine, de nombreux volontaires arabes de toutes nationalités rejoignent les rangs des résistants à la coalition. Parmi eux, des proches d'al-Qaïda qui continuent en Irak le djihad contre l'Occident. **Par Mohamed Sifaoui ***

Dès mars 2003 et le début de l'offensive de la coalition dirigée par les Etats-Unis sur l'Irak, une chose était acquise : le terrorisme allait bénéficier d'un second souffle inespéré. Après le démantèlement des camps d'al-Qaïda et le renversement du régime taliban en Afghanistan, les tueurs islamistes et autres desperados de l'intégrisme musulman allaient trouver sur les terres de Saddam Hussein un lieu de prédilection pour perpétrer des opérations meurtrières et surtout prendre part à leur « guerre sainte » contre le « monde de la mécréance », représenté par l'Occident et ses alliés mais aussi contre le « Grand Satan » incarné par l'Amérique.

On entendit d'abord parler des anciens sbires de Saddam qui, pour mener leur guérilla urbaine, se seraient organisés en groupes répartis sur les principales régions sunnites pour constituer un triangle de la mort devenu l'un des bastions de la résistance irakienne. Ces anciens baasistes ont très vite scellé une union sacrée avec les islamistes irakiens, leurs ennemis d'hier.

Des groupes religieux chiïtes ont pris, eux, le contrôle de la « résistance » dans les fiefs des

tenants du chiïsme qui représentent le courant musulman majoritaire en Irak. Et, progressivement, alors que l'armée américaine et ses alliés piétinaient sur un terrain des plus hostiles, le nom d'al-Qaïda et ceux d'organisations terroristes salafistes comme Ansar al-Islam qui sévissait jusque-là dans la région kurde, ou encore celui d'Abou Moussab al-Zarkaoui considéré comme un proche de l'organisation de Ben Laden, se sont fait de plus en plus entendre. Fini les opérations militaires, place au terrorisme. Un terrorisme aveugle où les prises d'otages et les décapitations filmées dans le but de choquer l'opinion publique internationale sont devenues des armes bien plus redoutables que les actions classiques menées par les anciens de l'armée irakienne. La marque de fabrique des islamistes s'est imposée à travers des attentats meurtriers qui se sont multipliés notamment dans les régions sunnites.

Mais un manque de visibilité brouille aujourd'hui toutes les pistes au point que même les services les mieux informés et les spécialistes les plus avertis n'arrivent plus à distinguer le profil des preneurs d'otages et des auteurs des attentats à la voiture piégée.

Qui sont-ils vraiment, ces ravisseurs de

Iraqi property commission failing, 167,400 displaced persons since March

AFP 3 September 2004

TIKRIT / Iraq's property claims commission for disputed land in oil-rich northern Iraq has failed to process a single claim, despite more than 167,400 people re-settling in dozens of refugee camps since March alone, a US commander said.

Of those tens of thousands of Iraqis tracked by the US military and classified as internally displaced persons (IDPs) in the last six months, more than 153,000 are Kurds. For Major General John Batiste, the brewing crisis is the biggest problem facing the 1st Infantry Division (1st ID), outweighing the threats of foreign fighters and insurgents in Sunni Muslim trouble spots north of Baghdad.

Since early 2004, 77,000 Kurds have re-settled in the province of Tamim, home to northern Iraq's oil capital of Kirkuk, 65,747 in Salaheddin and 10,675 in Sulaimaniyah, based on US statistics. Aside from the Kurds, 4,757 Turkmen and 2,226 Arabs have resettled in Salaheddin, with another 5,000 Arabs and 2,000 Turkmen classified as IDPs in Tamim, home to the largest oil reserves in the world's second largest producer.

The US military was unable to provide immediate statistics for Diyala, which makes up the fourth province patrolled by the 1st ID, north of Baghdad.

Tens of thousands of Kurds, desperate to return to the northern land from where they were hunted under Saddam Hussein's brutal "Arabisation" policy, are living in camps dotted around the north, waiting for their claims to be heard. Forty-four of those camps are in Tamim province, which has a rich ethnic mix of Kurds, Arabs and Turkmen.

But as some Kurds have forcibly seized control of their former property, thousands of Arabs have been shunted into similar camps,

waiting for their fates and compensation to be resolved with nowhere else to live. "The Property Claims Commission is not working. 5,399 claims have been filed, but 143,222 IDPs are trying to resettle," Batiste told AFP.

Based on his statistics, not a single claim has been processed since the Iraqi Property Claims Commission was set up just before Baghdad's interim government took power in June. "So the government has to take action and that gets expensive. There's a lot of people that ought to be compensated," said the commander, branding the root of the problem a lack of cash, a lack of interest and a lack of organization. "Right now the focus is elsewhere perhaps," he said, when asked what attention the government was giving the problem.

Ahead of Iraq's general elections scheduled for January, Batiste said both the two main Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, had their own agenda. "If their agenda is to move people south of the Green Line (a US military term to denote the area around Kirkuk) not using the process, you can infer from that there's an organized movement to do that," he said, asked whether the PUK and KDP had a stake in the mass migration.

"That has the potential to flare up a lot of ethnic tension. When you walk the streets of Hawija you'll hear the words civil war muttered often. These could play out if you allow re-settlement to continue unbridled," he said. In Sunni Hawija, many residents accuse Kurdish power brokers of trying to force Arabs into a second-class position.

A report released last month by the Human Rights Watch said if the disputes are not dealt with urgently, rising tensions could explode into open violence. The New-York based rights group also blamed the former US-led occupation for not implementing a strategy to resolve the growing crisis.

The Politics Of A Jewish-Kurdish Alliance

Kurdistan Observer
By: Dr. Sabah A. Salih
Sep 2, 2004

In the bad old days in Southern Kurdistan-and they were really bad days-a Kurdish wedding was an occasion for a Jew to make a little money: exactly two pennies dropped from the bride's shoes as she descended the horse he was pulling. Being a minority within a minority, the Jew was obviously at a disadvantage. But relations between the Kurd and the Jew were, for the most part, cordial. They attended each other's weddings and funerals, and felt a sense of bonding living in a country dominated by Sunni Arabs. There were indeed many teary farewells in 1948 when the Jews left en masse for the newly created Israel.

Some Jews still have cultural and family ties to the land and the people they left behind; and now that access to Southern Kurdistan is relatively easy, some Jews understandably feel a need, like all of us in exile, to go back and visit their roots and reclaim the past, however impossible that may be.

But memory is not the reason that has some other Jews thinking of Southern Kurdistan: a much bigger issue is at stake here. Of late, Tel Aviv has been asking, would it not be in Israel's best interest to see to it that at least this portion of Kurdistan becomes independent? Southern Kurdistan borders Iran in the east and Syria in the west-two implacable enemies of the Jewish state. Kurdish society is mostly secular and tolerant of cultural and ethnic diversity. But there is a big danger lurking there: political Islam. Thanks to Iranian and

Saudi slush funds, it is being exported quietly but energetically into this area in the hope of turning the nationalist Kurd into an Arab surrogate willing to do political Islam's dirty work. So, as you can see, the steaks in Southern Kurdistan can be quite high for Israel. For Kurdish nationalism it is even higher. Indeed, already, in some areas the mosque has become a more potent force than the flag. Some factions in political Islam hope to turn Southern Kurdistan into an extension of Tehran-style theocracy; others have the duplication of Saudi Wahhabism in mind. Either way would be nightmarish for both Israel and the Kurds. The Israelis know it all too well-as well as many in the Kurdish political hierarchy-that at this stage nationalism is the Kurdish people's best defense against political Islam. This is one area where Israeli and Kurdish interests converge.

For the Kurds, to have Israel on their side may also have an added strategic advantage, especially when it comes to their relations with the United States. Though small in population, the Jews wield an enormous political power in the United States. The Jewish lobby, in fact, has the power to make or break a politician. George Ball, a former under secretary of state in the Carter administration, was forced to resign after criticizing Israeli policies in the West Bank. Carter's United Nations ambassador, Andrew Young, met a similar fate after the Jewish lobby went after him over a secret meeting with the Palestinian UN representative. The overwhelming majority of senators and congressmen and women begin and end their careers without ever voicing any criticism of Israel, as do US presidents since Eisenhower.

This is not to say that Israel runs this country's foreign policy, or that Jews control the country. What this shows is that the Jewish lobby has been quite successful in building a power base for its constituents, and for that they deserve to be applauded. In a democracy like the United States, every interest group relies heavily on lobbyists to get what it wants. Kurds are too small a number in the U.S. to be able to employ high-power lobbyists; politically too they are marginal. Also, no one expects an Arab lobby to work on their behalf. So it would make sense for the Kurds to have such a lobby doing the necessary arm-twisting on their behalf. But, like everything else in politics, this could prove to be a double-edged sword. The advantages, however, may very well outweigh the disadvantages.

Now, in the past, whenever realpolitik permitted, Israel had on and off courted the Kurds, for example, in the early 1970s when Henry Kissinger and the late Shah of Iran gave Israel the go ahead to do so. At the time, accepting aid from Israel raised some serious questions for the Kurdish leadership, but they were in no position to have a debate about it. But now the Kurds are in a position to engage in such a debate: Would it be wise for the Kurds to throw their lot with a government that has inflicted its share of injustices against the Palestinians? What damage would that do to the Kurdish image in the Arab and Islamic worlds with which the Kurds are connected at least religiously? What would the Israelis demand from the Kurds in return? Would it be better to keep the relationship covert or open and up for discussion? Or would it be wiser for the Kurds to try to see if alliances could be forged with the Muslim and Arab side, even as this side demands that Kurdish nationalism be put on the backburner until such time when the so-called the mother-of-all struggles (the Israeli-Palestinian conflict) is resolved in its favor? Most impor-

tant of all: What ought to be the overriding principle of loyalty for the Kurds, Islam or Kurdishness?

A hard-headed discussion of these questions are even more relevant today now that the Kurds have some leeway with the central government in Baghdad. At this writing, Kurdish leadership (for strategic reasons perhaps) seems to have committed itself-despite public sentiment being overwhelmingly against it-to the preservation of Iraq as a unitary state, even though this is quite untenable considering that the country is already irreversibly broken up. This clearly gives the Kurds a subordinate position in the politics of new Iraq, making it almost mandatory for Kurdish nationalism to behave according to the wishes of the Arab majority. In fact, already Kurdish nationalism is being made to behave rather squeamishly as Kurdish leaders make the rounds in Baghdad, Ankara, Damascus, and Tehran, proclaiming their innocence of any "wrong doing" concerning ties with Israel or harboring separatist tendencies. Some bright Kurds, like veteran politician Dr. Mahmoud Othman, are being made to spend valuable time refuting such charges; and the irony is that the more they do this the more they sound to an already skeptical Arab political culture like they have something to hide.

This is not just a waste of valuable intellectual labor; it puts Kurdish nationalism on the defensive and surrenders the moral ground to the enemy. Arab political culture has never been a friend of Kurdish nationalism in the first place; if anything, it has been the opposite. The little help that has come on occasion from Damascus or Tripoli has been for tactical-not fundamental-reasons. Today, the overwhelming feeling in the Arab street is that the Kurds are the bad guys, which is another way of saying we, the Arabs, are the good guys. Forcing Kurdish nationalism to seek a permission slip from Arab political culture, as some of our politicians are doing, is surely not the way to serve the Kurdish cause. Conversely, to say that Kurdish nationalism ought to slam the door shut on Arab nationalism is not an entirely practical thing either. Politics is not a one-size-fits-all formula. There is nothing natural about it either. It is a series of delicately balanced maneuvers aimed at accomplishing what is in the best interest of a cause. There is no room for metaphysics here or for lofty rhetoric (which thanks to Postmodernism we now know it is just that, rhetoric).

With regard to Israeli-Kurdish ties, the central issue for the Kurds is not whether those ties do exist or not but rather how such ties could help or hurt Kurdish nationalism. It is far better to engage Kurdish intellectual labor in trying to demystify this central issue than to dwell endlessly on a side issue. Generations of Arabs and Muslims have been persuaded by rote learning that Israel is evil, that all Jews deserve to be thrown into the sea, and that it is a grave sin for anyone to have anything to do with the Jewish state. The majority of Kurds do not share this view; at least that's the impression I have. Just as the Turks have a national paranoia against the Kurd that they can readily tap into, so do millions of Arabs feel nothing but hatred for the Jew. There is nothing that Kurdish nationalism could do to change that; the change, anyway, has to be their own undertaking, not ours.

This is, understandably, an Arab problem, and the Kurds need to make it very clear to their Muslim and Arab counterparts that this is

not an issue on which they see eye to eye, and that as Kurds they are free to form alliances with whomever they wish. If every real democracy can have ties with the Jewish state, why can't the Kurds? After all, such ties do not translate into a blank check for endorsing everything Israel does. Besides, none of these countries has allowed its relations to be held hostage by the Israeli-Palestinian conflict. So why should the Kurds? Surely, the worst thing that the Kurdish leaders could do is to fall back on religion and the tiresome rhetoric of good neighborliness, and thereby give Arab nationalism a virtual veto-power over what Kurdish nationalism could or couldn't do. Again, politics cannot be based on niceties or universal principles; it is a matter of contingency through and through. You've got to do what is in the best interest of your cause.

If what I am implying here is a plea for not taking Kurdish nationalism for granted, for engaging the public from the bottom up in open debates about such matters as Kurdish ties with Israel, with Islam, with Baghdad, with Arab nationalism, and what have you, that's exactly my point. But sadly this is not what's happening in Southern Kurdistan: like much else, Kurdish nationalism is being kept in the dark while decisions are made in Baghdad and elsewhere in its name.

Dr. Sabah A. Salih is Professor of English at Bloomsburg University, USA.

EU pushes Turkey on Kurdish rights

Guardian

Simon Jeffery and agencies September 7, 2004

The European Union's enlargement commissioner said today that Turkey needed to go further to improve cultural rights for its Kurdish minority before it gets the go ahead to begin talks on joining the 25-member bloc.

During a visit to the Kurdish south-east of the country, Günter Verheugen said Ankara must increase Kurdish language teaching and broadcasting. "I am satisfied [broadcasting] has started, with some delays, but I have to say what we have seen so far can only be the beginning," he told reporters.

The visit was the last before the European commission publishes a report next month on Turkish membership of the EU. A final decision on whether to give Turkey a date to start membership talks is due in December at a meeting of EU leaders.

Support for a Turkish membership bid is led by Britain, but France and Germany - the other big EU powers, have said they will back it if the commission offers a positive assessment on Turkey's progress on human rights.

Negotiations on the admission of a large and economically underdeveloped nation of 70 million to a bloc already in upheaval after the May enlargement and wrangling over its constitution, could, however, be expected to take many years.

The prospect of admitting a predominantly Muslim country that historically battled Christian Europe has also proved contentious within the commission. The Dutch EU commissioner, Frits Bolkestein, yesterday again expressed his misgivings over Turkey's European credentials.

"Whoever allows Turkey in will also have to accept Ukraine and Belarus. Those countries are more European than Turkey," he said in a speech published on the commission's website.

"It is clear that before Turkey can enter it will certainly have to go through a transformation. At the time of its accession it will have to possess a completely different identity."

It was the second time this year that Mr Bolkestein, a centre-right free marketeer, has apparently questioned Turkey's accession. His spokesman, Jonathan Todd, later said that Mr Bolkestein did not oppose Turkish membership and did not want to prejudice the commission's final report.

Turkey has been knocking at the EU's door for decades, signing an association agreement in 1963, but is the only candidate country yet to start formal accession talks, partly because it is not deemed to have met EU standards on political freedoms and human rights.

Ankara has kept a tight lid on the use of the Kurdish language for decades, seeing it as a political rallying point for separatists, but a swath of reforms aimed at winning a start date for EU talks paved the way in June for the first, very limited Kurdish-language broadcasts on state radio and television.

The region has suffered in a 20-year separatist conflict in which more than 30,000 people have been killed, making it a major arena for human rights abuses.

Tens of thousands of Kurds fled or were evacuated from their homes during the worst of the bloodshed, which largely subsided after the capture of guerrilla leader Abdullah Ocalan in 1999.

Mr Verheugen said Turkey also needed to step up efforts to help displaced Kurds return to villages destroyed in the conflict. "I think one should strongly support the wish of people to return to their villages," he said.

Leyla Zana: la lutte armée des rebelles kurdes, un frein à l'adhésion à l'UE



ANKARA, 1er sept (AFP) - 15h31 - La militante kurde Leyla Zana et trois autres anciens députés kurdes ont mis en garde mercredi contre la reprise des combats entre des rebelles kurdes et l'armée turque, qui pourraient empêcher la Turquie de rejoindre l'Union européenne.

"La société en a assez de la violence... Il est temps de dire 'ça suffit' à la souffrance, aux larmes et au deuil", estiment les quatre militants dans un communiqué.

"Même si le risque est faible, si une date pour l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion (de la Turquie à l'UE) était repoussée à cause des combats, la responsabilité morale serait énorme... C'est pourquoi il est très important que les armes se taisent", poursuivent-ils.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, ont plusieurs fois demandé aux militants kurdes armés de déposer les armes depuis leur libération en juin dernier après dix ans de prison.

Ils avaient été condamnés en 1994 à 15 ans de prison pour soutien aux séparatistes de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel). Cette condamnation a été cassée en juin. Ils doivent être rejugés en octobre.

Le 1er juin, le Kongra-Gel a mis fin à un cessez-le-feu unilatéral en vigueur depuis 5 ans, ce qui a conduit à une reprise des tensions dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Les dirigeants européens doivent évaluer en décembre prochain les progrès de la Turquie vers la démocratie, avant de décider d'une date pour l'ouverture de négociations d'adhésion.

Pour les quatre signataires, le rapprochement de la Turquie et de l'UE permettraient de résoudre plus rapidement la question kurde.

"Les attitudes et les contributions des états-membres de l'UE seront aussi importants que les attitudes des Turcs et des Kurdes dans l'accélération du processus" de résolution, écrivent-ils.

Necessity of an Opening in Kurdish Politics

Zaman ALI BULAC September 2, 2004

The factors affecting politics this or that way also affect the politics and concept of the politics conducted by Kurdish intellectuals.

Even if "a single Kurdish opposition" is the issue for those who evaluate the matter from the outside, as Diyarbakir Metropolitan Municipality Mayor Osman Baydemir said, there are also "gray tones." We can say that the upcoming period might make these gray tones stand out all the more conspicuously. Nationalist Kurdish intellectuals and those who conduct politics based on the "Kurdish issue" or "the Southeast," have seen that some of the things have been hampered, and unless a radical change in mentality occurs, it is now becoming more and more difficult to conduct politics with the old concepts in manners of approach and terrorism, violence and clashes as well as monopolizing the issue.

As a matter of fact, it is hard to talk about a general political, theoretical conceptual framework that has been determined, because so far both the state and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have not allowed the issue to be politicized, in other words, they have not allowed the issue to be dragged to the legal political area and be discussed and deliberated upon by the public. And the issue starts here.

What will be the main features of the new politician's profile? Nothing can be said yet for sure; however, it is obvious that the

approach of only resorting to violence and militarist solutions as references, and the Marxist/Stalinist jargon of the previous century would not be popular as they were before. Certainly, violence and terrorism cannot stop suddenly, they may even increase for a while, changing their form and field of engagement. The next terrorist attacks will not take place in mountains or in rural areas but more in the heart of the cities.

And the cities, where most of the populace is in a state of desperation and despair, will turn into breeding grounds. Unending migration, unemployment, poverty, prostitution and the crime sector will nourish the new wave of terrorism. Turkey's European Union (EU) membership process, the tragedies being experienced in the Middle East and the fact that the ruling Justice and Development Party (AKP) won both the general and local elections, affect Kurdish politicians. Kurdish intellectuals see the EU process as providing a big opening for them. This is correct. An important part of the change and reform packages put before Turkey by the EU are related to the Kurdish issue, non-Muslims and minorities.

Europe acts as it is not aware of the serious problems facing the main body because it is under the deep influence of the traditional prejudices and fears. There are even some who think, "the job of this government will be over once it fulfills the necessary things on the Kurdish issue and minorities."

Kurdish politics is in a state squeezed between the traditional violent methods and the obligations of the new era. New openings are needed. The openings brought by the EU do not reflect on the Kurdish elites.

The new opening needs vision. It is obvious that if terrorism continues, the EU process will be hindered. The response to the new situation should be with new concepts and perspectives. In contrast to what is being assumed, the formations going on in Northern Iraq do not make the Kurds in Turkey happy. If it becomes "an autonomous or independent political center", this may bring the dependence of Kurdish elites in Turkey to the agenda.

Because of this reason, Kurdish intellectuals say only Diyarbakir can be "a center of attraction," not Zaho or Erbil. The second point is that the formations in Northern Iraq, in which the U.S. and Israeli interference is so great, are causing a legitimacy crisis among the Kurdish people and among the youths who have been indoctrinated with leftist jargons in a culture that is both against capitalism and the United States.

All the former leftists in the Middle East are people of the same generation, who took part in the resistance against occupation. These former leftist generations have gradually started to believe in a peace process with traditional culture and the history of the people.

After this stage, it is very hard for the former Kurdish intellectuals, relying on the 19th century positivism and historical materialism, to read the political events correctly. Hence, a new profile of a politician is needed. This politician or intellectual should have good ties with the people, history and religion. This new politician type appears to be a "liberal" in favor of dialogue, mutual giving and receiving. Perhaps, the experience that the Turkish Left and the Turkish left-wing have gone through will also be experienced by the Kurdish left-wing, even if a delay occurs.

What can be derived from this? One can adopt an idea or look pessimistically at the Turkish left-wing; nonetheless, nothing might repeat itself in exactly the same way.

Deux tués dans des tentatives de meurtre contre deux responsables irakiens



KIRKOUK (Irak), 8 sept (AFP) - 12h37 - Deux personnes ont été tuées et trois autres blessées mercredi dans des tentatives d'assassinat contre un responsable du parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Kirkouk et un notable de Mossoul, dans le nord de l'Irak, a indiqué la police irakienne.

"Horman Ali Osmane, un responsable des services de renseignements du PDK, a été attaqué dans le nord de Kirkouk alors qu'il se rendait à son bureau", a affirmé à l'AFP Tourhane Youssef, chef de la police de la ville pétrolière située à 255 km au nord de Bagdad.

Au cours des échanges de tirs entre les assaillants et les gardes du corps de M. Osmane, qui ont duré 25 minutes, un garde et un assaillant appartenant au groupe islamiste Ansar al-Islam, qui a des liens avec Al-Qaïda, ont été blessés, a-t-il précisé.

Par ailleurs, à Mossoul, à 370 km au nord de Bagdad, un membre du Conseil provincial a été blessé à la poitrine et deux de ses gardes du corps ont été tués dans une tentative d'assassinat vers 11H00 locales (07H00 GMT).

"Alors que Hicham al-Hamdani se rendait au siège du gouvernorat, des inconnus ont ouvert le feu sur sa voiture le blessant à la poitrine et tuant deux de ses gardes du corps", a affirmé Hazem Kalaoui, responsable de l'Information au gouvernorat.

Deux des frères de M. Hamdani et un neveu ont été tués ces dernières semaines.

Un groupe armé revendique l'attentat contre le gouverneur de Dohouk (internet)



DUBAI, 14 sept (AFP) - 7h00 - Un site internet a publié mardi un communiqué attribué au groupe islamique armé Ansar Al-Sunnah revendiquant la tentative d'assassinat lundi contre le gouverneur de Dohouk, dans le nord de l'Irak.

"Une unité des soldats de Dieu, basée à Mossoul, s'est infiltrée à Dohouk où elle a tenté de liquider l'un des symboles de la mécréance, le gouverneur de Dohouk", lit-on dans le communiqué publié sur le site à l'adresse suivante: (<http://www.ansar-alsunnah.8m.net>).

"Le gouverneur de Dohouk en a réchappé, mais des membres de sa garde ont été tués", affirme le groupe, ajoutant dans son communiqué, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, qu'il poursuivrait ses attaques contre "les ennemis de l'islam".

Le ministère irakien de l'Intérieur avait indiqué lundi que le gouverneur de la province de Dohouk, Nichervan Ahmad, avait échappé à un attentat à l'explosif alors qu'il se rendait à son bureau à Dohouk.

Le gouverneur a ensuite indiqué à la télévision du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), KurdistanTV, que deux de ses gardes ont été blessés dans l'explosion.

The
Economist

SEPTEMBER 4TH-10TH 2004

Special report Defiant Iran



The world of the ideologues

TEHRAN

Seldom has a bargain between Iran and the West seemed so out of reach

IRAN'S continuing progress towards becoming a producer of nuclear fuel was confirmed this week in a report by Mohamed ElBaradei, the head of the International Atomic Energy Agency (IAEA). Unless it abandons that aim, and allays the suspicion that its atomic ambitions are military in intent, Iran may be referred, before the end of this year, to the UN Security Council for violations of the Nuclear Non-Proliferation Treaty. UN sanctions could follow. Forget those high hopes that encouraged the world when reform-minded Muhammad Khatami was elected president in 1997; the Islamic Republic is firmly back in the international doghouse.

Deservedly so, say a growing number of countries, led by the United States and by three members of the European Union: Britain, France and Germany. Two years after an exiled opposition group began revealing the scope of Iran's undeclared programme, the Iranians have continued to try to hide awkward truths, notably those concerning their experiments with the

fuel technologies that involve enriching uranium and making plutonium.

The country is inching towards being able to master the nuclear-fuel cycle. During the summer, the Iranians, defying an appeal by Mr ElBaradei, produced experimental amounts of the gaseous uranium that, when fed into centrifuges, can be turned either into low-enriched uranium suitable for civilian reactors, or into high-enriched uranium useful only for bombs. Now they have told the IAEA that they are set to produce much more—enough, if Iran so chooses, to produce high-enriched uranium for several nuclear weapons.

Iran also revoked an earlier undertaking to stop making centrifuge components. And it has so far ignored appeals to suspend work on a heavy-water reactor that is not well suited for producing electricity, but is well suited for producing plutonium.

Such misdeeds apart, this week's report also reprimands Iran for not divulging more about a second, secret centrifuge programme that came to light early this year.

The story that Iran had designs for more advanced enrichment machines in 1995 but stuck them in a cupboard for seven years, strikes inspectors as implausible.

But there might be one point, at least, in Iran's favour. Mr ElBaradei confirmed that some traces of high-enriched uranium detected by his inspectors do not constitute yet more evidence of secret uranium enrichment, but rather, as the Iranians have said all along, that equipment bought on the black market was already contaminated. Other such traces are still being investigated, as are low-enriched ones that seem to indicate that Iran has done more experimenting than it has owned up to.

Do what we say, or else

After the report has been discussed by the agency's governing board, America and the European trio are expected to try and muster support from their fellow governors for a resolution that lays out the demands that Iran must meet. Iran may be asked to suspend its feedstock experiments and (once again) to stop making centrifuge components. The governors will urge Iran's parliament to ratify a protocol that provides for intrusive spot inspections of suspected nuclear sites. If Iran fails to meet these demands, they will press for it to be referred to the Security Council.

It is far from certain that the Iranians will accede to these requests. Last October, they bowed to pressure from the European ▶

► three, undertaking to provide the agency with a complete account of their nuclear history. They suspended uranium enrichment and went on to sign (though not yet to ratify) the protocol. But their account turned out to be full of holes. Further evasions came to light. Yet Iran now angrily demands that the Europeans press for its nuclear programme to be removed from the IAEA's agenda.

In the past year, the country has changed in ways that point not to accommodation, but to recalcitrance. As Mr Khatami sits out a final, dismal year in office (Iranian presidents are allowed two terms only), his hardline opponents and their supporters in the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) are gathering untrammelled power. In February's parliamentary elections, conservative candidates benefited from the disqualification of more than 2,000 reformist candidates, and thus won control of the chamber.

The previous, reformist parliament favoured co-operation with the IAEA; its foreign affairs committee supported the October deal. The new chamber is packed with little-known hardliners, many of them drawn from the ranks of the IRGC. Without a strong shove from their patrons in the clerical establishment, they are unlikely to ratify the protocol.

Revolutionary bravado

Ever since Mr Khatami was first elected, his conservative opponents have been itching to reverse his internationalism: his conciliatory policies abroad and his liberalising measures at home. Determined to bolster the country's old revolutionary zeal, conservative ideologues are prepared to promote core revolutionary ideals from behind a wall of isolation. The alternative, as they see it, is to cave in to pressure on the nuclear issue, liberalise the economy, and submit to creeping western values.

That message was discernible in an isolationist speech that Ayatollah Ali Khamenei, the country's supreme leader, delivered in June. Mr Khamenei expressed frustration at what he called the "apeing" of western mores, and castigated the "Zionists" who control the West's "sham" democracy. Alluding to Iran's pursuit of nuclear technology, he attacked those who advocate "going down on our knees" before "the powers of global arrogance". He predicted that Iranian technology would soon outstrip the West's.

Last month, Mr Khamenei's nationalistic sentiments were given legislative weight when parliament redrafted a liberalising development plan that had been approved by the previous parliament. The amendments, said one deputy, were designed to prevent "foreign dominance of the economy". Parliament axed those bits of the plan that bound the government to speed up Iran's sluggish privatisation pro-



gramme and would have let foreigners into the banking and insurance sectors. Among other things, they scrapped foreign energy companies' hard-won right to exploit the oil and gas that they discover. Saeed Leylaz, an economist, calls the amendments "a challenge to the process of liberalisation that started at the beginning of the 1990s. In the past, our route was fixed, and people argued about the best speed to travel along it. Now, no one is sure what route the economy is to take."

His words could just as well apply to the course of Iran's politics. In Mr Khatami's heyday, reformists were able to use the immense public support that they enjoyed to force small liberalising measures past the unelected conservative institutions that stood against them. Now, the old platforms for reformist ideas—parliament and the press—have been silenced, the former by a rigged election process, and the latter by judicial bans and jail sentences.

Debate has all but died, and the public mood is one of apathy and fatalism. No longer can the EU count on reformist parliamentarians and public figures to echo its calls for Iran to treat its citizens better and behave more responsibly in foreign affairs. Foreigners are bereft of allies.

The demise of the reform movement

Take the instance of some 35 journalists, politicians and intellectuals who languish in jail for uttering contrary opinions. Earlier this year, one of Mr Khatami's ministers was busy negotiating their release with the hardline judiciary. The previous parliament pressed for better jail conditions. But the negotiations have lost momentum. And the new parliament is indifferent to political detainees: the 35 remain behind bars.

The demise of the reform movement means a sharp decrease in Iran's susceptibility to international pressure. In July, the judiciary brazenly cited "lack of evidence" when closing an investigation into the murder of an Iranian-Canadian journalist while she was in detention last summer. On a recent trip to Iran, human-rights delegates from the EU were treated to an aggressive lecture by the official they were talking to.

Searching for further ways to show

their new influence, some conservatives favour tightening social restrictions. In the mid-1990s, unmarried couples, and women who broke the Islamic dress code, were terrorised by vigilante patrols and floggings at the hands of the judiciary. After tolerant Mr Khatami was elected, the restrictions lightened. Now some are attempting to reverse this trend. A militia that tries to enforce the old rules is again patrolling the streets of Tehran at night. Rather than a flogging, offenders may be fined and hauled off to "morality classes".

Amir Mohebian, a well-connected conservative columnist, attributes the new zeal to the desire to make Mr Khatami's final year in office as uncomfortable as possible. After next summer's presidential election, when most people expect the conservatives to manoeuvre one of their own into Mr Khatami's vacant chair, he predicts that "things will calm down".

Bursting with confidence

It is hard to be sure. The supreme leader may be more pragmatic than his public persona suggests. But he is under pressure from ideologues whose confidence is growing fast. Observing the quagmire in Iraq, they feel less threatened by America than at any time since George Bush included Iran in his 2002 "axis of evil". A curious bravado pervades Tehran.

Nothing exemplifies this better than the IRGC's closure of Tehran's new international airport in May, in protest at the government's decision to contract foreigners to run it (IRGC warplanes buzzed a commercial airliner that wanted to land, diverting it to Isfahan). The airport remains closed. The IRGC seems wholly indifferent to the price that Iran is paying in international prestige.

The bravado is encouraged by oil. As the second-biggest exporter in OPEC, Iran has benefited hugely from the high oil prices of the past five years, with its GDP growing at about 6% a year. The boom could hardly have been better timed. Every year since 2000, the labour market has had to accommodate some 1m first-time job seekers. The government's response has been to prop up loss-making factories, launch infrastructure projects and dole out cash to private companies that hire workers. In this way, much oil wealth has been frittered away, but the spectre of mass unemployment has receded. People are better off: the newly affluent wear western brand names, invest in property and buy at least \$5 billion-worth of smuggled consumer goods every year. But the good times will last only as long as the high oil prices. There is nothing to guard Iran against the calamitous consequences of a sharp drop. There is no Plan B.

In July, the authors of a report sponsored by the New York-based Council on Foreign Relations, a respected think-tank, ►

► observed that, "despite considerable political flux and popular dissatisfaction, Iran is not on the verge of another revolution. Those forces that are committed to preserving Iran's current system remain firmly in control." This prognosis is hard to refute. Depoliticised and cynical, Iranians increasingly question their ability to affect their own destiny. Among young people, a shallow materialism holds sway.

Some choose to ignore the Islamic Republic. Most city-dwellers no longer vote; in Tehran, a mere 34% of voters turned out at February's election. Eschewing dreary state television, they tune in to about 25 illegal satellite channels, most of them broadcast by Iranian exiles in California. But, according to one satellite aficionado, they are no longer interested in the politicised, anti-regime channels: "people now prefer music videos and shows that tell you how to lose weight."

As recently as last summer, televised appeals by Los Angeles-based dissidents brought several thousand Tehranis on to the streets in angry commemoration of an attack that vigilantes launched on reformist students in 1999. This summer, similar appeals were greeted with indifference. All in all, conditions are not conducive to the Iranian meltdown that some Iran-watchers close to the Bush administration, along with the more fanciful sort of Iranian exile, have been predicting.

American policy towards Iran is predicated on the belief that sustained pressure will make the Iranians change their ways—or their regime. As well as its concerns on the nuclear issue, the United States wants Iran to hand over the al-Qaeda operatives in its custody (Iran has offered to do so in exchange for members of the Iranian armed opposition based in Iraq, but this deal was refused). America also wants Iran to restrain Iranian-sup-

ported groups—the Lebanese Hizbullah and the Palestinian Islamic Jihad—which violently oppose Israel. And unless Iran publicly disavows its (largely rhetorical) ambition to eliminate the state of Israel, the Bush administration is unlikely to moderate its tough stance towards what it considers a rogue state.

But America's own policy has made it harder to quarantine Iran. The wars in Afghanistan and Iraq—respectively Iran's eastern and western neighbours—have put Iran at the heart of the region that Mr Bush hopes to transform. As a result, the Americans are expecting co-operative behaviour from a regime whose neighbourhood they have occupied, and whose legitimacy they do not accept. Mr Bush rewarded Iran for helping to oust the Taliban from Afghanistan, and for shoehorning its Afghan allies into Hamid Karzai's interim government, by including Iran in his axis of evil.

With increasing explicitness, Iran's resurgent conservatives are contending that Iranian co-operation with America's regional policy depends on a change in American attitudes towards Iran. A few weeks ago, the Iranians quietly suggested that, in exchange for Iran's help in calming Iraq, America should adopt a more lenient attitude towards their nuclear programme. America rejected Iran's attempt to link the two issues—and the Iranians are now making mischief across the border.

Western journalists who have crossed the Iraqi border into Iranian Kurdistan maintain that Iran has given refuge to a group of Sunni militants who are sworn enemies of America and Iyad Allawi's interim government. Others assert that Iran gave important support to Muqtada al-Sadr, the Shia firebrand who challenged the Iraqi government. Clerics close to Ayatollah Khamenei are said to have been on

hand during the negotiations between Mr Sadr and Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's pre-eminent cleric, that led to Mr Sadr's withdrawal from Najaf's shrine.

None of this amounts to what Iraq's defence minister has described as an attempt "to kill democracy" in Iraq. In fact, the Iranians have much to gain from the authority that their fellow Shias, by dint of their numerical superiority, expect to gain when the Iraqis go to the polls in January. Moreover, the Iranians expect victory to go to clerics and their protégés, many of whom have close associations with Iran's theocratic regime.

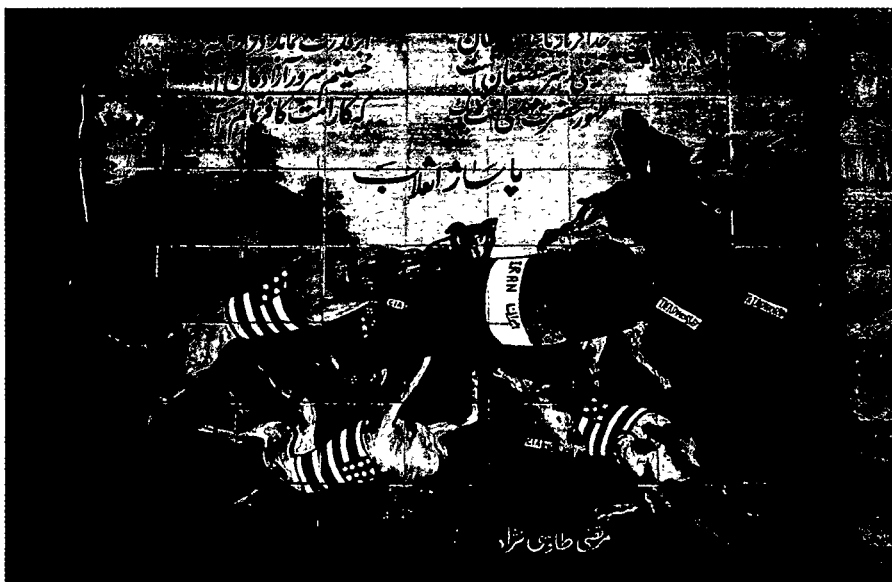
On August 18th, Ali Shamkhani, Iran's defence minister, was asked how his country would react to a putative American attack on its (sole and uncompleted) nuclear reactor. He replied, "We will not sit still. America is not the only one present in the region. We are present from Khost to Kandahar in Afghanistan; we are present in the Persian Gulf; we can be present in Iraq." Being a Shia theocracy in a predominantly Sunni neighbourhood, it is not in Iran's gift to provide stability. But, in the event of military action against it, Iran could become a serious spoiler.

A grand but unlikely bargain

Recent Iranian statements have been bellicose. The conservatives are already treating the EU—which the reformists used to value as a diplomatic buffer against America—with scant respect. They are willing, as the reformists were not, to capitalise on regional anti-American feeling. Some harbour unrealistic designs of converting China, their second-largest trading partner, into a strategic ally. The old Iranian urge to antagonise friends and provoke enemies is far from dead.

Yet, Iran's more thoughtful conservatives shrink from confrontation, fearing that the Islamic Republic might not be able to survive a reprise of its old global isolation. Although they do not admit it, pragmatic conservatives have long been interested in some sort of grand bargain with the United States. Under this, the Americans would publicly disclaim any intention to destabilise Iran, and would move to end economic sanctions. For their part, the Iranians would offer to help in Iraq and Afghanistan, and (perhaps) abandon their nuclear plans.

But such a deal, never viewed with favour by the Bush administration, is now slipping out of sight. The more his ideological allies stoke anti-Americanism, the harder it will be for Mr Khamenei to forgo revolutionary precepts. In the United States, Democrats too doubt the wisdom of being seen to reward Iran for its brinkmanship. It would take extraordinary imagination—on both sides—to seize on such an unpropitious moment. Meanwhile, the nuclear clock ticks on. ■



How Iranians see themselves

Iraqi assembly a 'missed opportunity'

By James Drummond
in Baghdad

The appearance of inclusion is deceptive in Iraq's new consultative assembly, whose 100 members met for the first time yesterday, and which has the task of overseeing the interim government until elections can be held next year.

The membership breakdown is impressive: a fifth Kurds, a quarter women, half Shia and just under a quarter Sunni Arab.

But important constituencies in postwar Iraq are not represented, most notably any credible opponents of the US continued presence in Iraq.

Critics of the assembly say that the US-backed interim government has missed yet another opportunity to offer rebellious groups a stake in the political process, and thereby solve Iraq's insurgency through political rather than military means.

"They wanted an extension of the governing council and that is what they have got," said Ismail Zayer, editor of Baghdad's *al-Sabah al-Jadid* newspaper, referring to the 25-member council chosen by former US administrator Paul Bremer which was dissolved in June.

Mr Zayer tried to put together an opposition list during the national conference which chose the assembly

last month, but it collapsed because it did not meet the complex stipulations on diversity.

Zuhair al-Jazairi, deputy editor of *al-Mada* newspaper, said: "The established parties fear plurality. They may be aware of it but they are not doing anything about it... They [the assembly members] are all from the established parties."

Among the influential absentees are the followers of Moqtada al-Sadr, the militant Shia cleric who led a three-week uprising, based in Najaf, which until last week convulsed the whole of Iraq. Some among Mr Sadr's disparate following attended the national conference but his representatives did not make it on to the assembly.

Spokesmen for Mr Sadr this week declared an intention to join Iraqi political life but the cleric himself has not disbanded his powerful militia.

US commanders and Iraqi politicians agree that there is virtually no hope of solving Iraq's armed insurgency through military means alone. But the scope for a political solution has been hampered by broad disagreement over how far to go and with whom.

While Iyad Allawi, interim prime minister, has announced his intention to broaden the political process

to include opposition groups, initiatives designed to do just that have fallen short of their ambitious goals.

An amnesty which would have potentially been extended to Iraqis suspected of killing foreign soldiers was watered down, reportedly under US pressure, in August.

And Iraq's émigré-led established parties are widely blamed for stacking the national assembly with their own supporters.

Mr Allawi has been offering reconstruction funding and has spoken of reviving the amnesty offer, hoping to split the opposition into moderates and hardliners,

with an eye to cutting a deal with the former group.

His ministers have also offered large sums to Najaf, that bore the brunt of fighting between the US military and Mr Sadr's supporters.

But it is the western province of Anbar through which the main highway from Baghdad to Jordan and Syria

runs that is the most recalcitrant.

US warplanes continue to target alleged safe-houses of Islamist militants in and around Falluja in Anbar. Many of the foreigners who have been kidnapped and murdered, including the 12 Nepalese whose deaths were

reported yesterday, were taken on the main highway running through the province.

The kidnappings and killings south of Baghdad, where Ahmed Chalabi, a prominent politician, was attacked yesterday, indicates that insurgents are still intent on trying to encircle the capital. The result is that the consultative assembly looks irrelevant.

"It is largely a training exercise," Mr Jazairi said of the assembly.

FINANCIAL TIMES THURSDAY SEPTEMBER 2 2004



Members of the consultative assembly are sworn in yesterday in a ceremony in Baghdad: the body fails to include representatives of anti-US elements

L'armée US dans le nord plus préoccupée par les déplacés que par la guérilla



TIKRIT (Irak), 3 sept (AFP) - 12h14 - La commission irakienne chargée de résoudre les conflits de propriété dans le nord de l'Irak a été jusqu'à présent incapable de régler un seul cas alors que depuis mars 167.400 Irakiens vivent dans une dizaine de camps de fortune, affirme un officier américain.

Parmi les personnes recensées par les militaires américains, plus de 153.000 sont Kurdes. Depuis le début 2004, 77.000 d'entre eux se sont installés dans la province de Tamim dont la capitale est Kirkouk, 65.747 dans celle de Salaheddine et 10.675 à Souleimaniyah, selon les statistiques américaines.

En outre, 4.757 Turcomans et 2.226 Arabes ont trouvé refuge dans le gouvernorat sunnite de Salaheddine, alors que 5.000 Arabes et 2.000 Turcomans ont élu domicile dans la riche province pétrolière de Tamim.

L'armée américaine ne dispose pas de chiffres pour Diyala, qui est le quatrième département contrôlé par la 1ère division d'infanterie, au nord de Bagdad.

Des dizaines de milliers de Kurdes, impatients de revenir sur les terres dont ils avaient été chassés par la brutale politique "d'arabisation" menée par Saddam Hussein, vivent dans des camps, dont 44 sont situés dans la province de Tamim, en attendant de voir aboutir leur procédure administrative.

Quant aux Kurdes ayant fait justice eux-mêmes en s'emparant de terres qu'ils affirment leur appartenir, ils ont poussé à leur tour des milliers d'Arabes dans des camps où ils attendent des compensations car ils n'ont pas les moyens de s'installer ailleurs.

"La Commission pour la réclamation des terres ne fonctionne pas: sur les 143.222 déplacés intérieurs qui ont fait une demande, seulement 5.399 dossiers ont été constitués", a indiqué à l'AFP le général John Batiste, chef de la 1ère Division d'Infanterie.

Selon ces statistiques, pas une seule réclamation n'a abouti depuis la mise en place de cette Commission, le 14 janvier 2004, par le règlement numéro 8 promulgué par l'ancien administrateur américain Paul Bremer. Depuis le transfert des pouvoirs, fin juin, cet organisme dépend du gouvernement intérimaire.

"Le gouvernement doit agir et cela va être coûteux car beaucoup réclament des compensations", a expliqué le général soulignant que le fond du problème était le manque d'argent, d'intérêt et d'organisation.

"Pour le moment, il (le gouvernement) a peut être d'autres centres d'intérêt", a-t-il ajouté.

Alors qu'approchent les élections générales de janvier, l'officier estime que les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), ont leurs objectifs.

"S'il y a un déplacement de population vers le sud de la ligne verte (terme militaire américain pour désigner la région autour de Kirkouk), vous pouvez en déduire que c'est un mouvement organisé", a-t-il dit.

"Ceci risque de créer de nombreuses tensions ethniques. Quand vous marchez dans les rues de Hawija (70 km au sud-ouest de Kirkouk) vous entendrez souvent le mot de +guerre civile+. Ceci peut arriver si vous laissez s'installer (les Kurdes) sans aucun contrôle", a-t-il précisé.

Dans la ville sunnite de Hawija, beaucoup d'habitants accusent les décideurs politiques kurdes de vouloir faire des Arabes des citoyens de seconde zone.

Selon un rapport publié le mois dernier, l'organisation des droits de l'Homme Human Rights Watch a averti que si la question n'était pas réglée rapidement cela pouvait déboucher sur une irruption de violence.

Cette organisation basée à New York avait blâmé la coalition de n'avoir pas mis en place une stratégie pour résoudre la crise.

Découverte d'un nouveau charnier près de la ville kurde de Halabja



SOULEIMANIYAH (Irak), 9 sept (AFP) - 10h06 - Un charnier renfermant des dizaines de cadavres de Kurdes a été mis au jour mardi près de la ville kurde de Halabja (300 km au nord de Bagdad), a indiqué jeudi à l'AFP le président d'une association kurde qui milite contre les armes chimiques.

Le charnier, découvert lors de travaux pour la construction d'une route près des villages d'Abou Obeïda et Djellila, contenait des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants enterrés dans leurs habits, a précisé Aras Abed qui avait lui-même perdu 11 membres de sa famille lors du bombardement chimique de la ville de Halabja en 1988 par l'armée du dictateur déchu Saddam Hussein.

"Ce charnier, situé près de Halabja, est composé de trois fosses communes et contient les restes des habitants qui avaient fui le bombardement chimique avant d'être rattrapés par les avions de combat irakiens", a précisé Aras Abed.

Il a ajouté que les corps n'ont pas été encore retirés mais que le ministère des Droits de l'Homme avait été prévenu afin de pouvoir envoyer sur place une commission d'enquête.

"Cette nouvelle découverte vient s'ajouter à tous les crimes commis par le régime de Saddam Hussein contre les Kurdes et va pouvoir aider les enquêteurs et le tribunal spécial chargé de juger Saddam Hussein", a-t-il accusé.

Le 16 mars 1988, l'armée de Saddam Hussein avait bombardé à l'arme chimique la ville kurde de Halabja faisant en quelques minutes 5.000 morts et des dizaines de milliers de blessés.

Verheugen demande plus de droits culturels pour les Kurdes



TUZLA (Turquie), 7 sept (AFP) - 12h59 - Le commissaire européen chargé de l'élargissement, Guenter Verheugen, s'est félicité mardi des progrès accomplis par la Turquie en faveur des Kurdes, mais a appelé les autorités à octroyer davantage de droits culturels à cette minorité du sud-est défavorisé du pays.

La visite de quatre jours de M. Verheugen en Turquie intervient avant la publication, le 6 octobre, par la Commission européenne d'un rapport sur la base duquel les dirigeants européens devront décider, en décembre, d'ouvrir ou non des négociations d'adhésion de cet Etat à l'Union européenne.

"Depuis qu'elle a obtenu une perspective européenne, la Turquie a fait des pas en faveur des droits culturels et sociaux des Kurdes", a-t-il dit à la presse en visitant le village kurde de Tuzla, dans la province de Diyarbakir, principale ville du sud-est, où il a été accueilli par les villageois.

M. Verheugen, qui a rencontré lundi à Ankara les dirigeants turcs et le même soir à Diyarbakir les responsables locaux, dont l'ex-députée kurde Leyla Zana, récemment libérée de prison, en a appelé au gouvernement pour que les Kurdes jouissent pleinement de tous leurs droits culturels.

Le gouvernement turc a mis en oeuvre des mesures spectaculaires concernant les droits des minorités, --autorisation de l'enseignement de la langue kurde, diffusion sur les chaînes nationales de programmes dans cette langue--, brisant un tabou.

"Il y a eu des efforts tardifs (émissions et enseignement en Kurde) dans ce domaine. Mais on peut en faire davantage en ce qui concerne les droits culturels", a cependant affirmé M. Verheugen qui a goûté à de l'ayran (yaourt liquide salé) et au pain local offert par les villageois.

Le village de Tuzla avait été évacué de force en 1995 par les forces de sécurité turques pendant la rébellion séparatiste du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel).

Ses quelque 500 habitants ont commencé à regagner leurs foyers à partir de l'an 2001 (bien 2001), après la fin de la lutte armée du PKK en 1999. Mais plusieurs familles vivent actuellement dans des conditions précaires, demandant l'aide des autorités pour rebâtir leurs maisons.

M. Verheugen a demandé aux autorités d'encourager les villageois chassés à rentrer chez eux. "Il est préférable de vivre dans son village, dans des conditions humaines, que d'aller habiter dans des bidonvilles dans les grandes villes", a dit le commissaire européen.

"L'UE accorde une grande importance au développement du sud-est de la Turquie", a-t-il encore dit.

Selon des chiffres officiels, plus de 3.600 villages ont été évacués de force dans les années 1980 et 1990 dans le sud-est, région la plus pauvre du pays, lorsque l'armée cherchait à empêcher les habitants de ravitailler ou d'abriter les rebelles armés.

Les villageois de Tuzla ont intenté un procès à l'Etat turc devant la Cour européenne des droits de l'Homme afin d'obtenir réparation pour leur exil forcé.

M. Verheugen a également lancé un message à la paix, affirmant que "la violence et les combats ne règlent pas les problèmes", en référence aux rebelles kurdes.

Ces derniers qui ont mis fin en juin à une trêve unilatérale de cinq ans, ont abattu dans la nuit de lundi à mardi deux agents de sécurité dans un poste de contrôle à Diyarbakir.

Interrogé sur cette attaque, M. Verheugen a indiqué avoir constaté que "la grande majorité de la population locale condamne vivement ce genre d'attaque".

Quelque 37.000 personnes sont mortes dans le sud-est depuis que le PKK a pris les armes en 1984 contre Ankara.

Le commissaire européen doit s'entretenir mercredi à Izmir (ouest, sur la mer Egée) avec les dirigeants locaux et des représentants du monde des affaires et d'ONG avant de se rendre jeudi à Istanbul.

Accrochages dans le sud-est turc: trois soldats et quatre rebelles tués



DIYARBAKIR (Turquie), 10 sept (AFP) - 8h10 - Quatre rebelles kurdes, dont une femme, et trois soldats ont été tués tôt vendredi dans de violents accrochages près de Pervari (sud-est), a-t-on indiqué de source de sécurité locale à Diyarbakir, principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde.

Les combats se sont intensifiés surtout dans la localité de Yazlica où des heurts sporadiques étaient encore signalés, a-t-on précisé de même source.

D'importants renforts militaires ont été dépêchés dans cette zone, a-t-on ajouté.

Les combats entre les forces de sécurité et les rebelles kurdes de l'ex-Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel) ont repris depuis que ces derniers, en juin, ont mis fin à une trêve unilatérale, déclarée cinq ans plus tôt.

En quinze ans (1984-1999), la rébellion du PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et nombre de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, a fait plus de 37.000 victimes.

Le chef de l'ex-PKK, Abdullah Ocalan, purge depuis 1999 une peine de prison à vie dans une île du nord-ouest du pays, où il est le seul détenu.

Des groupes armés tiraillés entre combattants irakiens et volontaires étrangers

Thierry Oberlé

Les circonstances dans lesquelles le chantage visant Georges Malbrunot et Christian Chesnot se développe demeurent incertaines. En l'absence de contact direct avec les ravisseurs, les autorités françaises doivent se contenter de tractations via des intermédiaires irakiens plus ou moins proches des preneurs d'otages. Durant la journée d'hier, le contact a été maintenu à travers différents canaux. Issus des rangs de la guérilla, certains intermédiaires vont aux nouvelles mais exercent également des pressions sur les kidnappeurs pour qu'ils renoncent à leur ultimatum.

Voici quelques jours, deux factions semblaient cohabiter au sein de l'Armée islamique en Irak : les représentants d'une guérilla classique se réclamant d'un nationalisme islamique et les activistes favorables à une stratégie inspirée du mouvement al-Qaïda. De l'avis des experts et des diplomates, l'influence de cette tendance salafiste se serait accentuée au cours des derniers jours au point d'être devenue prépondérante. L'Armée islamique en Irak serait désormais sous l'emprise d'un exilé irakien de retour dans son pays et d'activistes issus de la région du Golfe et installés depuis peu dans le triangle sunnite irakien.

L'opacité qui entoure depuis ses débuts le groupe incite toutefois à la prudence. « Ces gens n'ont pas d'émir déclaré et leur organigramme est, contrairement à celui d'autres organisations, inconnu », explique Dominique Thomas, un spécialiste des questions islamistes et du Proche-Orient (1).

L'Armée islamique en Irak a commencé à faire parler d'elle en étant l'un des deux groupes qui a revendiqué le meurtre de quatre Américains le 31 mars à Faludja. A l'époque, la guerre des otages commence à peine et le groupe est considéré comme une structure mal organisée avec un système de revendication peu



En avançant des revendications sans aucun rapport avec le conflit irakien, l'Armée islamique en Irak témoigne de la volonté des courants islamistes internationalistes de profiter du chaos irakien pour imposer un djihad sans frontières. (Photo Ho/Reuters.)

sophistiqué et une faible présence sur Internet. « Ces gens semblaient avoir du mal à s'imposer sur le terrain. Voici encore quelques semaines, leur capacité d'action paraissait faible et ils n'ont d'ailleurs toujours pas beaucoup d'opérations contre la force multinationale à leur actif », commente Dominique Thomas.

L'Armée islamique en Irak a depuis montré sa détermination. Si elle a épargné la vie du camionneur philippin Angelo de la Cruz, après avoir obtenu le retrait anticipé du petit contingent de soldats philippins d'Irak, elle a abattu deux Pakistais fin juillet et assassiné le 26 août le journaliste italien Enzo Baldoni. Vraisemblablement enlevés sur la route reliant Bagdad à Latifiyah, les deux otages français ont sans doute été depuis déplacés. « Il est possible que l'enlèvement n'ait pas été planifié », analyse Dominique Thomas. Il ajoute : « Dans ce cas, le groupe a trouvé un prétexte pour justi-

fier la détention. L'ultimatum lui a permis de se médiatiser et de bénéficier d'un battage extraordinaire. S'il estime que le but recherché est atteint, il peut relâcher les journalistes, mais sa proximité idéologique avec les groupes se réclamant d'al-Qaïda n'est évidemment pas rassurante. »

Une kyrielle de mouvements islamistes a poussé comme les champignons après la pluie sur le territoire irakien depuis la chute de l'ancien régime militaire. Les nationalistes empreints de religiosité se sont fédérés en concentrant leurs efforts sur la lutte contre la force multinationale et leurs collaborateurs irakiens. L'Organisation de la résistance islamique en Irak est l'un des fers de lance de cette mouvance souvent composée d'anciens militaires. L'absence d'opposition islamiste sous Saddam a favorisé en parallèle l'explosion anarchique des groupes djihadistes souvent constitués par les fameux volontaires arabes. « Les

internationalistes sont morcelés car le champ islamiste était très faible sous Saddam. Le paysage actuel est d'une rare complexité. Les incessantes scissions et les recompositions font qu'il est impossible de dresser une cartographie de la guérilla djihadiste. Il existe par exemple un mouvement pour l'unicité et l'exil se réclamant d'al-Qaïda alors que c'est en principe le Jordanien Moussab al-Zarqaoui qui est le représentant en Irak de cette organisation », estime Dominique Thomas.

Moussab al-Zarqaoui, dont la tête est mise à prix à 10 millions de dollars par les Américains, dirige al-Tawhid al-Jihad - Unification et guerre sainte. Il est le responsable présumé des attentats les plus spectaculaires commis en Irak tels l'attaque kamikaze contre le bureau des Nations unies à Bagdad en août 2003, les attentats contre les chiïtes le jour de l'Achoura à Kerbala et à Bagdad en mars ou la décapitation du jeune Américain Nick Berg. Un autre mouve-

ment, Ansar al-Islam, compte des centaines de partisans dans les provinces kurdes. L'organisation qui entretient depuis plusieurs années des liens avec al-Qaida a vécu une dissidence il y a maintenant un an. Les partisans ont créé Jaish ansar al-Sunna, l'Armée des protecteurs de la foi, spécialisée dans les attaques kamikazes. Mardi, Ansar al-Sunna a annoncé via Internet le massacre de douze Népalais qui travaillaient avec les forces américaines. Son site a publié des photos et une vidéo très crues de

l'exécution, montrant l'un des otages en train d'être égorgé, puis l'assassinat par balles des 11 autres.

« En dépit de plusieurs assassinats, l'Armée islamique en Irak paraît moins radicale que l'organisation d'al-Zarqawi ou que Ansar al-Sunna », note Dominique Thomas. Le sort des otages français semble diviser la mouvance extrémiste. Des forums de discussion sont engagés sur les sites islamistes. Si de nombreux intervenants sont favorables à une issue fatale, la

menace ne fait pas l'unanimité.

Au-delà de l'affaire du voile, les admirateurs d'Oussama Ben Laden reprochent à la France d'être engagée en première ligne en Afghanistan dans la traque visant les chefs historiques d'al-Qaida. Reste que l'Armée islamique en Irak n'évoque pas ce point. Elle se borne à réclamer l'abrogation de la « loi sur le voile » en France. En avançant des revendications sans aucun rapport avec le conflit irakien, elle témoigne de la volonté des courants islamistes internationa-

listes de profiter du chaos irakien pour imposer un djihad sans frontières.

(1) Dominique Thomas est l'auteur de « Londonistan : la voix du djihad » (Éditions Michalon).

Offensive américaine dans le triangle sunnite

LE FIGARO LUNDI 6 SEPTEMBRE 2004

Alors que les deux journalistes français - Georges Malbrunot, du Figaro, et Christian Chesnot, de Radio France internationale - et leur chauffeur syrien n'ont toujours pas été libérés, de violents combats se sont déroulés hier dans le secteur de Latifiya, l'un des fiefs de l'insurrection sunnite irakienne et lieu d'enlèvement présumé des otages français.

► **Les forces américaines et irakiennes ont arrêté 500 suspects** et mis la main sur une grande quantité d'armes à Latifiya, ville rebelle à 35 km au sud de Bagdad, avant de se retirer.

Selon un lieutenant de police de la ville les prisonniers ont été conduits à la base américaine de Mahmoudiya, à cinq kilomètres au sud de la ville.

« La majorité des prisonniers ont été relâchés et l'enquête continue pour les autres », a-t-il précisé. Au début de l'opération qui a duré 20 heures, a-t-il ajouté, les insurgés ont fait sauter des engins explosifs sur le bord de la route et dans l'après-midi, une voiture piégée a explosé au centre de Latifiya, tuant un civil et blessant plusieurs policiers.

C'est dans cette région entre Bagdad et la ville sainte de Najaf qu'ont été enlevés, selon des éléments concordants, les deux journalistes français et leur collègue italien Enzo Baldoni, le 20 août, par l'Armée islamique en Irak, qui a revendiqué l'assassinat de ce dernier.

► **A Bagdad, une fatwa appelant les ravisseurs à libérer les deux journalistes** a été lancée par un

dirigeant salafiste. « Nous avons émis une fatwa (décret religieux) appelant le groupe (l'Armée islamique en Irak) qui détient les journalistes français à les libérer immédiatement et à ne pas leur porter atteinte, en reconnaissance pour la position de la France en Irak », a affirmé le Cheikh Mehdi al-Soumaydaï. Cet imam fondamentaliste sunnite a également affirmé que les opérations mili-

itaires américaines autour de Latifiya avaient « perturbé le processus de libération » des otages français.

► **A Paris, une réunion des ministres concernés par la crise des otages français** s'est déroulée hier après-midi à Matignon autour du premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Dans la matinée, Michel Barnier a rendu compte de sa mission au Proche-Orient au président Jacques Chirac. A l'issue de cet entretien, il a affirmé que la France avait « des raisons sérieuses de croire » que les deux journalistes français otages en Irak sont « en bonne santé et qu'une issue favorable est possible ». « Nous y tra-

vaillons de toute notre énergie, avec sang-froid, avec prudence et avec discrétion » car « c'est l'une des conditions de leur sécurité », a-t-il ajouté.

► **À Kirkouk, au moins 17 personnes sont mortes** et 36 ont été blessées par l'explosion d'une voiture conduite par un kamikaze. Le véhicule a explosé en face de l'académie de police, dans le centre de la ville pétrolière du nord de l'Irak.

► **Deux soldats américains ont été tués** et 16 blessés hier soir par des tirs de mortier au nord de Bagdad, a annoncé l'armée américaine. Un des soldats blessés est dans un état critique.

► **Le cadavre d'un otage égyptien assassiné d'une balle dans la tête** a été retrouvé dans les environs de Baiji, à 200 km au nord de la capitale irakienne.

► **Ezzat Ibrahim, l'ex-bras de droit Saddam Hussein aurait été arrêté** selon le ministère de la Défense irakien, dans la région de Tikrit, la ville d'origine de l'ex-raïs. Mais des sources américaines ont mis en doute l'« information ». Hier soir les autorités irakiennes indiquaient qu'elles n'écartaient pas la possibilité qu'il s'agisse bien d'Ezzat Ibrahim mais attendaient les résultats des tests ADN pour confirmer l'identité du prisonnier. En cavale depuis la

chute de Bagdad en avril 2003, Ezzat Ibrahim aurait été surpris dans une clinique où il aurait subi une transfusion sanguine.

Connu pour son implication dans la répression des opposants sous le règne de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim al-Douri, de son nom complet, était vice-président du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante de l'Irak de Saddam Hussein.

► **Interdite en Irak, al-Jezira, a exprimé son « indignation »** après la décision des autorités irakiennes de maintenir l'interdiction d'opérer dans le pays et la fermeture de son bureau de Bagdad.



Iraq

Can Muqtada al-Sadr now become a peaceful politician?

BAGHDAD

If the Shia firebrand were to eschew violence and embark on electoral politics, he might do rather well

AFTER weeks of bitter fighting for control of Najaf, the Shias' holiest city, and in the Shia slums of Baghdad, an edgy peace now seems to be holding. But it is unclear who has come out on top. Probably not the interim government of Iyad Allawi, which failed to squash the turbulent cleric Muqtada al-Sadr and his militia, which had taken over the Imam Ali mosque, Najaf's most cherished shrine. Instead, it was the frail Grand Ayatollah Ali al-Sistani, who, despite his repeated disavowal of worldly political ambition, proved able to calm things down and fix a truce. What does this say about the respective powers of Iraq's three most prominent Shias—Mr Sadr, Mr Allawi and Mr Sistani? Who, really, has the beef?

Some disciples of Mr Sadr say they follow him because he is the only notable cleric who can lead a resistance against the American occupiers. Others say they follow him out of loyalty to his martyred father, an ayatollah who led a Shia religious renaissance before his murder, apparently by agents of Saddam Hussein, in 1999. A few say openly that the charismatic young preacher is a wali, a term the Shia use for leaders they consider divinely inspired.

In short, Mr Sadr is not obviously cut out for party politics. In an opinion poll in May, 64% said his insurrection had helped unite the country, but only 2% favoured him as president. Until now, both Mr Sadr and his main rival for primacy among the

Shias, Mr Sistani, have chosen to exercise their influence from outside the formal halls of power, Mr Sistani by issuing lofty proclamations, Mr Sadr through fiery sermons, street marches and the odd revolt.

Now, however, Mr Sadr says he is willing to enter the political arena, if not necessarily as a candidate himself, then at least as a political movement's leader. On August 30th his spokesmen told his followers to stop shooting foreign troops and Iraqi soldiers and police serving under Mr Allawi's government and to stand by to receive the movement's programme. This statement met the government's conditions for ending the fighting in Najaf, including—in theory—Mr Sadr's Mahdi Army laying down its weapons and turning itself into a political party to compete in the general election due in January.

Some Iraqis doubt that Mr Sadr can ever be brought into the political fold, tainting his messianic image with stump speeches, mundane policies and deal-making. His zealots would never, they say, line up meekly at polling booths. Besides, many Iraqis suspect that his Mahdi Army, having wriggled out of a corner with a peace deal, have stashed their weapons away at home in readiness for the next attempt at grabbing power by force.

But maybe Mr Sadr feels that his violence has now accomplished all he needs. He has made the point to his more hawkish followers that Mr Allawi has no au-

thority over him. He ended the stand-off by direct negotiation with Mr Sistani—and not on the terms of a government he has in the past called illegitimate. His followers have shown what they can do if anyone tries to touch their leader.

Moreover, the fighting may have bolstered his popularity. Some Shias blame him for turning Najaf into a battlefield, but others believe the Mahdi Army's claim to have defended the Imam Ali shrine against American might. Many of Mr Sistani's followers accept that claim—and admire Mr Sadr's stand.

But how deep is Mr Sadr's support? Many Iraqis disparage his movement as a mob of jobless young men. But his support in the north-eastern slums of Baghdad, known as Sadr City after his late father, extends to quite a few other strata of society. Many shop windows bear his picture; elderly matrons name their roadside tea stalls after him. Even under Mr Hussein, clerics loyal to his family name courted the 2m-odd people of this vast and largely Shia slum. Immediately after Mr Hussein fell, Sadrist mosques arranged for lorries to bring in drinking water and got vigilantes to patrol the streets against looters.

Surging SoliSadrity

During the siege of the past three weeks, much of Sadr City seems to have united behind the Sadrists. Women got together in each other's homes to cook for the militiamen, while doctors formed mobile medical teams. If Mr Sadr were to present a slate of candidates to stand for parliament, it would get a lot of votes from this densely populated district alone.

Mr Sadr has yet to issue a manifesto, but it is most likely to demand the swift withdrawal of foreign forces. His people in Sadr City are negotiating for the entire district to be declared a no-go area for Ameri-

can troops; the Sadrists have stated before that elections are impossible under occupation. If a Sadr-dominated anti-occupation movement took off, with the prospect of a chunk of seats in parliament, other would-be Shia populists, such as the Americans' former favourite Ahmed Chalabi, might try to join: he was pondering just such an alliance before the fighting began three weeks ago.

The two main established Shia parties, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq and the Dawa party, detest the Sadrists, but have been upstaged by Mr Sadr's uprising; their ability to mobilise the masses in post-Saddam Iraq has not been tested. Mr Sistani is said to despise Mr Sadr but has so far avoided endorsing any political group, seeking instead to present the image of a united scholarly establishment. Mr Allawi, for his part, relies on American firepower to fight the Sunni insurgents and has every reason to keep the Sadrists down, but his officials say he is not competing with anyone: his government is a caretaker, they say, that must just get Iraq through to a real election.

Meanwhile, the Sunni insurgency con-

tinues with unabated ferocity. This week a dozen Nepalese cooks and cleaners, working for a Jordanian company, were slaughtered in an effort to scare away foreign workers, while two kidnapped French journalists were under threat of execution at the hands of another group.

If Mr Sadr does embark on peaceful

politics, curbs his people's excesses and brings stability rather than upheaval, he has two advantages: a genuine mass following and a real chance to set the agenda and tone for a debate ahead—about the sort of society Iraq ought to be. ■

Turkey

A Kurd on the rise

DIYARBAKIR

A fresh voice for a war-weary people?

INSIDE the freshly-painted municipal headquarters, cheerful young officials tap on their computers as residents register complaints. "My goal is to make people feel like first-class citizens, even if we can't meet all their demands," explains Osman Baydemir, the new mayor of Diyarbakir, Turkey's largest Kurdish-dominated city, which he dreams of turning into a "world-class" metropolis.

At least when he took office in March, such fantasies seemed thinkable. Relative peace had prevailed in the region ever since the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) called off its fight after the capture of its leader, Abdullah Ocalan, in 1999. The end of a war that claimed over 30,000 lives (mostly Kurdish) hastened Turkey's drive to join the European Union. Peace helped the mild Islamists who now run the country under Tayyip Erdogan to ease curbs on the Kurdish language; it also helped the previous government to commute Mr Ocalan's death penalty.

Such measures, in turn, gave people like Mr Baydemir more leeway to advocate further rights for Turkey's 12m Kurds without

risking torture or jail. But hopes of a lasting peace ended on June 1st when the rebels, who now call themselves Kongra-Gel, said they had resumed battle because of the government's refusal to meet their terms—including a full amnesty for some 3,500 fighters in northern Iraq and an end to Mr Ocalan's solitary confinement.

The government will not talk to those it deems terrorists. Public opinion is hardening amid daily reports of Turkish soldiers being killed in clashes. The EU, despite its sympathy for the Kurds, has added Kongra-Gel to its list of terrorist organisations. Pressure is mounting on Turkey's largest pro-Kurd party, Dehap, to condemn Kongra-Gel publicly too. It would then be free of accusations that it is a front for the rebels, and could give millions of Kurds, among whom Mr Ocalan enjoyed much adulation, a new, legitimate representative. Mr Baydemir, a human-rights lawyer who has called for an end to all violence, could ride this wave well.

Will he seize the moment? The guerrillas seem weak. America has pledged to dislodge them from their mountain camps

in northern Iraq. Factional feuds led to the defection last month of Mr Ocalan's brother, Osman, who fled to the Iraqi city of Mosul with scores of fighters, vowing to renounce violence for good. Also, senior Dehap members are daring to criticise Abdullah Ocalan for having called off the ceasefire.

Most Dehap leaders hesitate to speak out publicly for fear of reprisal from the rebels, who have many spies within the party and other Kurdish groups. Many say it was pressure from Kongra-Gel that prompted Mr Baydemir to pay a condolence visit to the family of a rebel killed in a shoot-out with security forces in Diyarbakir last month. The gesture enraged Ankara's top brass because the rebel had taken part in an attack that left a security guard dead. One of Turkey's army chiefs called Mr Baydemir's visit "disgusting".

Mr Baydemir insists he acted to calm public anger over the week-long siege by thousands of police, backed by tanks and helicopter gunships, of a broad swathe of vegetable gardens and cotton fields where guerrillas were hiding.

Elsewhere in the south-east, the authorities have been more measured: the government is going ahead with plans to resettle and compensate tens of thousands of Kurds evicted from their villages during the war. Such moves have boosted the rating of Mr Erdogan among the Kurds. His party snatched five major south-eastern provinces from Dehap in the March polls.

Mr Erdogan, Turkey's most popular prime minister in recent times, shot to prominence as a good mayor of Istanbul, who broke with his harder-line mentor, Necmettin Erbakan. A good model, some say, for Mr Baydemir. ■

Les diatribes d'Iyad Allaoui ont contribué au report de la visite en France du président irakien

PREMIÈRE conséquence, indirecte, sur les relations encore fragiles entre la France et l'Irak d'après Saddam Hussein, de la prise en otages de deux journalistes français : la visite, que devait effectuer à Paris, les 6 et 7 septembre, le président intérimaire irakien Ghazi Al-Yaour, a été reportée à une date qui reste à déterminer. « Compte tenu des circonstances présentes liées à la situation de nos compatriotes, la visite du président irakien n'aura pas lieu aux dates prévues », a indiqué vendredi 3 septembre le ministère français des affaires étrangères.

« Cette décision a été prise d'un commun accord entre Paris et Bagdad. » Diplomatiquement, cette dernière formule ménage une porte de sortie, mais en réalité, c'est Paris qui a souhaité ajourner la visite.

Les deux journalistes français n'ayant toujours pas été libérés, il aurait été inconvenant d'accueillir à Paris le président irakien, dont la visite aurait en tout état de cause été dominée par l'affaire des otages. L'idée de différer la visite lui a été transmise dès mercredi, puis confirmée jeudi, d'après une source bien informée, et le pré-

sident irakien n'y a pas trouvé d'objection.

En creux de ce report se dessine toutefois la colère des autorités françaises après de récentes déclarations du premier ministre intérimaire irakien, Iyad Allaoui – qualifiées d'« inadmissibles » à Paris – et les éditoriaux du journal *Bagdad* qu'il possède.

Alors qu'un très grand nombre de ses compatriotes ont condamné sans réserve l'enlèvement des deux journalistes français, M. Allaoui a vu dans ce rapt une sorte de leçon administrée à la France, la preuve que Paris a eu tort de ne pas participer à la

guerre contre l'Irak et de se croire, consé- quemment, à l'abri du chaos qui y règne. Il a également saisi cette occasion dramati- que pour asséner aux autorités françaises une leçon de lutte contre le terrorisme, et prédire que des attentats auront lieu à Paris, à Nice et ailleurs.

Le quotidien *Bagdad* a pris le relais en se livrant à une virulente diatribe antifranaise et en accablant le président Jacques Chirac d'accusations. Paris, selon deux éditorialis- tes du journal, s'est opposé aux Nations unies à toute résolution qui pouvait aider

l'Irak, s'est tenue à distance indifférente des « souffrances du peuple irakien », « donnait l'impression de se réjouir » de toutes les vio- lences dont l'Irak est le théâtre et n'a qu'un seul souci en tête, celui de mettre « les diffé- rentes parties irakiennes » à contribution pour libérer ses deux ressortissants.

Autant d'accusations infondées, car s'il est vrai que la France était opposée à la guerre, elle n'en a pas moins voté en faveur des résolutions de l'ONU consécutives à la chute de l'ancien régime, reconnu le gou- vernement intérimaire irakien, rétabli en juillet les relations diplomatiques avec Bag- dad, et s'est déclaré disposée à contribuer à la reconstruction du pays. Elle ne manque en outre aucune occasion, ou presque, de

condamner les actes de violence qui ensan- glantent l'ancienne Mésopotamie.

Ancien du parti Baas – aujourd'hui dis- sous –, entré en dissidence dans les années 1970, M. Allaoui, qui est chiite, est, depuis le milieu des années 1990, le « poulain » de la CîA et du département d'Etat, qui l'ont mis en concurrence avec Ahmad Chalabi, le « protégé » du Pentagone. C'est l'ancien

haut commissaire américain en Irak, Paul Bremer, qui l'a choisi pour diriger le gouver- nement intérimaire auquel la coalition occupante a transmis le pouvoir le 28 juin.

C'est à la lumière de cette étrange alchi- mie américano-baasiste qu'il faut lire ses déclarations et commentaires. C'est sans

Les récentes déclarations du premier ministre irakien ont été jugées « inadmissibles » à Paris

doute également à cause de cette alchimie qu'il n'a jamais eu d'affinités avec la France, qui le sait, sans en avoir fait un *casus belli*.

Ses propos « inadmissibles et gratuitement agressifs ne correspondent pas à la réalité des

faits ni ne servent les intérêts de l'Irak », com- mente l'anthropologue d'origine irakienne Hosham Dawod. M. Allaoui est « politique- ment fragile et cherche à se faire une légitimi- té en surfant sur l'opinion de certains Irakiens,

dont une partie sont rentrés d'exil, et pour qui la politique régionale de la France importe peu, la seule chose qui compte étant ce qui se passe en Irak. Mais beaucoup de gens dans ce pays ne partagent pas son avis ».

A la différence de M. Allaoui, avec lequel il entretient des relations tendues, selon des Irakiens, le président Ghazi Al-Yaouar, dont les fonctions sont essentiellement honorifiques, est un sunnite modéré, accep- té par les Kurdes et les chiites, et plus conscient que son premier ministre de la réalité politique et sociale de son pays. Il n'est pas exclu, estiment ces mêmes Ira- kiens, que la diatribe antifranaise de M. Allaoui ait visé à torpiller la visite à Paris de M. Al-Yaouar et à protester contre ce que le premier ministre considérerait com- me un parti pris français pour les sunnites.

Au-delà du contretemps, la France, esti- me M. Dawod, doit maintenir le dialogue avec l'Irak. « *Le rompre tout en continuant d'en parler et de [dresser des plans pour] son avenir posera problème.* »

Mouna Naïm

New Iraqi government failing to gain crucial Shiite support

By Anne Barnard

BAGHDAD: A week after reaching a truce with Moktada al-Sadr's rebel militia, a move officials hailed as a break- through that would let them bolster security forces and restart reconstruction projects, the interim Iraqi government faces a deepening crisis of confidence among the country's Shiite Muslim ma- jority.

Those who fear Sadr, the militant cleric, say they worry that Iraq's police and armed forces cannot control him and that new fighting will break out. And his supporters accuse the govern- ment of betraying the truce that ended three weeks of fighting between U.S. forces and militiamen in Najaf, and threaten to resume their uprising.

"We did what you asked us to do, to make peace. Don't make us go and fight

again!" Sheik Nasser al-Saadi thundered in his Friday sermon at Sadr's main mosque in the heart of Sadr City, the Baghdad district of more than two million impoverished Shiites where hundreds died in clashes with U.S. forces in April and last month.

Another Sadr spokesman went fur- ther after the police blocked worshipers from the mosque where Sadr usually preaches in Kufa, adjacent to Najaf. "We are in a state of war with the Iraqi po- lice," Ahmed al-Shaibani declared.

The six police officers standing in a knot outside the Sadr City mosque dur- ing Friday prayers said that they were in control and more powerful than ever.

But the real show of power was from dozens of men wearing badges with Sadr's picture as they patted down the faithful arriving for Friday prayers. They patrolled the bazaars, some with

pistols on their hips, and carefully mon- itored what was said about Sadr's Mahdi Army.

The government of Prime Minister Ayad Allawi hoped the showdown with Sadr last month would prove Allawi's authority. He hoped to make an ex- ample of Sadr and then go after hubs of resistance in such Sunni Muslim areas as Falluja and Samarra.

Instead, Iraq's most senior cleric stepped in to pre-empt what was shap- ing up to be a fight to the finish.

U.S. troops had pummeled militia- men for three weeks, reducing much of Najaf's old center to rubble. With the fighters holed up in the holy city's revered shrine of Imam Ali, Grand Ayatollah Ali al-Sistani brokered a deal that allowed Sadr's fighters to leave the shrine with most of their weapons.

But while Allawi and his U.S. backers have sought to paint the Najaf cease-fire as a watershed moment, the outcome has brought few clear answers. Opposition

politicians and ordinary Iraqis say the country is no closer than it was a month ago to giving citizens more of a say or setting up functional security forces.

Recent reports by respected research groups predict a dire future unless Iraqis can gain more control over government.

The Royal Institute of International Affairs, which often advises the British government, said that if Iraq's disparate interest groups did not believe they had a political voice, Iraq could fall apart and ignite a major regional conflict. And the International Crisis Group reported that U.S. decision-making could continue to undermine Allawi's administration.

U.S. diplomats argued last week that, with the Najaf cease-fire, the govern- ment had won a new chance to get Iraq's

wobbly police and national guard on their feet. But they acknowledged that, if that effort failed, Sadr's militia and others would threaten democratic elec- tions scheduled for January.

"The government is now in a position to reinforce its effort to build a credible national security force," one U.S. diplo- mat said on the condition of anonymity. That effort's outcome, he said, will de- termine whether the Mahdi Army can mount further resistance.

Police officers like Razak Ab- delkarim, 20, say that their friends and neighbors are members of the Mahdi Army and that the police cannot func-

tion without their consent. "We are in the middle," he said. "If we join the Mahdi Army, the Americans will kill us,

and if we go and work with the Americans, the Mahdi Army will kill us."

The Boston Globe

Car bomb kills 7 marines and 3 Iraqi soldiers

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: A car bomb exploded amid a convoy of American and Iraqi troops near Falluja on Monday, killing seven marines and three Iraqis in the single deadliest attack on American troops in four months, U.S. military officials said.

The attack took place in al-Saqlaw-iyia, just outside Falluja, a city 55 kilometers, or 35 miles, west of Baghdad that has been out of American control for months. Two large scorch marks were burned into the road.

Although the attack was the biggest since late April when a car bomb killed eight American soldiers near Mahmudiya, a city south of Baghdad, it was not uncommon. Mortar fire and roadside bombs are a constant hazard for American soldiers in areas around Falluja in a province called al-Anbar. Five soldiers were killed in an attack in the province on Aug. 21.

But it served as a reminder of the seemingly intractable problem that the American authorities here are facing. As a national election scheduled for January nears, insurgents have taken control of more and more cities in Iraq.

Falluja has fallen to Islamic militants in recent months, after an American-appointed Iraqi force failed to police it, and residents of two nearby cities, Samarra and Ramadi, also say that American forces are gone.

The insurgency must be controlled if

elections are to proceed and be seen by Iraqis as legitimate, officials say.

But the cost of a crackdown in Iraqi lives could be steep. In battles with insurgents in Falluja in April, Americans killed approximately 600 Iraqis.

It remains to be seen whether the Bush administration is willing to risk a broad attack before American elections this fall. Even so, there are signs that American commanders are discussing ways to try to take back some control, while avoiding a full assault.

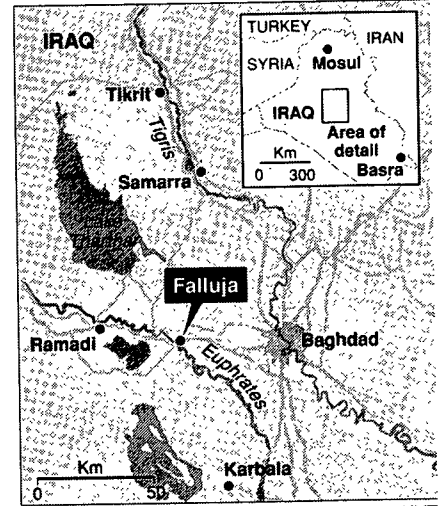
In a broadcast on loudspeakers set up in two eastern neighborhoods in Falluja on Sunday, American forces told residents to leave the city because an attack was imminent.

On Monday, American checkpoints blocked the main eastern and western roads to the city, although by 5 p.m., the eastern road, closest to the explosion, had been reopened.

The attack Monday pushed the American death toll to almost 1,000 troops. According to an American Web site that tracks casualties, 993 American soldiers have died since the start of the war in March 2003.

The figure includes the marines killed in the incident Monday. Thousands of Iraqis have been killed, though their deaths are not tracked by the military.

Also in Iraq on Monday, four Jordanian truck drivers, whose capture was announced in a videotape that appeared on Al Jazeera on Sunday, were released, according to Jordan's foreign



NYT

minister, Marwan Moasher, Agence France-Presse reported from Amman.

Earlier Monday, Al Arabiya television said kidnappers had released a Turkish truck driver, whom they had threatened to behead, after the two companies he worked for agreed to their demands to stop operating in Iraq.

Midhit Civi said in a video broadcast by Al Arabiya that his captors had treated him well and he called on Turkish drivers to stop transporting goods to Iraq.

A Turkish Foreign Ministry official in Ankara confirmed Civi had been freed. His whereabouts were not immediately known.

The New York Times



As American Marines collected the bodies of seven comrades killed Monday in a bombing near Falluja, U.S. commanders faced a quandary over how to re-establish control over places like Falluja before Iraq holds elections.

International Herald Tribune
September 7, 2004

EU presses Turkey over rights of Kurds

From news reports

ANKARA: A top European Union official on Tuesday toured a village that was destroyed during fighting between Turkish troops and Kurdish rebels and urged Turkey to grant more rights to its Kurdish minority.

Günter Verheugen, the commissioner in charge of enlarging the EU, made his remarks to reporters and officials during a tour of southeastern Turkey, where much of the conflict between the government and the rebels has unfolded. The status of the Kurds, who make up about 20 percent of Turkey's population, is expected to be a crucial topic in a European Union report in October that will address Turkey's eligibility for membership in the union. The Kurds are not recognized as a minority by Ankara, which says that such a move would encourage separatism.

Verheugen, at a press conference in the village of Tuzla, welcomed recent government reforms that allow broadcasts and some classes in the Kurdish language. "But I must say," he added, "that what we have seen so far can only be the beginning."

A village leader told Verheugen that security forces burned Tuzla in 1995, according to the Anatolia news agency. Human rights groups have charged that soldiers burned down thousands of villages in southeastern Turkey in the 1990s as part of a strategy to deprive the Kurdish rebels of food and shelter.

The Turkish authorities allowed the villagers to return in 2001, and about 30 families out of 56 have since moved from city slums back to Tuzla. Seven of those families are living in tents and four are temporarily housed in the village school. The village is some 70 kilometers, or 45 miles, north of Diyarbakir, the main city in the region.

Villagers, some of whom offered Verheugen a yogurt drink and bread, have lodged a complaint against Turkey with the European Court of Human Rights in Strasbourg, for violation of human rights and are seeking compensation.

Verheugen condemned violence in the southeast, which has flared since the rebels ended a five-year unilateral cease-fire on June 1. More than 20 Turkish security forces and 60 rebels have been killed since then, and more than 37,000 people are believed to have died

in separatist violence since 1984.

"I can only call on the people here not to use violence," said Verheugen, who met with Turkish leaders in Ankara on Monday. "There will be no solution if violence is used."

But on Tuesday, rebels attacked a checkpoint on the outskirts of Diyarbakir, killing a police officer and a guard, police said.

Turkey hopes to get a starting date for membership negotiations at an EU summit in December. To push its candidacy, the government has in the past few years abolished the death penalty, forbade torture and eased restrictions on the Kurdish language.

Speaking Kurdish was illegal in Turkey until 1991. Turkish hard-liners say that granting language rights to Kurds rewards the guerrillas.

Broadcasts, however, are limited to a few hours a day and Kurdish is taught only in special schools — not in public schools.

Verheugen said political and social tensions in the southeast were closely linked to economic conditions. The region has some of Turkey's poorest people.

He also said Turkey needed to step up efforts to help displaced Kurds return to villages destroyed in the years of conflict. "I think one should strongly support the wish of people to return to their villages," he said. (AP, Reuters)

September 8, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

EU commissioner's remarks on Turkey raising eyebrows

By Graham Bowley

BRUSSELS: Frits Bolkestein, one of the European Union's most outspoken commissioners, stirred controversy Tuesday after he seemed to try to raise concerns that admitting Turkey to the EU would make Europe more Islamic.

In a speech at the University of Leiden late on Monday, Bolkestein said that some predictions that Europe would be predominantly Islamic by the end of the century meant that the siege of Vienna in 1683, when troops repulsed Ottoman Turks, "will have been in vain."

A spokesman for Bolkestein on Tuesday played down the comments, saying the remarks were hypothetical and that the commissioner did not oppose Turkey's proposed entry to the EU.

But the timing of the remarks — as talks to consider Turkey's potential EU membership begin — raises questions about Bolkestein's motives during a period of intense nervousness and fe-

verish negotiation across the Continent, with the focus on, among other things, Turkey's record on democracy and human rights.

"The current trend warrants only one conclusion: the United States remains the sole superpower, China will become an economic giant, Europe is becoming more Islamic," Bolkestein said in the speech, according to reports from Reuters.

Bolkestein, the eloquent and well-respected EU internal markets commissioner and an economic liberal, stirred a controversy in March when he said in a book that Turkey should remain outside the EU to be a buffer to protect

Europe from Syria, Iran and Iraq. He will be among those voting when the Commission decides, in a report to be published Oct. 6, whether to open Europe's gates to Turkey, a poor, mainly Muslim country of about 70 million people.

The issue is highly sensitive because of fears, chiefly among conservative Christian Democrat groups, that Turkey's admission could transform the nature of the European Union.

They are worried that Turkey could alter the union's balance of power be-

cause votes in the EU are determined largely by population, and Turkey would be one of its most populous nations. They are also worried it would drain Europe's budget; Bolkestein said admitting Turkey could strain the EU's farming and regional aid budgets to the limit.

Within Europe, supporters of Turkish entry include the United Kingdom, Spain, and Italy, but France, Austria and Luxembourg have tried to block the process.

International Herald Tribune

Hier, le Pentagone a dressé un sombre état des lieux de la situation sur le sol irakien

Le 1 000^e mort américain ravive le débat à Washington

LE FIGARO JEUDI 9 SEPTEMBRE 2004

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gétie

Le 1 000^e soldat tué en Irak a remis la guerre à la une de l'actualité aux États-Unis, jusque-là focalisés sur les cyclones en Floride et les conventions des deux grands partis. Mais il n'a pas encore provoqué le débat de fond qui pourrait mettre en difficulté George W. Bush.

Mardi, le Pentagone a passé ce cap symbolique en dressant un état des lieux plutôt sombre. Y compris trois civils sous contrat avec l'armée, ce sont 1 005 membres des forces américaines qui ont péri à ce jour en Irak, dont plus de 850 depuis que le président a salué la « fin des opérations militaires majeures » le 1^{er} mai 2003. S'y ajoutent quelque 7 000 blessés, dont moins de la moitié a repris du service. A ce bilan côté américain répond la mort de 15 000 à 20 000 Irakiens, civils et militaires, selon un décompte non officiel.

A court de bonnes nouvelles, le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, a cru bon d'indiquer que « probablement 1 500 à 2 500 insurgés » avaient été tués en Irak le mois dernier. Mais il a reconnu que « d'importantes régions du pays » restaient sous le contrôle d'une



Des soldats américains inspectent une voiture après une opération rebelle, hier à Bagdad. De 700 en mars, le nombre d'attaques contre la coalition est passé à 2 700 en août.

(Photo Khalid Mohammed/AP.)

guérilla « de plus en plus sophistiquée ». De 700 en mars, le nombre d'attaques contre la coalition est passé à 2 700 en août. Après des mois d'offensive américaine, ni le triangle sun-

nite ni les bastions chiïtes n'ont été « nettoyés » et la crise des otages ne fait que s'amplifier.

S'appuyant sur le « jalon tragique » du 1 000^e soldat tué, John Kerry, le prétendant dé-

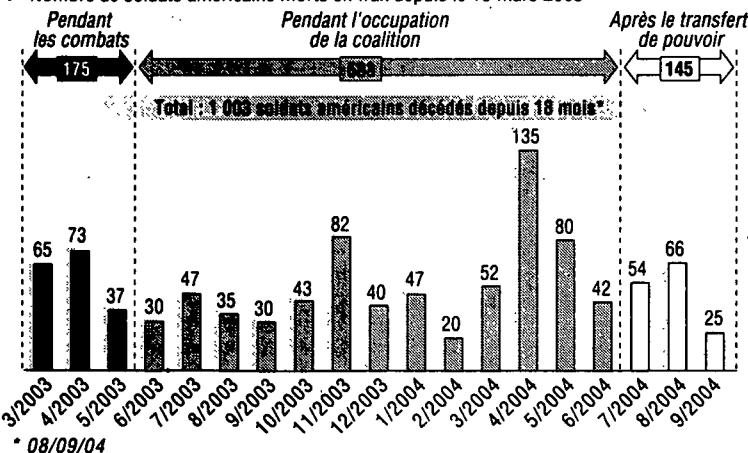
mocrate à la Maison-Blanche, a rehaussé le ton contre « le choix le plus catastrophique » de Bush, qui a conduit au « gâchis » irakien. « Ce fut son choix, a-t-il martelé. Il a choisi le moment, il a choisi d'y aller seul et aujourd'hui, c'est toute l'Amérique qui en paie le prix. (...) J'aurais tout fait différemment en Irak »

L'attaque, répétée dans un spot publicitaire, semble glisser sur le président, qui n'a fait aucune mention du nombre de morts. Sur le fond, il continue à faire miroiter « des sociétés libres au Proche-Orient qui ne nourriront plus le ressentiment et la violence ». Tactiquement, il accuse Kerry de « changer d'avis tous les matins » sur l'Irak et d'emprunter sa rhétorique électorale à son ancien concurrent « gauchiste », Howard Dean.

Pourtant, l'échec militaire porte la menace d'un échec politique. Dans un rapport adressé

Pas d'accalmie depuis le transfert de pouvoir

► Nombre de soldats américains morts en Irak depuis le 19 mars 2003



Autres pertes

- Royaume-Uni : 64
- Italie : 18
- Espagne : 11
- Pologne : 10
- Autres (coalition) : 23
- Militaires irakiens : Entre 5 000 et 6 500
- Civils irakiens : Entre 12 000 et 14 000

Source : Iraqbodycount.net

au Conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire général Kofi Annan vient de souligner qu'« en plus de perturber gravement la vie quotidienne des Irakiens, la poursuite des violences risque de saper la confiance dans le processus de transition politique et d'entraver (...) l'organisation des élections en janvier 2005 ».

Devant ce constat, le débat

devrait faire rage, à huit semaines de l'élection présidentielle américaine.

Mais l'Irak n'est pas encore le Vietnam. Dans un pays qui a aboli la conscription il y a trente ans, 58% de l'opinion considèrent que le bilan « tragique » de l'occupation ne justifie pas un changement de stratégie. Les médias présentent une image beaucoup moins sombre qu'en Europe de la situation, évitant

en général de parler de chaos. Cela explique que le président puisse continuer à dire : « Notre stratégie réussit. »

John Kerry a beau critiquer la méthode, lui non plus ne remet pas en question le bien-fondé de l'invasion. Il ne conteste pas l'idée reçue selon laquelle la guerre antiterroriste peut être menée comme une guerre conventionnelle, alors même que de plus en plus d'experts y

voient un dangereux mirage. Et s'il affiche sa « différence », il ne propose pas de solution nouvelle.

Cela l'expose à une guerre des mots où le vice-président, Dick Cheney, a recours à l'artillerie lourde. Brandissant « le danger d'une nouvelle attaque » terroriste si le démocrate est élu, il l'accuse de ne pas être « vraiment en guerre ».

M. Verheugen promet aux Turcs qu'ils seront « citoyens de la même Europe »

ANKARA, DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

Défenseurs des droits de l'homme, dignitaires religieux, élus, hommes d'affaires : telle est l'ultime tournée « sur le terrain » qu'effectue Günter Verheugen, le commissaire à l'élargissement, avant que la Commission ne rende, le 6 octobre, sa recommandation à propos de l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne, assortie d'un rapport sur l'état d'avancement des réformes.

Lundi 6 septembre à Ankara, il a rencontré, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et son ministre des affaires étrangères, Abdullah Gul. Il s'est ensuite entretenu avec des militants associatifs. Puis s'est envolé vers Diyarbakir, dans le sud-est anatolien, où il a croisé dans la soirée l'ancienne députée kurde, Leyla Zana, libérée en juin après dix ans de détention pour liens avec le Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mardi, M. Verheugen devait se rendre dans un village où les populations chassées par le conflit kurde tentent peu à peu de revenir.

A chaque rencontre, l'émissaire de Bruxelles fait mine de cultiver le secret, mais il laisse transparaître ses intentions : « C'est l'heure de vérité ; le Conseil nous a donné un mandat clair, il n'est pas question de fuir nos responsabilités », a-t-il répété à plusieurs reprises. « Nous serons citoyens de la même Europe », a-t-il répliqué au jeune maire de Diyarbakir, qui a fait placarder pour l'occasion de grandes pancartes dans cette ville à majorité kurde : « Bienvenue au citoyen Verheugen dans la Grande Europe ».

La commission s'apprêterait, selon le vœux de M. Verheugen, à formuler une recommandation « claire et ferme » aux Etats membres, lesquels doivent se prononcer à l'unanimité le 17 décembre. Les diplomates européens considèrent

que la Turquie a accompli d'importants progrès sur le chemin des réformes : elle respecterait désormais pour l'essentiel les critères d'adhésion, en particulier sur le plan politique. Pour les experts, la situation a évolué dans le bon sens depuis le début des années 2000, même si de sérieuses difficultés demeurent dans l'application des nouvelles lois.

« La mise en œuvre n'est pas achevée, mais c'est normal », a dit M. Verheugen, tout en soulignant

à plusieurs reprises le lien, « qui ne doit pas être rompu », entre « démocratisation et intégration européenne ».

La principale inconnue réside plutôt dans le calendrier. Les dirigeants turcs réclament une date précise, la plus rapprochée possible. Aux yeux du commissaire, la

question demeure ouverte. La Commission ne serait, selon lui, pas tenue d'avancer une date formelle, mais elle pourrait identifier une période indicative. Deux options sont possibles : soit l'exécutif européen préconise d'ouvrir les pourparlers « sans délai », c'est-à-dire après quatre à six mois d'ultimes préparatifs. Soit il préconise d'attendre un peu, pour ouvrir les négociations fin 2005 ou début 2006. Cette option pourrait permettre de laisser passer la ratification du traité constitutionnel européen dans un pays comme la France, afin d'éviter que la campagne ne soit polluée par la question turque.

LE SUD-EST EN RETARD

Tout dépendra également des discussions au sein d'une Commission divisée sur le sujet : M. Verheugen espère une décision consensuelle, mais plusieurs commissaires – l'Autrichien Franz Fischler, l'Espagnol Loyola de Palacio, le Néerlandais Frits Bolkestein, et la Luxembourgeoise Viviane Reding – ne cachent pas leurs réserves quant à



Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gul, et Günter Verheugen, lors de la visite à Ankara, lundi 6 septembre, du commissaire européen chargé de l'élargissement.

l'ouverture de négociations. Et pourraient compliquer la rédaction de la recommandation.

M. Verheugen profite de sa tournée turque, qui doit aussi le conduire à Izmir et Istanbul, pour faire un ultime point sur les réformes. Lundi, lors de sa rencontre avec MM. Erdogan et Gul, il a salué l'adoption en cours d'un nouveau code péna. Mais Bruxelles suggère à la Turquie de renoncer à faire de l'adultère un délit, comme le prévoit le projet. « Une telle législation n'existe pas dans les pays membres ; elle fausserait la perception que l'on se fait dans l'Union des réformes en Turquie », dit-on dans l'entourage de M. Verheugen.

Autre souci, l'Union européenne s'inquiète du sort des communautés non musulmanes, dont les conditions d'existence – droit de propriété, statut, formation du clergé – sont précaires. Lors de ses entretiens, M. Verheugen met également l'accent sur le harcèlement judiciaire dont sont toujours victimes certains défenseurs des droits

de l'homme, des journalistes et des avocats. Enfin, il considère que le sud-est du pays demeure très en retard et que le retour des populations déplacées du fait du conflit avec le PKK reste très lent. Mais ces préoccupations ne semblent pas atténuer la confiance de M. Verheugen dans la capacité des autorités turques à poursuivre le processus de démocratisation... tout en négociant l'adhésion à l'Union. Pour lui, « la Turquie qui intégrera l'Union ne sera pas le pays d'aujourd'hui ».

Philippe Ricard

Le Monde

8 SEPTEMBRE 2004

Turkish Daily News

September 9, 2004

Talabani: Fight against PKK needs time

Ankara has told Iraqi Kurdish leaders running northern Iraq that the Kurdistan Workers' Party (PKK), a terrorist group holed up in mountains of the region, should be combated by local groups, the Turkish Foreign Ministry said.

"We have explained the importance that we attach to local groups' not supporting PKK/Kongra-Gel," ministry spokesman Namik Tan told a weekly press conference. In what seems to be a response to the Foreign Ministry, Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said in remarks to the media that the Iraqi people needed time to effectively fight against the PKK, probably referring to deficiencies in post-war Iraq's handling of security challenges.

A few thousand armed militants of the PKK, which also goes by the names KADEK and Kongra-Gel, are based in northern Iraq. Ankara has been pressing the United States to take action to eliminate the group, but Washington has so far remained inactive, frustrating Turkish leaders. Talabani and Nechirvan Barzani, a senior official of the Kurdistan Democratic Party (KDP), arrived in Ankara this week for talks with Foreign Minister Abdullah Gul. Barzani has told Turkish leaders that the PKK was deemed to be a hostile element by the KDP, sources said. He met with Foreign Minister Gul on Tuesday and was scheduled to depart for Iraq yesterday.

Talabani, who met with Gul yesterday, said in an interview with private NTV television that the PKK was divided into two rival factions, one led by the group's imprisoned leader Abdullah Ocalan's brother Osman. He said Osman Ocalan was constantly moving the group from one place to another within Iraq in an effort to escape from attacks carried out by the PKK. According to the PUK leader's account, some 1,500-2,000 armed terrorists of the PKK were still inside northern Iraq. An unknown number of PKK members is believed to have infiltrated Turkish territory after the

group ended a unilateral five-year cease-fire in June. PKK attacks on Turkish targets in the Southeast have increased since then. Talabani said a general amnesty for the group would be the best way to stop attacks. Escorts for Turkish drivers

The two leaders' visit came at a time when Turkish workers operating in Iraq are facing a serious security threat stemming from abductions and attacks. Close to 30 Turks have been killed in Iraq in attacks, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said recently. Talabani said the PUK could help Turkey engage in safe trade with Iraq by providing Turkish drivers with escorts on their trips to Baghdad. But he said this could only be possible if Turkish drivers agreed to change their current route from one passing through Mosul to another that would cross through Sulaymaniyah and Kirkuk.

Both PUK forces and Iraqi security forces would contribute to these escorts, he told reporters upon his arrival in Ankara on Tuesday.

Kirkuk, new border gate

Tan said Ankara has also reiterated its position that the new administration in Iraq should be a full democracy giving a fair share to all Iraqis, a reference to Turkey's concerns over what it sees insufficient representation of Iraqi Turkmens, who enjoy close ethnic ties with Turkey, in the Iraqi administration. Turkmens also complain of pressure at the hands of Kurdish groups in northern Iraq. "The two Iraqi Kurdish officials have said they were aware of Turkey's sensitivities and will act accordingly," Tan said.

Responding to a question on plans to open a new border gate with Iraq, Tan said Ankara was discussing the issue with the Iraqi administration and added that it expected the regional groups to use their political influence to achieve progress on the planned opening of the gate, as increased trade would be in their favor as well.

Les Kurdes prêts à la guerre pour préserver l'identité de Kirkouk (Barzani)

11 sept (AFP)

9h50 - ERBIL (Irak) - Les Kurdes d'Irak sont "disposés à faire la guerre" pour préserver l'identité kurde de la ville pétrolière de Kirkouk (260 km au nord-est de Bagdad), a affirmé jeudi le chef du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani, à l'AFP.

"Kirkouk est le coeur du Kurdistan, et nous sommes disposés à faire une guerre pour préserver son identité et à nous sacrifier pour préserver les acquis obtenus par les Kurdes d'Irak", a-t-il menacé.

"Les Kurdes ne renonceront pas et ne négocieront pas cette identité", a ajouté M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux mouvements qui ont soustrait trois provinces du nord de l'Irak au contrôle du régime de Saddam Hussein après la guerre du Golfe (1991).

Interrogé à Erbil, fief de son parti, M. Barzani a précisé avoir tenu ces mêmes propos devant les membres de sa formation lors d'une réunion tenue mardi

Kirkouk est le théâtre d'affrontements endémiques entre Kurdes, Arabes et Turcomans depuis la fin du régime de Saddam Hussein en avril 2003. Les Kurdes revendiquent son contrôle, soulignant que la ville était majoritairement kurde dans les années 1950, avant que le régime de Bagdad n'entame une arabisation forcée du nord du pays.

La Turquie voisine de l'Irak craint qu'un contrôle de cette région riche en pétrole ne renforce les Kurdes irakiens, qu'elle soupçonne de visées séparatistes, et que ces idées ne se propagent ensuite auprès des Kurdes turcs, majoritaires dans le Sud-Est.





Iraqis examining the remains of a U.S. helicopter that crashed near Falluja. The military said the helicopter's crew was rescued.

U.S. forces re-enter Sunni stronghold

By Dexter Filkins

BAGHDAD: American troops peacefully re-entered the city of Samarra for the first time in months Thursday, marking what appears to be a small but significant first step in their efforts to regain control of the Sunni Triangle.

American soldiers and Iraqi police entered the city and drove to the local government building, where the American-backed council, deposed by insurgents, chose a new mayor and police chief. After a few hours that passed without violence, the American soldiers and Iraqi police departed.

Once the Americans left, witnesses said, insurgents reappeared, conducting their own patrols on Samarra's main streets.

A deal was struck Wednesday when local Iraqi leaders said they assured U.S. forces that they would not be attacked inside the city. The deal did not require insurgents to give up their guns, only to disappear.

"Our expectation is that we are going to enter the city anytime we want and not be attacked," said Major Neal O'Brien, a spokesman for the First Infantry Division, which is responsible for Samarra. "This is a good first step."

The Americans' entrance into the city was their first since July, when they pulled out because of insurgent attacks. In Samarra, as in other Sunni-dominated cities like Falluja and Ramadi, American commanders have decided that pulling back was more practical than trying to hold the cities by force. The result, in all those cities, is that insurgents have taken charge of the local governments and ousted, and sometimes killed, Iraqis who preceded them.

American commanders and mem-

No attacks as troops help replace officials

bers of the Bush administration have said that they intend to regain control of the cities they have lost, by force if necessary. They have been placing their hopes with the emerging Iraqi security forces, whose presence, they believe, will receive a warmer reception from ordinary Iraqis.

The Americans' entrance into the city Thursday did not require the heavy assault that both sides appeared to want to avoid. But the Americans never relinquished the threat of force. On Wednesday, in an interview with the Associated Press, the commander of the First Infantry Division, Major General John Batiste, said his soldiers were planning to come into Samarra whether they had a deal or not.

"It'll be a quick fight and the enemy is going to die fast," General Batiste said in the interview at his headquarters in Tikrit. "The message for the people of Samarra is, peacefully or not, this is going to be solved."

At the same time, the Americans showed flexibility and offered to reward Iraqis if they cooperated. Major O'Brien said U.S. forces had \$13 million in public works projects ready to begin if the stand-off could be settled.

It seemed clear, too, that whether American officers knew it or not, the insurgents played an important part in the negotiations. Ahmed Abdul Ghafour, a powerful cleric from the city, said that while the Americans did not negotiate with the insurgents, the city leaders were relaying the contents of the negotiations to them.

"The Iraqis talk with the Americans, and then they talk to the resistance," Ghafour said.

Iraqis in Samarra said they were encouraged by events but would wait to see what the peace held, when the reconstruction restarted and whether the Americans restrained what many described as aggressive behavior. One of their chief complaints was that the main bridge across the Tigris River remained closed Thursday evening.

"Listen, my friend, when the Americans closed the bridge, they damaged the life of the whole city," said Mohammed al Samarri, 54, as he cooked falafel at his restaurant. "They have promised us to open the bridge today, but nothing happened until now. But we hope the good is ahead."

In another action, in Falluja, the military reported an air strike on a building that it said was being used by followers of Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian terrorist thought to be responsible for attacks that have killed hundreds of civilians. It was the third consecutive day of bombing in the city.

Falluja, like Samarra, is one of the Iraqi cities under greatest rebel control in the Sunni Triangle west and north of Baghdad.

There were no details about casualties. But doctors in Falluja said at least eight people were killed, and Dr. Rafi Hayad said four were children and two were women, Reuters reported.

An American spokesman, Major Jay Antonelli, said in an e-mail statement: "In spite of the great care taken to spare the lives of noncombatants, an unknown number of Iraqi civilians were unfortunately among those killed and wounded in the strike."

The New York Times

'Islamisation' warning clouds Turks' EU drive

By Daniel Dombey and Tobias Buck in Brussels and Vincent Boland in Ankara

A senior European commissioner has warned against the "Islamisation" of Europe, casting doubt on Turkey's drive to join the European Union at a crucial time for its campaign for membership.

Frits Bolkestein, the outgoing single market commissioner, made the comments as his colleague Günter Verheugen, the enlargement commissioner, visited Turkey ahead of a key Commission report next month on the country's preparations for joining the EU.

In his comments, circulated by the Commission yesterday, Mr Bolkestein said Europe would be "Islamised" because of demographic and migration changes. He added that if this occurred, "the liberation of Vienna [from the Turks] in 1683 would have been in vain".

Mr Bolkestein's spokesman said the commissioner did "not oppose the accession of Turkey to the EU". But his doubts about Turkish membership are only the most dramatically voiced of concerns shared by at least six Commission members.

While others have steered clear of Mr Bolkestein's cultural warnings, Franz Fischler, the agriculture commissioner,

has sent a note to the other commissioners arguing that the consequences of Turkish membership for the EU have to be taken seriously.

Other commissioners, such as France's Jacques Barrot, Spain's Loyola de Palacio, Cyprus's Markos Kyprianou and Luxembourg's Viviane Reding, are also thought to have concerns. The Brussels body is expected to say on October 6 that Turkey has reformed enough for membership negotiations to begin. EU leaders will decide in December whether to endorse those conclusions and when to start the talks with Ankara.

"The fact that a few commissioners don't like the idea is not a surprise," said one Commission official. But a greater groundswell of dissent from commissioners could make it harder for Brussels to deliver a clear message supporting the beginning of talks.

It would also complicate the tasks for national leaders such as Gerhard Schröder, Germany's chancellor, and Jacques Chirac, the French president. While both support Turkish membership, there is considerable internal opposition in their countries. Germany's opposition Christian Democrats oppose Turkish entry, as does the UMP, Mr Chirac's party.

The governments of Austria and

Cyprus also are thought to have doubts about the start of talks, although Nicolas insists it will not veto any decision.

For the process to begin, EU leaders have to be unanimous at their summit in December.

Turkey's diplomatic drive has also been hobbled by government plans to outlaw adultery. Recep Tayyip Erdogan, the socially conservative prime minister, argued yesterday that outlawing adultery would protect women from unfaithful husbands.

A series of changes to the penal code, including steps to criminalise both adultery and sexual relations between people aged 15 to 18, is due to be voted

on by parliament next week.

Visiting the predominantly Kurdish region of south-eastern Turkey yesterday, Mr Verheugen said efforts by the Turkish government to strengthen the civil and cultural rights of the country's large Kurdish minority were only a beginning, and that more needed to be done. He made particular reference to the return of villagers displaced by the conflict between security forces and Kurdish separatists during the 1980s and 1990s, when thousands were forced to leave their homes.

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY SEPTEMBER 8 2004

Time to consider Iraq withdrawal

US forces are part of the problem rather than the solution

This week a macabre milestone was passed in Iraq. More than 1,000 American soldiers have now been killed since the US-led invasion of the country began nearly 18 months ago. The overwhelming majority lost their lives after President George W. Bush declared major combat operations over in his now infamous "Mission Accomplished" photo-opportunity in May last year.

In that time, an unknown number of mostly civilian Iraqis, certainly not less than 10,000 and possibly three times that number, have perished, and hundreds more are dying each week. After an invasion and occupation that promised them freedom, Iraqis have seen their security evaporate, their state smashed and their country fragmented into a lawless archipelago ruled by militias, bandits and kidnappers.

The transitional political process, designed to lead to constituent assembly and general elections next year, has been undermined because the nervous US-dominated occupation authority has insisted on hand-picking various permutations of interim Iraqi governors, mostly exiles or expatriates with no standing among their people. Whatever

US officials are increasingly aware that what they have created in Iraq is a disaster, but seem at a loss to know what to do about it

Iraqis thought about the Americans on their way in - and it was never what these emigré politicians told Washington they would be thinking - an overwhelming majority now views US forces as occupiers rather than liberators and wants them out.

The aftermath of a war won so quickly has been so utterly bungled, moreover, that the US is down to the last vestiges of its always exiguous allied support, at the time when Iraq needs every bit of help it can get. The occupation has lost control of big swathes of the country. Having decided that all those who lived and worked in Iraq under Saddam Hussein bore some

degree of collective guilt, Washington's vicerys purged the country's armed forces, civil service and institutions to a degree that broke the back of the state, marginalised internal political forces, sidelined many with the skills to rebuild Iraq's services and utilities and, of course, fuelled an insurgency US forces have yet to identify accurately, let alone get to grips with.

There are signs that US officials are beginning to "get it" - in the phrase Donald Rumsfeld, US defence secretary, patronisingly used this week to characterise Iraqis' grasp of the security situation. But if they are increasingly aware that what they have created in Iraq is a disaster, they seem at

a loss to know what to do about it.

The core question to be addressed is this: is the continuing presence of US military forces in Iraq part of the solution or part of the problem?

As occupying power, the US bears responsibility for Iraq under international law, and is duty-bound to try to leave it in better shape than it found it. But there is no sign of that happening.

The time has therefore come to consider whether a structured withdrawal of US and remaining allied troops, in tandem with a workable handover of security to Iraqi forces and a legitimate and inclusive political process, can chart a path out of the current chaos.

Faced with a withdrawal timetable, Iraqis who currently feel helpless will know that the opportunity to craft a better future lies in their hands.

Take security. Iraqi forces are being

FINANCIAL TIMES FRIDAY SEPTEMBER 10 2004

rebuilt to take over front-line tasks. This is slow work, but that is not the real problem. It is that those forces already trained cannot stand alongside a US military that daily rains thousands of tonnes of projectiles and high explosives on their compatriots. Each time there is a siege of Fallujah or Najaf, with the US using firepower that kills civilians by the hundred, these Iraqi forces melt away. Until eventual withdrawal, there would have to be a policy of military restraint, imposed above all on those US commanders who have operated without reference to their own superiors, let alone the notionally sovereign Iraqi government. Politically, if next year's elections are to have any chance of reflecting the

will of the Iraqi people, the process must be opened up. Last month's national conference or proto-assembly was monopolised by expatriate politicians aligned with the interim government of Iyad Allawi. The only way national coalitions can be woven from Iraq's religious and ethnic patchwork is by including the opposition to the occupation. That means negotiating with the insurgents, probably through religious leaders of the stature of Ayatollah Ali al-Sistani. It also means an amnesty, which should help Iraqi authorities acquire the legitimacy to crush jihadist and other hold-outs.

Ideally, the US would accompany withdrawal by stating it has no intention of establishing bases in Iraq, and

instead wishes to facilitate regional security agreements. That would be more stabilising than the current policy of bullying neighbours such as Iran and Syria, whose borders with Iraq the US in any case cannot control.

None of this will be less than messy. But whether Mr Bush or John Kerry wins the upcoming election, the US will eventually have to do something like this. Chaos is a great risk, and occupiers through the ages have pointed to that risk as their reason for staying put. But chaos is already here, and the power that is in large part responsible for it must start preparing now to step aside and let the Iraqis try to emerge from it.

What's your real plan for Iraq, John Kerry?

Nobody gets angrier about Senator John Kerry's complicated position on Iraq than his own supporters. The Democratic base would love to see him lashing out at President George W. Bush over the war. But for all of his current tough talk about Bush's "wrong choices," Kerry has blurred his message, particularly with his recent statement that he would have voted for the Senate's war resolution even if he had known that Saddam Hussein had no significant cache of weapons of mass destruction. Kerry also basically agrees with the president that it is now necessary to stay the course — which will require a continued American military presence in Iraq for years. No wonder the issue hasn't provided the Democrats much traction.

Despite our own grave misgivings about the chances of a happy outcome in Iraq, we have also argued that as long as there is even a modest hope of making things work, the United States and its allies should continue to provide economic support and security. So it's hard for us to criticize Kerry for a similar stance, especially since this is not his war. People who are unhappy with the way Iraq is going may be frustrated by Kerry, but they should direct their real anger at Bush.

Still, voters need a much clearer sense of what Kerry would do differently. His advisers provide a to-do list that is not exactly full of dramatic new ideas. Much of the Democrats' counterpolicy for Iraq involves the conviction that as president, Kerry could still get the broad international support that Bush failed to rally before the invasion. They also argue that if the administration were will-

ing to offer allies a broader share in reconstruction contracts, the allies would be more willing to help with things like providing financial aid, training security forces, and guarding Iraq's borders.

None of that would address the need for more international combat troops. That train has left the station, and nations with the capacity to help will be unlikely to sign on for what looks like a very unpromising enterprise, no matter who is in the White House. Still, Kerry's proposal is a sensible one.

Many of Kerry's other ideas on Iraq are similar to the current administration's, but he says he'd do a much better job of providing more security for the UN workers who are attempting to organize the coming elections, fixing Iraq's infrastructure and, above all, training more Iraqi soldiers and security guards, doing it faster and more effectively. Those are important points, but Kerry has to make his arguments with urgency.

Simply promising that things will turn around under a new administration isn't enough.

If there is a moment for turning Iraq around, it will have passed by the time the next president is inaugurated in January. National elections are scheduled in Iraq by the end of that month. If things continue as they seem to be going now, Kurds in the north and Shiites in the south will be able to vote, while large chunks of the Sunni community will be unable to participate because of the violence in the middle of the country. That is a recipe for the disastrous splitting of Iraq.

Kerry's advisers say it is critical to provide security for elections in the Sunni region — without saying that

their candidate would go any farther than Bush in trying to subdue rebellious towns like Falluja. The Democrats do not want to go on record as supporting military actions that would kill more Americans — particularly since the Bush administration was right in not pursuing a strategy that would lead to house-to-house battles in an area filled with civilians.

One thing Kerry should certainly be stressing is the way Iraq has drained the United States' attention away from imperative antiterrorism missions. It is outrageous to hear Bush and Vice President Dick Cheney boasting about American successes in Afghanistan at a time when the Taliban is gaining a new foothold in the country, the warlords are in the ascendant, and supporters of international terrorism are playing important parts in the American-supported government in Kabul.

Kerry should also be pressing the Bush administration to get back into the game when it comes to pushing the Israelis and Palestinians to restart the peace process — a move he is unfortunately reluctant to make, given his anxieties about the Jewish vote in states like Florida.

Although Kerry's agenda for change in Iraq lacks drama, if he truly believes that many of the problems there are caused by ineptitude in the training of local security forces, he should say so forcefully every day, while there is still a little time to improve the situation before voting begins in January. If he sincerely believes that other nations can be brought into the effort there, he should be much more forthright in explaining how he could do it.

Given the political corner Kerry has painted himself into, it's not surprising that his advisers are urging him to start concentrating on the economy. But Iraq is still the great crisis confronting the United States. While the temptation to dodge it at this point is natural, Kerry should resist.

Kurdes, droits de l'homme, réforme du code pénal : Bruxelles demande encore un effort à la Turquie

La visite du commissaire à l'élargissement, Günter Verheugen, a été l'occasion de souligner que des désaccords persistaient et qu'Ankara devait accélérer les changements

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le mot a fait sursauter Günter Verheugen. Au premier jour de son voyage en Turquie, le représentant d'une association de défense des droits de l'homme lui a affirmé que les mauvais traitements et la torture restaient une pratique « systématique » dans son pays. Le commissaire à l'élargissement a demandé des précisions à son interlocuteur. Ce témoignage met en cause les progrès observés ces derniers mois par les diplomates européens, au moment où le gouvernement de M. Erdogan affiche une politique de « tolérance zéro » en la matière. M. Verheugen a fait savoir qu'il allait demander à ses services une ultime analyse sur ce sujet sensible. « Les efforts doivent être poursuivis », a ensuite intimé le commissaire aux autorités d'Ankara.

A chaque étape de son voyage, le commissaire européen aura tenté d'adresser un message au gouvernement turc. La Commission doit recommander, le 6 octobre, aux Etats membres d'ouvrir - ou pas - les négociations d'adhésion avec Ankara. M. Verheugen considère que la Turquie a fait d'énormes progrès pour respecter les critères politiques fixés par les Européens. Mais, selon lui, plusieurs chantiers sont loin d'être achevés et l'application des réformes est difficile. « Voter des lois au Parlement est une chose : il faut aussi les mettre en œuvre », répète-t-il, devant les dizaines de micros qui l'attendent partout là où il passe. « Il s'agit de mettre en avant les sujets où nous avons du mal à obtenir des informations, pour bien montrer que nous y attachons de l'importance », dit l'un de ses collaborateurs.

Pour sa première visite à Diyarbakir, fief de la minorité kurde, le commissaire s'est inquiété du sort du Sud-Est anatolien. Il a demandé au gouvernement de « poursuivre les efforts engagés pour assurer le développement socio-économique » d'une région pauvre, marquée par



le long conflit entre l'armée et le Parti des travailleurs du Kurdistan (séparatiste, PKK). Emissions en kurde, cours de langue, il a invité le gouvernement à approfondir la promotion des droits culturels de cette minorité. « Il faut aussi soutenir davantage le retour des populations déplacées par le conflit », a-t-il dit, lors d'une visite dans un village évacué de force par l'armée en 1995. Tandis que les escarmouches, par-

fois meurtrières, se sont multipliées après la levée du cessez-le-feu par les héritiers les plus violents de l'ex-PKK, début juin, M. Verheugen a multiplié les appels au calme. Pour lui, une relance du conflit menacera le processus de réformes, surtout si le gouvernement choisit la manière forte. Il s'est affiché avec des personnalités modérées, comme le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, et Leyla

Le débat monte au sein de la Commission

Günter Verheugen, va devoir composer avec l'opposition de certains de ses collègues au sein de la Commission. « Quiconque autorise la Turquie à adhérer devra également accepter l'Ukraine et la Biélorussie », a déclaré Frits Bolkestein, commissaire au marché intérieur. Selon lui, « ces pays sont plus européens que la Turquie ». Evoquant une « pression migratoire », M. Bolkestein a cité l'historien américain Bernard Lewis, spécialiste de l'islam, pour qui l'Europe sera majoritairement musulmane d'ici à la fin du XXI^e siècle.

« Si cela devait arriver, la libération de Vienne, en 1683, n'aura servi à rien », a estimé M. Bolkestein, en référence à la défense de la ville par les forces polonaises, allemandes et autrichiennes face aux Ottomans. Lors de sa visite en Turquie, M. Verheugen n'a pas voulu commenter des propos que son entourage considère comme outranciers. - (Corresp.)

Zana, l'ex-députée libérée, en juin, après dix ans de prison pour liens avec le PKK. Tous deux s'opposent à la reprise de la lutte armée.

Par ailleurs, M. Verheugen suit de près l'adoption en cours d'un nouveau code pénal. Des experts saluent les progrès apportés par le projet, qui cherche entre autres à mieux sanctionner les « crimes d'honneur ». Mais, lors de ses entretiens avec Recep Tayyip Erdogan et son ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, lundi, à Ankara, le commissaire leur a fait savoir que la création d'un délit d'adultère avec une peine d'emprisonnement serait un « pas en arrière », susceptible de brouiller sérieusement la perception des changements en cours en Turquie. Dans le même ordre d'idée, l'Union européenne s'inquiète du harcèlement dont souffrent avocats, défenseurs des droits de l'homme et journalistes de la part de certains procureurs peu au fait des lois les plus récentes.

Au dernier jour de sa visite, jeudi 9 septembre, M. Verheugen devait, enfin, rencontrer les dignitaires de différentes minorités chrétiennes. Sa visite au patriarcat grec orthodoxe, au cœur de la vieille ville d'Istanbul, lui permet d'attirer l'attention sur les conditions d'existence des communautés non musulmanes. Difficultés à créer des fondations, droits de propriété, formation du clergé : les diplomates européens considèrent que la liberté religieuse est fragile.

Le chef des Grecs orthodoxes revendique la réouverture d'un séminaire fermé en 1971, en pleine crise entre la Turquie et la Grèce à propos de Chypre. Tandis que l'Union fait pression sur Ankara pour reconnaître Chypre, la renaissance du séminaire aurait valeur de symbole. Mais cette perspective mobilise les milieux ultranationalistes qui, quelques jours avant le passage de M. Verheugen, ont manifesté leur opposition au projet.

Philippe Ricard

Devenues des cibles, les organisations humanitaires décident de se replier d'Irak

L'ENLÈVEMENT de quatre membres d'ONG italiennes, mardi 7 septembre à Bagdad, a donné le signal du départ aux « humanitaires » qui se trouvaient encore en Irak. « La majorité des ONG internationales se préparent à partir », a indiqué mercredi Jean-Dominique Bunel, coordinateur pour ces associations à Bagdad.

Trois des quatre personnes prises en otages mardi sont des femmes. Le rapt a d'autre part eu lieu en plein jour, en plein centre de Bagdad. Mais si c'est une nouvelle escalade dans les méthodes des ravisseurs, ce n'est pas un tournant sur le fond pour beaucoup d'ONG, qui n'entretenaient déjà plus qu'une présence minimale et discrète en Irak.

Jean-Dominique Bunel évoque le chiffre d'« une cinquantaine d'associations comptant au moins un expatrié » opérationnelles aujourd'hui dans le pays. Le mouvement de repli a été amorcé depuis des mois par les ONG qui ne se sentaient pas à l'abri. Seules des associations d'inspiration pacifiste comme celles qui ont été frappées mardi pouvaient encore jusque-là se croire protégées par l'ancienneté de leur présence dans le pays pendant les années de l'embargo. Les autres « rasant les murs », comme dit le président de MSF, Jean-Hervé Bradol.

Le CICR (le Comité international de la Croix-Rouge) a renoncé depuis un an à l'emblème qui est supposé valoir à sa mission protection universelle : plus de croix rouge sur ses locaux ni sur ses véhicules, depuis l'attentat meurtrier dont il a été la cible à l'été 2003 à Bagdad. « Nous n'adopterons pas de nouvelles mesures par rapport à celles que nous avions prises à ce moment-là, pour limiter notre visibilité et nos mouvements tout en essayant de maintenir au maximum notre activité », dit



Des membres de familles irakiennes aidées par l'ONG Un pont pour Bagdad, à laquelle appartiennent deux Italiennes et un Irakien enlevés mardi, manifestent pour demander leur libération, jeudi 9 septembre.

Nada Doumani, porte-parole de l'organisation à Bagdad. Le CICR poursuit sa mission en Irak, mais ses programmes sont mis en œuvre par environ 300 employés irakiens dont l'activité est coordonnée depuis Amman par des expatriés qui ne font plus que de brèves visites en Irak.

Plusieurs ONG françaises ont battu en retraite, pour des raisons diverses. De même que la Croix-Rouge a fait disparaître son emblème, « on a déstické », dit Jean Christophe Ruffin, président d'Action contre la faim (ACF), association qui opère depuis six mois un retrait progressif d'Irak, où elle ne maintient plus pour quelques semaines encore qu'un seul programme d'assainissement et d'eau dans un quartier chiite de Bagdad. « Nous avons eu un débat en avril-mai, explique Jean-Christophe Ruffin, et nous l'avons arbitré, pas en fonction des risques – car les risques c'est notre boulot –,

mais en fonction du rapport entre les risques et le bénéfice de notre action pour la population. Il n'y a pas de besoin nutritionnel en Irak, hors certaines zones précises comme celle où nous travaillons encore. »

Pour Jean-Christophe Ruffin, s'il y a aujourd'hui un élément nouveau, il n'est pas lié à l'enlèvement des deux Italiennes ainsi que d'une Irakienne et d'un Irakien, mais plutôt à celui des deux journalistes français. « Il y avait à ACF un débat sur la protection que pouvait valoir le simple fait d'être Français. L'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot y a mis un terme », dit-il.

« RISQUES DISPROPORTIONNÉS »

Médecins du monde a quitté l'Irak en avril, au terme de 20 ans de présence dans ce pays, après les menaces proférées contre ses expatriés et le pillage de son bureau de Bassora. Handicap international est partie. Médecins sans frontières ne

garde dans le pays qu'une petite équipe « qui travaille sous couvert ». MSF s'interrogeait ces temps-ci sur l'opportunité de maintenir cette équipe, vu « les risques disproportionnés » ; l'affaire semble désormais entendue.

« Le problème en Irak n'est pas à proprement parler humanitaire ou, pour ce qui nous concerne, médical ; c'est un problème de contrôle des infrastructures et de la société en général », qui fait des ONG des cibles potentielles des mouvements de résistance, estime Françoise Bouchet-Saulnier, juriste à MSF. « Dans un pays occupé, tous ceux qui participent à la reconstruction sont perçus comme des supplétifs de la puissance occupante », ajoute-t-elle pour expliquer pourquoi Médecins sans frontières a adopté un profil bas en Irak dès le lendemain de l'offensive américaine. « La résistance voulait le contrôle sur les hôpitaux. Dans ce type de situation d'occupation, il n'y a pas d'espace pour l'humanitaire. »

La situation n'est pas brillante non plus pour les humanitaires en Afghanistan. MSF a jeté l'éponge en juillet, après le meurtre de cinq de ses employés et le refus des autorités de mener une enquête. Les ONG y sont depuis des mois la cible de la violence des talibans et l'objet de la vindicte de certains officiels, comme le ministre du plan Ramazan Bachardoust, qui leur reprochait il y a quelques jours « d'utiliser pour elles l'argent destiné au peuple » et qui réclamait leur départ.

« Il faut que les ONG défendent clairement leur indépendance », face à la récupération par des puissances occidentales occupantes, estime Jean-Hervé Bradol, qui dénonce « la confusion meurtrière entre humanitaire et politique ».

Claire Tréan

A la Cité Sadr, les miliciens de l'Armée du Mahdi font régner la terreur sur les habitants

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

La trêve annoncée, le 30 août, par l'imam Moqtada Al-Sadr, chef de l'Armée du Mahdi, n'aura duré que quelques jours à la Cité Sadr. Selon plusieurs habitants, la Cité n'a, de toute façon, connu depuis qu'un calme « très relatif ».

Tout a commencé le 4 septembre, lorsque des patrouilles américaines ont été prises pour cibles par des combattants isolés. Les escar-

mouches se sont ensuite multipliées dans ce quartier très densément peuplé. Les combats ont atteint leur paroxysme les 6 et 7 septembre, faisant, selon des chiffres officiels, 40 victimes irakiennes et plus de 270 blessés. Le bilan des affrontements de la nuit suivante, les habitants l'ont appris via les mosquées du quartier, devenues des sortes de « radios locales diffusant les informations importantes ». Le 8 septembre, c'est un appel « à enterrer

les 21 martyrs de la nuit ».

Selon Haïdar, qui vit à la Cité Sadr, mais travaille dans le centre de Bagdad, « les deux tiers de la centaine de mosquées et de husseinyés [lieux de prière chiites sans minaret] de la Cité sont dévouées à l'imam rebelle ». La même proportion se retrouverait chez les habitants. « Une majorité suit l'enseignement de Moqtada Al-Sadr, respecte ses fatwas et le considère comme modèle religieux, dit-il, mais cela ne

signifie pas qu'ils approuvent les actions des combattants du Mahdi.

Haïdar, ont alors perdu le moral. « Avant, lorsqu'un convoi américain entrait dans le quartier, un groupe d'hommes armés courait à l'assaut, suivi par d'autres. Maintenant, quand les chars arrivent, ils s'enfuient et se cachent. Aujourd'hui, il ne doit pas y avoir plus de 1 500 miliciens dans la Cité. » Un nombre suffisant pour faire de la vie des habitants un enfer et transformer ce quartier déshérité en vaste champ de bataille.

Alors pourquoi les chefs de tribus du quartier ne se réunissent-ils pas pour organiser le retour à la paix ?

Un élément de réponse se trouve sans doute dans l'enveloppe qu'a reçue Samer, la semaine dernière. Samer est père de deux enfants, il vit et travaille à dans la Cité, mais a tenu à faire le déplacement, en autobus, jusqu'au centre de Bagdad, pour apporter ce qu'il considère *Même ceux qui soutiennent la résistance s'inquiètent de la tournure prise par les événements. La plupart d'entre nous désirent que cette guerre cesse, à tout prix.*

A l'écouter, nul, dans la Cité, n'a cru en la pérennité de la trêve, parce que les miliciens s'accrochent au pouvoir que leur donnent leurs armes. Les derniers combats auraient cependant provoqué des défections dans leurs rangs. *« Plusieurs de leurs responsables sont morts comme le cheikh Aala Témimi, Ali Al-Saade ou encore Karim*

Daram, qui était considéré comme un héros. » Les troupes, pense comme une « preuve » de la terreur que font régner les miliciens dans son quartier. Dans l'enveloppe, il y a une lettre signée par le « *Mouvement de la justice et de l'équité* ». *« Si vous êtes avec Dieu, peut-on y lire, Dieu vous aidera à vaincre. Nous avons déjà prévenu que ceux qui insultent les Moudjahidins seront tués. Si, après cet avertissement, vous continuez, nous nous vengerons. Nous punirons toute personne qui dira du mal des Moudjahidins. Nous suivons le chemin de Dieu et sommes prêts à mettre à exécution ces menaces. »* Autre message délivré avec l'enveloppe : une balle de kalachnikov.

« Tout le monde a peur », dit Samer, qui assure n'être pas le seul à avoir reçu cet avertissement, sur-

tout depuis que les miliciens perdent du terrain. Ceux-ci sont persuadés que le premier ministre Iyad Allaoui cherche à miner la résistance de l'intérieur en réactivant d'anciens agents baasistes. La spirale délations - représailles fonctionne à plein. Le 5 septembre, l'Armée du Mahdi aurait, selon Samer, éliminé 6 personnes connues pour avoir appartenu au parti Baas, du temps de Saddam Hussein.

Samer est parvenu à convaincre un voisin de témoigner. Le récit de ce dernier, recueilli par téléphone, est rendu crédible par l'identité complète qu'il accepte de livrer. Mohammed Issa, son fils, a été enlevé dans sa maison, en plein jour, par une dizaine d'hommes masqués et armés. Il a été ligoté et bâillonné, puis exhibé comme un « traître » à l'arrière d'un pick-up, dans tout le

quartier. *« Ils l'ont battu, avec des câbles électriques. Ils l'accusaient d'appartenir à la Garde nationale irakienne, alors qu'il l'avait quittée quatre mois plus tôt. Au bout de trois jours, ils me l'ont rendu dans un état misérable. Au bureau de Moqtada, on m'a dit : "Ton fils est innocent ; on te dira qui l'a dénoncé". Je sais déjà de qui il s'agit... et je ne suis pas pressé. Si ce n'est moi, mon fils se chargera de se venger, ou son fils après lui. Quand la situation sera plus claire à Sadr City, les habitants auront beaucoup de comptes à régler. »*

Cécile Hennion

Barzani: Ready to fight for Kirkuk

Turkish Daily News September 10, 2004

Ankara - Iraqi Kurds are ready to fight for protection of the Kurdish identity of Kirkuk, a city of rich oil reserves and a mixed ethnic population, leader of one Iraqi Kurdish group running part of northern Iraq said yesterday.

"Kirkuk is the heart of Kurdistan. We are ready to fight and sacrifice our soul to preserve its identity," Masoud Barzani, leader of the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) said in a media interview in Arbil. Turkish officials were not immediately available for comment but the Kurdish leader's remarks were likely to anger Ankara, who has delivered a clear message of warning to Barzani's aide Nechirvan Barzani during his visit here this week that Turkey remained highly sensitive on the status of Kirkuk.

The status of the oil-rich city remains a matter of high concern to Ankara, which says rights of Turkmens, who constitute the third biggest ethnic community in Iraq after Arabs and Kurds and a sizable majority in Kirkuk, should be respected. Ankara also says the natural riches of Iraq, including Kirkuk's oil reserves, should belong to all Iraqis and not be exclusively controlled by any one group. Ethnic tension in Kirkuk has been on the rise in the run up to a population census in Iraq, scheduled for October. The census result will determine whether Kurds make up a majority in the city big enough to place the city under the control of a regional Kurdish government.

Tens of thousands of Kurds have been returning to the city and the neighboring area to reclaim the property which they say was forcefully taken from them as part of Saddam Hussein's Arabization policy. The return of Kurds, supported, and to a certain extent finan-

ced by the Kurdish political parties, leads to tension with Arabs who were settled in Kirkuk by Saddam Hussein administration, sparking almost daily clashes in the city.

Last week, the Turkmen head of the education department of the city was killed by assailants, which Iraqi Turkmens said was the latest attack on Turkmen figures in Iraq.

Nechirvan Barzani and Jalal Talabani held separate talks with Foreign Minister Abdullah Gul this week. Turkish officials said that Turkey's concerns on Kirkuk had been highlighted in the talks and that Kurdish leaders were aware of those sensitivities.

Barzani resigning from Iraqi interim Parliament Masoud Barzani's Kirkuk remarks came after news reports said he was prepared to resign from the Iraqi interim Parliament, created after a three-day national convention last month in Baghdad.

Barzani will present his resignation in Saturday's session of the National Assembly, Al Itijah Al Akhar, a newspaper close to the KDP said yesterday.

The newspaper said he was resigning because he was already busy with administration of his region in northern Iraq and was not capable of communicating daily with the Interim Assembly in Baghdad. The assembly, which consists of 81 elected members and 19 former members of the defunct Governing Council, will act as an advisory body for the interim government in the run up to the parliamentary elections in January 2005.

Women's Rights, Turkish Style

International Herald Tribune
Monday, September 13, 2004

As part of a slate of reforms aimed at securing membership in the European Union, Turkey's ruling party has proposed a major overhaul of the country's criminal code. There is much value in the effort.

Prompted by a coalition of women's groups, it includes stronger laws against rape, sexual assault and sexual harassment. Unfortunately, several other provisions affecting women are dangerously regressive, seeking to codify in law beliefs and practices that reflect the party's own conservative Islamic roots rather than the EU's vision of human rights.

The most objectionable laws would criminalize adultery, penalize consensual sexual relations between

teenagers aged 15 to 18, and neglect to explicitly ban and criminalize virginity testing. The adultery clause is especially backward, given that Turkey decriminalized adultery — for men, in 1996; for women, in 1998 — on

the grounds that the law discriminated against women.

A recent report by Amnesty International estimated that at least one-third of Turkish women are victims of domestic violence in which they are "hit, raped and, in some cases, killed or forced to commit suicide." Turkey must demonstrate a political willingness to end such abuses.

The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, should postpone sending the new penal code to Parliament, which he is scheduled to

do this week, until his party officials revise it — deleting laws against consensual sex and including explicit protections for women. Otherwise, he is handing Europeans who scorn Turkey's European Union membership bid a big reason to vote no in December, when the union will decide whether to start formal accession talks with Turkey. In that unfortunate event, Erdogan would have no one to blame but himself.

Le rapprochement russo-turc

LA RUSSIE et la Turquie, ennemies héréditaires au passé jalonné par treize guerres, connaissent un réchauffement sans pareil de leurs relations. Bien sûr, les deux voisins n'ont pas oublié qu'ils appartiennent à des camps stratégiques opposés. La Turquie est l'un des principaux piliers de l'OTAN dans la région, la Russie demeure méfiante envers l'Alliance atlantique, perçue par l'establishment militaire russe comme un instrument de la guerre froide dirigé contre ses intérêts.

Mais leurs échanges commerciaux n'ont fait que croître depuis l'effondrement de l'URSS, amenant la Fédération russe au rang de deuxième partenaire commercial d'Ankara après l'Allemagne. La visite prévue par le président russe à Ankara début septembre — la première d'un chef de l'Etat russe en trente-deux ans — devait être le point d'orgue de cette embellie. Elle a dû être provisoirement annulée en raison du drame de la prise d'otages de l'école de Beslan.

« *L'économie a supplanté la politique* », se félicite le quotidien *Hürriyet* (centre droit) dans ses éditions du 25 août. Friande d'anecdotes, la presse turque cite à l'envi la construction en 2003 du « Kremlin Palace », un hôtel construit à l'identique de la forteresse moscovite dans la station balnéaire d'Antalya, comme le symbole de la nouvelle entente russo-turque. En 2004, 1,7 million de touristes russes se sont prélassés sur les plages de l'Égée ou de la Méditerranée. « *Nos deux peuples se comprennent très bien, ils ont la même psychologie* »,

confie récemment l'ambassadeur russe à Ankara, Piotr Stegny. Les entrepreneurs turcs ne sont pas en reste, accumulant les contrats en Russie dans le domaine du bâtiment (10 milliards d'euros).

Autre domaine obligé des relations entre les deux pays : l'énergie. Le géant du gaz russe Gazprom, qui fournit d'ores et déjà un bon quart du gaz consommé par la Turquie, prévoit de doubler ses livraisons d'ici à 2008 par le biais du Blue-Stream, un gazoduc enfoui à 2 100 mètres sous la mer Noire.

CONVERGENCES SUR L'IRAK

Sur le front de l'or noir, la société Transneft, qui détient le monopole de l'acheminement du pétrole russe, aimerait discuter sans tarder des projets de construction de deux autres oléoducs, l'un en Thrace orientale, de la mer Noire à la mer Egée, l'autre en Anatolie, du port de Samsun, sur la mer Noire, au terminal pétrolier de Ceyhan, sur la Méditerranée.

Cela alors que l'engorgement du passage du Bosphore a, ces derniers mois, contraint les tankers russes à se soumettre à de plus amples délais et restrictions — sécurité et environnement obligent. Vladimir Poutine et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, entretiennent de bonnes relations. « *Ils se téléphonent souvent* », selon Piotr Stegny. Les deux hommes partagent certaines vues, notamment sur la sécurité en mer Noire.

« *La Russie et la Turquie sont toutes deux opposées au fait que des navires américains patrouillent dans cette mer au nom de la lutte contre le*

terrorisme. Sa sécurité doit être assurée par les pays qui la bordent », confiait l'ancien ministre turc des affaires étrangères, Ilker Turkmen, au quotidien *Hürriyet*, le 28 août.

Le thème de l'Irak leur offre un autre terrain d'entente : tous deux se sont prononcés depuis le début en faveur d'un transfert rapide de souveraineté au gouvernement transitoire irakien — pour des raisons différentes, il est vrai.

Moscou veut un interlocuteur avec lequel pourront être relancées les discussions en vue de la reprise des activités que ses majors — Rosneft, Zaroubejneft, entreprises d'Etat, et Lukoil, compagnie privée — avaient engagées à l'époque de Saddam Hussein pour l'exploitation des champs irakiens de West-Qurna 2 et de Bin-Umar. Ankara, elle, mise sur un pouvoir central fort, seul rempart à un éventuel éclatement du pays qui verrait la création d'un Kurdistan à sa porte.

Cette communauté de vues intervient au moment où le premier ministre turc, issu du camp islamique, n'a eu de cesse, depuis son arrivée au pouvoir, en novembre 2002, d'affirmer sa propre politique étrangère, un domaine jusque-là considéré comme la prérogative des militaires, traditionnellement proches du Pentagone. Une ligne qui agréa Vladimir Poutine, prompt à relever les « progrès » enregistrés dans les relations bilatérales depuis l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir.

Mais des contentieux demeurent. La Turquie n'a pas oublié qu'au printemps, au lendemain de l'échec du référendum de l'ONU sur la réunification de Chypre, la

Russie avait mis son veto à une proposition d'assouplissement du statut de la partie turque de l'île.

Enfin, de part et d'autre, les reproches mutuels de soutien aux séparatismes ne se sont pas tout à fait tus : Moscou continue d'être irrité par l'élan de sympathie manifesté par les associations de Caucasiens de Turquie envers les Tchétchènes. Dans le même temps, Ankara n'a pas oublié que Moscou héberge une représentation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les différends concernent aussi le sud du Caucase, notamment la Géorgie. Moscou craint que ses bases datant de l'ère soviétique soient occupées par des soldats de l'OTAN une fois ses propres forces évacuées. Le Kremlin a peu apprécié les propositions d'Ankara d'envoyer en Géorgie un contingent turc afin de s'interposer dans le conflit qui oppose le pouvoir central de Tbilissi aux séparatistes d'Ossétie du Sud, une enclave autoproclamée soutenue par Moscou. Enfin, il faut citer l'Arménie, où les intérêts divergent.

Au total, on est cependant loin de la supposée rivalité régionale des deux puissances. Au contraire, Moscou et Ankara ont à cœur de créer « *une communauté économique eurasienne* ». Et si la Turquie regarde vers l'Est, c'est pour mieux se consolider dans l'attente de l'avis, le 6 octobre, de la Commission de Bruxelles sur l'ouverture de négociations en vue de son adhésion à la famille européenne.

Marie Jégo

Will Turkey join the EU club?

Giscard says 'a rule we can't change' hurts Ankara's chances

By Katrin Bennhold

PARIS: Valéry Giscard d'Estaing, the father of Europe's new constitution, has acknowledged that the wording of the draft charter effectively diminishes Turkey's chances of success in its 40-year quest to join the European Union.

In an interview with the International Herald Tribune, Giscard suggested that a key provision of the constitution, known as double-majority voting, could kill Turkey's effort to join because the country's projected population at the time membership talks could be completed, in 10 to 15 years, might exceed that of every other member state.

Turkey's large pool of inhabitants would automatically accord it enormous weight in EU decision making, and that could discourage member states from allowing Turkey into their club. The current system relies less on demography.

"This is a rule we can't change," said Giscard, who presided over the 18-month convention that drafted the charter. He said the consequences of Turkish membership under the new system would be "much greater" than under current rules. "With accession, Turkey would become the most populous country in the EU with the greatest voting power in the council," he said.

While he stopped short of saying that the new voting rule had been designed to make it harder for Turkey to join the EU, others who worked with him on the constitutional treaty suggested that it had.

"I would say that the proposal was not tabled in innocence, and having been a member of the convention, I know what I'm saying," Ana Palacio, the former foreign minister of Spain and a member of the draft committee, said in an interview in April. "I strongly believe that it is in the EU interest to have Turkey as a member, but under the double-majority arrangement, Turkey has no chance of ever joining."

With the fate of the constitution itself still unknown, pending referendums in several EU countries, the issue remains theoretical for the moment.

But with the European Commission due Oct. 6 to submit its verdict on opening official membership talks with Turkey, the remarks are bound to add to a gathering controversy.

Political momentum seemed to be gathering for a favorable verdict next month, but several high-profile European politicians have voiced doubts in recent days. Last week, Frits Bolkestein, the EU's internal market commissioner from the Netherlands, and his colleague, Franz Fischler, an Austrian who is in charge of the commission's agri-

Double majority

Under the new European constitution, all decisions that do not need to be made unanimously are subject to a voting system known as double majority.

Such decisions require:

- the backing of 65% of the EU population.
- the backing of 55% of the EU member states (in the current union of 25, this means at least 14).

IHT

cultural portfolio, became the latest ones to make public their concerns.

Turkish officials dismissed Giscard's analysis, saying that the argument that Turkish entry would upset the balance of power in the EU was largely a fig leaf for other concerns, they said.

"Of course you can always say that France and Germany founded the EU and now there is a country that you're not sure is really European — but the world has changed, sorry," said Engin Solakoglu, first secretary of the Turkish Embassy in Brussels.

The debate so far has focused mainly on Turkey's human rights record and its compatibility with Europe's Christian and cultural heritage, but Giscard sug-

gested that the country may simply be too big to join.

The constitutional treaty, which was agreed on by leaders in June but still must be ratified by all 25 member states, links decision-making in the union more explicitly to population than does the current voting system, giving bigger countries more power than their smaller neighbors.

With 70 million inhabitants, Turkey is already the second-most populous country in the region, behind Germany with 82 million; by 2020, Turkey's population is projected to reach 85 million, while Germany's is expected to ease slightly, United Nations forecasts show.

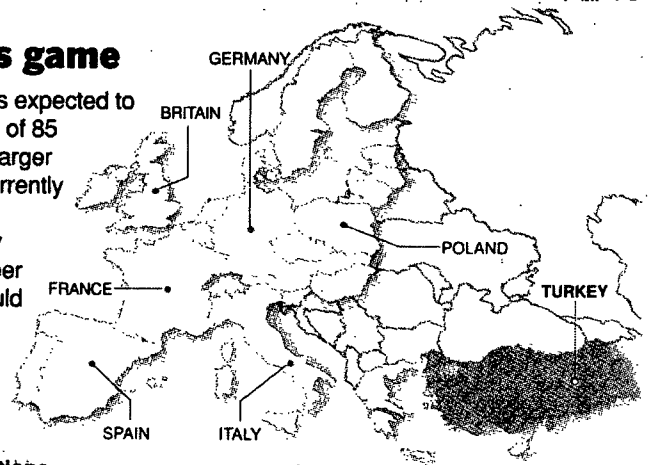
The question at the heart of Giscard's argument is this: Even if Turkey is given a date to begin accession talks later this year, how likely would it be that it would win the required unanimous approval from all existing EU members a decade from now, when it would carry the most weight in EU decision making from the start?

"If you bring in a new member that accounts for 16 or 17 percent of the European Union population, it changes the system completely," Giscard said in his ornate office on the Left Bank of Paris late last week. The former president, who has been at the heart of the European project for 30 years, has made no secret of his opposition to Turkish entry, which he notably said two years ago would be "the end of Europe."

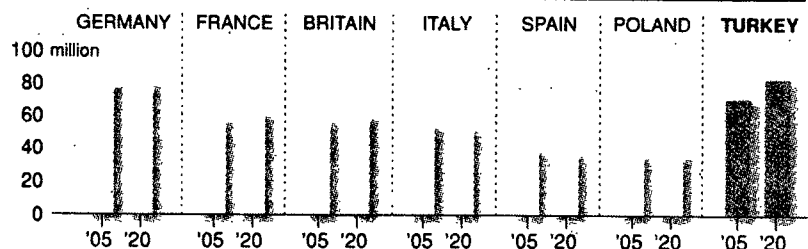
The key to the debate is Article 25 of

A numbers game

By 2020, Turkey is expected to have a population of 85 million, making it larger than Germany, currently the EU's largest member. If Turkey becomes a member of the EU, this could give it enormous weight in some decision-making processes.



Population projections



Source: UN Population Division

IHT

the 349-page constitution, which outlines what is known as the double-majority voting system. All decisions that do not require unanimity — many matters, especially foreign policy and taxation, still do — must be backed by at least 65 percent of the EU population and 55 percent of member states. Put another way, any country would need support from 35 percent of the EU population and 45 percent of member states to block a proposal it did not like.

Under the current system, an eleventh-hour bargain struck in December 2000, votes and population are more loosely linked. Germany, France, Britain and Italy each have 29 votes, although the latter three each have about 60 million inhabitants, compared to Germany's 82 million. Even more strikingly, Spain and Poland, each with a population of less than 40 million, have 27 votes.

Asked whether the double-majority voting system will make Turkish entry less probable, Giscard answered, "Yes. Because this is a rule that we can't change, and the consequences would be much greater." He added: "It would give Turkey a significant weight in blocking decisions."

As Europe struggles to integrate its large and growing Muslim population, attitudes about Turkish membership in the EU remain highly skeptical. A poll last week showed only 16 percent of respondents favored the idea in France and 33 percent in Germany.

Those who favor Turkey's accession, like Palacio, say that at a time when the West is perceived as arrogant and dis-

missive in parts of the Muslim world, accepting Turkey into the EU would be an important strategic gesture.

Governments that support Turkish entry include Spain, Britain, Italy and the Netherlands, which holds the Union's rotating presidency and is likely to push for others to offer Turkey a date to begin negotiations some time next year.

But opponents say the country's religious and cultural heritage is incompatible with that of the EU. They cite doubts about Turkey's human rights record and its democratic reforms, and they warn that it could cost billions of euros in subsidies.

On Friday, Fischler, one of the main contributors to the commission's upcoming report on Turkey, became the latest critic publicly known to express variations of these arguments. In a letter to fellow commissioners that was leaked to the Financial Times, he said Turkish membership may cost €11.3 billion, or \$13.9 billion, in agricultural subsidies per year and claimed that Europe risked "imploding" with such an influx of Islamic inhabitants. Several politicians from member states, especially conservative Christian Democrats, have also made their misgivings known.

Giscard said he would rather see an arms-length strategic or economic partnership with Turkey. "We have boxed ourselves in a corner," Giscard said.

"There are a lot of formulas outside the pure and simple membership, like a strategic partnership or a Nafta-like

economic partnership."

But some EU observers questioned whether Turkey would really have so much say as a member of the EU. They note that voting weights are of limited importance, given that the most sensitive decisions in the Union still require unanimous approval.

"We don't vote that much in the EU — the EU is a consensus-driven organization," said Steven Everts of the Center for European Reform in London.

Everts also pointed out that even if the demographic projections make Turkey the most populous country in the region, it would not be able to block any decisions alone; it would need the populations of at least two other big coun-

tries to meet the required 35-percent mark.

With at least nine European nations planning referendums on the constitution, there is still a possibility that double-majority voting never will be implemented. One failed referendum would be enough to kill formal adoption of the document, and in some countries, notably Britain, the likelihood today is that it will be rejected.

Despite the risks, Giscard said that in principle he was in favor of referendums in all member states. "The advantage of a referendum is to address the basic issue of distance between the people and the states," he said. "If you have a big project like this, it should be normal to ask the opinion of the citizens."

International Herald Tribune

Powell vows the U.S. will 'finish work we started'

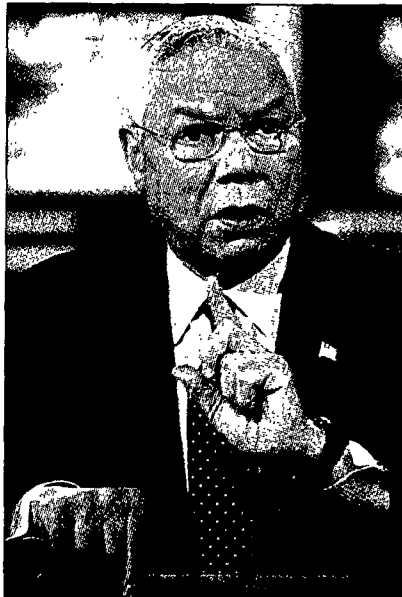
By Brian Knowlton

WASHINGTON: Secretary of State Colin Powell insisted on Sunday that the United States would bring Iraqi insurgents under control and "finish the work that we started."

But he was less categorical than some administration advisers about Iraq meeting a January election deadline.

"This is not the time to get weak in the knees or faint about it," Powell said on the NBC television network, "but to drive on and finish the work that we started." He declined to enter the debate over the Vietnam-era military service of President George W. Bush and his Democratic rival, Senator John Kerry.

Powell appeared on three morning television programs, and Condoleezza Rice, the national security adviser, on



Colin Powell said on Sunday that Iraqi insurgents would be controlled.

two, apparently in an attempt to demonstrate the administration's resolve to prevail in Iraq, and to fend off Kerry campaign criticism that the situation there is slipping out of control.

Kerry and two senior advisers, former Secretary of State Madeleine Albright and a former ambassador to the United Nations, Richard Holbrooke, responded with tough language.

Kerry told Time magazine that Bush and Vice President Dick Cheney "will say anything and do anything to get elected and to hold on to power."

He referred partly to Cheney's comment that if voters "make the wrong choice, then the danger is that we'll get hit again and we'll be hit in a way that will be devastating," and Bush's refusal to explicitly condemn the comment.

Cheney later said that his intent had not been to say that "if Kerry is elected, we will be hit by a terrorist attack." Still, Albright said Cheney's suggestion was "outrageous," likening the Bush campaign's tone to that of Senator Joseph McCarthy and his 1950s campaign against alleged Communist activities by Americans.

She said she was not directly comparing Cheney to McCarthy.

Powell said he felt sure that both candidates would "do everything they can to defend the United States of America." Cheney, he added, was trying to say: "You know the strategies that we are following, you know the aggressiveness with which we have gone after this war against terror."

Holbrooke, for his part, said that

"strategically and politically, the situation in Iraq is worse than it ever was in Vietnam" and was deteriorating.

"I don't think those elections in January of next year will take place," he said on the Fox television network.

Powell sidestepped more than one opportunity to say flatly that he believed the Iraqi elections would take place on schedule.

Asked directly on Fox TV whether he would say that the elections would take place in January, he replied, "I can say to you right now that the prime minister, Mr. Allawi, is determined to go forward with these elections." And on the ABC television network, Powell said that outside restive central Iraq, "the rest of the country, I think, is in a position to have elections in the very near future."

Rice expressed greater confidence about the prospects for elections, which

she said could "absolutely" be held in January.

Albright said that in Iraq, "President Bush has squandered our credibility and our reputation, and I think Senator Kerry has a much better chance of getting other countries in there because he would listen to what they have to say."

Powell, asked on Fox how Kerry could broaden foreign support in Iraq, noted that countries like France and Germany had made it clear that "they're not going to contribute troops."

Holbrooke was asked about Republican assertions that Kerry has contradicted himself by voting to authorize the Iraq war, criticizing that war, then saying he would have approved the war even knowing that Saddam Hussein held no weapons of mass destruction.

"Giving the authority to the president is quite different from the president taking that authority and creating a mess

worse than Vietnam," he said.

Powell was asked whether his denunciation in his 1995 book "My American Journey" of those who were able to escape Vietnam War service through wealth or influence extended to Bush's experience in the Air National Guard.

"I am angry that so many sons of the powerful and well-placed," Powell wrote, "managed to wangle slots in Reserve and National Guard units."

"The president volunteered for service; Mr. Kerry volunteered for service," Powell said Sunday. "They both served honorably. They both were discharged honorably."

But he added that, "Yes, that system was disturbing to me."

International Herald Tribune

Insurgent rockets pound Baghdad

U.S. general cites 'tremendous increase' in attacks as security worsens in city

From news reports

BAGHDAD: Insurgents hammered central Baghdad on Sunday with one of their most intense mortar and rocket barrages ever in the heart of the capital, heralding a day of violence that left at least 25 people dead in the city as security appeared to spiral out of control.

"We've seen a tremendous increase in the number of attacks," said Brigadier General Erv Lessel, a U.S. military spokesman.

Many of the dead were killed when U.S. helicopters fired on a U.S. Bradley fighting vehicle disabled in an attack early Sunday. Iraqis had been swarming around it, cheering, throwing stones and waving the black-and-yellow banner of Iraq's most-feared terror organization.

The dead included an Arab television reporter, Mazen al-Tumeizi — who screamed, "I'm dying, I'm dying" as a cameraman recorded the chaotic scene. An Iraqi cameraman working for the Reuters news agency and an Iraqi freelance photographer for Getty Images were wounded.

Maimed and lifeless bodies of young men and boys lay in the street as the stricken American vehicle was engulfed in flames and thick black smoke.

At least 104 people were wounded "due to the explosions and barrages falling on Baghdad neighborhoods," the Health Ministry said.

Strong detonations shook the center of Baghdad again after sunset on Sun-

day. There were no reports of more damage or of casualties.

Elsewhere, a suicide attacker detonated an explosives-packed pickup at the gates of the Abu Ghraib prison, killing himself but causing no other casualties, the U.S. military said.

U.S. guards fired at the vehicle before the driver could reach the gate, the military said. The vehicle was one of seven car bombs reported Sunday in Iraq, U.S. sources said on condition of anonymity. Two did not explode, they said.

Three Polish soldiers were killed in an ambush near Hillah, 100 kilometers, or 60 miles, south of Baghdad, raising the number of Polish soldiers killed in Iraq to 13. A district police chief was killed in an attack in Baghdad's Yarmouk neighborhood.

Three American soldiers and two Iraqi civilians were wounded Sunday when a suicide bomber blew up the car he was driving next to a U.S. Army convoy on the road to Baghdad International Airport, the U.S. sources said.

Meanwhile, 10 people were killed and 40 were wounded in fighting in the insurgent stronghold of Ramadi, 115 kilometers west of Baghdad, according to Abdel Munim Aftan, a hospital director.

Tawhid and Jihad, a militant group linked to Al Qaeda and led by the Jordanian terror mastermind Abu Musab al-Zarqawi, said it carried out the coordinated campaign of violence Sunday in Baghdad.

In a Web statement, the group boasted that it held the initiative in the Iraqi insurgency and possessed the "capabil-



Hussain Malla/The Associated Press

A supporter of Abu Musab al-Zarqawi planting a flag Sunday in the cannon of a stricken U.S. Bradley fighting vehicle in Baghdad.

ity to surprise the enemy and hit its strategic installations at the right time and place."

The statement could not be verified, but clearly the scope and intensity of the attacks raised serious questions about the state of security, which has deteriorated since the transfer of sovereignty to the interim Iraqi government June 28.

Rockets and mortars began raining down before dawn Sunday on the so-called Green Zone, the headquarters of the Iraqi government and its U.S. allies, and on other parts of central Baghdad.

As the shelling continued after sunrise, American troops moved into the streets searching for the attackers.

The stricken Bradley fighting vehicle had rushed down Haifa Street, a major traffic artery near the Green Zone, to assist a U.S. patrol disabled by a car bomb at about 6:50 a.m., the military said. Two Bradley crewmen were wounded in the ensuing attack and four more were hurt by grenade and small arms fire as they fled the Bradley, it said.

Jubilant fighters, curiosity seekers and young boys swarmed around the burning vehicle, dancing, cheering and hurling firebombs. Several young men placed a black and yellow banner of Tawhid and Jihad in the barrel of the Bradley's main gun.

Fearing the crowd would loot the vehicle of weapons and ammunition, the Americans called for air support. As U.S. Army helicopters flew over the burning Bradley "they received small-arms fire from the insurgents in vicinity of the vehicle," a military statement

said. The helicopters "fired upon the anti-Iraqi forces and the Bradley preventing the loss of sensitive equipment and weapons. An unknown number of insurgents and Iraq civilians were wounded or killed in the incident." The statement said the incident was under investigation.

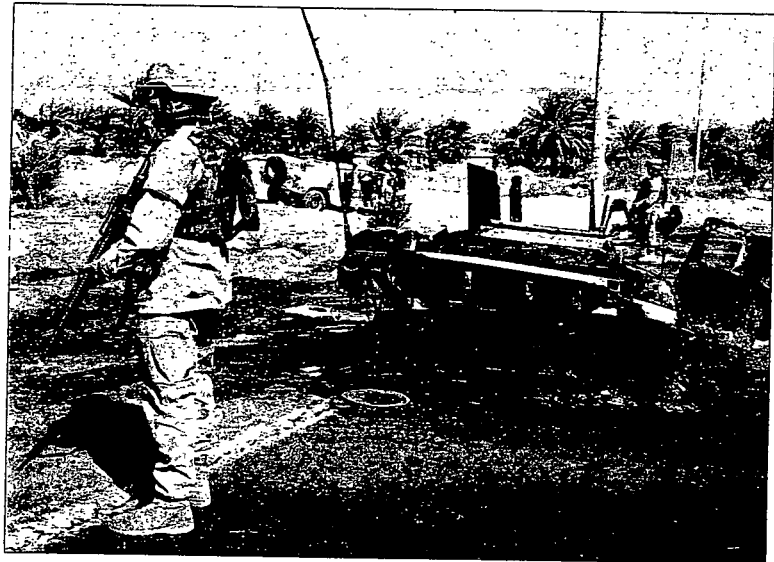
A Health Ministry official, Saad al-Amili, said 13 people were killed and 61 wounded on Haifa Street, though it was not clear how many were killed in the helicopter strike. Scattered shoes, pools of fresh blood and debris littered the

street.

"We were standing near the destroyed vehicle when the helicopter started firing, so we rushed to safety in a nearby building," Alaa Hassan, 24, said from his hospital bed. "I went back to the scene to help the wounded people when the helicopter fired again and I was hit in the chest."

Another 12 people died and 41 wounded Sunday in other violence across the city, al-Amili said.

(AP, Reuters)



Troops guarding the wreck of a Humvee destroyed Sunday when a suicide bomber attacked a convoy on the road to Baghdad's airport.

French try to answer Iraq's anarchy with charm

By Elaine Sciolino

PARIS: Geopolitical question of the week: What do Carlos the Jackal and the pope have in common?

Answer: Both have condemned the taking of two French journalists as hostages in Iraq and appealed for their liberation.

So have Muammar el-Qaddafi of Libya, King Abdullah of Jordan, Iraq's Sunni clerical leaders, the Palestinian militant group Hamas and Egypt's Muslim Brotherhood. Also, some of the world's leading Muslim clerics and assorted political leaders, journalists and humanitarian organizations.

The groundswell is a result of what might be called France's turban diplomacy, an intense public campaign to persuade the Islamic world to throw its support behind the hostages and therefore behind France.

There is a perception in Washington that France was smug, that President Jacques Chirac and his lieutenants felt themselves somehow immune from



The French government has said it opposed the war in Iraq in part because of the anarchy it expected would result and the terrorism that anarchy was likely to spawn.

terrorism emanating from Iraq because of their fierce opposition to the U.S.-led war and their refusal to send troops in the aftermath. Among France's American critics, the events of the past two weeks confirm the view that France cannot protect itself by refusing to embrace the Bush administration's war on terror.

But as the French hostage crisis proves, what animates the French and their Islamic adversaries is not a battle over the future of Iraq.

The Muslim militants make no distinctions in their war against the West. The kidnapers' demand dealt with a social problem involving the Muslim population in France: They wanted the French to rescind a new law banning Islamic head scarves and most other religious symbols in public schools, a demand France rejected.

French leaders say they were never naïve about terrorism. The official French position from the start, as expressed by Chirac, has been that terrorism thrives in disorder, and that the prospect of unleashing anarchy in Iraq was one reason for opposing the U.S.-led invasion there. This anarchy, the French say, is the principal reason their journalists were kidnapped, and justifies their global charm offensive.

Support for the view that France deserves a special status has come from some surprising quarters. Jordan's main opposition party, the Islamic Action Front, referred to "France's distinguished position in rejecting the Anglo-American occupation of Iraq." And Ilich Ramírez Sánchez (a.k.a. Carlos the Jackal), the terrorist convicted in kidnappings, bombings and killings in the 1970s and '80s, sent a handwritten statement from a prison outside of Paris. It said all nationalities in the

News Analysis

"service of the imperialist aggressor" were legitimate targets in Iraq but argued that because of its opposition to the war, "In Iraq, France must not be attacked."

Ten days ago, the turban offensive seemed to be working and France's

culture minister expressed hope that the hostages' release was only hours away.

But that hope proved to be a mirage. France learned the hard way — in Algeria in the 1950s, in Lebanon in the early 1980s — that the effectiveness of negotiations and public diplomacy and even appeals to logic was unpredictable in dealing with hostage-takers.

If the dashing of French hopes proved anything, many commentators here say, it is that France was right in opposing the Iraq war. Where anarchy rules, and faceless thugs operate, it can be futile to try to figure out what might motivate them to release a hostage.

Hostage-taking in Iraq has included attacks by groups with clear political aims, especially those trying to force U.S. allies into withdrawing troops. The captors of two Italian female aid workers kidnapped last Tuesday promised to punish Italy for basing troops in Iraq.

There is also kidnapping for money, as in the case of seven foreign truckers ransomed for \$500,000. Or there is kidnapping purely to express hate, the apparent motive behind the slaughter of 12 kidnapped Nepalese contract drivers.

Against that range of possibilities, France has found it difficult to plot a strategy. "These are opportunistic people looking for any target," said Olivier Roy, a prominent French scholar of Islam.

"They don't care about Iraq. They

are striking at the West as a whole."

The French know better than most that there is no refuge from terrorism. In October 1983, when a suicide truck bomber in Beirut blew up the U.S. Marine barracks there, killing 241 servicemen, another truck exploded at a French barracks two miles away, killing 58 French troops. And when France had citizens taken hostage by Iranian-backed Shiite radicals in Lebanon later in the 1980s, seeking their release proved humiliating, as it did for the Americans.

The United States sold Iran weapons in a vain effort to get the hostages freed. Chirac, who was prime minister then, is still suspected of involvement, widely rumored but unproved, in reportedly paying ransoms for French hostages.

Before and since the invasion of Iraq, the French angered the Bush administration when they lectured that the war would produce chaos and breed terrorism. Now, believing they are suffering the consequences of just such disorder, they have tried to curry favor with whichever group or individual, however radical or fundamentalist, might have a chance to win the hostages' freedom.

In their own descriptions of their motives, they sound neither noble nor naïve. Just scarred. And, perhaps now, wary. After the open appeals failed to yield results, the French throttled back to a more traditional form of negotiation last week, one of behind-the-scenes diplomacy.

The New York Times

25 killed as pinpoint strike hits Falluja site

By Terence Neilan and Sabrina Tavernise

BAGHDAD: U.S. warplanes made what the military called a precision strike on a meeting place of terrorists believed to be linked to Al Qaeda in the Sunni stronghold of Falluja on Monday, killing an estimated 25 militants.

The military said in a statement that the attack was on a base which intelli-

gence officers had confirmed was used by rebels loyal to Abu Mussab al-Zarqawi, a Jordanian militant believed by American officials to be Al Qaeda's most senior leader in Iraq. He has been blamed for many of the suicide bombings in Baghdad and other Iraqi cities.

News agency reports from Falluja, and local hospital officials, said that the airstrikes killed at least 16 civilians, including women and children, and that an ambulance was hit by a shell, killing the driver and six occupants.

This was denied by a coalition press officer. "The U.S. military is confirming that we did not hit an ambulance and we did not hit a marketplace," the press officer, Sharon Walker, said, referring to news agency accounts.

She said that the 25 deaths "of Zarqawi operatives or anti-Iraqi forces" were an "initial estimate," leaving open the possibility of more casualties.

Employees at the emergency ward of Falluja General Hospital said there were 17 dead and 20 wounded, though the Iraqi Health Ministry said 20 people

were killed and 39 wounded.

The American military has limited its attacks to airstrikes. U.S. forces on Monday patrolled the outskirts of the city. Using loudspeakers, U.S. troops called on a local militant Islamic leader to "come out and fight."

The forces also closed the main road that is the northern entrance to the city, and a primary route between Falluja and Baghdad.

The airstrike on Monday was the latest in almost a week of American strikes against rebel positions in Falluja, 55 kilometers west of Baghdad.

Despite the military's denial, witnesses said the bombing targeted the city's residential al-Shurta neighborhood, damaging buildings and raising clouds of black smoke, The Associated Press reported.

Dr. Adel Khamis of the Falluja General Hospital told the news agency that at least 16 people were killed and 12 others wounded. The ambulance was hit by a shell, killing the driver, a paramedic and five patients inside the vehicle, said an-

other hospital official, Hamid Salaman. "The conditions here are miserable — an ambulance was bombed, three

houses destroyed and men and women killed," the hospital's director, Rafayi Hayad al-Esawi, told Al-Jazeera television by telephone in a report posted on

the satellite station's Web site. "The American Army has no morals." The New York Times

Iraq remains ultimate welfare state

Virtually everyone is still dependent on handouts of free food

By Erik Eckholm

BAGHDAD: Iraq may be tormented by ethnic and religious divisions, but one thing still unites all its people, from holy warriors of the Sunni Triangle to middle-class supporters of the government to disaffected Shiites of the south. What nearly every Iraqi family gets, regardless of income and no matter whose guns rule the local streets, is the central government's monthly gift of free food.

Nearly 18 months after U.S. forces demolished Saddam Hussein's government, pledging to create a prosperous, free-market democracy, Iraq remains in some ways the world's ultimate welfare state.

Saddam's government started handing out survival rations through neighborhood shops in 1991, when the country faced international trade sanctions. The program continues unchanged, even in cities like Falluja, where Islamic militants are in control and all other government services have been cut off. Across the country, no one doubts that the families of insurgents survive partly on government rations, just like everyone else.

The monthly supply of flour, rice, beans and other goods is worth about \$15 per person, but for the poor majority, battered by years of sanctions, war and economic collapse, it is a safety net.

Even among those who are well-off, food rations have come to be regarded as an entitlement and — to the chagrin of senior economic officials and their U.S. advisers — people want the list of free items expanded.

"We can't live without the ration," said Hassina Hasoon, a bent, 80-year-old woman, her face beatific in a swaddling of black and white cloths, as she picked up bags of wheat flour in the impoverished Washash neighborhood of central Baghdad.

In her three-generation household of eight, only one son can find occasional work, she said. "We totally depend on the ration for our food. We want them to add meat and chicken to the list."

Maher Ali Oraibi, 45, who was visiting the same depot, said: "If they stop the food ration, then food prices will go sky-high and there will be war in the streets. Don't let them stop this program, for I assure you, people will die."

The system has enormous costs, direct and indirect. Importing and distributing the goods eats up \$3.8 billion a year, or close to one-fifth of the national budget. It has fostered bureaucratic cor-

Iraq's market basket

Food rations distributed monthly to each Iraqi:

WHEAT FLOUR, 9 KG

RICE, 3 KG

SUGAR, 2 KG

TEA, 2 GRAMS

COOKING OIL, 1.25 KG

SOAP, 500 GRAMS

BEANS, 250 GRAMS

SALT, 200 GRAMS

POWDERED MILK, 500 GRAMS

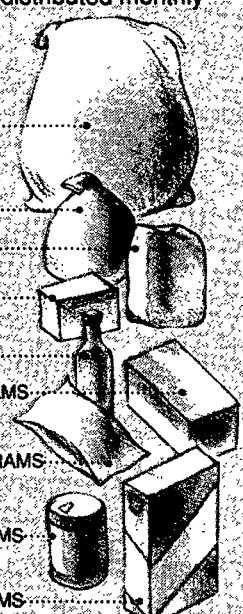
If there is a baby in the household:

INFANT FORMULA, 4 CANS

BABY CEREAL, 2 CANS

Source: Iraqi government

Illustrations by Al Granberg/NYT



part of their diets on their rations of flour, rice, beans, cooking oil, milk powder, sugar and tea. Most other families collect the rations, too, with many selling off undesired goods for cash.

"The food distribution system is our most important social safety net," said Fakhri Aldin Rashan, a senior economist and under secretary in the Trade Ministry, which administers the rations.

Fearful of any backlash in a country where large segments of the population are in open revolt, the interim government has pledged to leave the program in place at least through 2005. Slowly and carefully, Rashan said, the government hopes to start cutting back rations to the rich, eventually providing free food just to the most vulnerable segment of the population as it fosters private commerce.

Western advisers have promoted switching to a cash payment, perhaps \$15 to \$20 a month per person, that would allow people to buy what they want, thus stimulating private farming, commerce and development.

But suspicion and fear run deep, and the government decided against that approach, Rashan said.

Jassim Salah, 74, distributes ration items at his food and cigarette shop in Khadra, a middle-class district in west Baghdad. He had heard discussion on television of the proposed switch to cash payments, he said. His response was typical: "They are talking about giving us money instead of food. It's all lies. Don't believe them; they'll let us starve."

A more practical argument against switching to cash, Rashan said, is that the funds will tend to be collected by the males who head households and who may spend the money on themselves or even take second wives.

But even as people cling to the security of free food, many complain about poor quality and erratic delivery. People say the flour is often half-spoiled and the cooking oil stinks, and corruption in the procurement process is legendary.

"The officials who run this are thieves," Salah, the shopkeeper, said. "They import good quality food, sell it and then give bad quality food to the people."

He said his fee for distributing rations was so low it was hardly worth the trouble. But the rations do bring in neighbors who may buy soft drinks or cigarettes as they trade their coupons for ration items.

The New York Times

ruption, creates a culture of dependency and, by relying almost entirely on imported goods, suppresses domestic farming and industry.

In another example of costly subsidies, gasoline sells for less than 10 cents a gallon. Other fuels are similarly cheap. Altogether, the cost to the government amounts to \$5 billion in lost revenues, or about \$200 per person.

Western advisers, the International Monetary Fund and Iraq's top economists all agree that these huge subsidies will cripple plans to diversify and free up the economy. But they also know the likely consequences in the streets if the subsidies are cut anytime soon. For now, basic economic reforms are hostage to the Iraq's political fragility and its mass unemployment.

By United Nations estimates, 60 percent of Iraqis depend for an important

September 14, 2004

Herald INTERNATIONAL Tribune

Iyad Allaoui : « La terreur en Irak menace toute la civilisation »

Le premier ministre irakien a reçu hier l'envoyé spécial du Figaro en même temps que le Times, le Financial Times, le Boston Globe et le Guardian. Assis dans un petit salon de sa villa, à Bagdad, alors que des images des attaques du 11 septembre 2001 défilent sur l'écran d'un téléviseur géant, Iyad Allaoui, massif, détendu, exprime dans un anglais rugueux une étonnante confiance. Il a invité la France à aider l'Irak.



Iyad Allaoui : « Il y a des problèmes actuellement en Irak, mais pas au point de nous empêcher de tenir des élections en décembre ou en janvier. » (Photo Reuter.)

Propos recueillis à Bagdad par notre envoyé spécial

LE FIGARO. - Pensez-vous être en mesure d'organiser les élections prévues pour janvier prochain, malgré la situation qui règne actuellement en Irak ?

Iyad ALLAOUI. - Il y a des problèmes actuellement en Irak, mais pas au point de nous empêcher de tenir des élections en décembre ou en janvier. Mon gouvernement est déterminé à gagner la guerre contre les terroristes et à établir la démocratie en Irak.

Envisagez-vous d'organiser des élections même si vous ne contrôlez pas certaines villes comme Faludja ?

Nous organiserons ces élections et, si nous ne pouvons pas faire voter les habitants de Faludja, ils voteront plus tard. Nous allons les libérer des terroristes. Nous savons qu'il y a là-bas bon nombre d'étrangers, qui s'infiltrèrent depuis la frontière syrienne. Nous allons les empêcher désormais d'entrer en Irak. Je n'envisage pas que la situation à Faludja puisse perdurer.

Allez-vous négocier avec les groupes qui contrôlent Faludja ?

Non, il n'en est pas question. Les milices doivent être dissoutes, les criminels doivent déposer les armes, les combattants étrangers doivent être traduits en justice et la Garde nationale doit reprendre le contrôle de la ville. J'ai rencontré il y a dix jours une quinzaine de représentants de Faludja, des religieux et des chefs de la résistance. J'ai été très clair avec eux, je leur ai dit

qu'ils étaient irakiens, qu'ils faisaient partie de notre communauté et qu'ils ne devaient pas abriter les terroristes étrangers qui s'attaquent à nous.

Serez-vous capable de reprendre le contrôle de Faludja sans recourir à la force et à l'armée américaine ?

Cela dépendra surtout de la dynamique de la situation et des terroristes qui se trouvent à Faludja et qui s'en servent comme leur base et leur sanctuaire. Je me suis entretenu avec le ministre de l'Intérieur syrien, qui est arrivé hier à Bagdad. Nous sommes notamment convenus de renforcer le contrôle de la frontière entre nos deux pays en créant un comité conjoint et aussi de coopérer en matière de renseignements. La police irakienne et la Garde nationale ont pénétré dans les villes de Mahmoudiya et de Latifiya. D'ici à deux semaines, nous aurons repris le contrôle de ces deux villes et nous aurons mis fin aux agissements des criminels qui se cachent dans ces localités.

Exercez-vous un contrôle sur les troupes américaines qui opèrent en Irak ?

Les troupes américaines mènent leurs opérations avec l'accord du gouvernement irakien, à Nadjaf comme à Faludja. A Tall Afar, où

les terroristes devenaient impossibles à combattre pour nos forces armées, les Américains sont intervenus à la demande du gouvernement irakien.

Combien de temps vont-elles rester en Irak ?

Lorsque j'ai reçu la délégation de Faludja dans cette pièce, je leur ai dit que pas plus qu'eux nous n'aimions avoir des forces étrangères en Irak. Mais nous n'avons ni armée ni police. Voulez-vous que les troupes américaines s'en aillent en nous laissant sans défense face aux terroristes ? La présence des forces de la coalition sera discutée annuellement, et le gouvernement décidera de leur maintien. Une fois que notre police et notre armée seront suffisamment fortes, nous remercierons les forces étrangères et leur demanderons de partir. Il n'y aura pas non plus à long terme de bases américaines en Irak.

La lenteur de la reconstruction ne risque-t-elle pas de saper l'action de votre gouvernement ?

Nous ne sommes au pouvoir que depuis quelques mois, et ce pays a été détruit par des décennies de tyrannie, de guerre et d'occupation. Et en plus de tout cela, les terroristes s'attaquent aux infrastructures au fur et à mesure que nous nous efforçons de les reconstruire. Ils détruisent le réseau électrique alors que nous essayons d'améliorer la distribution d'électricité, ils détruisent les installations pétrolières alors que nous essayons d'augmenter nos exportations. Mais, en dépit de tout cela, des progrès ont été faits. La police, inexistante voici quelques mois, est maintenant présente partout et l'armée est en voie de reconstitution.

Ne craignez-vous pas une reprise prochaine des affrontements avec les partisans de Moqtada al-Sadr, qui tiennent toujours Sadr City et refusent de déposer les armes ?

Les milices ne sont pas autorisées à participer au processus électoral et cela n'est pas négociable. Ensuite, tout le monde pourra participer aux élections, à l'exception bien sûr des criminels. Moqtada al-Sadr est par exemple accusé d'être impliqué dans les assassinats de trois religieux, dont celui de Majid al-Khoï. C'est à lui de se mettre en règle avec la justice en éclaircissant ces affaires. S'il est blanchi, il pourra ensuite participer aux élections et, pourquoi pas, être élu président d'Irak. Mais l'Ar-

mée du Mahdi doit déposer les armes et se débander, ou nous le ferons par la force si nécessaire. Il semble d'ailleurs que Moqtada lui-même ait des problèmes avec ses propres troupes et ne contrôle plus tous ses partisans qui se sont scindés en différentes factions. On entend parler à présent de l'Armée d'Hussein, en plus de l'Armée du Mahdi.

La recrudescence des prises d'otages, jusqu'au centre de Bagdad, n'indique-t-elle pas au contraire une détérioration de la situation ?

L'insécurité est liée à la criminalité. Beaucoup des criminels libérés par Saddam Hussein juste avant la guerre ont rejoint l'Armée du Mahdi ou les groupes de Faludja. Et nos difficultés sont aggravées par le démantèlement de toutes les institutions de ce pays. Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense n'ont recommencé à fonctionner que depuis deux mois.

Ne pensez-vous pas que la présence de forces étrangères alimente l'insurrection autant qu'elle la combat ?

L'Irak fait partie d'une bataille globale. Des terroristes, irakiens et étrangers, cherchent à déstabiliser l'Irak, mais aussi tout le Moyen-Orient, et pour finir le monde entier. C'est ce qu'a d'ailleurs annoncé Zarqoui. Notre combat est donc un combat contre une terreur qui menace toute la civilisation. Il est temps que le monde entier serre les rangs et s'allie à nous dans la lutte contre le terrorisme. Car les terroristes ne vont pas s'arrêter ici, ils frapperont Londres, New York et Paris. Nous avons besoin d'aide. Nous sommes en train de vous défendre, vous les Occidentaux, et de défendre le monde entier contre les terroristes. C'est pourquoi j'invite le monde entier à nous venir en aide. Tout le monde est concerné, l'Indonésie a été frappée dernièrement par les terroristes, mais aussi la Turquie, l'Arabie saoudite. La France a deux otages en Irak, l'Espagne a été prise pour cible. C'est une guerre globale entre le monde civilisé et les terroristes. C'est pourquoi nous regrettons que les troupes espagnoles se soient retirées et que nous invitons la France à nous aider.

A. J.

FRANCIS FUKUYAMA

America's next president will need to rethink Iraq

FINANCIAL TIMES TUESDAY SEPTEMBER 14 2004

A peculiar feature of this year's presidential campaign has been the absence of serious debate, until recently, between George W. Bush and his challenger John Kerry over Iraq. Mr Kerry voted earlier to authorise the war and recently stated, bizarrely, that he still would have voted for the war despite what has transpired. Only in the face of rapidly declining poll numbers after the Republican national convention did Mr Kerry seek at long last to distance himself, criticising the president's handling of Iraq's insurgency and suggesting the US might be able to withdraw in four years. This was foolish: setting a deadline for withdrawal sends the wrong signal to US friends and foes alike, and makes Mr Kerry look vacillating. His suggestion that US forces might one day be replaced by international ones is similarly a non-starter.

In fact, the Bush administration's failure to plan adequately for Iraq's postwar reconstruction was a big failure of policy, one that will greatly limit future US policy choices. The recent escalation in violence, with US deaths passing the 1,000 mark, underlines just how insecure the country is. But the real debate should not focus on assigning blame for this mess, but on concrete strategies to help the US recover from it. This is among the greatest challenges for the next US president.

The long-term plan laid out by the Bush administration since the June handover of sovereignty in Iraq is straightforward. The interim government of Iyad Allawi is to be strengthened through a continuing build-up of army, civil defence corps and police so it can take over security from US and British forces. Elections will be held next January for delegates to a constituent assembly, who will draft a constitution under which regular elections will take place by December 2005. At that point, Iraq will theoretically have a fully democratic and legitimate government and the coalition can begin winding down its presence.

Anyone who thinks this scenario will materialise is living in fantasyland. The first and foremost obstacle is the security situation. Mr Allawi's government faces dual insurgencies, the most visible being that of Moqtada al-Sadr, the young Shia cleric, and his Mahdi army. But more serious in the long run is the situation in Fallujah and other cities in the increasingly violent Sunni triangle. Fallujah, now a base for religious extremists, seems but one of a number of areas where coalition forces cannot go. The US has, in other words, permitted the establishment of a new terrorist haven in central Iraq, one that



will have to be subdued militarily at great cost. It is impossible to see how elections will be held in the Sunni parts of Iraq a mere five months from now. No elections in central Iraq mean there will be no legitimate Sunni political actors to participate in a political process.

Equally serious is the lack of state capacity on the part of the new government. The essence of a state is its monopoly of legitimate force, and the US has been seeking to persuade the various militias - not just Mr Sadr's Mahdi army - gradually to integrate their forces with those of the central government. But there is a serious chicken-and-egg problem: no party will disarm its militia unless it is confident its interests will be protected; yet a strong central state cannot emerge without militia support. The insurgents have been clever in attacking those who volunteer to serve in the government's forces.

If elections are postponed, leaving de facto power in the hands of militias, the next US president will face a critical choice: continue pressing for a unified Iraqi state, or seek a power-sharing arrangement based on agreement by the Kurdish and Shia communities, in which stability rather than democracy is the goal.

There has been loose talk about breaking up Iraq into three separate countries, Kurdish, Shia and Sunni. No one should counsel this, except as a measure of desperation: the intermingling of the populations means any

break-up will lead to a bloody mess like the partition of India. The break-up scenario also glosses over potential reactions from interested neighbours such as Turkey and Iran. Alternatively, the coalition could conceivably decide to bolster parts of the country capable of some form of democratic self-government and wall off the infection festering in the Sunni triangle. The Kurds and the Shia, after all, sit on oil-rich

The real debate should not focus on assigning blame for this mess, but on concrete strategies to help the US recover from it

parts of Iraq. The Sunnis could be offered the following deal: a power-sharing arrangement in which you get oil revenues proportional to your part of the population, in return for peaceful coexistence with the Kurdish and Shia parts of the country that will be moving ahead with or without you. But even this would be difficult to arrange. It leaves unresolved the status of Baghdad, where Sunni and Shia populations are highly interspersed. It will require the final suppression of Mr Sadr and his militia; it will require elections wherever it is possible to hold them in Iraq; and it will necessitate shifting the balance of power, in cities such as Fal-

lujah away from foreign terrorists and towards the traditional tribal sheikhs or former Ba'athists. It implies the US give up on the idea of a unified Iraqi state, and concentrate on strengthening the ability of more moderate political actors to defend themselves from a Sunni resurgence and foreign jihadists.

Behind this lies the issue of the role of US and other coalition forces. Mr Kerry's proposal of a withdrawal deadline for the roughly 140,000 US troops there is a harbinger of stronger demands to come. Heavy fighting and more casualties lie ahead, and US force posture in other troublespots such as Korea is under strain. Washington can maintain current US troop levels in Iraq only through a covert draft of

National Guard and reserve forces, the very people whose families form Mr Bush's political base. It is inevitable then that the next president will start considering an exit strategy from Iraq, even if it means lowering America's sights.

The Republican convention outrageously lumped the September 11 terrorist attacks and the Iraq war into a single, seamless war on terrorism - as if the soldiers fighting Mr Sadr were avenging the destroyers of the twin towers. This has, in fact, become true, but only because mismanagement of the war has created a new Afghanistan inside Iraq. Eliminating this new terrorist haven is an urgent priority if it is not to metastasize to other parts of

the world. The Bush administration has made any number of foreign policy errors, particularly over Iraq. If re-elected, it must honestly review what went wrong and consider how best to proceed. But, if Mr Bush is returned with a large mandate in November, the administration will have got away a Big Lie about the war on terrorism and will have little incentive to engage in serious review. If Mr Kerry wins, he needs to get past silly campaign improvisations and elucidate a serious strategy for Iraq.

The writer is professor at Johns Hopkins University and author of State Building: Governance and World Order in the 21st Century (Cornell University Press/Profile Books)

PROLIFÉRATION Paris, Londres et Berlin veulent donner jusqu'à novembre à Téhéran pour prouver sa bonne foi

L'AIEA doit se prononcer sur le programme nucléaire iranien

Le chef de la diplomatie française, Michel Barnier, a confirmé hier le prochain dépôt par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne devant l'AIEA d'un « projet de résolution » donnant à l'Iran jusqu'à novembre pour faire la lumière sur son programme nucléaire. M. Barnier n'a pas exclu que le dossier soit transmis au Conseil de sécurité des Nations unies en cas de non-coopération de Téhéran, comme le réclament les Etats-Unis. « Nous continuons de penser que la voie d'un arrangement politique est possible avec l'Iran », a-t-il déclaré, en marge d'une réunion avec ses homologues de l'Union européenne à Bruxelles. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, a indiqué hier à Vienne que son agence ne s'était pas fixé de date butoir, malgré l'impatience manifestée par les Américains et les Européens.

Vienne : Maurin Picard

La réunion du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), censée statuer sur la nature du programme nucléaire iranien, a débuté hier à Vienne dans un calme précaire. Tandis que des pourparlers tendus se déroulent en coulisses entre Américains, Européens et Iraniens, la présentation officielle du dernier rapport des experts de l'agence, le sixième depuis mars 2003 sur l'Iran, devrait débuter demain et donner lieu à une rude joute oratoire entre les représentants de Téhéran et Washington.

Les premiers clament leur innocence et assurent que leur programme est exclusivement destiné à des fins civiles. Ils souhaitent que cessent les inspections de terrain entamées il y a dix-huit mois et que le dossier

iranien soit définitivement classé par l'AIEA. Les seconds les accusent de poursuivre un seul et unique but, l'obtention de l'arme nucléaire. Jugeant que les inspections ont échoué, ils exigent des 35 gouverneurs de l'AIEA une résolution sévère, premier pas vers une saisine du

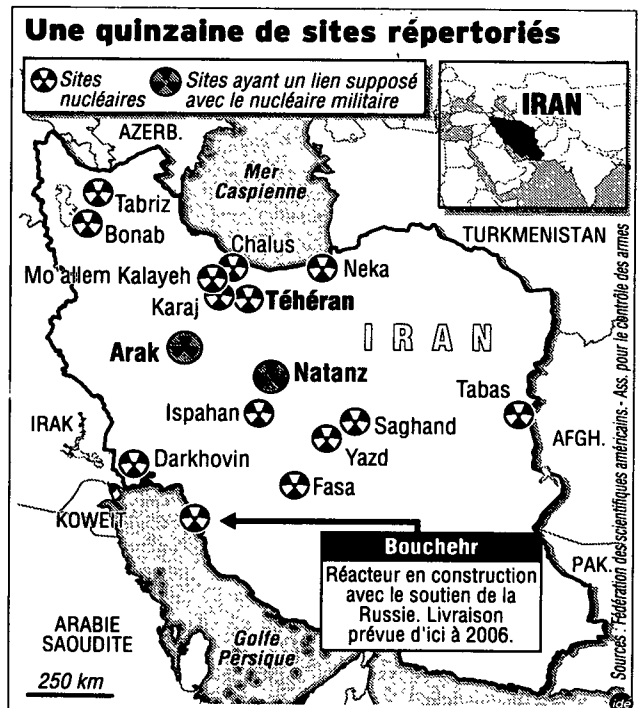
Conseil de sécurité et des sanctions internationales.

Il est peu probable cependant que l'Iran soit traîné devant le Conseil de sécurité, faute de

preuves irréfutables. Le rapport des inspecteurs, rendu public le 1^{er} septembre, ne conclut pas à sa culpabilité avérée, louant même les « progrès solides » en

matière de coopération, mais ne l'absout pas totalement, du fait de soupçons persistants.

L'Iran ne s'en cache même plus : il revendique le droit de compléter la totalité du cycle nucléaire. Comme en attestent la reprise de la production de centrifugeuses P2, de technologie



avancée et capables d'enrichir l'uranium à des taux militaires (80 %), et l'annonce faite de procéder, avant la fin de ce mois, à la conversion de 37 tonnes de yellow cake (minerai concentré d'uranium naturel) en hexafluorure d'uranium (UF6). Deux mesures jugées préoccupantes car disproportionnées au regard d'un programme civil.

Certes, le rapport conforte l'argumentaire iranien lorsqu'il admet que des traces d'uranium enrichi à 36 et 54 %, prélevés sur des sites à Natanz et Téhéran,

pourraient provenir d'équipements importés du Pakistan, et non d'expérimentations proprement iraniennes. L'Iran a également autorisé les inspecteurs à visiter le site controversé de Lavisan-Shian, en banlieue de Téhéran, un centre de recherches officiellement chargé d'étudier « les

accidents liés à des attaques nucléaires » et récemment rasé, mais que les Etats-Unis, sur la foi d'images satellite, jugent hautement suspect.

Mais ces mesures d'apaise-

ment ne peuvent estomper les autres motifs d'inquiétude, eu égard aux « *explications peu convaincantes* » fournies par les Iraniens, selon l'AIEA. Les experts peinent à croire en particulier que l'Iran ait interrompu

toute recherche sur les centrifugeuses P2 de 1995 à 2002.

Les Européens, confrontés à l'entêtement de Washington et à la mauvaise foi de Téhéran, assurent vouloir maintenir une position « *claire et ferme* ». Ils de-

vraient cette semaine promouvoir une « *clause de rendez-vous* » : attendre le rapport de synthèse promis par le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, pour le prochain conseil des gouverneurs, qui doit

se tenir le 25 novembre prochain. « *Nous sommes les seuls à pouvoir bâtir un compromis et éviter une crise internationale, philosophe un diplomate européen. Mais ce ne sera pas facile.* »

L'Irak sous une cascade d'embuscades

14 SEPTEMBRE 2004

Libération

Attaquée dans ses bastions, la guérilla irakienne porte le fer au cœur de Bagdad. Depuis deux jours, elle multiplie embuscades et attentats dans la capitale irakienne. Dimanche, pas moins de sept voitures piégées y ont explosé. Plus d'une dizaine d'obus de mortiers se sont abattus sur la « zone verte », ce camp retranché qui abrite le siège du gouvernement irakien et l'ambassade des Etats-Unis. Les combats les plus virulents se sont déroulés rue Haïfa, le long du Tigre, où résident de nombreux partisans de l'ancien régime (lire ci-contre).

Elections. Ces frappes tous azimuts semblent être une réponse à l'offensive ordonnée par le nouveau pouvoir irakien contre plusieurs villes rebelles. Hier, au moins quinze personnes ont été tuées et treize blessés par des tirs américains sur Fallouja, ville passée depuis cinq mois sous le contrôle des groupes armés hostiles à la

coalition. Plus à l'ouest, à Ramadi, des chars et des hélicoptères ont ouvert le feu sur des immeubles résidentiels, faisant une dizaine de victimes. Outre les bombardements devenus récurrents de Ramadi et Fallouja, l'armée américaine s'est lancée à l'assaut d'autres foyers de la résistance sunnite jusque-là épargnés. La semaine dernière, elle avait mené de vastes opérations de ratissage à Latifiya et Mahmoudiya, au sud de Bagdad, où se cachent vraisemblablement les ravisseurs de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. Depuis jeudi, elle pilonne Tall Afar, repaire présumé de combattants étrangers, proche de la frontière avec la Syrie. Plus d'une centaine de personnes auraient trouvé la mort.

Ces différents raids obéissent à un plan de bataille élaboré en août par le général George Casey, commandant de la force multinationale. « *L'objectif premier est de placer toutes les villes d'Irak sous le contrôle des forces de sécurité locales d'ici à*

la fin du mois de décembre », a expliqué hier le général Erv Lessel, directeur adjoint des opérations. Mais le résultat est loin d'être acquis. Et le second élément de ce plan, qui « *passer par la mise sur pied de forces de sécurité irakiennes efficaces et l'installation d'autorités locales compétentes* », paraît encore plus difficile à achever.

Depuis sa prise de fonctions, le 28 juin, le Premier ministre par intérim, Iyad Allaoui, s'est donné comme but déclaré de réduire une à une les poches de résistance afin de permettre la tenue d'élections générales en janvier. Dans une interview publiée hier par plusieurs journaux dont *le Figaro*, il a cependant reconnu que certaines parties du pays pourraient continuer à échapper à son autorité au moment du scrutin. « *Si nous ne pouvons pas faire voter les habitants de Fallouja, ils voteront plus tard* », a-t-il indiqué. Sa politique de fermeté repose presque exclusivement sur la puissance de feu américaine, et elle n'a enregistré jus-

qu'à présent que très peu de succès. A l'issue d'un très long bras de fer, et au prix d'une destruction d'une partie de Najaf, l'imam radical chiite Moqtada al-Sadr a certes accepté fin août d'évacuer le mausolée

d'Ali, qu'il occupait depuis cinq mois.

Mais ses miliciens ont conservé leurs armes et continuent

de défier les GI dans leur bastion de Sadr City, au nord de Bagdad. « *Nous sommes en état de guerre* », a encore récemment déclaré l'un de ses porte-parole, Ahmed al-Chaïbani.

«Terrible augmentation». Malgré l'offensive américaine, le pays continue donc de glisser dans le chaos. Les bandes armées ont montré ces derniers jours qu'elles pouvaient frapper presque où bon leur semble. La semaine dernière, un commando d'une trentaine d'hommes a kidnappé les humanitaires italiennes Simona Pari et Simona Torretta en plein centre de Bagdad. Hier encore, une organisation islamiste a revendiqué dans un message placardé sur les murs de Samarra l'enlèvement de « *deux Australiens et deux ressortissants d'Asie orientale* ». Un site Internet a également diffusé des images de l'exécution en août d'un otage turc, Durmus Kumdereli, par le groupe Tawhid wal Jihad. Le matin même, le gouverneur de Dohouk, dans le Kurdistan, avait échappé à un attentat. La veille, trois soldats polonais avaient été tués à Hilla, en plein pays chiite, au Sud.

« *Nous assistons à une terrible augmentation du nombre des attaques* », a reconnu le général Lessel. Une escalade qui devrait se poursuivre jusqu'aux élections et pourrait compromettre leur tenue, même si l'hypothèse d'un report reste officiellement exclue, tant à Washington qu'à Bagdad. ◆

CHRISTOPHE BOLTANSKI



Le premier ministre turc défend la pénalisation de l'adultère

ISTANBUL

de notre correspondante

Un projet de loi interdisant l'adultère et imposant des peines de 6 mois à 2 ans de prison menace d'éclipser les réformes importantes contenues dans le nouveau code pénal turc, qui était soumis à l'Assemblée nationale mardi 14 septembre. Le Parlement prévoit de se réunir dix heures par jour jusqu'à ce que les plus de 340 articles du nouveau code soient adoptés.

Le code pénal turc actuel, calqué sur les lois italiennes, a peu été modifié depuis son introduction en 1926. Cette révision complète, prévue depuis des années, marque donc une étape importante dans la modernisation du pays.

L'adultère ne figurait pas à l'agenda des discussions durant la longue période de préparation du nouveau code pénal. La proposition de dernière minute du gouvernement a surpris et causé des réactions outrées de la part des organisations féministes, qui se sont battues, avec succès, pour éliminer des articles discriminatoires à l'égard des femmes.

« Le crime d'adultère a disparu en 1998. Le réintroduire révèle l'attitude patriarcale et discriminatoire du gouvernement, qui veut s'ingérer dans la vie privée des gens », explique Liz Amado, de l'association Women for Women's Human Rights-New Ways. « L'adultère n'est pas un acte criminel, puisqu'il n'est pas forcé. » Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, pieux musulman, justifiant sa position, a expliqué que « la famille est une institution sacrée pour nous. Plus la famille est forte, plus le pays est fort », a-t-il ajouté.

Güldal Aksit, la ministre responsable des affaires de la femme et de la famille, qui participait lundi à

LA PRISON POUR L'ADULTÈRE?
MAIS ELLES SONT DÉJÀ
PLEINES À CRAQUER!



un symposium réunissant des femmes turques et européennes à Istanbul, affirme que l'intention du gouvernement est mal comprise. « Nous sommes conservateurs. Pour nous, l'adultère est un crime, explique-t-elle. Cette loi comble un vide légal, mais elle ne sera appliquée que si un des partenaires porte plainte. »

Comment les autorités entendent établir la preuve que l'adultère a été commis demeure peu clair. De même, la situation de nombreux hommes qui ont plus d'une épouse, alors même que la polygamie est officiellement interdite depuis des décennies, n'a pas été clarifiée.

Bien que la loi sur l'adultère s'appliquerait aux hommes comme aux femmes, les organisations féministes sont convaincues que, dans le contexte d'une société patriarcale, peu de femmes oseraient braver la colère de leur

époux et l'opprobre de leur communauté en portant plainte. La loi risque même d'augmenter le nombre de crimes d'honneur.

En 1998, la Cour constitutionnelle avait annulé une loi sur l'adultère qui ne respectait pas l'égalité des sexes : les femmes pouvaient être punies pour une seule infraction, alors que seule une liaison durable constituait un crime pour les hommes.

MOBILISATION FÉMININE

Le nouveau code pénal considère comme circonstances aggravantes, passibles de la prison à vie, les crimes commis au nom de la tradition. Mais les féministes affirment que si le concept d'honneur n'est pas explicitement ajouté, ces crimes risquent de continuer de bénéficier de réductions de peine.

Des dizaines d'organisations féminines entendaient se mobiliser pour manifester, à l'ouverture du

Parlement, contre la loi sur l'adultère. Ces associations ont déjà fait la preuve de leur influence grandissante : elles ont, par exemple, réussi à introduire dans le code pénal la notion de viol marital, qui n'existait pas.

Les tests de virginité seront vraisemblablement punis de peines de prison, bien qu'ils pourront encore être ordonnés par un magistrat pour prouver un crime. Les crimes sexuels, qui étaient considérés comme des crimes contre la société, sont désormais vus comme commis contre les individus.

Les dirigeants européens ont critiqué la démarche du gouvernement sur l'adultère. « Si la Turquie essaie d'introduire dans son code pénal des crimes qui ne sont pas dans les lois d'autres pays, les pays de l'Union européenne pourraient interpréter ceci comme l'entrée de la loi islamique dans la loi turque », a averti Günter Verheugen, commissaire à l'élargissement.

A moins d'un mois de la publication du rapport de la Commission européenne sur les progrès accomplis en Turquie, ce projet est un faux pas par rapport à l'élan nouveau donné au processus de démocratisation par le gouvernement. Celui-ci fait désormais face à un dilemme : le premier ministre s'est clairement engagé et peut difficilement faire marche arrière, mais s'il insiste il risque de compromettre des années d'efforts pour se rapprocher de l'Union européenne. L'adultère est cité dans le code civil turc comme une raison justifiant le divorce.

Nicole Pope

Le débat sur l'entrée dans l'UE s'annonce ardu au sein de la Commission

BRUXELLES

de notre bureau européen

Günter Verheugen a hésité avant de condamner le projet de loi visant à réprimer pénalement l'adultère en Turquie. A Ankara, le commissaire européen à l'élargissement a d'abord suggéré en privé au premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de retirer son projet. Puis il s'est résolu à prendre position en public : « Ce serait une erreur », a-t-il dit. Cette « erreur » ne peut néanmoins pas remettre en cause, dans son esprit, la perspective d'ouvertu-

re de négociations d'adhésion avec Ankara. Elle risque plutôt « de fausser la perception que l'on se fait en Europe du processus de réformes », a répété le commissaire allemand.

La polémique est, selon lui, de nature à fournir des arguments aux détracteurs de la Turquie, au moment où le débat s'annonce plus ardu que prévu à Bruxelles, où la Commission présidée par Romano Prodi, dont ce sera la dernière décision, doit remettre son rapport sur la Turquie le 6 octobre.

La semaine dernière, deux poids

lourds de l'exécutif européen ont pris les devants. Le Néerlandais Frits Bolkestein, commissaire en charge du marché intérieur, a tiré le premier : si la Turquie devait entrer dans l'Union européenne (UE), « la libération de Vienne en 1683 n'aurait servi à rien », a-t-il lancé dans une allusion à la bataille menée par les forces polonaises, allemandes et autrichiennes contre les Ottomans. Un peu plus tard, un courrier de l'Autrichien Franz Fischler, adressé fin juillet à ses collègues de la Commission, a été rendu public. Dans

cette lettre, le commissaire à l'agriculture considérait que la Turquie est « plus orientale qu'européenne ». Il ajoutait que son entrée dans l'Union pourrait coûter jusqu'à 11,3 milliards d'euros à la politique agricole commune. Pour le moment, seul le Britannique Chris Patten, commissaire aux relations extérieures, s'est prononcé pour l'ouverture prochaine des négociations, en ajoutant qu'elles « prendront sans aucun doute beaucoup de temps ».

« TRANSFORMATION PROFONDE »

Hormis ces prises de position de personnalités qui ne seront pas membres de la commission présidée par José Manuel Barroso - qui serait chargée de conduire les négociations -, la plupart des commissaires s'abstiennent du moindre commentaire. « L'enjeu est énorme, chacun a son avis personnel sur une question très sensible dans l'opinion publique, mais réserve sa réponse pour le débat au sein du collège », dit-on à la commission.

Certains sont réputés sceptiques à l'égard de l'adhésion turque. C'est le cas de l'Espagnole Loyola de Palacio, commissaire sortante au transport et à l'énergie, ou de la Luxembourgeoise Viviane Reding, à la culture. Dalia Grybauskaitė, la commissaire lituanienne, a quant à elle

souvent répété qu'il faut prendre son temps, digérer le dernier élargissement, puis l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007, avant de songer à intégrer un pays de 70 millions d'habitants, en pleine transition politique, et pauvre.

Autre personnalité plutôt réservée, le commissaire hongrois, Peter Balazs : « On ne peut pas refuser la Turquie, on ne peut pas la prendre non plus sans une transformation profonde de l'Union elle-même », observe-t-il, en ajoutant que « ce sont les conditions posées à la Turquie qui vont compter ».

M. Verheugen espère pour sa part une recommandation « claire et ferme » d'ouverture des pourparlers, « sans conditions ». Il s'interroge toujours sur la position réelle de la plupart de ses collègues. En charge du

commerce, Pascal Lamy ne s'est pas découvert. Il a effectué une visite en Turquie en juillet et « travaille » sur le sujet, selon un de ses collaborateurs, faisant remarquer que « ceux qui se sont exprimés à ce stade sont les plus radicaux ». D'autres commissaires, comme l'Italien Mario Monti (concurrence), attendent les rapports de M. Verheugen pour se forger une opinion définitive. Quant à Jacques Barrot, le commissaire aux politiques régionales, on le dit plutôt favorable, mais il serait partagé entre sa fidélité à Jacques Chirac, qui soutient l'adhésion turque, et son appartenance à l'UMP, opposée à cette perspective.

Malgré les divergences, M. Verheugen et M. Prodi ont bon espoir d'aboutir à une décision consensuelle. Leurs proches n'ex-

cluent pas un vote si les clivages sont insurmontables. M. Bolkestein et M. Fischler « ont exprimé leurs états d'âme sans répondre à la question posée par le Conseil, qui est de savoir si la Turquie remplit les critères politiques définis pour ouvrir les négociations », dit un haut fonctionnaire. Pour M. Verheugen, il ne s'agit plus de s'interroger sur la vocation de la Turquie à rejoindre l'Europe, puisque le pays dispose du statut de candidat depuis 1999, mais de déterminer si les conditions sont réunies pour entamer des négociations. Les Etats membres se prononceront définitivement sur le sujet le 17 décembre, sur la base des rapports et de la recommandation de la Commission.

Philippe Ricard

Ankara, chastened, steps away from adultery law

By Susan Sachs

VAN, Turkey: After suffering a wave of criticism from European Union officials, women's groups, newspaper columnists and finally from its own members, Turkey's governing party abandoned a proposal on Tuesday to criminalize adultery.

But the Justice and Development Party, which has sought for two years to reassure Turks and foreigners that it had no Islamic fundamentalist agenda, may have lost important political goodwill at home and abroad.

"Especially now, when Turkey is doing so much for EU membership, the fact that they're trying to bring in this law raises questions about them," said Gulseren Demir, a caseworker at the Women's Association in Van, in southeastern Turkey.

"To tell you the truth," said a co-worker, Alev Sahar, "we never trusted them."

The proposed adultery law had been debated in the press over the past month, while Parliament was in summer recess, and Prime Minister Tayyip Erdogan had repeatedly said he endorsed it as a way to preserve the family.

pearance. No one stepped forward even to claim ownership.

Party officials said the proposal, once fiercely defended by some deputies, had won few supporters during a closed-door AKP meeting the night before.

"There is general agreement that we will not propose that kind of thing right now," said Reha Denemec, a deputy chairman of the party. "We've got something like 340 different articles to get passed — we did 60 or so in four hours — and it's very important to do these things right now."

During its brief contentious public life, however, the adultery proposal shone an unwanted spotlight on the backgrounds of the AKP leaders. Most are veterans of Welfare, a militantly Islamist party that briefly ruled in a coalition government in the mid-1990s. The army removed it from power in 1997.

Erdogan was a senior Welfare member and Istanbul mayor who was jailed for reciting a poem in public that talked of mosque minarets as barricades. His action has not been forgotten by the powerful military establishment that sees itself as the guardian of Turkey's secular system. But since the AKP

gave accession talks leading to membership.

He has also presided over wholesale changes in the Constitution, a rewrite of the administration law, revisions of the civil code and, now, some hundreds of proposed amendments to the penal code — all to bring the country's laws in conformity with EU standards.

The European Commission in Brussels is expected to decide whether to recommend a date for accession talks at its meeting on Oct. 6. EU leaders are expected to vote on the matter in December.

A number of those leaders have already expressed doubts about whether Turkey, a majority Muslim country, belongs in Europe. In the face of those misgivings, the sudden appearance of the adultery proposal last month brought a sharp warning from Günter Verheugen, the EU's enlargement commissioner.

During a visit to Turkey last week, he said that he bluntly asked Erdogan why the adultery issue was being raised now and warned him that it would undermine his campaign for EU entry.

Suspicion about the AKP intentions has not evaporated, despite its general popularity as a can-do government and its dominance of Turkish politics.

Even its supporters appeared puzzled at the attempt to legislate morality at a time when Turkey has been trying to prove its European credentials.

"It's true that people's suspicions about the AKP were awakened," said Selahaddin Direck, a contractor and businessman in Van who has been an enthusiastic supporter of the party.

While the region is conservative and might have favored outlawing adultery, he added, there was no demand.

"Maybe another time or on another platform, or in another presentation, the issue can be put on the agenda

'Maybe another time, or in another presentation, the issue can be put on the agenda again.'

His party, known by its Turkish acronym AKP, had been expected to introduce it Tuesday when the deputies reconvened to vote on a new penal code.

But by the end of the day, with protesters in the streets and some European officials darkly warning that it smacked of Islamic fundamentalism, the proposed law had not made an ap-

swept to power two years ago after winning almost two-thirds of the seats in Parliament, Erdogan has sidestepped issues that might make the military and rightist nationalists bristle.

Instead, he has shuttled continuously between Turkey and EU countries, vigorously promoting Turkey's bid to be-

again," Direck said. "But at the moment, EU membership is more important than such debates.

"So it was very unfortunate. I don't think there could have been a worse time to introduce such a debate."

Van, a city of about 300,000 on the eastern edge of the largely Kurdish region of southeastern Turkey, is run by the AKP. Traditionally, Kurdish political parties have held sway here, but AKP surprised the country by winning handily in local elections in March, even taking districts that were the strongholds of the Kurdish opposition parties.

Its appeal, said business people and

lawyers here, was partly its conservatism and partly its ability to get things done after years of squabbling coalition governments in Turkey.

Van and the surrounding rural areas also are strongly tribal; men commonly take up to four wives. An estimated 80 percent of women are illiterate.

Women's groups and human rights associations have reported that honor killings — the murder of women who are suspected of dishonoring their families through their sexual conduct — are also common.

Criminalizing adultery could bring more harm to women, according to the

Women's Association. "There is already lots of violence against women," Demir said. "This law would endow the man with even more authority and power, and could increase the number of crimes against women."

A previous adultery law in the criminal code punished a man if it was proved that he had set up housekeeping with a woman or installed her in a house. But it punished a woman simply for having sexual relations with a man other than her husband.

Turkey's highest court ruled that law unconstitutional eight years ago, saying it discriminated against women.

The New York Times

Americans not paying attention to Iraq chaos

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Despite a dramatic flare-up of violence in Iraq that has produced a long list of American military casualties and even longer lists of Iraqi casualties in scores of daily bombings, reaction in the United States seems muted and the Kerry campaign appears to have derived little gain from the issue.

In part, this may reflect the success of administration efforts, led by Vice President Dick Cheney, to convince Americans that the war in Iraq is a war against terrorists, that blood spilled there will ultimately make the United States safer and that there is thus no alternative but to persist.

Televised scenes from Iraq of mounting chaos could change that calculus.

News Analysis But in recent weeks, Americans seem not to have focused on the news from Iraq, appearing more preoccupied with reports on the wave of hurricanes that have threatened Florida.

President George W. Bush on Tuesday addressed a National Guard group in Las Vegas, and paid tribute to those fighting in Iraq and Afghanistan. "In these crucial times," he said, "our commitments are kept by the men and women that wear our uniform."

He did not react directly to the latest paroxysm in Iraq or to suggestions that matters there may be seriously deteriorating.

Earlier, in a rally near Denver, supporters applauded as Bush underlined the notion that action overseas could prevent attacks on the homeland. "We're staying on the offensive," he said. "We'll strike the terrorists abroad so we will not have to face them at home."

Even Bush's Democratic rival,

Senator John Kerry, has not made the issue a centerpiece. He devoted the bulk of a speech Tuesday in Milwaukee to domestic issues like health care and Social Security, where polls show him with greater support than he holds on terror and national security matters.

Things are getting worse," Kerry said about Iraq, in a statement responding to Bush's speech. "It was wrong for America to go it alone, and now every American is paying the price."

Earlier, in a prepared text, Kerry repeated his recent line that "of all George Bush's wrong choices, the most catastrophic choice is the mess he's made in Iraq." Kerry said again that had he been president, "I would have done almost everything differently" there.

But Democrats have had little luck in seeking to separate, in voters' minds, the issue of the fight against terrorism, where Bush enjoys strong backing, from the traumas flowing from the war that he launched in Iraq.

A few months ago, amid intense combat and the prisoner-abuse scandal, Bush and Kerry were running about even in opinion polls on the question of who would better handle the situation in Iraq.

But a Gallup Poll in early September, which followed weeks of negative publicity questioning Kerry's Vietnam War record, showed Bush leading Kerry by 54 percent to 41 percent on that question.

Bush's lead on the question, apparently lifted by the Republican convention in New York, swelled even despite extensive publicity about the 1,000-death milestone among U.S. troops in Iraq.

Analysts, and some administration supporters, noted that the number is still small compared to previous wars. And in a country approaching 300 million people, where soldiers come disproportionately from rural areas and small towns, most Americans do not personally know anyone who has died

in the war.

Surveys show that the Al Qaeda-Iraq link has taken root in many voters' minds. Cheney still asserts such a connection, and Bush less directly suggests one, though the national commission on Sept. 11 terror attacks said it had found evidence only of isolated contacts.

Cheney said Friday that Iraq "had provided sanctuary and support for terrorists in the past" and that "there was a relationship with Al Qaeda."

Kerry's running mate, Senator John Edwards of North Carolina, said Sunday that Cheney was irresponsibly clouding the issue of a supposed link.

"From this day forward, this administration should never suggest that there is" a link, Edwards said. "Vice President Cheney should not say the kinds of things he said Friday, and the president should not mislead the American people by implying there is a connection between the attacks of Sept. 11 and Saddam Hussein."

Bush has, of late, emphasized U.S. efforts to rebuild Iraq and to establish a stable democracy there. He has said that this will not be easy, but glossed over the complexities of how to reach that objective.

"We will stay the course so that they can develop an army and police force of their own so they can defend themselves," Bush said Monday, referring to both Iraq and Afghanistan. "We're going to get — get the job done as quickly as possible, and then our troops will come home with the honor they've earned. And the world will be better off."

Bush strategists have said for months that they do not expect U.S. military deaths to seriously undermine support for the president, so long as the public accepts the underlying rationale for war, considers it winnable and the death toll does not surge dramatically.

International Herald Tribune

La visite de Ghazi al-Yaouar à Bruxelles

Le président irakien exhorte l'Europe à intervenir

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

Un chantage voilé accompagnait la supplique du président intérimaire irakien, Ghazi al-Yaouar, en visite hier à Bruxelles, pour réclamer l'aide « urgente » de l'Europe. « La sécurité en Irak est importante pour tout le monde. Les problèmes sont tels qu'ils affectent tous les pays à l'extérieur de l'Irak », a insisté Ghazi al-Yaouar, à l'issue d'un entretien avec Javier Solana, le chef de la diplomatie de l'Union. Autrement dit : si l'Europe ne s'implique pas davantage dans la sécurisation d'Irak, en vue des élections de l'hiver prochain, il

ne faut pas qu'elle s'offusque de la dégradation de la situation sur le terrain, et notamment des prises d'otages d'Occidentaux.

« Ceux qui font cela ne sont pas des résistants. Ce sont des tueurs de sang-froid. Ils égorgent les êtres humains à la télévision comme des moutons ! » a-

t-il déclaré. Interrogé sur le sort des deux otages français, le président irakien a simplement affirmé : « Nous espérons qu'ils sont en vie mais nous n'en savons rien. »

Au siège de l'Otan, comme auprès de l'Union européenne, il a joué les VRP du gouvernement intérimaire irakien, sans toujours convaincre ses interlocuteurs. Depuis le début de sa tournée en Europe, qui l'a mené de Rome à Berlin, sans passer par

Paris, Ghazi al-Yaouar a rodé son discours. Il sollicite des Européens trois formes d'engagement le plus vite possible : une aide à la formation des policiers et des forces de sécurité armées « en Irak, ou en dehors d'Irak » ; une annulation totale de la dette ; une aide financière substantielle pour assurer la sécurité de l'ONU à Bagdad.

A l'Otan comme au sein de l'Union européenne, ces trois requêtes se heurtent à des obstacles politiques hérités de la crise sur le dossier irakien. Paris et Berlin refusent une annulation totale de la dette irakienne, estimant qu'un tel cadeau serait

injuste vis-à-vis des autres pays endettés et surtout profitable aux entreprises américaines en Irak. En raison de l'opposition

de Jacques Chirac à tout « planté de drapeau bleu » à Bagdad, une aide collective à la formation des policiers ou des militaires n'est envisageable qu'en dehors du territoire Irak, ce qui limite sa portée. Quant au trou de 10 millions de dollars qui empêche d'assurer la protection de l'ONU à Bagdad, il n'est pas prêt d'être rempli par l'Europe.

Conscient du rôle de frein joué par la France dans cette tentative de dialogue avec l'Europe, le président irakien a annulé sa visite, prévue aujourd'hui, au Parlement de Strasbourg. Ce changement de programme n'a pas vraiment déplu à Paris, où l'Irakien a été déclaré persona non grata depuis que Bagdad ose critiquer l'attitude de la France. L'événement conforte la froide ambiance qui règne entre les deux capitales. Ces couacs diplomatiques sur fond de campagne présidentielle américaine augurent mal d'une aide de l'Union comme de l'Otan en Irak.

US debates military strikes on 'nuclear Iran'

Diplomacy on Tehran's atomic programme appears stalled and the merit of air strikes is under discussion, writes Guy Dinmore

The Bush administration's warnings that it will not "tolerate" a nuclear-armed Iran have opened up a lively policy debate in Washington over the merits of military strikes against the Islamic republic's nuclear programme.

Analysts close to the administration say military options are under consideration, but have not reached a level of seriousness that indicate the US is preparing actual action.

When asked, senior officials repeat that President George W. Bush is removing no option from the table - but that he believes the issue can be solved by diplomatic means.

Diplomacy yesterday appeared stalled.

The US and its European allies on the board of the International Atomic Energy Agency continued to wrangle over the wording of a

resolution on Iran which insists it has no intention of using its advanced civilian programme to make a bomb.

Gary Schmitt, executive director of the Project for the New American Century (PNAC), a neo-conservative think-tank, says that with "enough intelligence and spadework", the US could "do a good job" of slowing Iran's programme for a while.

But, he cautions, the Bush administration would need a "game plan" for the aftermath.

That long-term approach is lacking, analysts say, and has floundered in the debate over "regime change".

Asked whether Israel would take military action if the US dithered, Mr Schmitt replied: "Absolutely. No government in Israel will let this pass ultimately."

Tom Donnelly, an analyst with PNAC and the Ameri-

can Enterprise Institute, says that while inflicting military damage is possible, the consequences rule out this option.

If the US started down the military road, it would have to consider going the whole way to invasion and occupation.

"We have to start thinking in terms of a post-nuclear Iran," he said, describing the Europeans as "hopeless" on Iran, and India and China boosting their energy relations with the clerical regime.

Henry Sokolski, head of the Nonproliferation Policy Education Center, says the US and its allies are in a state of denial, that it is too late to stop Iran from getting the bomb. It already has the capacity, he says.

Neither of the US and European options "to bomb or bribe Iran" would succeed and both could make it worse.

Mr Sokolski describes as "highly irresponsible" the idea that the US can let Israel do the job.

The short-term benefits of air strikes would have to be weighed against the costs of a blow to US efforts to foster more moderate Islamic rule in Iran and the Middle East.

The military option is laid out in detail by Globalsecurity.org, a defence think-tank.

"The window of opportunity for disarming strikes against Iran will close in 2005," it warns, as key plants come on stream next year. It says Iran has two dozen suspected nuclear sites.

But it adds that the absence of significant numbers of US stealth aircraft, early warning aircraft and other assets in the region indicate that the US is not actively considering air strike options at the moment.

TURQUIE *Le procès des attentats de novembre 2003*
confirme son implication

Al-Qaida derrière les terroristes d'Istanbul

LE FIGARO JEUDI 16 SEPTEMBRE 2004

Istanbul :
 Marie-Michèle Martinet

Le procès des 69 personnes appelées à comparaître tout au long de cette semaine vient de confirmer ce que les enquêteurs considéraient déjà comme certain : l'implication d'al-Qaida dans les attentats qui, au mois de novembre 2003, à Istanbul, avaient détruit deux synagogues, une banque, ainsi que le consulat de Grande-Bretagne, provoquant un véritable carnage : plus de 60 morts et des centaines de blessés.

Parmi les neuf suspects turcs qui étaient appelés à témoigner pour la première fois, certains ont donné le ton dès leur entrée dans la salle d'audience en faisant le « V » de la victoire. Au moment de prendre la parole, l'un des accusés, Harun Ihlán, a violemment revendiqué son appartenance à la mouvance d'Oussama Ben Laden, se décrivant comme un « combattant d'al-Qaida » et affirmant que la guerre sainte allait continuer parce qu'elle est « éternelle ».

Plus sobrement, un autre in-



Parmi les neuf suspects turcs appelés à témoigner pour la première fois, Harun Ihlán (deuxième à droite) a violemment revendiqué son appartenance à al-Qaida. (Photo Fatih Saribas/Reuters.)

culpé, Adnan Ersoy, a mis en lumière la participation financière de l'organisation, en affirmant qu'une somme de 150 000 dollars avait été allouée par al-Qaida au groupe turc, pour la préparation des attentats auxquels il nie cependant avoir participé. L'argent aurait, selon lui, transité par l'Iran et la Syrie. A propos de la structure de l'orga-

nisation et de son implantation en Turquie, Adnan Ersoy a précisé qu'il n'était pas exact de parler d'une « branche d'al-Qaida en Turquie, mais plutôt de liens d'assistance mutuelle ».

Ces audiences, entamées au printemps puis interrompues par la réforme pénale actuellement soumise au Parlement,

vont se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine. Dans la masse des 69 prévenus, 5 personnes directement impliquées dans les attaques, qui risquaient il y a encore quelques mois la peine de mort, encouront une peine d'emprisonnement à vie.

Un personnage central brille par son absence : Habib Aktas, considéré pourtant comme le cerveau des opérations. On le disait en fuite mais, à en croire une bande vidéo diffusée par les chaînes de télévision, il serait mort la semaine dernière, en Irak, dans un bombardement. Les enquêteurs le considèrent comme le commanditaire de nombreux enlèvements de travailleurs turcs, des chauffeurs routiers pour la plupart, accusés de collaborer avec les forces américaines.

Depuis le mois d'avril, ces enlèvements se succèdent à un rythme accéléré. Après la mort de Murat Yuce, un camionneur exécuté au mois de juillet par ses ravisseurs, la Turquie vient de découvrir avec horreur les images de l'exécution d'un autre otage en août, diffusées lundi sur un site Internet à Dubaï et portant la signature du groupe Taw-

hid wal jihad (« Unification et guerre sainte ») du Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, également lié à la mouvance al-Qaida.

Sans toutefois authentifier l'exécution, le ministère turc des Affaires étrangères a confirmé la disparition de cette nouvelle victime, dont l'ombre plane sur les audiences : de nombreux Turcs ont du mal à croire que ceux qui comparaissent aujourd'hui sont des concitoyens.

Syria looking to appease U.S. with help on Iraq

By John Kifner

BEIRUT: Syria appears to be banking on promises to cooperate with the United States in tightening its border with Iraq against foreign jihadists in order to ease American pressure over its efforts to force neighboring Lebanon to keep Damascus's handpicked president in office past his constitutional limit.

The looming confrontation between the countries — which included an American and French-sponsored United Nations Security Council resolution condemning interference in Lebanon's politics — seemed blunted after William Burns, assistant secretary of state for Near Eastern affairs, swung

through the Middle East on the weekend.

Burns had tough words for the young Syrian president, Bashir al-Assad, when he arrived in Damascus on Saturday. But later, the talk was all about how Syria and the United States would cooperate in trying to close off the 600-kilometer, or 370-mile, border to fighters trying to join the insurgency against the American occupation of Iraq.

"Syria must end its interference in Lebanese internal affairs," Burns said at a news conference in Damascus on Saturday in a prepared statement, according to news agency reports. "The time has come for concrete steps. We stress that what is essential now is genuine

progress not rhetoric."

But a day later, in Cairo, the focus had shifted. "We talked about ways in which we might explore cooperation with regard to Iraq and our concerns about border security as well as the activities of groups operating out of Syrian territory, who threaten our efforts to ensure stability and security in Iraq," said Burns of his meeting with President Assad, according to wire service reports from Cairo.

Asked if there were plans for joint Syrian-American patrols, the wire service accounts said, Burns replied: "We talked about mechanisms through which we can talk about practical ways in which we can help ensure border se-

International Herald Tribune
 September 16, 2004

curity, which is in the mutual interest of Iraqis as well as Syrians."

The Syrian Baath party's newspaper said Wednesday that the meeting between Assad and Burns had led to a "convergence of Syrian-American views on stability in Iraq."

Deputy Secretary of State Richard Armitage struck a similar note Wednesday, saying in an interview with Agence France-Presse during an official visit to Prague that the Americans were working "with Syria to bring closure to that border which will be enormously helpful in scaling down the security risks."

Assad appeared to be pursuing a strategy successfully applied by his father, the longtime Syrian dictator Hafez al-Assad, which allowed Syria to effectively take control of Lebanon in 1990. Back then, the elder Assad supplied a symbolic military detachment to join the American-led coalition against the Iraqi invasion of Kuwait. In return, the Americans turned a blind eye as the Syrian Army crushed the Lebanese Army, ending the 15-year civil war.

The Syrians entered Lebanon in 1975 at the behest of the Christian rightist government of President Suleiman Franjeh, which was fearful of being overwhelmed by Muslim and Palestinian forces. But alliances were shifting and convoluted; the Christians and Syrians became enemies. Since 1990, Syria, while gradually reducing its visible presence — the remaining 20,000 or so troops are mostly in the Bekaa Valley — has called the political shots in Lebanon.

The current crisis began late last month when Syria abruptly ordered first a cabinet meeting, then a special session of Parliament in order to amend the constitution to give its chosen president, Emil Lahoud, three more years after his constitutional six-year term expires in November. The billionaire prime minister, Rafik Harriri, an outspoken enemy of Lahoud, went along with the deal after meeting with Syrian officials.

In the meantime, the United States and France rushed a resolution through the Security Council condemning interference in Lebanon, although not mentioning Syria by name. UN Secretary General Kofi Annan is supposed to deliver a report on compliance by Oct. 3, which could lead to sanctions. Syria and the Lebanese government, in turn, charged the UN resolution was an interference in Lebanon's domestic affairs.

In Lebanon, some of the old civil war divisions were stirred. The 29 deputies in Parliament who voted against the amendment were led by Walid Jumblatt, the Druze chieftain, head of the leftist force back then; their names were printed as an "Honor Roll" on the front page of the An Nahar newspaper.

In recent days, many Christians bitterly celebrated the 22nd anniversary of the assassination of Bachir Gemeyal, the militia leader who allied himself with Israel in the 1982 invasion and was then installed as president.

The New York Times

International Herald Tribune
Thursday, September 16, 2004

3 decapitated bodies found outside Baghdad

Victims likely Iraqis; suicide blast kills 2

By Edward Wong

BAGHDAD: American soldiers discovered the decapitated bodies of three Arab men Wednesday morning along a highway north of Baghdad, while a suicide car bomb exploded at an Iraqi National Guard checkpoint south of the capital, killing two men and wounding 10, American military and Iraqi officials said.

The explosion, in the town of Suwayrah, was part of a sharp spike in violence that has wracked the country since Sunday. It followed two suicide attacks in Baghdad on Tuesday, including one that killed 47 people and injured 114 outside the police headquarters in the capital.

Fighting between American marines and insurgents raged on in the western city of Ramadi, a center of Sunni resistance to the U.S.-led occupation. A health ministry spokesman said 13 people, including two women, died in the clashes, and 17 were wounded.

The American military said a marine died in combat on Tuesday in Anbar province, which contains Ramadi and the virulently anti-American city of Falluja. The death raised to 1,017 the number of American soldiers who have died since the invasion of Iraq in March 2003.

The new wave of attacks by the increasingly sophisticated insurgency is raising doubts about whether the Bush administration and the seemingly powerless Iraqi interim government can hold truly legitimate elections by the end of January.

Soldiers with the First Infantry Division discovered the three headless bodies at about 7:30 a.m. on a highway west of Balad, a town rife with insurgents 50 miles north of Baghdad, said Master Sergeant Robert Powell, a spokesman for the division.

The heads were found "in the vicinity of the bodies," he said, and the soldiers secured the area as a "crime scene." Iraqi police are investigating the killings.

Powell said the victims' identities

had not been established, and added that they were likely to be Iraqi. A reporter for Agence France-Presse who saw the bodies when they were brought to Balad said they were covered with tattoos.

Several militant groups, particularly ones in the Sunni Triangle, have taken to beheading foreign hostages in an effort to frighten those cooperating with American forces and the interim government. Insurgents have taken dozens of foreign Muslims hostage, while at least four Westerners remain in captivity — two Italian women working for a non-profit group and two French journalists.

Though the Italian and French governments have engaged in intense discussions to free the hostages, there has been no word on their whereabouts or condition.

A militant group said this week that it had seized two Australians and two East Asians from Samarra, an insurgent stronghold near Balad. But the Australian foreign office in Canberra said Wednesday that all 225 Australian nationals in Iraq were accounted for, Reuters reported.

In the town of Tal Afar, near the Syrian border to the north, families continued to return to their homes in small numbers after American soldiers began lifting a siege Tuesday. Soldiers invaded the ethnic Turkish town to flush out foreign fighters, military officials have said.

Mahmood Younis Saleh, the director of the main refugee camp in the nearby city of Mosul, said in an interview with an Iraqi reporter for The New York Times that he had about 60,000 people in his camp. Turks and Islamic groups were providing food, he added.

Saleh, a 64-year-old former schoolmaster, said he used to tell his students "to look at the West and try to be like them."

"But the U.S. proved to me that I have wasted all my life in vain," he said. "It proved that it doesn't deserve any respect."

The New York Times

Patrick E. Tyler

Letter from Europe

As Iraq deteriorates, alliance loses its focus

International Herald Tribune
September 17, 2004

LONDON

In the midst of the Paris peace conference of 1919, as the Middle East was being carved into new political entities to supplant the collapsed Ottoman Empire, the British adventurer Gertrude Bell wrote to a friend to express her alarm:

"It's like a nightmare in which you foresee all the horrible things which are going to happen and can't stretch out your hand to prevent them."

Such is the feeling conjured by the bloodletting in Iraq, especially this week with escalating attacks on police stations and recruitment centers, a terrorist car bomb that killed 47 Iraqis, and American counterattacks on Sunni Muslim strongholds with the inevitable toll on civilians.

The horror that many Iraqis are living through was captured by a young Iraqi journalist, one of several who watched American helicopter gunships firing on unarmed civilians on Haifa Street in central Baghdad on



A Briton in Iraq

Sunday. As a crowd gathered around a wounded Bradley fighting vehicle, Ghaith Abdul Ahad described in a dispatch to The Guardian newspaper the heat and shrapnel of rocket fire that sprayed the street

where young men, one by one, wilted slowly on the pavement as if lying down to sleep. By the time the attack ended, "all the people I had shared my shelter with were dead," he wrote. Police counted 13 corpses.

It is only likely to get worse in the months ahead as insurgents hope to incite further violence and chaos in Iraq in hopes of influencing the American presidential election in November and of preventing the first free national elections in Iraq.

"We never thought it would be easy; we do expect an increase in violence as we approach the January elections," Richard Armitage, the American deputy secretary of state, said in Prague.

But as the loss of control seemed to intensify, Western leaders were ever more self-absorbed: isolated from the conflict and, to a growing extent, isolated from one another.

The trans-Atlantic alliance of Britain and the United States that prose-

cutted the war has entered a kind of recess period. Prime Minister Tony Blair's political advisers have sent word to Washington that President George W. Bush is toxic to Blair's hopes to lead his Labour Party into an unprecedented third term in elections next year, so the otherwise close association between the two leaders is in hibernation even as major combat rages.

British forces in southern Iraq have little if nothing to do with the bulk of the fighting, which is taking place in the American zone. Blair would like to keep it that way.

On the domestic front, Blair came back from summer vacation this week and scarcely mentioned Iraq. "I can't apologize for what I think about the world since Sept. 11, or what I have done in the war against this vicious terrorism we face," he told trade unionists gathered in Brighton on Monday. He held forth on global warming on Tuesday, unleashed the debate that banned fox hunting on Wednesday, and on Thursday began three days of scheduled talks with political leaders in Northern Ireland, seeking to end the breakdown of power sharing under the 1998 Good Friday accord.

During the prime minister's regular Wednesday appearance before Parliament for question time, Michael Howard, the Conservative opposition leader, didn't even mention Iraq, hav-

ing tried and failed during the summer to develop a Tory line of attack and having riled the Bush administration for seeming to be less than totally supportive. Instead, Howard on Wednesday demanded to know, in a most emphatic tone, what Blair was doing to improve hospital cleanliness.

The estrangement among Western leaders over Iraq has begun to extend again to Britain's relations with Europe and, according to one senior official here, has more to do with the struggle over who is the leader of Europe than war in Iraq. The rapprochement that was so much on display during the European summitry of May and June between Blair on the one hand and President Jacques Chirac of France and Chancellor Gerhard Schröder of Germany on the other seems to be fraying. The experiment in British-French-German trilateralism in guiding Europe has failed, one British official conceded.

Thus Chirac and Schröder were conspicuous in their exclusion of Blair from the demi-summitry they

have been pursuing to discuss the European governance and the Iraq war, first with President Vladimir Putin of Russia two weeks ago, and this week with José Luis Rodríguez Zapatero, the Spanish prime minister.

In his remarks at the Moncloa Palace outside Madrid, Chirac went straight for Iraq, highlighting the loss of control.

"We have opened a Pandora's box in Iraq that we are unable to close," he said, adding that the situation there is not getting any better. By stating it this way, he raised the question of whether the Anglo-American policy was failing and, if so, who is to blame and what is to be done.

A British official who worked assiduously on postwar Iraq policy bristled, pointing out that the real danger is that with both Chirac and Schröder on the political defensive at home, they will be tempted to exploit deterioration in Iraq for domestic political gain since hammering Bush conforms with the popular mood.

"It may be facile to point to a Pandora's box," he said, "but we've got to give the Iraqi people a chance." That means slogging through some bloody months until Iraqi elections, he added, and "what is coming out of some European leaders is not helping that process."

Fault lines are once again clearly visible within Europe.

And in the end, observed a senior Foreign Office official, "The French, however much schadenfreude they feel over American failure in Iraq, will not in the end see it in their interest for Iraq to turn into a cesspool of terrorism and violence."

Still, there is anything but consensus, and the fault lines are once again clearly visible within Europe and between Europe and the United States. NATO's plans to help train Iraqi security forces inside Iraq have suffered from disagreement and delay. How will NATO troops provide for their own security? What will be the relationship between NATO troops and the American army that runs the multinational force? And, should NATO even risk a possible Muslim backlash against its forces by entering Iraq in the first place? The once-strong sense that the Western alliance was coming back together over Iraq seems deflated by second thoughts.

la Croix

Vendredi 17 septembre 2004

En Irak, les camionneurs gagnent le salaire de la peur

● Les routes sont devenues très dangereuses en Irak ● Le pays est de moins en moins contrôlé par les forces américaines qui se cantonnent dans des enclaves d'où elles mènent des offensives sanglantes ● Confrontés à une insécurité qui fait fuir les investisseurs, les États-Unis réduisent leur aide à la reconstruction



Après une attaque près de Baqouba, à 60 km de Bagdad, en juillet. Une cinquantaine de camionneurs ont été enlevés ces trois derniers mois puis libérés.

BAGDAD

De notre correspondant

Hassan Al Yaoui et Ahmed Labed viennent d'arriver à Bagdad et, comme de coutume, ils ont rangé leurs camions dans un des parkings du quartier d'Amriya, la plus grande aire de transit de la capitale. Ces deux chauffeurs syriens, originaires d'Alep, sirotent un thé en attendant l'arrivée des représentants de l'entreprise irakienne qui a commandé leur cargaison de canettes de boissons gazeuses. «Le thé, c'est bien la seule chose de bon encore, ici en Irak, avoue Hassan Al Yaoui, soulagé d'être arrivé à bon port après soixante-douze heures de route. Entre les tracasseries de la bureaucratie à la frontière, les routes bloquées par les Américains et les attaques sur la route, tu peux mettre une semaine pour faire les 1500 kilomètres de trajet. Et c'est de pire en pire. Avant les ennuis commençaient du côté de Ramadi (NDLR: 110 km à l'ouest de Bagdad) maintenant c'est à Rotba, près de la frontière. L'Irak est un pays sans loi et nous n'avons pas le droit de porter des armes. Attaquer les camions étrangers est devenu le métier le plus lucratif pour les Irakiens.»

Métier à haut risque donc pour ces routiers, devenus la cible principale des bandes armées de la guérilla, lesquelles exigent ensuite l'arrêt de toute activité ou collaboration en Irak des entreprises ou gouvernements concernés par la prise d'otages. Leur stratégie est d'isoler économiquement et politiquement le nouvel État irakien. L'économie locale dépend totalement du transport routier, faute de réseau ferroviaire et aérien en Irak.

Cent vingt mille camions ont ainsi, en seize mois, franchi la frontière jordanienne pour l'Irak, où affluent aussi de nombreux poids lourds des autres pays frontaliers. Et au moins une cinquantaine

de camionneurs, essentiellement des Turcs et des Jordaniens, ont été enlevés ces trois derniers mois puis libérés après que les ravisseurs ont obtenu gain de cause. Dans le cas contraire, ces derniers savent se montrer implacables. Au moins trois chauffeurs ont été exécutés. Mais pour Hassan, cette guérilla n'est qu'une «armée de bandits».

«La résistance est un prétexte, confie-t-il. Ce sont simplement des pilliers. Au moins vingt de mes collègues à Alep ont eu des problèmes. Ces voleurs leur disent qu'ils doivent financer la guérilla. Des mensonges. Pourquoi s'en prendre aux Syriens? Aucun de nous n'a jamais livré une seule marchandise aux Américains.»

À peine débarqués, Hassan et Ahmad se sont inquiétés du sort d'un de leurs collègues, Abdel Razzeq, disparu lors d'un précédent voyage. L'histoire rocambolesque de ce camionneur est à l'image de la situation chaotique régnant en Irak. «Comme à notre habitude, par mesure de sécurité, nous roulions en convoi de cinq à six camions, se souvient Ahmad. Il était le dernier de la file lorsqu'il a été attaqué au niveau d'Abou Ghraïb, à 30 km de Bagdad. Les voleurs ont détaché la remorque du tracteur. La marchandise a été pillée par les habitants et les voleurs ont emporté le camion.»

Le fait divers, jusque-là classique, se complique ensuite. Abdel Razzeq a rejoint Bagdad en attendant l'arrivée d'un médiateur pour négocier la restitution du camion. «Cela se passe toujours comme ça, témoigne Ahmad. Il faut ensuite marchander. Entre 5000 et 10000 dollars. Abdel Razzeq est reparti à Abou Ghraïb avec le négociateur pour rencontrer les voleurs mais ils ont été arrêtés à un barrage américain. Abdel Razzeq, qui n'avait pas ses papiers, son passeport étant avec le camion, a été

emprisonné à Abou Ghraïb. Son patron, en Syrie, essaie de le sortir de là mais c'est difficile. Pour les Américains, les Syriens sont tous des terroristes.»

Toujours selon Ahmad, l'employeur d'Abdel Razzeq, un petit artisan qui possède deux poids lourds, a décidé d'arrêter de convoier des marchandises en Irak. Comme de nombreux transporteurs syriens. Le grand parc à camions d'Hamriya est d'ailleurs moitié moins rempli que début juillet.

«Mon patron, lui, continue tant que je ne rencontre pas de problème, explique Ahmad, 52 ans, époux de deux femmes et père de 20 enfants. Il ne possède qu'un seul camion et l'Irak est son seul client depuis l'embargo. Et moi je suis obligé de suivre. Il n'y a pas de travail en Syrie.» En dépit des risques, son salaire mensuel n'a pas évolué: 200 dollars (environ 167 €) par mois pour trois voyages en Irak. Sa prime de résultat a en revanche triplé, passant de 50 à 150 dollars.

Thamer Khawaja, de Damas, se considère lui comme un privilégié car il travaille pour un gros transporteur acheminant du ciment. «Mon salaire a doublé, de 300 à 600 dollars. C'est pour ça que je viens encore.» À 52 ans, Thamer, un vieux de la vieille, reste néanmoins philosophe. «Quand je roulais en Russie dans les années 1990, on était sans cesse racketté. Je préfère finalement l'Irak. C'est plus simple de traiter avec des Arabes et mon vieux camion n'intéresse personne. Mais une chose est sûre, si j'étais Jordanien, je ne m'aventurerais plus en Irak. Ils sont trop surveillés par la résistance.»

Hassan Dhiabat, de Khomsa en Jordanie, peut en témoigner. Chacun de ses voyages est en effet le prétexte à, au moins, un arrêt forcé. «Il y a deux semaines, j'ai été capturé à deux reprises, à Hit puis à Therthar, entre Ramadi et Falloudja. À Hit, les résistants m'ont gardé toute la nuit en attendant leur cheikh. Certains voulaient me tuer, d'autres

●●● voulaient voler le camion. Quand le cheikh est arrivé, ils m'ont finalement relâché contre 100 dollars. Et à Therthar, ils m'ont frappé en me traitant d'espion des Américains et d'Israël. Pourquoi? Je ne fais que transporter des médicaments pour le peuple irakien.»

Rencontré fin juillet à Falloudja, fief de la guérilla sunnite à 50 km à l'ouest de Bagdad, Jamal, directeur d'école primaire dans le civil et moudjahidin, prétend-il, à ses heures perdues, assure ne s'en prendre qu'aux camionneurs qui livrent l'armée américaine. La technique pour appréhender les poids lourds est invariable. À bord de véhicules puissants, les hommes armés intiment aux chauffeurs l'ordre de stopper sur le bas-côté.

Les prises ne seraient pas toujours la conséquence du hasard. «Souvent, on est renseigné au téléphone par les nôtres dès leur départ en Jordanie, explique Jamal. Quand un chauffeur touche le double pour un voyage, par

exemple 2000 dollars, c'est sûr qu'il liure les Américains.»

À l'époque, Jamal avait la dent dure à l'égard des Jordaniens. «Tous des traîtres de la nation arabe, avait-il lâché. Viendra un jour où on sera sans pitié pour eux s'ils continuent à travailler avec les Américains.» L'augure est, aujourd'hui, d'actualité. Des combattants de l'Armée islamique en Irak, groupe armé qui détient aussi les deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, viennent de menacer de mort tous les routiers jordaniens. Le communiqué épargne en revanche les chauffeurs syriens «en reconnaissance du refus de la Syrie de permettre aux marchandises provenant d'Israël d'être acheminées en Irak.» Ce «sauf-conduit» ne rassure pas cependant pas Hassan Al Yaoui. «Quand je rentre en Irak, je me compte pour mort. Et quand je reviens dans mon pays, c'est comme si je naissais à nouveau.»

JEAN-PHILIPPE HAMON



► Des zones entières du pays échappent désormais au contrôle du gouvernement et de l'armée américaine

Les «insurgés» gagnent du terrain face aux Américains

Les Américains les appellent «les enclaves d'insurgés». Ce sont des rues, des quartiers, des bourgades entières passées aux mains des combattants irakiens. Au début de l'année, des officiers de l'armée américaine estimaient à 5 000 le nombre des insurgés. Aujourd'hui, publiquement, ils estiment ce nombre à 12 000 et, en privé, à 20 000. L'un des groupes les plus actifs est celui dirigé par le Jordanien Abou Mousa Al Zarqaoui accusé d'avoir commandité un grand nombre d'assassinats, d'attentats et de kidnappings.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les militaires américains et le gouvernement irakien ont perdu le contrôle de plusieurs zones ou régions à travers le pays (voir carte ci-dessus): Falloudjah et Ramadi, à l'ouest de Bagdad; au cœur du pays sunnite, des quartiers entiers de la capitale comme celui de Medinat Al-Sadr, où vivent près de 2 millions d'Irakiens chiïtes, Karbala et Nadjaf, au sud.

Les autorités redoutent particulièrement que des quartiers entiers de Bagdad ne soient gagnés par la contagion. «Les insurgés n'opèrent plus seulement dans des zones qui leur sont acquises. Ils sont très bien connectés, coopèrent avec d'autres groupes d'opposants et aussi des gangs», indique un membre du gouvernement. Les violents combats relevant d'une véritable guérilla urbaine qui se

sont produits dimanche dernier dans la rue Haïfa, à Bagdad, le font craindre. C'était un quartier auparavant fréquenté par les personnalités de l'ancien régime et où la plupart des habitants sont toujours sympathisants de Saddam Hussein.

Le gouvernement, aidé des Américains, a tenté de contenir les insurgés dans leur zone. En vain. Ainsi, lorsque les troupes

Les tentatives pour «casser» la rébellion, en invitant d'anciens baasistes à rejoindre

américaines se sont retirées de la ville de Samarra, au nord de Bagdad, des rebelles venus de Falloudjah s'y sont installés, tirant

les rangs de la société, n'ont pas eu beaucoup d'écho jusqu'à présent.

des rafales en l'air et menaçant les chefs de tribus.

Dans Ramadi, capitale de la province de l'Anbar (ouest de Bagdad), les ministres du gouvernement local se terrent. La violence est telle que le nouveau gouverneur, mis en place par le gouvernement central, a demandé aux soldats américains de ne pas lui rendre visite à son bureau, de peur d'être «étiqueté» collaborateur.

Au sud, région dominée par les chiïtes, dont les milices du leader radical, Moqtada Al Sadr, la situation n'est pas meilleure. Les Américains sont cantonnés hors de Nadjaf et de Karbala. Les militaires n'ont pas désarmé contrairement à l'accord signé fin août au retour en Irak de l'ayatollah Ali Sistani, qui devait mettre fin au siège du mausolée d'Ali.

À Bagdad, les forces américaines et les membres du gouvernement sont retranchés dans la «zone verte», appelée aussi «bulle», un périmètre immense

en pleine ville, englobant l'ancien complexe présidentiel de Saddam Hussein, protégé par des checks points, des militaires armés jusqu'aux dents. Le président Ghazi Al Yaouar a dû reconnaître, lors de son déplacement à Bruxelles, mercredi, que les «terroristes» avaient «augmenté leurs activités récemment». «Nous nous efforçons de mettre en place la démocratie. Nous nous acheminons vers des élections en janvier, si Dieu le veut», a-t-il expliqué.

Les tentatives pour «casser» la rébellion, en invitant d'anciens baasistes n'ayant pas commis de crimes sous Saddam Hussein à rejoindre les rangs de la société irakienne, en les réintégrant, par exemple, dans les forces de police, n'ont pas eu beaucoup d'écho jusqu'à présent. Le gouvernement essaie maintenant de calmer la guérilla en promettant d'accélérer la reconstruction dans les zones sinistrées, comme Falloudjah ou Médinat Al-Sadr.

Alors que des élections sont prévues pour le mois de janvier, le général Thomas Metz, numéro deux de l'armée américaine en Irak, aurait lui-même admis que la situation n'était pas assez sûre pour les organiser.

AGNÈS ROTIVEL

Germans oppose Turkey's EU entry Christian Democrats propose 'third way' to benefit all parties

By Judy Dempsey

BERLIN: Germany's opposition Christian Democrats say they do not want Turkey to be offered automatic and full membership of the European Union when accession negotiations start, fearing it could overstretch the EU and even lead to its collapse.

Instead, Angela Merkel, the leader of the Christian Democratic Union, or CDU, wants the EU to offer Turkey "a privileged partnership" that would fall short of full membership but still give the country substantial benefits. The Christian Social Union, or CSU, the CDU's sister party in Bavaria, is also behind the proposal.

The proposal, sent in a letter to governing conservative parties in the EU, is an attempt to influence the December summit meeting at which EU leaders are expected to agree on a date to begin accession negotiations with Turkey.

EU diplomats said that decision would be based on a report published next month by the European Commission that would spell out the reforms Turkey still has to implement to be considered for membership, and indeed whether the country has met the criteria for starting accession negotiations. The criteria include the existence of a functioning market economy, the rule of law and a respect for human and civil rights.

The CDU's Matthias Wissmann, who is the chairman of the German Parliament's European Union affairs committee and a close ally of Merkel's, said that the privileged partnership would be "a third way, between offering nothing to Turkey or full membership" that would give Turkey many advantages.

"We could support Turkey in all sorts of ways, from trade to education," said Wissmann. "I want to make clear that neither I nor Merkel are using religion or culture in this partnership idea."

Wissmann said his main concern was

the effects further expansion of the EU would have on the fabric of the institutions themselves.

"The question is about imperial overstretch. Do we overstretch the political, cultural and economic aspect of the EU in a way that we will kill it without meaning to?" he added.

But Prime Minister Tony Blair of Britain and his German counterpart, Chancellor Gerhard Schröder, have publicly

'I want to make clear that neither I nor Merkel are using religion or culture in this partnership idea.'

thrown their support behind not only the start of negotiations but also full Turkish membership. They want the talks to start as soon as possible once EU leaders give the go-ahead.

Despite this strong backing for Turkey, the letter by Merkel, who has repeatedly voiced her opposition to Turkey becoming a member of the 25-member EU, is likely to sharpen the debate at a time when the public in Germany, Austria and the Netherlands is skeptical about including a large, secular Muslim country.

In her letter, quoted by the Die Welt newspaper, Merkel insisted the "privileged partnership" did not mean a rejection of Turkey. "On the contrary, it emphasizes the special character of the partnership," she wrote.

Wissmann and Karl Theodor von und zu Guttenberg, a CSU member who also sits on the Parliament's foreign affairs committee, are the originators of the privileged partnership idea.

"We are realistic enough to know that accession talks with Turkey will begin,"

von Guttenberg said in an interview. "However, when they do begin, we want the chance to offer a privileged partnership. This concept should be on the table and should be part of the negotiating process."

Von Guttenberg said the partnership principle had three elements. Firstly, it would look at what kind of relationship the EU's institutions, such as the commission, its executive arm, and the council that represents the member states would have with Turkey. The second element would cover a wide range of issues, spanning agriculture and trade to immigration. The third element would focus on security issues, particularly whether Turkey could join the EU's common foreign policy and the its security and defense policy. If Turkey did, it would boost Europe's defense capabilities.

Merkel, however, still has to win over all CDU members. Volker Rühle, a former defense minister, said Thursday in an interview with Bild Zeitung that Turkey should be a member of the EU "for strategic and security reasons" and meeting the criteria as well. Rühle's supporters said Merkel was using Turkey for "tactical reasons."

International Herald Tribune

International Herald Tribune
September 17, 2004

Why Europe must say yes to Turkey

The EU faces a momentous decision



SHOULD the European Union open membership talks with Turkey? The question sounds bland, even technical—and yet the answer will be both controversial and momentous. Turkey is already in all the other big European organisations, from

the Council of Europe to NATO. So long as it fulfils the Union's usual membership criteria, there might seem little reason not to take it. After all, this club has just let in a motley crew of mostly ex-communist countries from central Europe.

Yet Turkey is different from these, in four key respects. It is very large; it is very poor; not all of it is in Europe; and it is Muslim. In the past, it has suffered from plenty of failings, ranging from political and economic instability, to the interfering role of its army, to a record of human-rights abuses. These made it easy for the Europeans to fob off previous Turkish bids to join. But over the past two years, the government of Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development party has enacted a swathe of reforms, in the hope of meeting the "Copenhagen criteria" that govern eligibility to join the EU.

In two weeks' time the European Commission will publish its assessment of whether Turkey has done enough. Barring a last-minute hiccup—such as almost happened this week, until a plan to criminalise adultery was shelved at the last minute—it is expected to recommend that entry talks should start soon, meaning early next year. In December, EU leaders must decide at a summit meeting if they agree (see pages 32-34).

Risk and reward

Plainly a decision to negotiate Turkey's entry entails risks for the EU. Start with its size. Turkey already has 71m people. If it joins the EU, within 15 years it will overtake Germany as the biggest member, with the heaviest voting weight in Brussels and the largest national block in the European Parliament. Yet even then it will have only 15% of the total EU population, and it will be just one of 28 or 30 countries—hardly a position from which to dominate decision-making. There is no logic to barring a country because it is big; indeed, it could be argued that the EU suffers from the smallness of many present members.

Poverty is harder. Turkey's GDP per head is only 29% of the EU25 average, way below all existing members. Over a third of its people work on the land. The prospect of having to make huge transfers to Turkey already makes Europe's finance ministers blanch. The risk that waves of poor Turks might migrate westwards does the same to interior ministers. Yet even if entry talks start next year, Turkey is unlikely to join for at least ten years. There will be a long transition period before labour moves freely. For their part, the Turks say they are not looking for copious hand-outs: they want foreign investment.

Next is the question of whether Turkey is even in Europe. The EU's treaties are vague on the Union's physical boundaries. But nobody disputes that a chunk of Turkey, including its biggest city, Istanbul, lies on the European continent. Most of Cyprus, which has just joined the EU, is east of Ankara, Tur-

key's capital. In any case, Brussels conceded as far back as 1963 that Turkey was sufficiently European to be a candidate one day. It cannot now go back on grounds of geography.

Which leaves the fourth and biggest worry of all: Islam. The European Union is not a Christian club. Already as many as 12m EU citizens are Muslim, and the Union's founding articles include respect for religious freedom. The religious argument against admitting Turkey rests on two other propositions. One is that Islam is, by its very nature, incompatible with a secular, liberal democracy. The other is that Islamic fundamentalism is on the rise in the Muslim world, including Turkey. This is not a case of equating Islam with support for Osama bin Laden. But the two propositions still make many Europeans hostile to Turkey's plan to join their Union.

Yet ever since Ataturk, successive Turkish governments have been fiercely secular. The only other European country that is as rigorous over enforcing a separation of church and state is France; not coincidentally, these are the only two countries that ban the Islamic headscarf in public schools. As for Turkey's democratic credentials, although they may have been tarnished in the past, they now look stronger than those of some countries that have just joined the EU. The media are free and lively; parliament has noisy and open debates; Mr Erdogan's party was elected by a thumping majority in 2002, and is expected to be re-elected in two years' time.

There is no denying that the party has Islamist roots, however. Mr Erdogan himself was once imprisoned for reciting an Islamist poem in public, an act deemed to incite religious hatred. His government has also promoted some Islamist measures, including its failed attempt to relax restrictions on religious schools, and now its abortive plan to criminalise adultery. The EU is right to fret about these. But such measures themselves are mild compared, say, with the condition of Ireland when it joined in the 1970s. The Catholic Church then held sway over most of Irish public life, keeping such things as contraception, abortion and divorce all illegal.

Islamophobia

It is impossible to demonstrate *a priori* that Islam is compatible with liberal democracy. But Turkey is as good a test-case as any with which to prove the point. Indeed, it is precisely in order to encourage Turks (and other Muslims) to buy into liberal democracy that Turkey must be given the benefit of the doubt, and offered EU membership talks. If the Turks move backwards, whether on human rights or on religious fundamentalism, they can always be shown the door again.

The ramifications stretch far beyond Turkey. America and its allies are seeking to foster liberal democracy in the Middle East. In the post-September 11th world, a no to Turkey could have catastrophic consequences. If the EU were to turn its back on Turkey now, not only might Turkey's own reforms be under threat, but it would be widely interpreted in the Muslim world as a blow against all Islam. Conversely, if Turkey becomes part of the European club, it would serve as a beacon to other Muslim countries that are treading, ever so warily, down the path to freedom and democracy. ■

Special report Turkey and the EU

The Economist September 18th 2004



The impossibility of saying no

ANKARA AND ISTANBUL

Many European governments dislike the idea of Turkey joining the European Union—but they are still likely to agree in December to open membership talks

THIS is a tale of two countries that want to join the European Union. The first has been a stalwart member of NATO for over 50 years. It has a flourishing democracy, a lively free press and a stable government with a big parliamentary majority. Although most of its people are deeply religious, it is fiercely secular. Its economy is booming: over the past two years, GDP has grown by an annual average of 8.4%, and inflation has fallen by three-quarters, close to single figures. Unlike the current EU, it has a young and growing population. Its biggest city was a cradle of Christian (and European) civilisation. It sounds, in short, like a shoo-in for the EU.

The second country is quite different. It lies mostly in Asia, and it borders such troublesome places as Iraq, Syria and Iran. Its economy has been a basket-case for decades, its currency has been repeatedly devalued, many of its banks are ailing and it is one of the largest debtors to the IMF. It is far poorer than even the poorest of the ten countries that joined the EU in May. It has a history of military coups. Its dreadful human-rights record and its torture of prisoners are well documented. Its people are overwhelmingly Muslim, and it could soon be the EU's biggest member by population. In short, the EU should not touch it with a bargepole.

The question of which country the EU should admit is, of course, a trick one. For these are not two countries, but one: Turkey. This year the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has become a familiar figure round Europe, pressing the case for starting membership talks. Now the moment of truth is at hand. In two weeks' time, the European Commission will publish its verdict on Turkey's readiness. And in December EU leaders must decide whether to say yes, and fix a date next year for the start of negotiations.

That it is possible, in our tale of two countries, to depict Turkey in such diametrically opposed ways shows why it presents such a poser for the EU. No other country's putative membership arouses such passions. It was a big issue in last June's European elections. This month, fresh controversy has broken out over a Turkish government proposal to criminalise adultery, which was hastily dropped after an outcry around Europe.

Several European commissioners have spoken out against Turkey's aspirations. Franz Fischler, the (Austrian) agriculture commissioner, has said that Turkey is more oriental than European. Frits Bolkestein, the (Dutch) single-market commissioner, declared that Turkish entry would mean that 1683 (when Turkish troops were

thrown back from the gates of Vienna) would have been in vain. And Valéry Giscard d'Estaing, a former French president, has said that Turkish entry would mean the end of Europe.

The question of Turkish membership of the European club has been around for four decades. Turkey was the second country to sign a European association agreement, normally seen as a prelude to membership, as long ago as 1963. It formally applied for membership only in 1987. The European Commission recommended against that application in 1989, but it remained on the table. Throughout the 1990s, even as they prepared to take in the eight central European countries that joined in May, European leaders trod gingerly around Turkey's hopes, though in 1996 an EU-Turkey customs union was formed. In 1997 an EU summit pointedly left the country off its list of candidates.

This evasiveness irritated the Turks. Turkish politicians continued to insist on the country's European vocation. Turkish generals began to mutter that they might have done better in Brussels had they spent 40 years in the Warsaw Pact, not NATO. Yet the truth is that Turkey's instability in the 1990s, culminating in the "soft coup" that ousted a mildly Islamist party from government in 1997, made talk of EU membership moot. So did its succession of economic crises, leading to near-default and an IMF bail-out in 2001. Turkey's brutal war on Kurdish PKK terrorists in the south-east, and its repeated human-rights violations, also disqualified it.

It was not until 1999 that an EU summit in Helsinki formally accepted Turkey as a candidate. In 2002 EU leaders went further, declaring that if, in December 2004, ▶▶

► Turkey satisfied their "Copenhagen criteria", they would fix a date for opening negotiations. These criteria include having stable institutions that guarantee democracy, the rule of law, human rights and respect for minorities, a functioning market economy, the capacity to cope with competition within the EU and the ability to take on the obligations of membership.

The Justice and Development party, a mildly Islamist-leaning party that took office in November 2002 (though Mr Erdogan became prime minister only in March 2003), has pushed through a string of reforms to meet the Copenhagen criteria. So much so that few expect the European Commission to say no this time—although it could say "yes, but". It has become equally hard to see how the December EU summit can avoid offering a date, probably mid-2005, for the opening of entry talks.

Good marks and bad

How has Turkey got this far? The economy has stabilised after the horrors of 2001, thanks mainly to the IMF, but also to the economic policies of the Erdogan government. There are rocks ahead: the current-account deficit remains large, and Turkey's huge debt needs constant refinancing. Foreign investment remains feeble: last year Turkey took in a mere \$1 billion, one-fifth of what went to Hungary. But fiscal policy is tight, and inflation is under control.

On the political front, the Erdogan government has used its thumping parliamentary majority to push through a series of substantial reforms, including three big packets of constitutional change. Civilian control of the army, and over its budget, has been reasserted. The notorious state security courts have been scrapped. The judiciary is undergoing reform. Efforts have been made to improve human rights. The death penalty has been abolished.

Progress in Turkey's largely Kurdish south-east has been remarkable. The war with the PKK (now renamed Kongra-Gel) had already subsided after the capture of the PKK leader, Abdullah Ocalan, in 1999. Earlier this year teaching in the Kurdish language, once proscribed, was permitted. In June Turkish state television began broadcasting in Kurdish for the first time. And a Turkish court freed Leyla Zana and three fellow Kurdish parliamentarians, who had languished in jail since 1994.

Mr Erdogan's culminating achievement has been to place Turkey on the moral high ground over Cyprus. Ever since 1974, Turkey and the Turkish-Cypriots have been seen as the main obstacle to a peace settlement. The Turkish army wanted to hang on to northern Cyprus for strategic reasons; the veteran Turkish-Cypriot leader, Rauf Denktaş, resisted all plans to reunite the island. So the EU decided it would in extremis admit the Greek-Cypriot republic on its own. But as the en-

largement date of May 1st approached, one more chance was seized to revive a United Nations plan for a re-unified Cyprus, which was put to the vote in both parts of the island in April. Thanks partly to deft footwork by Mr Erdogan, the Turkish-Cypriots voted yes; this time it was the Greek-Cypriots who said no. That switch of role means that the Cyprus issue, long an obstacle to Turkish membership, is now an argument in favour.

Many people argue that these changes are not enough. The economy remains fragile. Human rights need more protection. A new penal code that has just been put to parliament includes positive measures such as tougher penalties for torturers. But, despite the climb-down over adultery, it does not improve women's rights much: for example, it is still not severe enough on "honour" killings.

On the Kurdish question, Kongra-Gel declared its ceasefire over on June 1st, because the government refuses to accept an amnesty for rebels. Some 35 soldiers and more than 70 guerrillas have since been killed. There is still local opposition to Kurdish rights. One school that planned to teach in Kurdish fell foul of a regulation about door widths. Troops have been turfed Kurds out of their homes again.

Religious freedom also remains circumscribed in Turkey. It is mysteriously hard to open a new Christian church. And the Greek Orthodox seminary on the island of Halki remains shut down. This means that no new orthodox preachers are being trained, even though the ecumenical patriarch is based in Istanbul.

Despite such failings, Günter Verheugen, the European commissioner for enlargement, who visited Ankara last week, is pleased with Turkey's progress. He has promised to treat Turkey in the same way

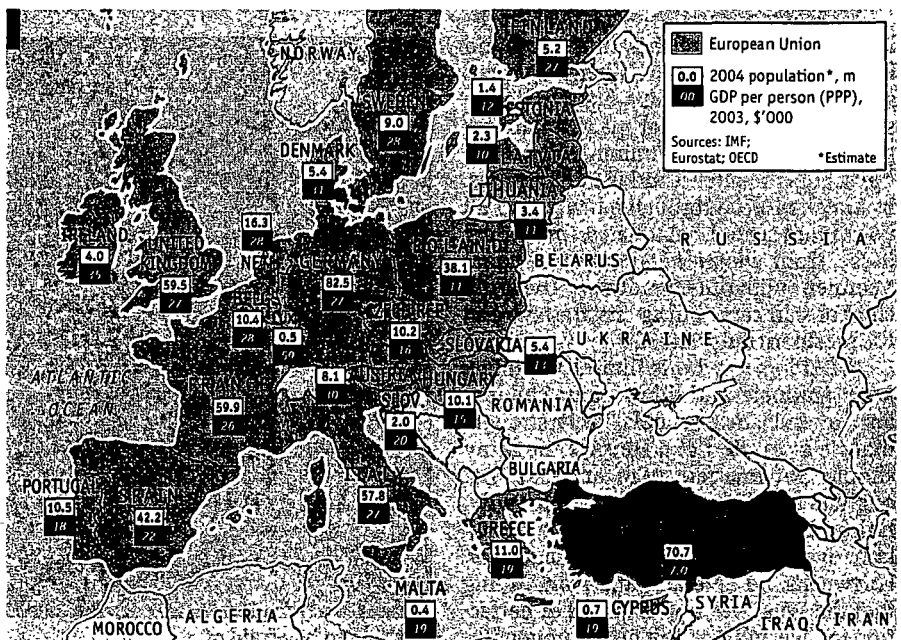
as all other applicants, though he has placed particular stress on implementation. It is one thing for a government to pass new laws; it is quite another for practice in local police stations, barracks and courtrooms to change.

Mr Erdogan concedes that "implementation is key". He also insists that his programme of reforms will continue even if EU leaders say no in December—he jokes that he would rename the criteria after Ankara, not Copenhagen. His foreign minister, Abdullah Gul, agrees that reforms are anyway needed to make Turkey a modern democratic state. He too stresses implementation, citing the example of torture, where the aim of zero tolerance will take time to achieve. But he insists that the EU must not apply double standards to Turkey. Other applicants with implementation problems have been deemed ready to start talks, and nobody expects Turkey actually to join the EU for at least ten years.

Unwritten criteria

If the decision in December were based solely on the Copenhagen criteria, it would be hard to say no. Indeed, in its economic, political and judicial reforms, Turkey is in many ways ahead of Romania, which is hoping to join in 2007. But this being Turkey, other factors come into play.

For the Europeans, most of these factors are negative. The easiest to dispose of is the claim that Turkey is not in Europe. At the north end of the bridge across the Bosphorus a sign welcomes drivers to Europe. But most geographers would say that one-tenth of the country's land-mass is already in Europe, as is most of its biggest city. Cyprus, which has joined the EU, lies to the east of Turkey's main population centres. In the 19th century, Turkey was a European power (Nicholas I of Russia dubbed it the ►►



sick man of Europe, not of Asia). Anyway, the EU has accepted Turkey's candidacy—and its geography has not changed.

Then there is size. This is not a criterion for EU membership. Indeed, Turkey could re-balance a club that has become skewed to the small. The EU, which began with three big and three small countries, now has six big and 19 small. The addition of Turkey, after Bulgaria, Romania and Croatia, would make it seven big and 22 small.

What really bothers existing members is that Turkey, which has 71m inhabitants and is growing, would be the biggest EU country, overtaking Germany in roughly 2020. Even so, its population would still be only about 15% of the EU total. Under the "double-majority" voting system in the draft EU constitution, it would have a weight equivalent to 14% of the total. That compares with Germany's weight, in an EU of 25, of 18%.

Turkey's poverty could pose other problems. One-third of the population is engaged in farming, which would be a big challenge for the EU's common agricultural policy. That, and its poverty, might mean big budgetary transfers from Brussels for many years—although most Turks say they are more interested in attracting foreign investment than in EU handouts.

But the biggest issue of all is Islam. Few people now insist that the EU is a Christian club, but the feeling that it should be is widespread, especially among Christian Democratic parties. September 11th, Iraq and the war on terror have all focused renewed attention on whether the EU is right to consider admitting a Muslim country. The arrival of the Justice and Development Party in government, so beneficial to Turkey's EU prospects in other ways, has not helped in this respect, for even within Turkey many suspect it of having a covertly Islamist agenda.

Mr Erdogan roundly rejects the label Islamist, yet his party has Islamist roots and its actions sometimes challenge Turkey's secularism. Mr Erdogan's first controversial target was rules that make it hard for graduates of religious training (*imam hatip*) schools to attend Turkish universities. In May he forced through a law giving all vocational-school graduates, including those from *imam hatip* schools, equal treatment with other graduates. The army chief of staff came out against the law, and the president duly vetoed it.

Mr Erdogan, who is himself an *imam hatip* graduate and whose four children also attend such schools, feels strongly that he is in the right. He says the army should not interfere with an issue that ought to be left to parliament; yet for now, he has dropped the law. He has acted similarly over the criminalisation of adultery. For weeks, he defended the plan, saying that the West was not "a model of perfection for everything". But he has now with-

drawn the idea in the face of fierce protests.

The suggestion that Turkey could be kept out of the EU simply because of its religion is not really tenable. This is not least because the Union already has 12.5m Muslims, and two other potential candidates for membership—Albania and Bosnia—are partly or wholly Muslim. It is also because, in a broader sense, Islam can be read not as a negative, but a positive for Turkish entry.

Ever since September 11th, the West has been anxious to avoid a "clash of civilisations", and to show that democracy and liberal economics are compatible with Islam. One of the best ways to do this would be to admit Turkey to the EU. As one EU foreign minister puts it: "letting Turkey in would be like D-Day in the war on terror". By the same token, a no to Turkey would antagonise other Muslim countries, especially in the Arab world, who would see it as a slap in the face delivered by the West against Islam.

The naysayers

Despite these arguments, a strong body of opinion in Europe is against Turkish membership. The most negative attitudes are to be found in France, Germany, the Netherlands and Austria. Besides fretting about Islam, these countries worry about possible migration from Turkey and about cost.

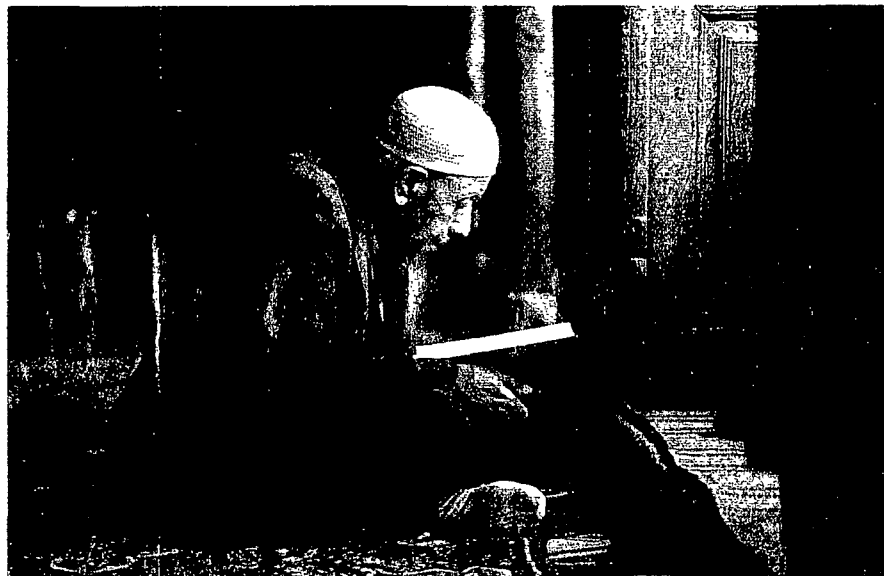
In France, President Jacques Chirac's UMP party has come out against Turkish membership, though Mr Chirac has said he is in favour. In Germany the opposition Christian Democrats (CDU) and their allies in the Christian Socialist Union are against. The CDU leader, Angela Merkel, visited Ankara earlier this year and offered Turkey a special associate status instead of full membership. Mr Erdogan is not interested in any such status. In any case the Social Democratic chancellor, Gerhard Schröder, has come out for Turkish entry.

So have most other EU governments, even the Dutch.

Until a few years ago, Greece was seen as an insuperable opponent of Turkish membership. But after the rapprochement that followed the earthquakes in Turkey and Greece in 1999, that has turned round: Greece is now a strong supporter of Turkey's EU goal, and its prime minister, Costas Karamanlis, is a close ally of Mr Erdogan's. Cyprus is less predictable, but the Greek-Cypriot government, already in bad odour in Brussels, is unlikely to court further calumny by vetoing Turkey. Most of the ten new countries that joined the EU in May claim to support Turkey. It is the existing EU 15, not the new countries, that fret most over Turkish accession.

The biggest reassurance to naysayers will be a promise that Turkish negotiations will take many years. Turks themselves talk of ten years, with a target date of perhaps 2015 for actual entry. Others think it will be more like 15 or even 20 years. In some ways, it is the travelling towards membership that counts, not the arrival. That reassurance alone should be enough to win Turkey its promised date for opening entry negotiations in December.

Yet there will still be a doubt over their outcome. Turkey's entry needs to be approved unanimously by the existing members. A new CDU-led government in Germany could upset the apple-cart. A failure to ratify the draft EU constitution might be seized upon as a reason to stop any talks with Turkey. Or somebody, perhaps Mr Chirac, might promise a referendum on Turkish accession to draw the sting of political opposition. It is little wonder that, although three-quarters of Turks say they favour EU membership, half say they never expect it to happen. Yet they are closer to it than anybody would have thought possible a few years ago. ■



Nothing to be afraid of

Militants behead 3 Kurdish hostages

By Edward Wong

New captives include 15 Iraqi guardsmen

BAGHDAD: A militant group on Sunday posted a gruesome Internet video of the beheading of three men said to be members of the Kurdistan Democratic Party, one of two major Kurdish political parties in Iraq.

A statement by the Army of Ansar al-Sunna posted with the video said the remains of the men had been left on a road to the northern city of Mosul, making it possible that their corpses might have been those discovered Wednesday by American soldiers on a highway near the town of Balad, 50 miles, or 80 kilometers, north of Baghdad.

Those headless bodies were apparently covered with tattoos, and the U.S. military had identified them as Arab men at the time. The statement identified the men as truck drivers captured in an ambush near Taji, 24 kilometers north of Baghdad, as they were transporting vehicles to an American base.

The black-and-white, low-resolution video shows a close-up shot of each of the three men as they state their names in Kurdish before a man cuts off their heads.

The Army of Ansar al-Sunna has proved to be ruthless with its captives in the past. In late August, it released a video showing the killings of 12 Nepalese truck drivers. The first driver was beheaded and the rest executed

with shots to their heads.

The statement posted with the most recent beheadings said Massoud Barzani, the head of the Kurdistan Democratic Party, and Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, the other major Kurdish party, had "declared their faith to their masters the Americans."

The Army of Ansar al-Sunna is an offshoot of Ansar al-Islam, a militant group made up mostly of Kurds that adhered to a strict fundamentalist form of Islam and fought the militia of the two Kurdish parties from a mountain redbout in northern Iraq.

More than 120 foreigners, many of them drivers transporting goods for the occupation forces or the interim government, have been kidnapped by insurgent groups or bandits. Kidnappings are generally done for money, and most of those abducted have been released. But in several cases, the hostages have been killed by militant groups and their executions recorded in excruciating detail.

On Sunday, Al Jazeera, the Arabic-language satellite channel, showed a video of masked insurgents holding 15 men said to be Iraqi National Guardsmen. The group, calling itself the Muhammad bin Abdullah Brigades, said it would kill

the men if the government did not release Hazem al-Aaraji, a top aide to Moktada al-Sadr, an anti-American cleric. Associates of Aaraji said Iraqi authorities arrested him Saturday night or early Sunday morning.

On Saturday, a group led by Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian militant,

released a video showing two American engineers and a Briton who had been abducted earlier in the week. The insurgents said the men would be killed within 48 hours if Iraqi women held in two American prison camps were not freed.

The fate of two kidnapped Italian humanitarian workers remains unknown. Two kidnapped French journalists were scheduled to be freed, according to statements released on Saturday by the Islamic Army in Iraq. The French government has yet to confirm that the journalists will be released.

Several Turkish truck drivers were ambushed and murdered on Sunday morning on a highway north of the capital, Agence France-Presse reported.

A suicide car bomb exploded Sunday afternoon near a patrol of American and Iraqi security forces in the restive city of Samarra, killing one Iraqi and wounding three American soldiers and three Iraqis. The patrol had been approaching a four-door sedan when the explosives detonated, according to a statement from the First Infantry Division.

The New York Times



Insurgents stood over Iraqi national guardsmen whom the insurgents said they would kill unless Iraq freed a top aide to Moktada al-Sadr.



Images from the Web site of the militant Army of Ansar al-Sunna show three men, said to be Kurdish party members, before their beheading.

September 20, 2004 The New York Times

Blair and Allawi join in seeking help for Iraq

By Patrick E. Tyler

LONDON: Prime Minister Tony Blair admonished the international community Sunday not to waver in its support for military victory in Iraq and for the establishment of democracy there, arguing that Iraq was the "crucible" in which global terrorism would either succeed or founder.

Speaking at a news conference with Ayad Allawi, Iraq's interim prime minister, who is on his way to the United States, Blair used the occasion to counter the deepening skepticism in Europe and at the United Nations about the British-American venture in Iraq.

A week ago, President Jacques Chirac of France said the West had "opened a Pandora's box in Iraq that we are unable to close" and added that the situation was "not getting any better."

Blair appeared to be trying to bolster flagging support that had delayed the implementation of a decision by NATO leaders in June to use NATO troops to assist in training Iraqi security forces.

"There is only one side for sensible and decent people to be on in this conflict," Blair said.

His remarks came as deteriorating security — accompanied by a rise in kidnappings, car bombings and insurgent assaults — has prompted prominent expressions of doubt, such as last week's remarks from the Secretary General of the United Nations, Kofi Annan, about whether Iraq's first free elections can be held in January.

For his part, Allawi stepped up pressure on the United Nations, publicly asking Annan to mobilize the full spectrum of United Nations agencies to help cope with reconstructing Iraq and organizing elections.

"I call upon the United Nations to help us in providing whatever it takes to make the elections a success in Iraq," Allawi said. His statements were timed for impact on the annual meeting of the United Nations' General Assembly this week in New York.

Allawi's remarks followed those of his foreign minister, Hoshyar Zebari,

who told a BBC interviewer that the United Nations was being too cautious in committing resources to Iraq.

"They are not doing enough to help us," Zebari said. "Up until now they have only about 30 international staffers in Baghdad."

The United Nations compound in Iraq suffered a devastating car bomb attack in August 2003 that killed more than 20 people, including Sergio Vieira de Mello, Annan's personal representative. The attack engendered a deep sense of caution at United Nations headquarters about returning in force until security conditions improved.

On Wednesday, Annan angered Iraqi officials when he told a BBC radio interviewer, "You cannot have credible elections if the security conditions continue as they are now."

On Sunday, Allawi pointedly disagreed with Annan's assessment.

"We definitely are going to stick to the timetable of elections in January," he said, adding that the elections will represent a major blow to terrorists and insurgents.

"Once we go through the democratic process," Allawi said, "the terrorists will be defeated."

The New York Times

International Herald Tribune
September 20, 2004

U.S. is hoping to retake rebel-held areas of Iraq 'Falluja will be tough,' U.S. officer says



Mohammed Khodor/Reuters

The wreckage of a car after a U.S. airstrike near Falluja. U.S. commanders are planning operations to retake Falluja and other areas still under insurgent control.

By Dexter Filkins

BAGHDAD: Faced with a growing insurgency and a January deadline for national elections, U.S. commanders in Iraq say they are preparing operations to open up rebel-held areas, especially Falluja, the restive city west of Baghdad now under control of insurgents and Islamist groups.

A senior U.S. commander said the military intended to take back Falluja and other rebel areas by the end of the year. He did not set a date for an offensive but said that much would depend on the availability of Iraqi military and police units, which would be sent to the areas once they were retaken.

The U.S. commander suggested that operations in Falluja could begin as early as November or December, the deadline the Americans had given themselves for restoring Iraqi government control across the country.

"We need to make a decision on when the cancer of Falluja is going to be cut out," the U.S. commander said. "We would like to end December at local control across the country."

"Falluja will be tough," he added.

At a minimum, the U.S. commander said, local conditions would have to be secure for voting to take place in the country's 18 provincial capitals for the election to be considered legitimate. U.S. forces have lost control over at least one provincial capital, Ramadi, in Al Anbar Province, and have only a tenuous grip over a second, Baquba, the capital of Diyala Province, northeast of

Baghdad. Other large cities in the region, like Samarra, are largely in the hands of insurgents.

Senior officials at the United Nations are concerned that legitimate elections might not be possible unless the security conditions change. Violence against U.S. forces surged last month to its highest level since the war began last year, with an average of 87 attacks per day. A string of deadly attacks in the past month continued on Saturday, with a car bombing that killed at least 19 people in the northern city of Kirkuk.

At the same time, the Americans and the Iraqi interim government appear to be giving negotiations to disarm the rebels a final chance. Members of the Mujahedeen Shura, the eight-member council in control of Falluja, said they were planning to come to Baghdad to meet with Iraqi officials to talk about disarming the rebels and opening the city to Iraqi government control.

"Although the Americans have lied many times, we are ready to start negotiations with the Iraqi government," said Qasim Muhammad Abdul Sattar, a member of the shura.

Ahmed Hardan, a doctor in Falluja who was to take part in the negotiations starting Sunday, said that at least some members on the council might be willing to strike a deal with the Americans.

Under the proposal to be discussed, Hardan said, the guerrillas would turn over their heavy weapons and allow a military force gathered from around Al Anbar Province to enter the city. That unit would replace the Falluja Brigade,

the local militia composed almost entirely of insurgents and former members of Saddam Hussein's Baath Party, which was formed in an effort to bring an end to the insurgency after an assault by U.S. Marines was halted in April.

The Falluja Brigade was routed by the insurgents, and the Iraqi government disbanded it this month.

The Iraqi government will also demand that the insurgents turn over their heavy weapons and that foreign fighters leave the city.

Similar negotiations, also at the threat of force, appear to have borne some fruit in the city of Samarra. American military forces entered Samarra last week

for the first time in months and are hoping they can restore Iraqi government control there before the elections.

The driving force behind the coming military operations is concern that under the current security conditions, voting will not be possible in much of the Sunni Triangle, the area generally north and west of Baghdad that has generated most of the violence against the U.S. enterprise in Iraq.

"Bad elections will open wounds rather than heal them," said Ghassan Al-Atiyyah, the director of the Iraqi Foundation for Development and Democracy, an independent governance group here. "If the Sunnis do not vote, then you could end up with a polarized parliament that could lead to civil war."

Still, Iraqi and UN officials say they have begun preparations to hold the elections across the country despite the chaotic security environment.

The New York Times

An Iraqi employee of The New York Times contributed reporting from Falluja.

International Herald Tribune
September 21, 2004

Kerry sees a crisis of 'historic' dimension

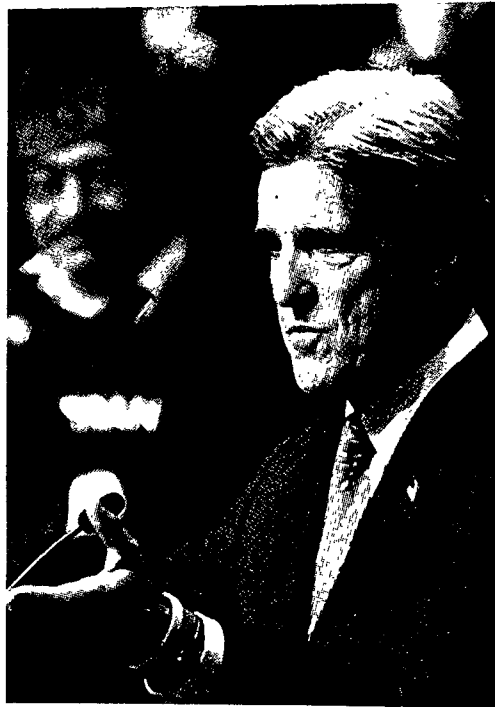
He says Iraq missteps by Bush could lead to 'war without end'

By Brian Knowlton

WASHINGTON: In one of his sharpest and most detailed attacks on the Bush administration's Iraq policy, Senator John Kerry charged President George W. Bush on Monday with a series of critical misjudgments and obfuscations that he said had created a "crisis of historic proportions" and could lead to "a war without end."

This, he said — throwing one of Bush's frequent charges back at him — had made Americans less safe, and not more so, diverting attention from genuine threats, like North Korean nuclear developments and the pursuit of Osama bin Laden.

Kerry, in what had been billed as a major foreign-policy speech, fleshed out his stance on Iraq as his supporters have said he must do amid



faltering poll results.

He outlined an approach that would pressure U.S. allies and Iraqi neighbors to help more in Iraq; would sharply accelerate the training of Iraqi troops and police; would speed up reconstruction, partly by offering contracts to a broader range of countries; and would take "urgent" steps to keep Iraqi elections on track.

This, he said, would allow him as president to begin withdrawing American troops by next summer, "and realistically aim to bring all our troops home within the next four years."

Kerry also made clearer the answer

to a question he has often been accused of muddling: whether he would have launched a war against Iraq knowing that Iraq had no banned weapons or clear link to Al Qaeda. "My answer resoundingly is no," he said.

He voted in the Senate to authorize the war and has said that he still would have done so had he known there were no banned weapons, because the authorization was meant only as diplomatic leverage. But his efforts to clarify his position have brought derisive Republican charges on which Kerry has waffled.

The Massachusetts senator launched his own charge of inconsistency: Bush, he said, had issued some 23 different rationales for the war.

He also turned against Bush the president's acknowledgment of miscalculations in Iraq, saying: "His miscalculations were not the equivalent of accounting errors. They were colossal failures of judgment."

U.S. policy, Kerry said, had been "plagued by a lack of planning, by an absence of candor; arrogance and outright incompetence." He said that contrary to administration assessments, "security is deteriorating, for us and for the Iraqis."

Casualties had risen, and "we are fighting a growing insurgency in an ever-widening war zone," he said. Cities like Falluja and Ramadi, effectively ceded for now to insurgents, had become "breeding grounds for terrorists."

"Invading Iraq has created a crisis of historic proportions," Kerry said, "and if we do not change course, there is the prospect of a war with no end in sight."

"Yet today," he said, "President Bush tells us that he would do everything all over again, the same way. How can he possibly be serious?"

Kerry's speech, delivered to a



friendly audience at New York University, came at the beginning of a week in which the Iraq war and the U.S. political campaign will repeatedly intersect in a series of high-profile venues.

Bush is scheduled to address the United Nations General Assembly on Tuesday in a speech expected to deal partly with Iraq. The Iraqi interim prime minister, Ayad Allawi, who will also attend the session there, will visit Washington and the White House afterward and address a joint session of Congress on Thursday.

Bush said later, in an appearance in Derry, New Hampshire, that criticism like Kerry's was undermining the efforts of U.S. troops. "Anytime we put our troops in harm's way, they need to have the full support of the U.S. government — the full support," the president said.

He also said that Kerry's plan for Iraq was hardly new.

"Forty-three days before the election, my opponent has now settled on a proposal for what to do next, and it's exactly what we're doing," he said.

The Kerry campaign has said it will try to keep Americans' attention on the mounting setbacks in Iraq. It received a boost Sunday when several senior Republican senators issued dire analyses of the trends in Iraq.

While political analysts consider Iraq to be one of Bush's potential vulnerabilities, Americans are still telling pollsters that they have greater faith in Bush than in Kerry in how to handle the situation. The Democrat appears to have suffered from a failure to advance beyond a blanket condemnation of Bush's policies and to provide detailed alternatives.

Kerry took at least a few steps in that direction Monday.

If elected, Kerry said, he would convene U.S. allies and Iraqi neighbors to insist that they respect the terms of the United Nations resolution that calls on UN members to provide troops or other additional assistance for Iraq. "Not a single country has answered that call," he said, "and the president acts as if it doesn't matter."

The senator acknowledged that pleas

for international cooperation would be more difficult now than if they had been issued earlier, but said that only such burden- and benefit-sharing could bring success. "After insulting allies and shredding alliances, the president may not have the trust and confidence to bring others to our side in Iraq," Kerry said.

And as Iraqi reconstruction lags — only \$1 billion of \$18 billion appropriated last year for reconstruction has been spent — Kerry called for a dramatic acceleration, and for the firing of civilian workers in the Pentagon involved in that program.

Kerry's speech came as his campaign has lost the momentum it briefly had in early August. Polls, some of them contradictory, point increasingly toward a small but significant lead for Bush.

"Let me put it plainly," Kerry summarized. "The president's policy in Iraq has not strengthened our national security. It has weakened it."

International Herald Tribune

As Iraq war escalates, so does anxiety over Iran

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: With a violent insurgency mounting in Iraq, the Bush administration hardly has time for another crisis overseas. Yet a barrage of warnings from Washington about Iran seems likely to erupt into a confrontation with the Tehran government, perhaps before the end of the year.

American anxiety is focused not simply on Iran's apparent efforts to develop a nuclear bomb. There are also signs, administration officials have said, of support by Iran for the insurgency in Iraq, which officials fear could grow if the Tehran government is pressed too hard on its nuclear program.

A parallel concern in Washington is Iran's continued backing of Hezbollah, which the administration and the Israeli government say is channeling aid to Hamas and other groups responsible for attacks on Israeli civilians.

Israel also warns that Iran's nuclear program by next year will reach a "point of no return," after which it will be able to make a bomb without any outside assistance.

Complicating the American response to all these concerns, the Bush administration is in considerable disagreement with its allies over how to handle the situation without making things worse.

Britain, France and Germany are warning that a confrontation could

backfire, and that positive incentives as well as punishments need to be presented to Tehran, at least at some point down the road. Threatening sanctions, such as a cutoff in oil purchases, for example, is not viewed as credible or likely to get much support, European officials say.

European views cannot be dismissed, especially after the trans-Atlantic discord on Iraq, administration officials say.

Last weekend, under European pressure, the United States agreed to water down its demand that the International Atomic Energy Agency immediately refer Iran's noncooperation on nuclear issues to the United Nations Security Council, where sanctions might be considered. Instead, Iran was given two more months to show that it was cooperating in shutting down its arms program, with the consequences of Iranian defiance not entirely clear. President George W. Bush's advisers are taking a hard line with the Europeans.

Even Secretary of State Colin Powell, the leading advocate of diplomacy rather than confrontation in Bush's inner circle, cites the gathering threat from Iran as justification of a tough stance. "Diplomacy does not mean failure to look in the lion's mouth," Powell said in a recent interview. "Diplomacy doesn't mean pretending something isn't there when it's there. The Iranians have a nuclear weapons program, and I keep telling everybody, it's the responsibility of the international community to apply all the pressure we can."

With Iran policy in a state of flux, there is a drive among conservatives in favor of reaching out to Iranian dissidents and exiles and seeking to overthrow the Iranian government, much as efforts were made with Iraqis in the 1990s. Senator Rick Santorum, a Pennsylvania Republican, is sponsoring legislation favoring "regime change," with what some say is the tacit backing of administration conservatives. Last year, when it was trying to reach out to Tehran for cooperation on Iraq, the administration stated that it did not support "regime change," though Bush also spoke out in favor of greater democracy for Iranians.

Administration officials say there was an internal debate last year over whether American support should be given to dissident or exile groups seeking to overthrow the Islamic clerics who have run Iran since the 1979 revolution, but they said the idea was dropped for lack of any credible groups to support.

One such group, the People's Mujahedeen of Iran, or Mujahedeen Khalq, has been based in Iraq for years. But the group is listed as a terrorist organization by the U.S. government, and administration officials say that after considering the matter, Condoleezza Rice, the national security adviser, ordered that no contacts be made with it.

Yet the cause of "regime change" in Iran is expected to revive if Bush is re-elected, administration officials say. Leading the charge is John Bolton, the under secretary of state for nonprolif-

eration affairs, a conservative who is close to the Pentagon hawks who pressed for war with Iraq after Bush took office in 2001. A colleague called Bolton "the self-appointed tip of the spear" in the discussions. Bolton declined to comment on whether "regime change" was appropriate for Iran, other than to say that even without outside support, widespread unhappiness among Iranians over the lagging economy and stifling religious rule could bring a "revolution from below" and a "completely new regime" with a different philosophy on nuclear matters.

"When the old regime in South Africa collapsed, they got rid of their nukes," Bolton said. "When Ukraine became independent, they did the same. At a time of profound dislocation, it is not inconceivable that a new government in Tehran might be persuaded to drop its nuclear program." On the other side of the spectrum, some at the State Department say that no solution on Iran is possible without a discussion of benefits to the Tehran government if it changes its behavior,

or without progress in the impasse between Israel and the Palestinians.

Some experts call for a "grand bargain" that would involve an across-the-board agreement in which changed behavior by Tehran on all fronts would be negotiated in return for normal relations and investment from the West. Still other experts say that such an approach is overly ambitious and that "selective engagement" on a few crucial issues, including steps to stabilize Iraq, should be tried first. That view is advocated by a Council on Foreign Relations task force led by Zbigniew Brzezinski, a former national security adviser under President Jimmy Carter, and Robert Gates, a former director of central intelligence in the early 1990s.

Over three and a half years, the Bush administration has tried engaging Iran, but little has come of its efforts. Low-level diplomatic contacts were suspended in May of last year after a series of bombings in Saudi Arabia were linked to groups working within Iran, and a meeting between an American diplomat and Iranian envoys in Baghdad

also did not result in progress. Meanwhile, Senator John Kerry, the Democratic presidential candidate, is charging the Bush administration with ignoring the Iran problem.

For all the talk about new policies, few administration officials or policy makers and experts outside the administration think that any new approach will be unveiled soon. A final unpredictable factor in the discussions involves Israel, which some intelligence experts say would be willing to strike Iranian weapons plants, as it did with the French-built reactor in Iraq in 1981.

Israeli and American officials insist a strike against Iranian facilities is impractical. Nevertheless, some diplomats were rattled by a recent warning from Iran's defense minister, Vice Admiral Ali Shamkhani, that Iran would retaliate if Israel tried any such thing, and it even threatened a pre-emptive strike.

"I'm frankly very pessimistic about the future," said Patrick Clawson, deputy director of the Washington Institute for Near Eastern Policy.

The New York Times

Jacques Chirac : « Notre politique en Irak ne changera pas »

Le président français ne rencontre pas M. Bush à New York

NEW YORK

de notre correspondante

Jacques Chirac était préoccupé. Pendant sa conférence de presse, en marge du sommet contre la faim à l'ONU, lundi 20 septembre, il a lancé un nouvel appel solennel aux ravisseurs des deux journalistes français enlevés en Irak le 20 août avec leur chauffeur.

Interrogé sur la décapitation d'un otage américain, le président français a indiqué avoir « une réaction d'horreur et d'incompréhension », avant d'ajouter : « Je pense aux deux otages français et à leur compagnon syrien. » Christian Chesnot et Georges Malbrunot « ne faisaient que leur métier, et à ce titre ne portaient ombrage à personne, ne faisaient de tort à personne, a-t-il souligné. Les autorités françaises se sont naturellement mobilisées pour obtenir leur retour. Je ne ferai pas de commentaire sur ce point, mais je lance à nouveau un appel solennel à la justice et à l'humanité pour que ces deux journalistes soient rendus à la liberté ».

Le président a aussi été interrogé sur sa position à l'égard de l'Irak alors que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ne parvient toujours pas à réunir la force de

protection des agents de l'ONU en Irak qui était pourtant prévue dans la résolution 1546 votée à l'unanimité fin juin. Il a indiqué que « la politique française à l'égard de l'Irak n'a pas changé et ne changera pas ». Quelle que soit l'amitié de Paris pour l'ONU, les effectifs de

M. Chirac a lancé un nouvel appel solennel aux ravisseurs des deux journalistes français enlevés le 20 août avec leur chauffeur

l'organisation en Irak ne seront pas protégés par des soldats français, a-t-on compris.

Le président a aussi refusé d'indiquer si sa position pourrait évoluer dans le cas d'une victoire du candidat démocrate John Kerry, dont l'état-major avait laissé entendre au début de l'été qu'il avait reçu des assurances de coopération de

la part de certains pays. « Puisque le nom d'un candidat à la présidence a été prononcé, je dirai simplement que je ne fais pas d'ingérence, naturellement, dans les affaires intérieures des Etats-Unis », a répondu M. Chirac.

M. Chirac est resté moins de douze heures à New York. Il n'a pas rencontré le président Bush, qui y était arrivé dans l'après-midi. Les entourages des deux chefs d'Etat n'ont pas ménagé leur peine pour expliquer que les calendriers respectifs n'avaient pas permis d'organiser un entretien. En 2003, la diplomatie française était plutôt demandeuse de signes de réconciliation. M. Bush avait évité la photo. Cette année, c'est M. Bush qui, campagne oblige, est plutôt intéressé par le fait de se montrer en nombreuse compagnie à l'ONU.

Au siège de l'organisation, on relativise. « Ce n'est pas le beau fixe mais ça va », dit un fonctionnaire. Sur le Darfour, comme sur l'Irak, les Américains ont dû ralentir leurs ardeurs, pour tenir compte des réticences de leurs partenaires. « Ils ont grandi », résume un expert américain.

Corine Lesnes

John Kerry reprend l'offensive et dénonce « les fautes colossales » de George Bush

« La politique du président a affaibli notre sécurité nationale », affirme le candidat démocrate

22 SEPTEMBRE 2004
Le Monde



VERBATIM

« Une guerre sans fin »

DANS un discours prononcé, lundi 20 septembre, à la New York University, John Kerry a déclaré :

« Le président prétend que [l'Irak] est la pièce centrale de sa guerre contre le terrorisme. En fait, l'Irak est une diversion profonde de cette guerre et de la bataille contre notre plus grand ennemi, Oussama Ben Laden et les terroristes. L'invasion de l'Irak a créé une crise aux proportions historiques, et, si nous ne changeons pas de cap, la perspective est celle d'une guerre sans fin. (...) Saddam Hussein était un dictateur brutal, qui mérite une place spéciale en enfer. Mais ce n'était pas, en soi, une raison pour faire la guerre. La satisfaction que nous procure sa chute ne doit pas nous cacher ce fait : nous avons échangé un dictateur contre un chaos qui laisse l'Amérique moins en sécurité. (...) »

Le président a pris une série de décisions catastrophiques, depuis le début, en Irak. A chaque embranchement, il a pris la mauvaise route et nous a emmenés dans la mauvaise direction. La première faute, et la plus fondamentale, a été l'incapacité du président à dire la vérité au peuple américain (...) et sur le fardeau qu'elle allait imposer à nos soldats et à nos citoyens.

Selon un décompte, le président a présenté 23 motifs différents pour cette guerre. Si son but était d'embrouiller et d'égarer les Américains, il a réussi. Ses deux principaux motifs – les armes de destruction massive et le lien avec Al-Qaïda et [les attentats du] 11 septem-

bre [2001] – ont été réfutés par [ses] propres inspecteurs et par la commission d'enquête sur le 11-Septembre. (...) »

Le président admet, maintenant, des « erreurs de calcul » en Irak. (...) Ce n'étaient pas des erreurs dans les comptes ! C'étaient des fautes de jugement colossales, et le jugement est ce que l'on recherche chez un président. (...) En Irak, ce gouvernement a obstinément promis plus qu'il ne pouvait et fourni moins qu'il ne devait. Cette politique a été viciée par le défaut de préparation, l'absence de sincérité et une franche incompétence. (...) Nous avons divisé nos amis et uni nos ennemis. (...) Au lieu d'isoler les terroristes, [George Bush] a isolé l'Amérique dans le monde. (...) »

En Irak, nous avons un chaos sur les bras, mais nous ne pouvons pas nous en débarrasser en levant les bras. Nous ne pouvons pas nous permettre de voir l'Irak devenir une source de terrorisme permanente, qui mettra en danger la sécurité de l'Amérique pendant des années. (...) Nous devons tourner la page et prendre un nouveau départ. (...) Nous devons placer l'Irak sous la responsabilité du monde, parce que le monde est concerné par le résultat et parce que d'autres devraient partager le fardeau. (...) George Bush n'a pas de stratégie pour l'Irak.

J'en ai une. (...) Aujourd'hui, à cause de la politique de George Bush en Irak, le monde est plus dangereux pour l'Amérique et les Américains. (...) »

La question n'est pas de garder le cap, mais d'en changer. (...) »

WASHINGTON

de notre correspondant

L'opposition entre George Bush et John Kerry a pris un tour plus brutal, au sujet de l'Irak, alors que le président américain devait s'adresser, mardi 21 septembre, à l'Assemblée générale de l'ONU, puis recevoir, jeudi, à Washington, le chef du gouvernement intérimaire irakien, Iyad Allaoui. Lundi, le candidat démocrate a prononcé, à New York, un discours accusant M. Bush d'avoir commis des « fautes de jugement colossales » et d'avoir provoqué, en Irak, un « chaos » plus dangereux que le régime de Saddam Hussein.

L'assassinat d'un otage américain, revendiqué lundi, est venu rappeler, après des attentats qui ont tué des dizaines d'Irakiens, que les affrontements, dans ce pays, ne sont pas en voie d'apaisement. La presse a fait état, il y a plusieurs jours, d'un rapport de synthèse des services de renseignement, présenté à M. Bush en juillet, et décrivant, parmi trois scénarios pessimistes, le risque d'une guerre civile.

Néanmoins, dans ses discours de campagne, le président sortant a continué à parler de la situation irakienne en termes positifs, ce qui lui a valu des critiques cinglantes de M. Kerry – « est-ce que le président lit les journaux ? », s'est demandé le candidat démocrate – et des observations, plus mesurées, mais aussi gênantes, de sénateurs républicains. « Le président pourrait être plus franc », a déclaré, notamment, sur Fox News, John McCain.

Le discours prononcé par M. Kerry, lundi, à la New York University, est une mise en accusation de M. Bush pour les propos qu'il tient aujourd'hui et pour les déci-

sions qu'il a prises, depuis dix-huit mois, au sujet de l'Irak. Le sénateur du Massachusetts a reproché au président de ne pas dire « la vérité qu'il doit aux troupes et au peuple américain ». Il a mis en cause, aussi, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, pour avoir dissimulé la réalité du nombre de soldats et de policiers irakiens ayant suivi un entraînement complet et capables, par conséquent, de prendre le relais des troupes américaines dans la lutte contre les insurgés. « La violence contre les Irakiens, des attentats aux enlèvements et à l'intimidation, est en augmentation », a souligné M. Kerry.

Le sénateur du Massachusetts reproche au président de ne pas dire « la vérité qu'il doit aux troupes et au peuple américain »

Alors que certains de ses conseillers lui avaient recommandé de dire qu'il regrettait d'avoir voté, en octobre 2002, au Sénat, la résolution autorisant M. Bush à employer la force contre Saddam Hussein, le candidat démocrate a maintenu que ce vote était justifié, afin de donner au président « l'autorité » nécessaire pour faire pression sur Bagdad. Mais, pour le reste, M. Kerry a récusé tous les motifs invoqués pour faire la guerre.

« La politique du président, en

Irak, n'a pas renforcé notre sécurité nationale, elle l'a affaiblie », a-t-il déclaré, reprochant à M. Bush de n'avoir écouté que « des idéologues » – sous-entendu les néoconservateurs – et d'avoir ignoré ou écarté ceux qui « disaient la vérité » sur les dangers et le coût de la guerre. M. Bush mettant en avant l'Irak comme preuve de ses qualités de chef d'Etat, M. Kerry lui a répondu en détaillant ses fautes de jugement et en soulignant que son refus de les reconnaître est inquiétant pour l'avenir.

Pour en sortir, le candidat démocrate a présenté quatre orientations générales : obtenir d'autres pays qu'ils s'engagent en Irak ; organiser sérieusement l'entraînement des forces irakiennes ; investir vraiment dans la reconstruction du pays, en offrant des emplois aux Irakiens ; garantir les élections « l'année prochaine ». M. Bush, qui a pris la parole, dans le New Hampshire, quelques heures après le discours de M. Kerry, a assuré que ce plan est celui que son gouvernement met en œuvre. Il a affirmé que les Irakiens « auront des élections en janvier ».

L'accord exprimé par le président avec son adversaire s'est arrêté là. M. Bush a vigoureusement dénoncé tous les autres propos de

M. Kerry, accusé d'avoir encore changé d'avis. Il a rappelé des propos du sénateur du Massachusetts, reprochant à Howard Dean, l'un de ses concurrents des primaires démocrates, d'avoir dit que la capture de Saddam Hussein, en décembre 2003, ne mettait pas l'Amérique plus en sécurité. Aujourd'hui, John Kerry « préfère la stabilité d'une dictature à l'espoir et à la sécurité d'une démocratie »,

à lancé M. Bush. Il a expliqué, de nouveau, que ceux qui combattent les forces américaines, en Irak, veulent que les Etats-Unis « s'en aillent », afin d'empêcher la démocratie de s'établir. « Notre travail, en Irak, est absolument essentiel pour la sécurité de notre pays », a martelé le président. Il a condamné ceux qui envoient des « signaux mitigés » - M. Kerry, mais peut-être, aussi, les

sénateurs républicains indociles -, car ce sont de « mauvais signaux » pour les Irakiens, pour les alliés et pour les soldats.

Devant l'Assemblée générale des Nations unies, à laquelle il devait s'adresser, comme chaque année, depuis 2001, M. Bush prévoyait d'expliquer que l'action menée pour libérer l'Afghanistan et l'Irak de régimes tyranniques doit se prolonger par un effort

général pour « étendre la prospérité et accélérer la marche de la liberté dans le monde ». Son propos devait se situer dans l'axe de discours passés, consacrés à la nécessité, pour les pays occidentaux, de s'unir, sous la bannière des Etats-Unis, pour diffuser la démocratie.

Patrick Jarreau

Bush poses Iraqi leader as a symbol of progress

By Elisabeth Bumiller

WASHINGTON: The Bush administration began an intensive campaign this week to present Prime Minister Ayad Allawi of Iraq as the face of his nation and a symbol of progress, even as the violence in the country has been mounting and doubts have been growing that elections can be held there in January.

Allawi, on his first visit to the United States as the interim Iraqi prime minister, was to address a joint meeting of Congress and appear with President George W. Bush at a White House news conference Thursday.

On Tuesday, Bush sat beside Allawi at the Waldorf-Astoria in New York and presented an optimistic picture of Iraq despite the reported beheading of the second American in two days and political attacks of the administration's Iraq policy from Senator John Kerry, the Democratic presidential nominee.

"This is an important visit because the prime minister will be able to explain clearly to the American people that not only is progress being made, that we will succeed," Bush said.

"The American people have seen horrible scenes on our TV screens," he added, "and the prime minister will be able to say to them that in spite of the sacrifices being made, in spite of the fact that Iraqis are dying and U.S. troops are dying as well, that there is a will amongst the Iraqi people to succeed."

Bush, who was in New York to address the UN General Assembly, was

apparently referring to scenes showing an Islamist group in Iraq beheading an American, Eugene Armstrong, on Monday. The graphic scenes were shown in a video posted on the Internet, but not

on American television. The group, One God and Jihad, announced on Tuesday that it had beheaded a second American hostage, Jack Hensley.

Despite the grim developments, Allawi echoed Bush's optimistic message, saying, "It's very important for the

'The war now in Iraq is really not only an Iraqi war, it's a war for the civilized world.'

people of the world really to know that we are winning." Allawi, too, blamed the news media for not covering what he called "significant gains."

But some administration officials have privately acknowledged their concern that Iraqi elections set for January might have to be postponed because of the deteriorating security situation. In public, senior officials have repeatedly insisted that there will be no delay.

Secretary General Kofi Annan of the United Nations gave voice to those worries last week when he said in an interview with the BBC that "you cannot have credible elections if the security conditions continue as they are now." Last week, Kerry also questioned whether it would be possible to hold the Iraqi elections in January.

Allawi has asked for United Nations help in preparing for elections, but so far there are no more than 35 UN elections officials in Iraq and the organization is reluctant to commit more be-

cause or the dangers of the assignment.

In his comments in New York on Tuesday, Allawi cast the insurgency in Iraq as far broader. "The war now in Iraq is really not only an Iraqi war, it's a war for the civilized world, to fight ter-

rorists and terrorism," he said. The terrorists, he added, "want to undermine us in Iraq and to move from Iraq to undermine the region."

"And once they do this," he said, "they will hit hard at the civilized world and in Washington and New York and London and Paris and Ankara and Geneva, elsewhere, everywhere in the civilized world."

Allawi, a neurologist with close ties to the CIA, was chosen to be the country's interim prime minister by a UN envoy in May under heavy pressure from the United States. Despite this history, administration officials said Bush would present Allawi at the White House as a symbol of Iraqi democracy and as a counterpunch to Kerry's charges in recent days that Iraq has become a crisis of "historic proportions."

"The visit is about getting the United States away from the front line and placing Mr. Allawi as the face of the Iraqi people at the head of the effort," said Greg Sullivan, a State Department spokesman. A White House official said Bush and Allawi would discuss plans for defeating the insurgency and easing Iraq's debt.

The New York Times

L'Armée du Mahdi se déchire entre partisans de la trêve et adeptes d'une lutte à outrance

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Armée du Mahdi, de l'imam Moqtada Al-Sadr, seul mouvement chiite à s'être lancé dans la rébellion armée ces six derniers mois en Irak, commence apparemment à connaître le sort de ses cousins sunnites de la guérilla : la division. Une « Armée Al-Sadrain », encore clandestine, qui refuse la trêve conclue fin août à Nadjaf, vient de naître en son sein. Moqtada Al-Sadr vient toutefois d'obtenir, lundi 20 septembre, la libération de dix-huit soldats gouvernementaux irakiens retenus en otages par cette faction radicale.

Ce dernier épisode a été provoqué par l'arrestation du sayyed Hazem Al-Araji, le chef du mouvement d'Al-Sadr dans le quartier bagdadi de Kadhamiya, et de son frère, lors d'une opération menée conjointement dimanche à l'aube par l'armée américaine et par la Garde nationale irakienne. De mystérieuses « Brigades de Mohammed Ben Abdallah », un groupe jusqu'alors inconnu, annonçaient quelques heures plus tard avoir enlevé dix-huit soldats irakiens, tous originaires d'Al-Sadr City, le fief du mouvement rebelle à Bagdad, et menaçaient de les exécuter sous quarante-huit heures si le sayyed Al-Araji n'était pas libéré.

L'arrestation d'Hazem Al-Araji intervient au moment où les forces américaines et irakiennes tentent de négocier une trêve à Al-Sadr City, un faubourg miséreux toujours animé par des combats sporadiques. De retour de Nadjaf, la ville sainte chiite, après la bataille d'août, de jeunes combattants refusent de désarmer et harcèlent chaque nuit les patrouilles américaines.

Ces combats marquent toutefois un tournant au sein du mouvement de Moqtada Al-Sadr. Pour la première fois, il semble que ce ne soit plus le jeune imam, fils de l'illustre Mohammed Sadeq Al-Sadr, assassiné par Saddam Hussein, qui mène la danse. Refusant la trêve de Nadjaf et de Koufa conclue sous l'égide du grand ayatollah Ali Al-Sistani, le sayyed Abdel Hadi Al-Daraji, chef d'une des plus importantes brigades de l'Armée du Mahdi, soutenu par l'influent Hazem Al-Araji de Kadhamiya, décide de créer secrètement l'« Armée Al-Sadrain » et de poursuivre la lutte armée à Bagdad. Ils choisissent le nom d'« Al-Sadrain », pluriel de Sadr, afin d'atténuer leur séparation d'avec Moqtada et de signifier qu'ils appartiennent toujours au mouvement,

« Dans la famille Al-Sadr, ils se réclament du père défunt, grande figure du chiisme, raconte un journaliste d'Al-Sadr City, et marquent leur défiance à l'égard du fils, désormais prêt, selon eux, à négocier avec le gouvernement d'Iyad Allaoui et l'ayatollah Al-Sistani la fin de la rébellion et l'entrée du mouvement en politique. » Abdel Hadi Al-Daraji a, en outre, obtenu le soutien des principaux commandants militaires de l'Armée du Mahdi, résolu à lutter durablement contre l'occupation américaine, ou du moins de ce qui reste du commandement militaire, la majorité des « officiers » ayant été tués au cours des combats de l'été.

UNE OBÉISSANCE SANS FAILLE

Hazem Al-Araji, rencontré deux jours avant son arrestation par l'armée américaine, démentait la scission au sein du mouvement d'Al-Sadr. « Nous avons tous arrêté le combat, mais restons prêts à nous défendre. Les incidents sont dus aux incursions américaines, qui nous forcent à riposter. Certains d'entre nous refusent que l'armée américaine entre dans Al-Sadr City. » Le sayyed précisait qu'« Al-Daraji et moi-même avons démenti dans nos prêches avoir fondé une autre armée et avons déclaré rester fidèles à Moqtada ». Il attribuait « les rumeurs » de rupture à « des agents pro-américains et pro-Allaoui ».

Pourtant, en dépit des démentis, une rupture a bien eu lieu. L'un des principaux bras droits de Moqtada Al-Sadr, Ahmed Chaibani, a dû venir de Nadjaf tenter de remettre de l'ordre dans les rangs. Une rencontre entre Chaibani et Al-Daraji a eu lieu la semaine dernière à la mosquée Al-Hakma, le quartier général du mouvement à Al-Sadr City. Chaibani a réclamé durant six heures une obéissance sans faille aux ordres de Moqtada. En vain. « Al-Daraji refuse l'idée d'une trêve,

et il confie le journaliste chiite, et il avait veillé, avant la rencontre avec Chaibani, à s'assurer le soutien d'un certain nombre de chefs de tribu et de chefs religieux d'Al-Sadr City. Il s'était aussi allié avec le sayyed Al-Araji de Kadhamiya. »

La libération des dix-huit soldats irakiens ne serait, par ailleurs, pas due à une soudaine volonté d'obéir aveuglément aux ordres de

Moqtada, qui avait, tout en démentant que les Brigades de Mohammed Ben Abdallah puissent être issues de l'Armée du Mahdi, réclamé leur remise en liberté immédiate, mais plutôt au fait que ces soldats gouvernementaux sont des chiites d'Al-Sadr City, donc liés à des chefs de tribu, des familles, y compris certaines, divisées, qui ont des fils combattant avec l'Armée du Mahdi et d'autres dans le camp gouvernemental. « Leur exécution déclencherait une guerre interne terrible à Al-Sadr City », prévenait un notable du quartier peu avant leur libération.

Les habitants d'Al-Sadr City et de Kadhamiya craignent désormais que les partisans d'Hazem Al-Araji et tous les combattants radicaux cherchent de nouveaux moyens de réclamer la libération du sayyed arrêté. « Tant qu'Al-Araji est emprisonné par l'armée américaine ou par le gouvernement, un cessez-le-feu, déjà fort improbable, est absolument impossible, prévient le journaliste. Depuis son arrestation, les miliciens redoublent d'efforts pour se préparer au combat. Ils sortent leurs stocks d'armes des caves, ils placent des mines partout dans les rues. Ils attendent les Américains, et ce ne sera pas pour discuter d'une trêve ! »

La question, au-delà du problème créé par l'arrestation d'Hazem Al-Araji, reste de savoir si les ultras radicaux vont devoir se rallier à la trêve souhaitée par Moqtada

Al-Sadr, si ce dernier va être contraint d'accepter la ligne guerrière voulue par les ultras radicaux, ou si l'Armée du Mahdi va durablement se scinder en deux.

« Il est encore un peu tôt pour savoir si le mouvement d'Al-Sadr va être véritablement fracturé, analyse le notable d'Al-Sadr City. Ce qui est certain, c'est que cette scission est possible politiquement, puisque presque tous les combattants ayant survécu à la bataille de Nadjaf soutiennent l'idée de poursuivre la guérilla anti-américaine, et qu'elle est possible techniquement, puisque, contrairement à il y a quelques mois, le mouvement est désormais extrêmement riche et bien armé. »

LASSITUDE DE LA POPULATION

Dollars, armes, munitions, voitures et moyens de communication sont en effet apparus à Al-Sadr City durant l'été. « Quelle que soit l'identité des généreux donateurs, il s'agit de gens qui ont intérêt à aider les chiites d'Irak à se soulever contre les Américains, dit le journaliste. Je ne vois pas comment Moqtada pourrait résister longtemps aux pressions amicales à la fois de ses éventuels tuteurs et de sa base, et continuer à défendre l'idée d'une trêve. »

Le principal problème pour l'Armée du Mahdi ou l'Armée Al-Sadrain, selon tous les témoignages d'habitants d'Al-Sadr City, est en revanche le recrutement. « Au printemps, les jeunes allaient gaiement combattre les Américains, raconte un habitant. Aujourd'hui, ces jeunes ont perdu leurs chefs militaires, tués ici et surtout à Nadjaf, ils ont davantage peur de combattre, et ils voient bien que la population en a plus que marre de cette guerre. A Al-Sadr City, même si, comme tous les Irakiens, on n'aime pas les Américains, on pense que c'est quand même l'Armée du Mahdi qui est la cause de tous les maux. Ceux qui n'ont pas encore pris le fusil préférèrent rester à la maison. »

Rémy Ourdan

Deux membres du Comité des oulémas tués

La principale organisation sunnite d'Irak, le Comité des oulémas, a perdu, deux de ses membres, tombés sous les balles d'inconnus dans deux attaques séparées à Bagdad. Cheikh Ahmed Zaïdi, imam d'une mosquée du quartier chiite d'Al-Sadr City a été enlevé, dimanche soir 19 septembre, par des inconnus et son corps retrouvé lundi matin. Cheikh Mohammed Jaddou a été assassiné par balle lundi. « Ceux qui ont commis ces actes cherchent à diviser les musulmans », a affirmé cheikh Ahmed Abdelghafour Al-Samarai dans une brève allocution lors de la prière funéraire à la mosquée Moussab Ben Amir dans le nord-est de Bagdad. Cheikh Zaïdi était chargé de la coordination entre le Comité de oulémas et les autres courants religieux et faisait fonction d'imam de la mosquée Al-Sajad, l'une des rares mosquées du quartier chiite d'Al-Sadr City. Par ailleurs, deux collaborateurs de Moqtada Al-Sadr cheikh Ahmed Al-Chaibani et le sayyed Hossam Al-Moussaoui, ainsi que plusieurs autres personnes, ont été arrêtés à Nadjaf, mardi. M. Chaibani est l'un des plus proches collaborateurs du chef radical chiite. — (AFP)

Le Monde

22 SEPTEMBRE 2004

Quel scénario pour sortir de la guerre ?

«Libération» a interrogé trois experts internationaux sur les solutions au conflit irakien.

Les Etats-Unis peuvent-ils sortir du borbier irakien ? Dans la foulée de John Kerry, candidat démocrate à la présidentielle, trois experts - Hosham Dawod, irakien, anthropologue au CNRS, Toby Dodge, chercheur en relations internationales au Queens Mary College de l'université de Londres, et Joe Wilson, ancien ambassadeur et dernier diplomate américain en poste en Irak - tentent d'esquisser un plan de sortie.

1 Un retrait de la coalition est-il envisageable ?

Hosham Dawod. Dans l'état actuel, non. Si les Américains décidaient de partir, ce serait aussi catastrophique que leur décision d'envahir l'Irak. Rien sur place ne peut permettre à cet Etat fantomatique de se maintenir. A terme, c'est-à-dire d'ici deux ou trois ans, le départ des Américains n'est pas seulement envisageable, mais souhaitable. La fixation d'un calendrier leur permettrait de ne plus être perçus comme des occupants et entraînerait un rééquilibrage des forces politiques en Irak.

Toby Dodge. Cela accroîtra la violence, au moins à court terme. Elle est certes centrée sur les troupes américaines, mais pas seulement. Depuis le 28 juin, ces dernières sont dans une large mesure cantonnées dans leurs casernes. Les insurgés prennent davantage pour cibles les autorités et les forces de l'ordre irakiennes. C'est désormais une guerre pour le contrôle du territoire et de l'Etat irakiens qui se déroule.

Joe Wilson. Il faut d'abord essayer de convaincre le reste du monde de participer à un effort international pour mettre fin à l'instabilité en Irak et lancer un vrai projet de reconstruction. Un Irak instable au cœur du Moyen-Orient, c'est

un problème pour tout le monde, pas seulement pour les Etats-Unis. Cette administration n'a plus aucune crédibilité, mais un changement d'administration pourrait ouvrir de nouvelles possibilités de dialogue diplomatique. Cela dit, s'il est impossible de trouver un consensus international, il faudra se demander si la présence des troupes américaines en Irak ne participe pas davantage du problème que de la solution.

2 Ya-t-il un risque de guerre civile ?

Hosham Dawod. En dépit de conflits très durs, l'Irak n'est pas à la veille d'une guerre civile, sauf si un vide dangereux s'installait. Le risque existe pourtant, notamment à Kirkouk, revendiqué par les Kurdes et les Arabes.

Toby Dodge. Nous devons être très attentifs à ce terme. Un exemple de guerre civile est celui du Liban, avec des milices très organisées, liées à des positions religieuses bien identifiées. La situation irakienne ressemble davantage au cas somalien, caractérisé par l'anarchie.

Joe Wilson. Oui, il est réel, et il pourrait conduire à un éclatement du pays. La force qui n'est pas encore sur le champ de bataille, ce sont les chiïtes, majoritaires. Si l'on est obligé de retarder l'élection d'une Assemblée constituante, en janvier, quelle sera la réponse de Moqtada al-Sadr (*l'imam radical, ndlr*) ou de l'ayatollah

Ali Sistani (*plus haut dignitaire religieux chiïte, ndlr*) ?

3 Le pays peut-il être géré par le gouvernement intérimaire ?

Hosham Dawod. Actuellement, il est incapable d'assurer seul la

sécurité, de rétablir les infrastructures ou de redresser l'économie. Sur les 40000 policiers recrutés à ce jour, moins de 2400 ont été formés. Ce gouvernement a aussi un grave problème de représentativité, en dépit des différents courants qui le composent. C'est une juxtaposition de partis et non un tout cohérent. A l'approche des élections, ces divisions internes au sein de l'équipe gouvernementale s'accroissent. Chacun joue de son côté. ●●●

●●● **Toby Dodge.** Je ne crois pas qu'il puisse gérer le pays. Allaoui n'a pas d'armée sur laquelle s'appuyer. Il ne peut avoir confiance dans la garde nationale et pas davantage dans les forces de police irakiennes. Il essaie de reconstruire tout un système de défense à partir de rien, alors que le système était auparavant très organisé et discipliné. Second point, il est trop lié aux Etats-Unis.

Joe Wilson. Pour contrôler la situation, une autorité centrale doit disposer, sinon du monopole de la force, au moins d'une force prépondérante. Aujourd'hui, si le gouvernement Allaoui dispose d'une telle force, c'est uniquement grâce à la présence des troupes américaines. En cas de retrait, la question sera de savoir s'il peut trouver assez d'alliés internes pour maintenir sa prépondérance. C'est douteux.

4 Peut-on négocier avec la guérilla ?

Hosham Dawod. Le gouvernement irakien a essayé de tirer vers lui une frange de la guérilla, principalement baasiste. Cette politique a échoué. Est-ce que les Irakiens sont capables tout seuls de surmonter leurs divisions ? J'en doute. Les pays arabes voisins sont trop impliqués pour pouvoir jouer un rôle. La communauté internationale, elle, peut jouer un

rôle et notamment accompagner collectivement la période de transition. Mais l'Europe et la France doivent alors être prêtes à mobiliser des hommes et des moyens. Se contenter de critiquer la guerre d'Irak ne fait pas une politique.

Toby Dodge. C'est la question cruciale. Mais il y a vingt ou trente organisations qui combattent. Il n'y a pas de chef de file, donc pas d'interlocuteur pour négocier. Aucune organisation irakienne n'est aujourd'hui en mesure de contrôler l'insurrection. Je ne vois pas comment les choses pourraient s'apaiser. Cela ne peut qu'empirer. La seule issue est une intervention multilatérale, à travers les Nations unies.

Joe Wilson. Ce n'est pas une guérilla, mais plutôt un mouvement de résistance à l'occupation. Pour discuter avec ce mouvement, il faut assurer un processus plus paisible, vers un gouvernement plus représentatif. Mais il y a des forces en Irak avec lesquelles il sera très difficile de discuter - les gens qui se battent à Fallouja, les extrémistes sunnites - car ce sont les perdants, quoi qu'il arrive. Mais il faut toujours essayer de parler. ◀

Recueilli par

CHRISTOPHE BOLTANSKI,

PASCAL RICHÉ (à Washington)

et ARMELLE THORAVAL (à Londres)



22 SEPTEMBRE 2004

« L'Europe ne propose rien »

IRAK. La reconstruction du pays est un échec, et les États-Unis sont dans l'impasse. Mais, pour l'anthropologue franco-irakien Hosham Dawod, la résistance n'offre aucun débouché et l'Europe, comme l'ONU, reste impuissante.



Où en est la reconstruction de l'État irakien ? Le retard pris explique-t-il le chaos dans le pays ?

Hosham Dawod : S'il est facile d'abattre un pouvoir, en reconstruire un s'avère beaucoup plus difficile. Théoriquement, il faut un pouvoir capable de parler au nom de la majorité de la population,

de recourir à la violence, si nécessaire, avec son consentement, un pouvoir portant la symbolique, l'imaginaire d'une grande majorité de la population et pouvant jouer les médiateurs entre les différentes composantes de la société. Sur tous ces points cardinaux, le pouvoir irakien est absent. La reconstruction est un échec, son bilan est globalement négatif.

Certes, Saddam Hussein et sa police secrète ne sont plus là, les libertés d'expression et d'organisation existent, et la vie économique comme les hôpitaux fonctionnent un peu mieux. Mais le reste est catastrophique. Des milliers d'Irakiens meurent à cause de l'occupation ; des pans entiers de villes sont détruits ; l'unité de l'Irak est menacée, ce qui déstabilise la région ; l'Irak est devenue la plaque tournante d'un panislamisme radical mais aussi de la drogue. La sécurité, l'accès à l'eau potable et à l'électricité ne sont pas assurés, des gangs et des mafias gangrènent la société, le pays se morcelle, tiraillé par des intérêts politiques très opposés, chacun voulant négocier une part du pouvoir.

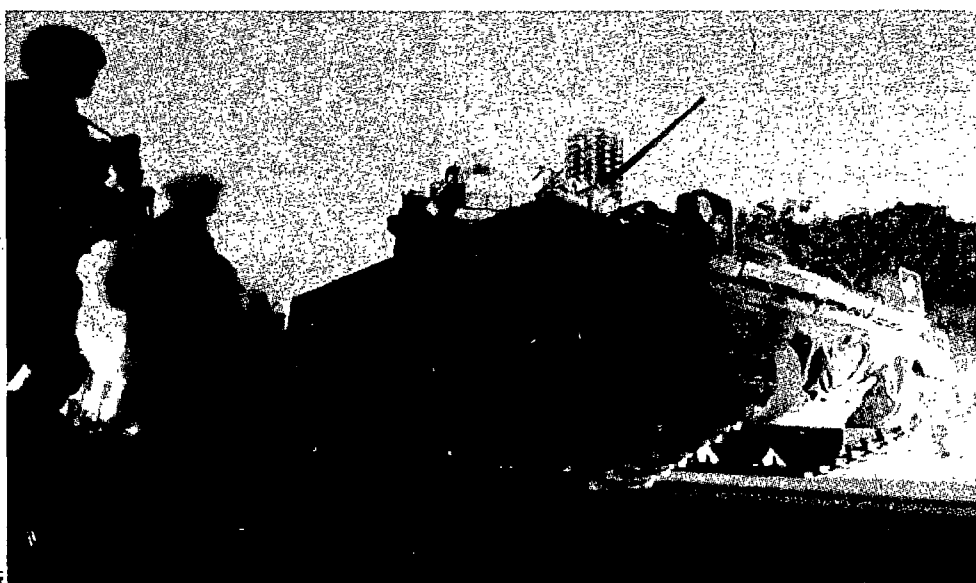
Les Américains ne s'en sortent pas et ne forment pas non plus les Irakiens, pas plus qu'ils ne les équipent, pour créer un véritable État. Ils savent seulement morceler la société pour mieux la contrôler, ce qui comporte aussi des risques. Comment refaire de ce morcellement une société unifiée ?

Que proposent les opposants et la résistance ?

Je récuse le terme de résistance. Soyons sérieux, il y a de tout là-dedans : des gangs, des coupeurs de tête, des gens qui veulent revenir en arrière, des radicaux assoiffés de sang, et la majorité ne sont pas des résistants. Ils se soucient peu de l'intérêt de la population et mettent en avant uniquement le retrait des forces d'occupation, pour parvenir eux-mêmes au pouvoir. Mais pour quoi faire ? Les dirigeants de Falloujah veulent une quasi-indépendance de leur ville au cœur de l'Irak, sans dire ce qu'ils veulent pour ce pays. Il y a là un émir qui impose l'islam avec une charia pure et dure : on a flagellé des gens sur la place publique, parmi eux des poètes ; on coupe la tête d'innocents, d'espions supposés, de femmes qui ne se soumettent pas... Ceux-là ne sont pas des résistants, mais, par antiaméricanisme aveugle, certains cautionnent n'importe quoi. Je ne suis pas obligé de choisir entre le cheikh Abdulah al-Janabi - le quasi-émir de Falloujah -, Moqtada al-Sadr et George W. Bush.

Assiste-t-on à une libanisation de l'Irak ?

Non, car, au Liban, il y avait dans un espace réduit une imbrication de confessions, de religions, de régionalismes résultant en une multitude d'identités difficilement solubles, ce qui a mené à la guerre civile. En Irak, trois



Raid nocturne de l'armée américaine dans les rues de Bagdad le 20 septembre 2004.

ou quatre identités se juxtaposent, et il est donc possible de trouver une solution politique assurant un ordre harmonieux. L'Irak est capable de s'en sortir, mais ce n'est pas l'occupant qui peut l'aider à trouver les réponses appropriées. Est-ce que la communauté internationale peut jouer un rôle, autour de l'ONU ? Oui, pour décrier la situation entre occupés et occupants. Mais avec quels moyens ? L'expérience a montré qu'en situation de crise elle était trop faible pour agir sur un terrain où les tensions sont fortes. D'autres forces peuvent-elles intervenir en son nom ? Si je pense à l'Europe, nous restons néanmoins sur notre faim car nous ne sommes pas sortis de la période de dénonciation de la guerre : que propose le front antiguerre, après dix-huit mois d'occupation de l'Irak, pour sortir par le haut et sauver la société irakienne dans sa diversité ? Rien, absolument rien, et c'est là où le bât blesse. Que les Américains se retirent, qu'ils subissent un échec ? Qui, alors, prendrait le relais ? Ce serait l'implosion de l'Irak et une possible guerre civile. Il serait souhaitable que les Américains restent dans le domaine militaire et laissent la gestion politique de la crise aux Irakiens et à l'ONU, mais acceptent-ils ? Et qui va former rapidement les Irakiens ? L'Europe est sortie affaiblie et divisée, elle n'est donc pas opérante.

La prise du pouvoir par les chiïtes, entrés en politique, est-elle inéluctable ?

Pour analyser la situation en Irak, on s'est doté de repères, le plus répandu étant que l'Irak est composé de sunnites, de chiïtes et de Kurdes. Du point de vue anthropologique, ce sont des niveaux différents d'analyse. En Irak comme ailleurs, le communautarisme ne produit pas une action politique ; il faut, pour qu'il le fasse, l'investir politiquement. Depuis la chute de Bagdad, j'ai mené sur le terrain des études pendant six mois. La population est largement coupée des corps poli-

tiques irakiens, le courant ne passe pas. Certains savent bien parler de cette population, comme le principal dignitaire chiïte, Ali Sistani, qui se soucie du sort du peuple irakien quand les autres sont davantage soucieux de leur avenir politique. Ali Sistani, que je connais bien, est le plus grand ayatollah chiïte vivant. Dès le départ, il était contre l'occupation, pour une résistance pacifique et ne voulait pas entrer en politique. Il dit que les religieux peuvent avoir leur opinion sans pour autant gérer l'État. Il s'est prononcé en faveur d'élections et ne veut pas conférer tout le pouvoir aux chiïtes. Il constitue une référence.

Les Américains ont-ils intérêt à prolonger le chaos ?

Ils sont venus avec un modèle d'État avec un centre faible et se retrouvent confrontés au chaos généralisé, qui leur coûte d'ailleurs cher en vies humaines et en argent. Ils n'ont pas besoin de cela. Ils sont la seule superpuissance et ils veulent remodeler le monde. Si leur première tentative se solde par une débâcle, cela sera pour eux un échec plus cuisant que celui du Vietnam. Ils doivent trouver une solution pour maintenir leur présence en Irak, tout en installant un système politique qui leur soit favorable. Ils sont dans une phase d'expérimentation grandeur nature, ils cherchent l'ordre qui permettra de stabiliser le pays. Ils ne l'ont pas encore trouvé, et, de loin, ils peuvent donner l'impression qu'ils souhaitent prolonger le chaos. Mais ils ne veulent pas d'un tel échec, et il n'y a sur ce point aucune différence entre John Kerry et George W. Bush. Kerry chercherait davantage d'appui international et générerait peut-être prolonger la situation en Irak, mais je crois que ce qui se passe en Irak implique l'État américain et pas une seule administration. Kerry ne veut pas plus que Bush infliger aux États-Unis une défaite stratégique.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

U.S. planes again hit Sadr City

Air attacks follow clashes with militia

From news reports

BAGHDAD: U.S. warplanes fired on targets in the east Baghdad slum of Sadr City on Thursday, the second day of fighting in the Shiite militia stronghold. Iraqi doctors said one person had been killed and 12 injured, several of them children.

The U.S. military said the operation had been intended to "disband and disarm" militia loyal to the rebel Shiite cleric Moktada al-Sadr and to open the way for reconstruction projects in the city.

The attacks followed a day of fierce clashes between American troops and fighters loyal to al-Sadr.

U.S. warplanes and helicopters roared overhead and residents said loud explosions could be heard for hours. Militants returned fire with machine guns, they said.

An American Bradley fighting vehicle was hit by a rocket-propelled grenade and caught fire, according to a U.S. military report. It was not clear if there were any casualties.

The aim of the operation, "Iron Fist 2," is to maintain pressure on al-Sadr by seizing weapons and detaining or killing his lieutenants, said Major Bill Williams, an acting battalion commander in the 1st Cavalry Division.

Last month an agreement suspended hostilities between al-Sadr's followers and U.S. troops and now the Americans believe he has been using the lull in fighting to increase his control.

The military says that the insurgents have placed booby traps throughout Sadr City and have repeatedly fired mortars toward an American base on its outskirts.

Naim al-Kaabi, an official with al-Sadr's office, said the U.S. bombardments lasted until the morning.

Also, heavy fighting broke out late Thursday between the insurgents and U.S. and Iraqi forces in Dhuliyui, a town north of Baghdad. It is home to mem-

bers of the puritanical Wahhabi sect of Islam and is a hideout for foreign fighters fleeing from Samarra, the U.S. military said.

■ France repeats stand on Iraq

France on Thursday reiterated its criticism of the U.S.-led war in Iraq and Foreign Minister Michel Barnier said it would not send troops to the country, Agence France-Presse reported from the United Nations in New York.

"As everyone knows, France did not approve of the conditions in which the conflict was unleashed. Neither today nor tomorrow will it commit itself militarily in Iraq," Barnier told the General Assembly.

The United States and UN Secretary General Kofi Annan both have called for more troops to be sent to Iraq, particularly to protect UN personnel who are preparing for the January 2005 elections.

But France, one of the harshest critics of the war that brought down Saddam Hussein, has repeatedly ruled out any military participation there.

"However, it reaffirms its willingness, with its European partners, to assist the Iraqi people in rebuilding their country and restoring their institutions," he said.

Turkey ready to enact its penal code reforms

Plan to criminalize adultery is dropped

From news reports

BRUSSELS: Turkey moved closer to opening membership talks with the European Union on Thursday after it said it would pass penal code reforms and was abandoning a clause that would have criminalized adultery.

The EU expansion commissioner, Günter Verheugen, who is to issue a report on Oct. 6 on when Turkey will be able to begin negotiations to join the EU, indicated he would recommend that the discussions begin soon. Ankara has been lobbying to have talks start as early as next January.

Verheugen spoke after meeting with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

Although he did not specify what his recommendation would be, Verheugen said that "there are no more obstacles on the table now."

Erdogan said Turkey's Parliament would hold an emergency session Sunday to pass the penal code reform package, which the EU has said is essential to Turkey's meeting entry requirements.

The Turkish government had met "all political criteria" for membership, Erdogan said. "We have fulfilled our obligations."

The penal reform had been delayed amid disputes over a clause that would have outlawed adultery — a move supported by conservative Islamic groups in Turkey but opposed by the EU.

The EU warned against the clause, saying it was holding up the other reforms in the package, which includes laws against rape, pedophilia and torture, and improves human rights standards.

Erdogan said his government was dropping the contentious issue.

"No article not already in the Turkish Penal Code will be included in it. I'm speaking about adultery," he told a news conference at the European Parliament.

Verheugen said the two sides "have been able to find solutions to the remaining outstanding problems."

"There are no further conditions that Turkey must fulfill to enable the European Commission to make a clear recommendation," he said.

The leaders of the 25 EU nations are to make a final decision at a December summit meeting in Brussels on when Ankara can begin membership talks.

Even after discussions begin, it could take years of negotiations before Tur-

key is officially accepted into the European Union.

At the European Parliament, Erdogan tried to soothe growing European concerns about his country's readiness to join the EU, and acknowledged that it would "take time."

"Implementation will require a change in mentality and this will not be easy," he said.

There is considerable opposition in the European Union to giving Turkey membership.

"We don't think that we should start negotiations with Turkey," said a French conservative, Jacques Toubon, adding that Turkey gaining membership "will result in a Europe without a political union."

Despite being heavily critical of Turkey's rights record over the years, the European Parliament has traditionally been a backer of Turkey's bid to join the bloc. But elections for the expanded EU assembly last June, with its new Eastern European members, brought in more lawmakers who oppose Ankara's European ambitions.

Turkey's entry into the EU has become a major issue in several member nations, including Germany, where the conservative Christian Democrats gained the most seats in the European Parliament elections, due partly to their opposition to starting entry talks with Ankara.

In Ankara, the main opposition party hailed the government move to push through the penal code reform.

"We are happy with the result, this is what we wanted," Kemal Anadol, a

deputy chairman for the parliamentary group of the social democratic Republican People's Party, said.

He was speaking shortly after the

ruling Justice and Development Party said it would summon lawmakers for an extraordinary session on Sunday to adopt the reform package to overhaul

the country's 78-year-old criminal code. (AP, AFP)

International Herald Tribune
September 24, 2004

Both Bush and Allawi optimistic about Iraq

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush fended off tough questions Thursday about setbacks in Iraq, saying in a White House appearance with the Iraqi interim prime minister that he remained determined and optimistic, even amid a dramatic surge in violence that has included the beheadings of Americans.

"Like all Americans," Bush said, "I'm disgusted by that kind of behavior. But I'm not going to yield, we're not going to abandon the Iraqi people. It's in our interests that we win this battle in the war on terrorism."

Many of Bush's comments, in ways both direct and indirect, responded to major criticisms on Iraq lodged this week by his opponent in the November presidential election, Senator John Kerry. To Kerry's assertion that the war was not justified, Bush said, "If we stop fighting the terrorists in Iraq, they would be free to plot and plan attacks elsewhere, in America and other free nations."

The president, in comments made to reporters as he and Prime Minister Ayad Allawi stood side by side in the Rose Garden, strongly endorsed Allawi's earlier assurances about progress and his insistence, in a morning speech to a joint meeting of Congress, that January elections in Iraq would take place on schedule.

Bush and Allawi faced reporters for 40 minutes. Most questions dealt with chaotic conditions in parts of Iraq, and whether Bush had fully explained their severity to the American people. This came in a week when Allawi's presence, and both men's appearances at the United Nations, are placing an unusually sharp focus on the problems in Iraq.

Both men said that the training

of Iraqi security forces was a key to restoring order, and both said it was moving well. Bush appeared more optimistic about the pace of training than some U.S. military officers have been.

Bush said that nearly 100,000 Iraqi security personnel had been trained, and that this number would reach 125,000 by the end of the year.

The president was also asked about a comment by General John Abizaid, head of the U.S. Central Command, that more troops would be needed to provide sufficient security for the January elections, and that some might have to be American.

Bush said he had met earlier in the day with Abizaid and that the general had made no request for more troops. As he has since the beginning of the conflict, the president said that he would heed his generals' recommendations on troop needs.

Kerry said a day earlier that he would not send additional troops to Iraq next year — an apparent shift from a comment in April, when he said that he would send more troops if they were needed to establish stability — and he said Monday, in a sweeping criticism of Bush policy, that he would be able to begin withdrawing American forces by mid-2005.

"I think it's a preposterous claim to say America would be better off with Saddam Hussein in power," Bush said, alluding to Kerry's assertion that no president should have invaded Iraq had he known that the country had no weapons of mass destruction, no clear ties to Al Qaeda or posed any imminent threat.

"If we stop fighting the terrorists in Iraq," Bush said, "they will be free to plot and plan attacks elsewhere, in America and other free nations."

"To retreat now would betray our mission, our words and our friends," he said.

Allawi himself made what seemed a surprising foray into American politics, with a reference to "defeatism" that sounded much like the Bush campaign's responses to Kerry.

"When political leaders sound the sirens of defeatism in the face of terrorism," Allawi said, "it only encourages more violence."

Allawi, who is to address the United Nations General Assembly on Friday, insisted before Congress that national elections will take place in Iraq in January as scheduled. He said the situation in parts of Iraq was bad, but not as dire as portrayed in the Western media.

"Some have speculated, even doubted, whether this date can be met," Allawi said, "so let me be absolutely clear. Elections will occur in Iraq, on time in January, because Iraqis want elections on time." He said conditions in 15 of Iraq's 18 provinces were secure enough to "hold elections tomorrow."

And in confident words that often could have been those of Bush, Allawi said that Iraqis were steadily overcoming resistance, through negotiations, military means and the extension of the political process to "as many people as we can."

"We are succeeding in Iraq," he said.

One reporter asked Bush about a comment he had made recently regarding a major report from U.S. intelligence agencies on Iraq that posits a worst-case scenario of civil war by the end of next year. Bush said that that National Intelligence Estimate involved "guessing." A reporter asked him how he could reconcile a dismissive-sounding comment like that with his earlier reliance on the last National Intelligence Estimate on Iraq to argue that war was necessary. Bush conceded that he might have chosen his words better.

Allawi thanked the assembled legislators, who were joined for the event by a row of top uniformed U.S. military officials, for their vote in 2002 to authorize the war that unseated Saddam Hussein.

"Today, we are better off, you are better off, the world is better off without Saddam Hussein," Allawi said. "Your decision to go to war in Iraq was not an easy one but it was the right one."

International Herald Tribune

A la Maison-Blanche, le premier ministre promet que les élections auront lieu en janvier comme prévu

Iyad Allaoui prête main-forte au candidat George W. Bush

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

George W. Bush a reçu hier à Washington un soutien électoral qui pourrait peser lourd dans la balance. Face aux deux chambres du Congrès, puis devant la presse à l'issue d'un entretien à la Maison-Blanche, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, est venu expliquer aux Américains que le président leur dit la vérité et ne se berce pas d'illusions sur l'Irak.

La preuve : lui qui est installé aux premières loges, à Bagdad, confirme en tous points la version officielle américaine. « *Je vous apporte trois importants messages, a-t-il déclaré d'emblée à la tribune du Sénat. Nous sommes en train de réussir. (...) Mon peuple vous remercie pour votre rôle dirigeant et votre sacrifice. (...) Nous nous portons mieux, vous vous portez mieux, le monde se porte mieux sans Saddam Hussein.* » Le massif neurologue de 59 ans, devenu premier ministre à la faveur du transfert de pouvoirs en juin dernier, lit d'un ton méca-

nique un texte qu'on croirait écrit, ou tout au moins relu, par ses mentors américains. « *Nous luttons pour la liberté et la démocratie, la nôtre et la vôtre, dit-il dans un anglais rapide et rocailleux. C'est une guerre mondiale entre les terroristes et ceux qui veulent vivre libres et en paix. (...) Les sceptiques ne comprennent pas le peuple irakien. A chaque étape, nous leur donnons tort.* »

Au moment où l'argumentaire de l'Administration perd en crédibilité, sous les attaques frontales du camp démocrate et devant l'enchaînement des attentats, des prises d'otages et des décapitations, le témoignage du premier ministre irakien vaut de l'or. Avec l'assurance d'un commissaire de police au rapport, Iyad Allaoui réduit la rébellion à « *une petite minorité* » composée

« *d'anciens fantassins de Saddam, de fanatiques ayant une vision pervertie de l'islam et de terroristes pour beaucoup venus de l'étranger* ». Dans une interview au *New York Times*, il précisait hier le dosage de cette « nuisance » : 60 % de baasistes, 30 % d'étrangers affiliés notamment à al-Qaïda et 10 % de crimi-

nels. « *Ils ne réussiront pas* », ont dit hier d'une même voix le président américain et son acolyte irakien.

L'observateur ne pouvait qu'être frappé par la similitude de l'introduction prononcée une heure plus tard par George Bush sur la pelouse de la Maison-Blanche. « *Les atrocités nous rendent malades mais nous ne serons pas intimidés*, a dit le président. *La liberté est en train de l'emporter.* » Sans exclure de déployer plus de troupes si les généraux le demandent, il a souligné que « *dans ce moment décisif, (...) la seule option est la victoire. Battre en retraite serait trahir notre mission, notre parole et nos amis.* »

Comme il en a désormais pris l'habitude, John Kerry, le candidat démocrate à la Maison-Blanche, a réagi sans perdre une minute : « *Je ne suis pas d'accord. Les choses ne vont pas mieux. L'Irak est devenu un pôle d'attraction pour les terroristes. Nous devons changer de politique.* »

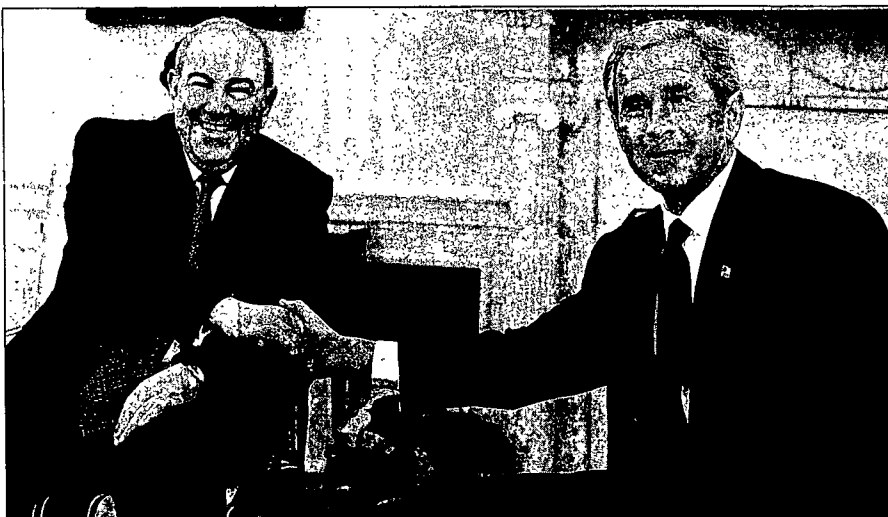
Mais Iyad Allaoui a mieux à offrir que des slogans. Il a « *un plan pour bâtir la démocratie, vaincre les terroristes et améliorer la qualité de vie des Irakiens ordinaires* ». La pro-

chaine étape consiste à organiser des élections en janvier. Ayant banni le mot « chaos » de son vocabulaire, le nouveau « *leader courageux* » de l'Irak salué par Bush est catégorique : « *Elles auront lieu à la date prévue. Quinze des 18 districts électoraux pourraient*

les organiser demain, même si ce n'est pas ce qu'on voit sur vos médias. » Seule concession : « *Elles ne seront peut-être pas parfaites.* » Mais, précise-t-il : « *Faludja n'est pas tout l'Irak.* »

Manifestement, les médias et certains élus du Congrès gardent leurs doutes. Mercredi, lors d'une audition à huis clos au Sénat, les responsables du dossier, du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, à l'ambassadeur américain à Bagdad, John Negroponte, ont dressé un bilan moins euphorique de la situation. Le général John Abizaid, commandant de la coalition, a prévenu s'attendre à « *des coups très durs de l'ennemi* ». Commentaire à la sortie de Ike Skelton, élu démocrate du Missouri : « *Ça me rappelle un ro-déo... Pour l'instant, on est toujours sur le dos du taureau...* »

Au-delà des préoccupations électorales de la Maison-Blanche, le vrai défi pour Iyad Allaoui est de mobiliser l'aide internationale dont il a besoin. Aujourd'hui, lors de son intervention devant l'assemblée générale de l'ONU, il aura un public plus difficile à convaincre. Mais il prévient : « *Nous nous souviendrons de ceux qui se sont tenus à nos côtés.* » Et, dans une tirade qui vaut tous les appels à voter Bush : « *Nous, Irakiens, nous resterons aux côtés de l'Amérique !* »



Sur fond d'élection présidentielle américaine, Iyad Allaoui et George W. Bush ont parlé hier d'une même voix. Sans pour autant convaincre les médias et certains membres du Congrès. (Photo Charles Dharapak/AP.)

UNION EUROPÉENNE *Le commissaire à l'Élargissement souhaite que la Commission donne une recommandation positive sur l'ouverture de négociations d'adhésion*

Verheugen ouvre la porte à la Turquie

La visite du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi à Bruxelles, a permis de dégager la voie de la candidature d'Ankara à l'Union européenne en rendant quasi certaine une recommandation positive de la Commission européenne le 6 octobre sur l'ouverture de négociations d'adhésion. La promesse d'une adoption, dès dimanche, par le Parlement turc, d'un nouveau Code pénal ne comportant pas de clause criminalisant l'adultère a suscité la satisfaction du commissaire européen à l'Élargissement, Günter Verheugen. « Il n'y a désormais plus d'obstacles sur la table (...) la Turquie n'a pas de conditions additionnelles à remplir pour permettre à la Commission de faire une recommandation », a déclaré le commissaire. Si les recommandations de la Commission ne font plus de mystère, la décision finale appartiendra aux chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq, qui se prononceront à l'unanimité, le 17 décembre prochain, à Bruxelles.

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

L'avenir de la Turquie en Europe a été scellé, hier matin, dans un salon feutré de l'hôtel Conrad, l'un des plus luxueux de la capitale. Adresse favorite de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder, ce palace bruxellois aura porté chance à Recep Tayyip Erdogan. Le premier ministre turc y avait donné rendez-vous à Günter Verheugen, le commissaire allemand à l'Élargissement. Entretien décisif pour la Turquie, après une semaine de vive tension entre Bruxelles et Ankara, qui s'était soldée par un ultimatum très sec de la Commission euro-

péenne : « Si vous ne réformez pas le Code pénal, comme cela était prévu, les négociations d'adhésion avec la Turquie ne pourront commencer. » Le dirigeant turc était au pied du mur.

Mais face au commissaire, le premier ministre ne se laisse pas intimider. « Je tiens d'abord à vous dire que nous n'avons pas du tout apprécié vos injonctions par médias interposés », lance-t-il à Verheugen. « La prochaine fois que vous aurez quelque chose d'important à nous dire, ayez l'obligeance de nous le faire savoir directement, cela évitera les problèmes. » Recep Tayyip Erdogan insiste sur les quelque 343 articles du Code pénal déjà votés. Reste une loi d'application à faire passer. « Nous avons déjà beaucoup fait. L'adultère

n'était qu'un projet d'amendement. Dommage qu'en Europe, vous vous focalisiez uniquement là-dessus », lâche-t-il. « Mais vous savez bien que c'est un projet qui passe très mal dans l'opinion publique européenne ! » rétorque le commissaire allemand. « Et vos déclarations publiques à ce sujet n'ont pas aidé.

- Erdogan : Bon, peut-être, mais nous, à Ankara, on a eu le sentiment que, soudain, vous nous posiez des conditions supplémentaires (...)

- Verheugen : Mais non ! Pourquoi ? C'est un malentendu ! Nous avons juste rappelé, comme toujours d'ailleurs, que la réforme du Code pénal était essentielle pour ouvrir les négociations.

- C'est tout ?

- C'est tout.

- Alors si la loi d'application est votée, sans cet amendement sur l'adultère, bien sûr, c'est bon pour vous ?

- Mais oui ! »

Le premier ministre turc téléphone aussitôt au président de groupe de son parti « Justice et développement », pour lui annoncer la nouvelle. Puis il contacte le président du Parlement à Ankara. « Quand pouvez-vous convoquer l'assemblée au plus vite ? Dimanche en séance extraordinaire ?

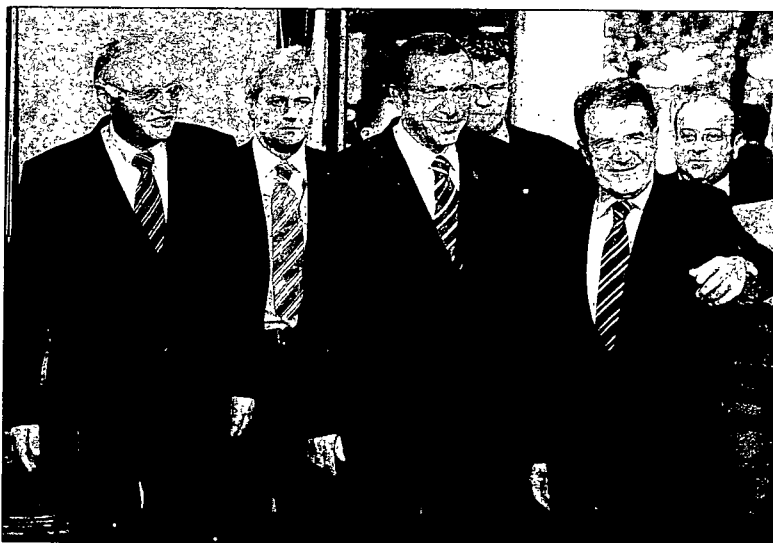
Parfait ! Et bien allez-y ! » ordonne-t-il. Grâce à l'appui de l'opposition, Erdogan assure à ses interlocuteurs qu'il ne se fait aucun souci pour l'issue du vote. Les députés voteront la réforme à une très large majorité. Verheugen semble convaincu.

En sortant sur le perron de l'hôtel, le commissaire allemand triomphe comme un jeune marié : « J'ai obtenu de mon ami, le premier ministre Erdogan, des assurances qui me permettront de faire des recommandations très claires ! »

Jamais Günter Verheugen n'avait été aussi explicite. Sous l'emprise de l'excitation, le voilà qui dévoile, quinze jours à l'avance, le feu vert de la Commission à l'ouverture des négociations. « Ma conclusion est que désormais, il n'y a plus

d'obstacles sur la table », lâche-t-il. « Nous avons été capables de trouver des solutions aux problèmes qui restaient en suspens. De mon point de vue, la Turquie n'a pas de conditions additionnelles à remplir pour permettre à la Commission de faire une recommandation. » Et le commissaire de féliciter publiquement son « ami » Erdogan pour son « fort esprit de commande » dans l'accomplissement des réformes.

Déprimée depuis vendredi dernier, la Bourse d'Ankara a salué ces commentaires par un bond historique. Critiqué à Bruxelles comme dans les milieux d'affaires turcs, pour sa grave erreur politique, Erdogan aura réussi à redresser la situation en sa faveur en moins d'une heure. Ravi de ses effets, le premier ministre turc peut se rendre la tête haute chez Romano Prodi et s'entretenir d'égal à égal avec lui sur la situation au Sud Caucase, d'où revient le président de la Commission. Recep Tayyip Erdogan s'inquiète pour la Géorgie. Au passage, Romano Prodi tente de l'intéresser au problème arménien. Sans succès. Le problème sera abordé plus tard. « Chaque chose en son temps », tempère



Le commissaire européen à l'élargissement Günter Verheugen (à gauche) et le président de la Commission européenne Romano Prodi (à droite) ont accueilli le premier ministre turc, hier à Bruxelles. Recep Tayyip Erdogan (au centre) a confirmé que son nouveau Code pénal ne comportera pas la criminalisation de l'adultère. (Photo Roge/Reuters.)

un conseiller du président.

L'heure tourne, le premier ministre est attendu au Parlement européen. Une institution dominée par la droite allemande, hostile depuis toujours à l'adhésion de la Turquie. A l'issue d'une rencontre avec le président du Parlement européen et les chefs de groupes politiques, Recep Tayyip Erdogan répète que le projet de loi visant à criminaliser l'adultère a été retiré par le gouvernement et qu'il ne passera pas. « Ce dossier n'a jamais figuré dans le

projet de Code pénal. Or aucun élément qui ne figure pas déjà dans le Code pénal ne pourra être introduit », explique-t-il. Qu'advient-il si l'amendement sur l'adultère revient sur la table dans les prochains mois ? « Je ne peux pas dire ce que d'autres après moi feront », rétorque le dirigeant turc, épuisé par sa journée marathon.

Si cette étape au Parlement européen n'est pas décisive pour l'ouverture des négociations entre Bruxelles et Ankara,

elle a permis au premier ministre de toucher du doigt le fossé qui existe entre les dirigeants européens, majoritairement favorables à l'adhésion de la Turquie, et les parlementaires, reflets des opinions publiques. D'après un sondage réalisé avant les européennes à Bruxelles, dans tous les pays de l'Union, les Européens sont en très grande majorité opposés à l'entrée de la Turquie, un pays trop peuplé et trop musulman à leurs yeux.

Le psychodrame autour du

projet de loi sur l'adultère n'a sans doute fait qu'accroître les suspicions. Il a démontré avec fracas l'emprise des religieux conservateurs sur le régime actuel. « Sans l'ultimatum très ferme de la Commission, Erdogan n'aurait jamais pu se sortir de cette crise interne sur sa réforme du Code pénal », explique-t-on à Bruxelles. « Il le sait très bien : quelque part, nous lui avons rendu un sacré service ! »

Au sein de l'Europe, la Turquie aurait un poids, notamment démographique, prépondérant

Le risque d'un choc économique pour l'Union

Bruxelles :
de notre correspondant
Pierre Avril

Un Conseil et un Parlement européen où la représentation turque sera majoritaire ; un pays de presque 100 millions d'habitants, soit la plus grande puissance démographique de l'Union, mais avec un PIB équivalent à seulement 30 % de la moyenne communautaire ; une Europe dont les frontières jouxtent désormais l'Irak, la Syrie, l'Iran, la Géorgie et l'Arménie. Voici à quoi ressemblera l'Union européenne dans environ dix ans, lorsque la Turquie aura achevé ses négociations d'adhésion.

C'est cette perspective qui conduit un nombre croissant de dirigeants européens à réclamer un « débat » sur les conséquences, pour l'Union, d'une adhésion turque. L'aptitude d'Ankara à absorber les 80 000 pages de l'acquis communautaire, et à respecter les droits de l'homme, n'est pas suffisante, rappellent nombre d'entre eux. « La capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres tout en maintenant l'élan de l'intégration constitue également un élément important », déclaraient eux-mêmes les chefs d'Etat à Copenhague, en 1993. C'est cet engagement vieux de 10 ans qui est aujourd'hui passé sous silence. Le 6 octobre, à côté de son rapport d'évaluation, la Commission publiera une « étude d'impact » destinée à examiner les conséquences pour

l'Union européenne, de l'adhésion turque. Mais celle-ci aura peu d'influence sur le verdict final. Elle comportera « très peu de chiffres », ajoute-t-on à Bruxelles. Les perturbations qu'entraînera pour l'Europe une adhésion turque sont pourtant facilement quantifiables.

Dotée d'une démographie galopante, à l'inverse d'un pays comme l'Allemagne (voir tableau), la Turquie deviendra mécaniquement majoritaire dans la plupart des institutions européennes. Au sein de la Commission, son poids devrait rester équivalent à celui de Malte. Au Parlement en revanche, le groupe turc, avec environ 80 députés, deviendrait majoritaire. Mais « le véritable problème se situera au Conseil », pronostique Edgar Lenski, chercheur à l'université berlinoise Humboldt, auditionné hier au Parlement. Selon certaines estimations, dans vingt ans, la Turquie devrait disposer de 15 % des votes, contre 14 % pour l'Allemagne et 12 % pour la France, de quoi lui permettre de bloquer assez aisément des décisions prises à la majorité qualifiée. Or, doutant de la solidité de l'ancrage turc à l'idée européenne, Edgar Lenski estime qu'il faudrait un « grand changement de l'attitude turque vis-à-vis de l'UE » pour que le Conseil continue à fonctionner efficacement. Et les anti-Ankara de prédire la fin « de l'Union politique ». Dotée d'une richesse équivalente à la moyenne des nouveaux états membres, mais avec une population supérieure aux Dix réunis, la Turquie risque

	Allemagne	France	Turquie
2005	82,5	60,7	73,3
2020	82,5	63,6	85,7
2050	79	64,2	97,8

par ailleurs de phagociter la manne financière européenne. Selon le commissaire Franz Fischler - opposé à l'adhésion d'Ankara - les subventions agricoles à la Turquie représenteront 9 milliards d'euros, « soit presque autant que les coûts d'accession des Dix ». Le coût annuel de l'adhésion turque pour la seule PAC, sera même supérieur à celui engendré par la totalité des vingt-sept. Alors même que plusieurs pays - dont la France - exigent aujourd'hui des économies, la politique agricole et des fonds structurels serait totalement bouleversée. L'impact lié à l'immigration turque fait en revanche l'objet de davantage de controverses. L'étude de la Commission devrait souligner que l'immigration turque dans l'UE (environ 3 millions aujourd'hui) est déjà ancienne et que les travailleurs turcs bénéficient déjà, en vertu d'accords bilatéraux signés avec l'UE, de plusieurs avantages so-

ciaux.

« La poussée migratoire qui est attendue (les chiffres varient entre 1 et 4 millions, NDLR), ne résultera pas nécessairement du processus d'adhésion », analyse un expert de la Commission. Mais « Verheugen est très sensible à la montée de l'extrême droite en Allemagne. Il est tenté de noircir le tableau pour ne pas se voir accuser plus tard d'avoir sous-estimé les problèmes », explique un haut fonctionnaire. Les risques de dumping social sont déjà évoqués. Enfin, pro et les anti-Ankara se querellent sur les conséquences géopolitiques pour l'UE, d'une adhésion turque.

Hier, le chercheur Alexandre Del Valle, auditionné au Parlement, a critiqué l'argument selon lequel une adhésion d'Ankara permettrait une stabilisation de la région. « Comment imaginer que l'accession de la Turquie permettra d'ériger un rempart contre l'islamisme

et le terrorisme, alors que l'UE jouxtera désormais l'Irak, la Syrie, qui parraine le terrorisme, et l'Iran des mollahs ? » a-t-il

lancé. « Pour constituer un moteur de stabilité en mer Noire et dans le Caucase, la Turquie doit conserver son autonomie poli-

tique », a renchéri Jacques Toubon, membre de la délégation parlementaire pour la Turquie. Faute d'un « débat, ajoute-t-il,

« on risque de se retrouver dans la situation absurde où pour pouvoir dire non à la Turquie, il faudra dire non lors du référendum sur la Constitution ».

When even the French become targets in Iraq

TV reporters leave as abductions grow

By Katrin Bennhold

PARIS: In the latest sign that France, the most vocal opponent of the American-led campaign in Iraq, is not immune to the wrath of Islamic extremists in the war-torn country, two major French television networks pulled their crews out of Baghdad this week for fear of seeing them taken hostage.

Within two days of each other, TFI, France's main commercial TV network, and the state-financed rival France 3 announced that teams returning from Iraq would not be replaced until the security situation improved.

More than 100 foreigners have been abducted since April in what appears to be a deepening campaign aimed at civilians. Most hostages have been released, but about 30 have been killed.

French news media companies are not the only ones to flee Iraq. German and Spanish television stations also said Friday that they planned to withdraw correspondents from the country.

According to Catherine Nayl, deputy news editor at TFI, being French no longer protects journalists, who have increasingly become "pawns" in a conflict devoid of rules.

"Until three or four months ago, our journalists still felt relatively safe, being French," Nayl said. "But a French passport doesn't protect you anymore."

At France 3, Ulysée Gosset, news director, agreed.

"French nationals are not out of harm's way," Gosset told the French radio station Europe 1 on Friday. "France is not an enemy state for the Iraqis, but it's a Western country, and all Westerners, including journalists, are now potential targets."

On Aug. 20, two journalists became the first French hostages to be taken. The kidnapping of Christian Chesnot, a correspondent for Radio France, and Georges Malbrunot, from the daily *Le Figaro*, not only shook news media outlets with staff in Iraq. It came as a shock to a nation that has long prided itself on its special relationship with the Arab world.

France's relative popularity among Muslim populations, its long-standing sympathy for the Palestinian cause and its far-reaching access in the region,

from Hezbollah to most governments in North Africa and the Middle East, have left it just as vulnerable as everybody else, observers say. In a communiqué 10 days ago, the kidnappers call France "the enemy of the Muslims."

"The soft power of France can do nothing against these extremists," said Guillaume Parmentier, director for U.S. studies at the French Institute for International Relations.

The failure so far of government to free Chesnot and Malbrunot, in spite of rallying a number of Muslim leaders behind their cause, has reinforced a growing sense of impotence in the French capital.

After a feverish few days earlier this month, when ministers repeatedly claimed that the hostages' release might be imminent, the Foreign Ministry 10 days ago quietly pulled out the senior diplomat leading the negotiations in an implicit recognition of the fact that the crisis could last a long time.

"In the first few weeks, the government was a bit too optimistic," Parmentier said.

"It was always foolish to believe that this would work with extremists that take hostages. But they had to at least try."

French diplomats in Baghdad continued in their efforts Friday to negotiate the two men's release, a Foreign Ministry official said.

In the past week, the hostage crisis has dominated the headlines across the globe.

Two American engineers were headed by a group that threatened to kill a British colleague of theirs as well. And the fate of two Italian aid workers, known as the two Simonas, remained uncertain.

The withdrawal of news media staff from Iraq has slowly built up as civilians have become a major target of the insurgency, the official at the French Foreign Ministry said. But in the past week there has been a true exodus, he said.

In addition to TFI and France 3, the radio station France Info pulled out its

Kidnappings shocked a nation that prides itself on its relationship with the Arab world.

Baghdad correspondent and sent him to Syria to report from there, the official said.

Germany's biggest television network, ARD, said Friday it also planned to bring home its two correspondents in Iraq after the Foreign Ministry warned that German journalists could be at risk.

Germany, which opposed the U.S.-led war in Iraq and has not deployed any troops there, has not been a target of attacks. But German troops are part of the International Security Assistance Force in Afghanistan, which Islamists oppose.

Separately, the Spanish government has urged television stations and newspapers to pull out their correspondents, the newspaper *El Mundo* said on its Web site. The EFE news agency of Spain has withdrawn its only Spanish correspondent from Baghdad.

TFI's four-person television crew left Baghdad on Friday for the Jordanian capital, Amman, and is returning to Paris on Saturday. The last team France 3 sent to Iraq returned Wednesday.

Nayl, of TFI, stressed that the decision to stop coverage from Baghdad was provisional and that the network was in daily contact with its local guide and driver in Baghdad to assess when a crew could be sent out again.

The irony is that in many ways the situation in Iraq has proven the French government right in its reasoning to oppose the war, Parmentier said.

"The French view was that the war in Iraq would increase terrorism, and there is a very good argument that it has," he said.

Until this month, almost all the hostages were taken from Iraq's perilous roads. But many of the more recent kidnappings have taken place in Baghdad and appear to be carefully planned, an escalation that has alarmed foreign embassies and companies.

International Herald Tribune



Iraq The struggle for order

BAGHDAD

Despite hopeful assurances from America's president and Iraq's interim prime minister, the country is not getting any safer

IN A recent television advertisement placed by Iraq's electoral commission, which says it expects voters to start registering for January's hoped-for general election in a month or so, a cosy family of four cheerfully discusses the coming poll. All citizens, they decide, should vote: a nation is stronger when everyone joins in to build it. Opinion polls taken last month suggested that 88% of Iraqis planned to vote, against only 8% who did not.

But will they be able to? Most Iraqis say it is hard to imagine going to a polling station if car-bombs still go off regularly in the heart of Baghdad, a trip to the corner shop carries a risk of being caught in crossfire, and insurgent sympathisers are free to threaten those who want to vote with a bullet in the head.

Iyad Allawi, prime minister of the interim government, who still promises to lead Iraq to a credible election, says the rebels will be contained and the no-go zones where people will be unable to vote freely will be eradicated. If such bad spots as Fallujah, to the west of Baghdad, can be sealed off if not subdued, the rest of the country will be peaceful enough to witness a fair ballot.

But there is still no sign of the government forces, spearheaded by 140,000 American troops and 22,000 from allied countries, getting on top of the insurgents, whose estimated numbers range from

20,000, according to one American general, to twice that figure. Every day the government troops sweep the bastions of Islamist and Baathist fervour around Haifa Street, a main road in Baghdad in easy mortar range of the "green zone" where the government is seated. No sooner do the American and Iraqi troops disappear than armed guerrillas re-emerge, to badger and hector passers-by.

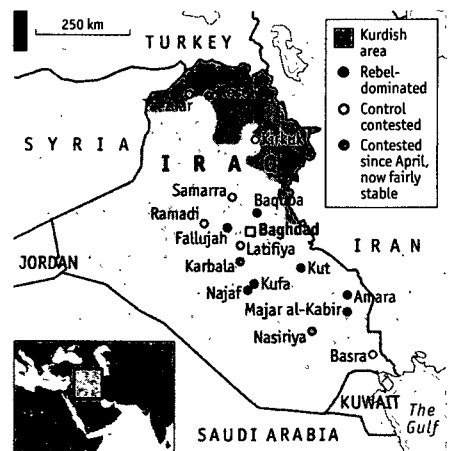
The kidnapping of foreigners, a practice that began in earnest only in April, shows no sign of abating. Since then, at least 137 have been nabbed, of whom 28 have been killed, 29 are still being held, and 60 have been freed or escaped, says the Brookings Institution in Washington, DC; the status of the rest is unknown. In the past week a group led by a Jordanian Islamist fanatic with proclaimed links to al-Qaeda, Abu Musab al-Zarqawi, has beheaded two American civil contractors and has threatened to do the same to a Briton. The trio were grabbed in Baghdad's Mansour suburb, previously considered pretty secure.

Mr Allawi and the Americans stress that most of Iraq is more or less safe. Of 18 provinces, 11 are said to be calm. The three Kurdish provinces in the north-east have been quiet. A state-funded newspaper, *al-Sabah*, reports that 75 out of Iraq's 86 biggest towns are at least "semi-stable". Most of the unstable 11 are in the Sunni triangle mainly north and west of Baghdad.

At present, the rebels control Fallujah outright. In nearby Ramadi, American patrols enter in the morning and let the insurgents take over the streets in the afternoon. In Samarra, police and local officials keep order under a deal recently brokered with tribal sheikhs, but rebels still periodically ambush American patrols. Sadr City, Baghdad's north-eastern Shia slumland, is often off-limits. But even outside the Sunni triangle conditions vary widely from town to town; the insurgency ebbs and flows. Basra, a haven of relative stability a year ago, is now less secure.

One snag, for Mr Allawi and the Americans, is that no one knows exactly who the Sunni insurgents are. Apart from a desire to throw foreigners out of Iraq, they vary in their aims and ideology, and are loosely organised. Most of their leaders are known only in their home towns or districts.

Though foreigners are thought responsible for most of the suicide-bombs that periodically cause mayhem (some 83 have gone off since the fall of Saddam Hussein, at a rate that may be slightly going ▶▶



down), they do not dominate the insurgency. Of 5,500 suspected rebels in prison, only 130-140 are foreigners. It is unlikely that Mr Zarqawi masterminds a national network; some intelligence sources reckon he has around 200 active disciples. But he is a symbol of defiance for a range of zealots across the country and beyond.

Even in Fallujah, several competing groups sit on a "council of mujahideen". Some associate themselves with the Muslim Scholars' Board, a group of conservative Sunni theologians who endorse attacks on American troops but are against random street bombs and have helped free hostages. But in nearby Khaldiya, members of the "Daham network", named after a local preacher, denounce Fallujah's scholars' board as atheistic collaborators. Even if Mr Allawi wanted to negotiate, it would be hard to seek out interlocutors.

The insurgency could spread further if the present shaky truce with Muqtada al-Sadr, a turbulent Shia cleric with strong support especially in Sadr City, breaks down. Whether or not with Mr Sadr's connivance, his Mahdi Army has failed to hand over its weapons, as the government demanded. When disarmament negotiations recently broke down, American and Iraqi troops arrested several Sadrist clerics whom they accused of hoarding guns and rocket-launchers, then marched into the movement's base in Sadr City to restore order. After two weeks of relative calm, renewed fighting left at least 20 dead. There are fears that Mr Sadr's rank-and-file might lose patience with its leader's new-found restraint—and that the hitherto cohesive Sadrist movement might disintegrate into dozens of smaller groups. That would make negotiation far harder too.

Refusing to lose heart

Mr Allawi's people insist they can reverse the trend towards insecurity. Iraqi officials say their forces are being steadily built up, with more recruits and better training and weaponry. Soon, they say, they will be able to tighten border controls to keep out foreign fighters; then they will tackle the insurgents' strongholds, even Fallujah and Sadr City.

A week ago, senior American soldiers were suggesting that voting might be cancelled in towns like Fallujah. Now, perhaps with Mr Allawi's encouragement, they are talking of retaking the town in December, putting off a showdown until after America's presidential election—and until Iraqi forces have been beefed up.

But the UN, which is supposed to oversee the election, sounds unconvinced. While it has some experienced officials at hand, it still seems to be holding back. An effective international protection force for the UN, whose headquarters and top representatives in Baghdad were blown up last year, has yet to be mustered. The UN's

secretary-general, Kofi Annan, recently doubted whether a credible election could be held in present circumstances, suggesting he would continue to keep his staff in Iraq to a minimum until Mr Allawi clearly makes headway against the rebels.

Despite the gloom, Iraqis are still surprisingly optimistic. An opinion poll a few weeks ago found that 47% reckoned life was better than under Mr Hussein, versus 31% who said it was worse; and 58% said democracy was likely to succeed, against 32% who said it would not. But responses varied hugely from area to area: Sunnis were notably gloomier on all scores.

Everywhere, plainly, security is overwhelmingly people's biggest worry. Until it improves, reconstruction will stall—and the hopes of Messrs Allawi and Bush for a decent election, enabling a strong and legitimate government to take over, will continue to look uncertain to be fulfilled. ■

Iran's nuclear ambitions

Still heading for a showdown

There is little room left for diplomacy

"WE HAVE made our choice: yes to peaceful nuclear technology and no to nuclear weapons," said Iran's president, Muhammad Khatami, this week. But few are convinced. Among the doubters are Britain, France and Germany, the European trio that last October thought it had the makings of a face-saving deal to head off Iran's nuclear ambitions. Since then, inspectors have turned up more evidence of past wrongdoing, and Iran has turned more belligerent.

On September 18th the 35-nation board of the International Atomic Energy Agency (IAEA), the UN's watchdog, called for a full accounting of Iran's nuclear programme when next it meets, in November. Miffed Iranian officials suggest that they may end co-operation with the agency. Iran's parliament refuses to ratify an agreement for intrusive inspections. And it could drop out altogether from the Nuclear Non-Proliferation Treaty (as North Korea did in 2003), say the officials, if the IAEA board sends its case to the UN Security Council and sanctions follow.

The United States has been pressing for just such a referral for more than a year, ever since inspectors, acting on a tip-off from an exiled opposition group, uncovered an almost 20-year trail of covert nuclear research involving uranium and plutonium (both potential ingredients for a bomb). Under last October's deal with the European three, Iran had agreed temporar-

ily to suspend all uranium-enrichment-related activity while inspections continued; the hope was that, with the incentive of trade in other less dangerous technologies, the suspension could be turned into a ban.

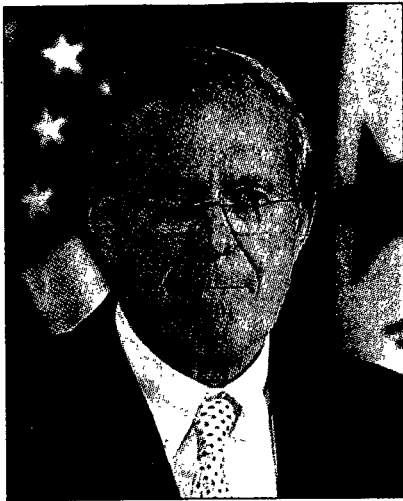
But Iran has steadily back-tracked. This week, despite a request from the IAEA's board, and a personal plea from its director-general, Mohamed ElBaradei, Iran's Atomic Energy Agency chief revealed that work was already under way to convert 37 tonnes of uranium ore into gas that could later be fed into fast-spinning centrifuge machines to produce enriched uranium—enough for several bombs, if diverted to military use.

Unless Iran has a change of heart, that activity and its continued failure convincingly to fill in some of the gaps in its nuclear story seem likely to lead to a showdown at the IAEA in November. The one hope, says Gary Samore of the International Institute for Strategic Studies in London, is that, despite its bravado, Iran still seems keen to avoid being reported to the Security Council. Yet it also seems determined to hang on to a nuclear option. Can diplomacy alone press it to choose?

Not if Iran assumes it can win in November. It knows that some IAEA members, notably Brazil and South Africa, are loth to see it pressed too hard over the enrichment suspension, since their nuclear industry relies on similar technologies. If inspectors come up with no additional proof of wrong-doing, and if Iran promises to put off actual enrichment for the time being (and especially if there is as well a change of administration in America), it may hope to avoid harsh censure. Yet Britain and France have told Iran privately that it must fulfil all IAEA requirements, including its original promise of a full suspension of all enrichment-related activity. If it does, a new window will open for diplomacy—though it is unlikely to stay open long. ■



Khatami says he can't see any nukes



Reuters

Donald Rumsfeld gave no timetable Friday for any possible troop reduction.

GI pullout won't wait until Iraq is 'perfect'

From news reports

WASHINGTON: The United States does not have to wait until Iraq "is peaceful and perfect" before it begins to withdraw military troops from the troubled country, Defense Secretary Donald Rumsfeld said Friday.

Responding to questions from reporters, Rumsfeld said that Washington was determined to provide security for scheduled January elections in Iraq, where nearly 140,000 American troops are now fighting a growing insurgency. But "any implication that that place

has to be peaceful and perfect before we can reduce coalition and U.S. forces, I think, would obviously be unwise," he told a news conference after meeting with the interim Iraqi prime minister, Ayad Allawi.

"Because it's never been peaceful and perfect and it isn't likely to be. It's a tough part of the world. Our goal is to invest the time and the money and the effort to help them train up Iraqis to take over those responsibilities."

Rumsfeld gave no timetable for any possible reduction of U.S. troops in the costly Iraqi deployment that has strained America's military and taken center stage in the U.S. election battle between President George W. Bush and the Democratic challenger, John Kerry.

Rumsfeld also raised the possibility of partial elections, hours after Allawi and Bush both insisted Thursday that national elections would be held on schedule in January, despite the insurgency.

"If there were to be an area where the extremists focused during the election period, and an election was not possible in that area at that time, so be it. You have the rest of the election and you go on. Life's not perfect," Rumsfeld told the Senate Armed Services Committee.

Rumsfeld said there could be a situation in which an election could be held in "three-quarters or four-fifths of the country. But in some places you couldn't because the violence was too great."

But the second-ranking official at the State Department said Friday, apparently contradicting Rumsfeld, that the elections scheduled for Iraq in January must be "open to all citizens."

"We're going to have an election that is free and open, and that has to be open to all citizens," Deputy Secretary of State Richard Armitage told the House Appropriations Committee's panel on foreign operations.

When he was asked after the session if he knew of any plans to not hold elections in particularly violent sections of

Iraq, Armitage said, "I know of no changes or no plans. We're pushing ahead fully, supporting the Iraqi people and the United Nations." He repeated that plans call for "nationwide elections for a 275-person national assembly before the end of January."

Another senior defense official, who asked not to be identified, said that the number of U.S. troops in Iraq was likely to increase slightly in late December and January as new American troops were sent there to relieve soldiers winding up a current year on duty.

Rumsfeld and other administration officials have carefully avoided putting any timetable on a withdrawal from Iraq and Bush said after meeting with Allawi on Thursday that Iraq would "stay the course" in Iraq.

"It's not my decision. It's the president's and the Iraqi government's," Rumsfeld said of any U.S. reduction of troops in Iraq.

Private military analysts and experts have suggested that many U.S. troops could stay in Iraq five years or longer as the country moves toward democracy.

Democrats have charged that the administration not only did not foresee a deadly insurgency that has killed more than 1,000 American troops and controls several cities in Iraq, but had no "exit strategy" from the country.

Rumsfeld said after meeting Allawi and Defense Minister Hazim al-Shalaa at the Pentagon that the prime minister had expressed interest in obtaining more armor for the fledgling Iraqi military and that U.S. military commanders on the ground would work on the issue with officials in Baghdad.

Referring to Allawi's appearance at the White House with President Bush as well as to Allawi's address to Congress, Armitage said both that Bush and the Iraqi leader had been "crystal clear in saying that the elections were going to be held, and they'll be free and fair, and they wouldn't be perfect. We absolutely want to hold them in all parts of the country." (NYT, Reuters)

Iraqi politics ■ By Noah Feldman

The key is to get the numbers right

NEW YORK
Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the Iraqi Shiite leader, is concerned that Shiites may not be adequately represented in a future government, fueling worries that the national election scheduled for January may not happen. And even if the election does proceed as planned, many Sunni clerics in the turbulent central region of the country are urging their followers to boycott it.

However, muddled it appears, this situation may not be hopeless.

First, a close look at the messages from the Sistani camp reveals that his intervention seems less an attempt to derail the election than a calculated effort to improve the Shiites' chances of success in it. Second, a postponement wouldn't be the end of the world; in fact, it might be just what is needed to ensure that all

of the ethnic and religious groups view the election as legitimate.

In truth, the reason for this has more to do with the Sunnis than with Sistani. Without Sunni participation, the election results would be worse than useless. To understand why, one must bear in mind that the purpose of the election is not just to choose a legitimate government but also to elect leaders who can negotiate a permanent Iraqi constitution. Such a constitution would be first and foremost a power-sharing deal among Shiites, Kurds and Sunnis.

Thus if the Sunnis were excluded because of security problems, or if they boycotted, the resulting constitutional deal would be rejected by the great majority of Sunnis.

The Sunni minority has long dominated Iraqi poli-

tics, and has shown over the last 18 months that it is capable of sustaining a violent insurgency against an Iraqi state that does not incorporate its interests. Yet that is exactly what will happen unless American and Iraqi security forces can stabilize the Sunni triangle sufficiently to make election feasible and keep the Sunni leadership from boycotting them. Although some Sunni clerics have advised their followers to sit out the election, the situation could change if they see a real possibility of gaining a stake in the new Iraq.

Creating conditions in which Sunnis will vote may take some time, but it would be time well spent. If this means delaying the election, so be it.

As for Sistani, his particular problem is with a plan by some parties, most representing Kurdish and Shiite exiles, to form a single ticket. This "consensus list" could well dominate the ballot, and Sistani is concerned that it would result in Shiites making up only about 55 percent of the new government. This number underestimates the Shiite population.

In proportional representation, the order of names on a ticket determines who gets seats in the legislature, and so is as important as the election itself. Sistani wants to ensure that as many Shiites as possible make the top of the batting order.

This is a real problem, but it should not be seen as a refusal by the ayatollah to go forward. If he wanted to put an end to the entire consensus-list idea, he could do it with a single phone call.

Sistani has played a vital role in the political and constitutional processes that have brought us to this point. At every stage, he has emphasized that democracy requires majority rule, a point no democrat can really contest. The fact that the strongest pro-democracy voice in Iraq is also the most prominent Muslim cleric is evidence that Islam and democracy are not only compatible but complementary.

With this latest foray into political horse-trading, Sistani has come closer than ever before to playing the politician rather than the statesman. Nonetheless, his statements have merit: it is in everybody's interest that Shiites, Kurds and Sunnis alike are represented in proportion to their actual numbers.

Thursday at the White House, Iraqi Prime Minister Ayad Allawi insisted that the election would go ahead as scheduled, even if it "may not be perfect." And Secretary of Defense Donald Rumsfeld told a Senate committee that the election could go forward even if some (presumably Sunni) provinces were excluded.

This would be a mistake. Nobody expects perfection, but trying to rush to democracy will increase the chances that we will never get there at all.

Noah Feldman, a professor of law at New York University and a fellow at the New America Foundation, is the author of the forthcoming "What We Owe Iraq: War and the Ethics of Nation Building."

**It is essential that
Shiites, Kurds and
Sunnis view the
election as legitimate.**

A voice from France ■ By Dominique Moïsi

I was wrong to support the Iraq war

PARIS

I belong to a small minority of French citizens that in 2003 supported the war in Iraq. I did so for two reasons. First, I was led to believe and became convinced that Saddam Hussein's regime was hiding weapons of mass destruction. Second, imbued with the principles of an internationalist, interventionist vision of the world, I saw no practical and speedy alternative to the removal by force of the regime of terror that had ruled Iraq for decades.

I thought that even if the American argument was badly presented, the conclusion was right. Saddam had to go — above all, for the sake of the Iraqis themselves. By contrast, I felt that even if France's argument about the importance of respecting international law and the danger of preemptive war were right, the French conclusion was wrong, since Saddam Hussein would still be in power. Today I am no longer sure of the clarity or validity of these positions.

On April 9, 2003, as I watched the fall of Baghdad and the toppling of Saddam's statue on TV, I was seized by a mixture of joy and apprehension. The victory of freedom had started with the wrong symbols. Iraqis present at the scene were celebrating the downfall of a cruel despot, but the flag that an American soldier placed on the head of the statue was not Iraqi, but American. Americans were not giving Iraq back to the Iraqis; for a brief moment (for the spontaneity of the soldier's gesture was later renounced by U.S. authorities) they were being true to their natural instincts — taking control of Iraq and expressing revenge for 9/11.

At that moment I sensed that everything was going to go wrong. America had won the war and was going

to lose the peace. Unfortunately, my foreboding was proved right. Now I am struggling to find an answer to the haunting questions: Was failure inevitable from the start, or did the United States make a mess of it all by its inability to conceive and implement a postwar strategy for Iraq? Was the interaction between American culture — the difficulty of empathizing with "others" — and Iraq's fragmented political reality a recipe for disaster, or could another administration have made of Saddam Hussein's removal the beginning of a peaceful and stable Iraq?

The truth is probably somewhere in between. American ambitions were unrealistic to start with, and American errors made sure that excessive political risk would turn into catastrophe.

Knowing what I now know — the absence of weapons of mass destruction in Iraq, the reality of chaos without any hope of improvement in the foreseeable future — I would have thought twice before supporting the war.

Of course Saddam is in jail, awaiting trial, and that in itself is a remarkable achievement. But at what price? Have we exchanged the dark reality of a weakening despotic regime for the prospect of even bloodier chaos and the creation within Iraq of terror-

ist sanctuaries? Was it the wrong war at the wrong time, with the wrong ambitions?

More than 1,000 U.S. soldiers and many more Iraqis have died for something that has not been found — weapons of mass destruction — and for a hope that will not be achieved, a more democratic and peaceful Iraq.

Today, when the situation on the ground can only go from bad to worse and no positive scenario can be envisaged (the maintenance or the withdrawal of

American troops in Iraq being equally recipes for disaster) I regret my support for the war.

The Iraq war has rendered the fundamental challenge we are facing today — fighting international terrorism — more and not less difficult. How can we efficiently fight the fundamentalists without alienating the majority of the Arab-Islamic world and without violating our core values?

The costs of the failure are already immense, and not only in Iraq and the Middle East. The escalation

of anti-Americanism in the world; the encouragement for leaders such as Vladimir Putin to follow the U.S. model; the neglect of Iran's nuclear ambitions — these and other indirect consequences of the American adventure in Iraq are far more catastrophic than the worst-case scenario envisioned by the American administration after the fall of Saddam.

Dominique Moisi is a senior adviser at IFRI, the French Institute of International Relations.

Etats-Unis : La guerre en Irak et la lutte contre le terrorisme, éléments décisifs des sondages

WASHINGTON

de notre correspondant

Le tournant pris par John Kerry, quand il a commencé, il y a une dizaine de jours, à attaquer George Bush au sujet de sa politique irakienne, semble avoir stoppé la baisse relevée dans les sondages que le candidat démocrate affichait à la fin du mois d'août et au début de septembre. L'hebdomadaire *Time*, qui avait été le premier à publier un sondage donnant au président sortant une avance de 11 points, a publié, vendredi 24 septembre, sur son site Internet, une enquête, réalisée dans les mêmes conditions et ramenant l'écart à 6 points.

La semaine « irakienne » de la campagne s'est achevée avec des propos agressifs, de part et d'autre, mais avec, du côté républicain, une sorte d'acharnement. Dans le Wisconsin, au cours d'une réunion consacrée à l'éducation, M. Bush est revenu, longuement, sur les déclarations du candidat démocrate concernant la situation en Irak. Il lui a reproché d'avoir « mis en question la crédibilité » du chef du gouvernement intérimaire, Iyad Allaoui, celui-ci ayant affirmé que l'insurrection est limitée et

que la plus grande partie du pays est pacifiée.

« Vous ne pouvez pas diriger ce pays si votre allié, en Irak, sent que vous doutez de sa crédibilité. Le message adressé au peuple irakien devrait être : "Nous vous soutenons !" Le message devrait être fort et clair », a déclaré M. Bush. Le vice-président, Richard Cheney, a dit la même chose, en substance, dans le Missouri, et la campagne a bombardé les médias de communiqués de sénateurs et de députés républicains, tous plus indignés les uns que les autres par les propos de M. Kerry.

Dans son allocution hebdomadaire à la radio, diffusée samedi, M. Bush n'a pas critiqué son concurrent démocrate, mais il a, de nouveau, assimilé la « guerre pour la liberté de l'Irak » et la lutte contre le terrorisme. Il s'est défendu, aussi, implicitement, contre les attaques de M. Kerry, en présentant son plan d'action, en Irak, comme identique à celui qu'a recommandé le candidat démocrate.

Ce dernier est revenu sur sa dénonciation des conditions dans lesquelles M. Bush a choisi d'envahir l'Irak, en mars 2003. « George Bush a donné la priorité à Saddam.

J'aurais donné la priorité à Oussama Ben Laden », a déclaré M. Kerry, à Philadelphie. Il a reproché à son adversaire d'avoir commis une grave faute de jugement en « laissant filer » Ben Laden, en Afghanistan, pour aller déloger Saddam Hussein à Bagdad.

Resté concentré sur son « message », contrairement à son habitude, M. Kerry a résisté au pilonnage adverse, sur le thème de la guerre contre le terrorisme, de la solidarité avec les Irakiens en lutte pour leur liberté, de la responsabilité envers les soldats engagés dans la bataille. Il est difficile, cependant, de dire si l'intensité de la campagne républicaine est due à la crainte que la situation, en Irak, ne nuise à M. Bush, ou, au contraire, à la conviction que l'amalgame de l'insurrection irakienne et du terrorisme lui donne un avantage décisif.

L'ÉLECTORAT FÉMININ

Il est certain, en tout cas, que l'argument de la menace terroriste sert le président. L'écart est de plus de 20 points, dans certains sondages, entre la confiance qui lui est faite, pour lutter contre le terrorisme, et celle dont bénéficie son adversaire.

Le recul de M. Kerry dans l'électorat féminin est lié à cette donnée. Selon Gallup, entre juillet et septembre, le candidat démocrate a perdu 4 points chez les femmes, et M. Bush en a gagné 6. Les analystes mettent cette évolution au compte de la place prise par le danger terroriste dans les préoccupations des électrices, particulièrement les mères de famille des zones urbaines, plutôt portées, ces dernières années, à voter démocrate.

La crainte est entretenue par des indications comme celle qu'a donnée, jeudi, le ministre de la justice. On a appris que le ministre, John Ashcroft, avait organisé une téléconférence, avec les 93 procureurs fédéraux, pour vérifier que toutes les précautions étaient prises face à une action possible d'Al-Qaïda à l'approche du 2 novembre, jour des élections. Anthony Romero, président de l'American Civil Liberties Union, a souligné que « le gouvernement Bush a un travail important à faire pour assurer la sécurité publique ». Le niveau de l'alerte antiterroriste n'a pas été modifié, et il n'a été fait état d'aucune information nouvelle.

Patrick Jarreau

A Fallouja, les Américains poursuivent les raids contre le groupe Al-Zarkaoui

AU MOINS sept Irakiens, dont une femme et trois enfants, ont été tués et onze autres blessés dans un raid aérien et des tirs d'artillerie américains sur Fallouja, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 septembre, selon des sources hospitalières de la ville rebelle située à 50 km à l'ouest de Bagdad.

Les bombardements ont commencé vers 23 heures pour s'achever six heures plus tard. L'armée américaine a indiqué que ce raid avait pour objet de frapper « un point de rencontre » du groupe de l'islamiste Abou Moussab Al-Zarkaoui. Selon des témoins, une des

maisons détruites était habitée par une famille dont les trois membres (un homme, sa femme et sa fille) ont été tués. Les quatre autres victimes ont péri lors d'autres bombardements. Tawhid wal-Jihad (Unification et guerre sainte), le groupe d'Al-Zarkaoui qui a revendiqué l'enlèvement, le 16 septembre à Bagdad, des deux Américains exécutés depuis, et d'un Britannique, est censé s'abriter dans le bastion sunnite de Fallouja. La ville rebelle est donc la cible continue de bombardements faisant de nombreuses victimes civiles. Des raids aériens avaient déjà frappé un

quartier sud vendredi matin. Dans la soirée, c'est un quartier nord qui a été visé. Un porte-parole des Marines a confirmé que l'artillerie avait ouvert le feu sur les abords de la ville contre des rebelles armés qui sont parvenus à s'enfuir.

Dans un faire-part publié, vendredi, sur un site internet islamiste Tawhid wal-Jihad a confirmé la mort en Irak d'un de ses responsables, Abou Anas Al-Chami qui avait été annoncée par sa famille dans la presse jordanaise, mercredi. Considéré comme le numéro deux du groupe Al-Zarkaoui, il figurait parmi une trentaine de

membres d'islamistes tués alors qu'ils se rendaient à Abou Ghraïb « pour secourir des musulmans et musulmanes » détenus dans la prison précise le texte. Un chef militaire, identifié comme étant Abou Mohammad Al-Loubnani, a également été tué, précise le communiqué, ajoutant que « le commandement » du groupe a décidé de ne pas divulguer, pour des raisons de sécurité, le nom du successeur d'Abou Anas Al-Chami. Ce dernier a été tué lors d'une attaque à la roquette, le 17 septembre, qui l'avait pris pour cible ainsi que d'autres membres du groupe dans la région d'Abou Ghraïb, « alors

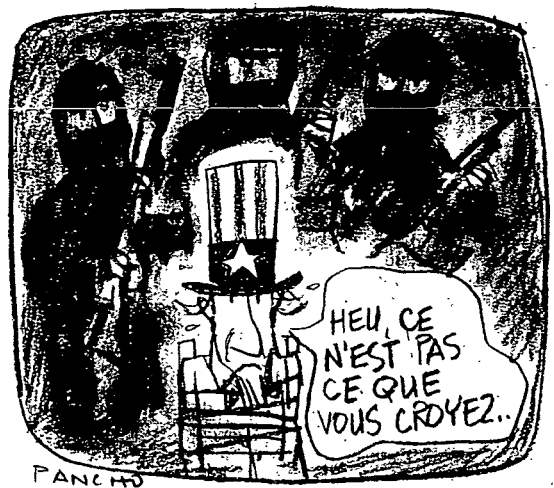
le Monde DIMANCHE 26 - LUNDI 27 SEPTEMBRE 2004

qu'ils circulaient à travers des champs », avait indiqué le journal jordanien *Al-Ghad*.

À BAGDAD

Dans le centre de Bagdad, 3 personnes ont été tuées et 14 autres blessées vendredi après-midi par une explosion apparemment provoquée par la chute d'un obus dans une rue commerçante. Les autorités irakiennes ont d'autre part confirmé que huit employés égyptiens et deux Irakiens de la compagnie de télécommunica-

tions Iraqua ont été enlevés en deux jours, ce qui porte à plus d'une quarantaine le nombre d'otages en Irak. Par ailleurs, soixante cas suspects d'hépatite E ont été signalés dans un faubourg de Bagdad, mais aucun cas mortel, a annoncé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tous ces cas ont été recensés à Allatfiya. L'hépatite E est liée à une contamination de l'eau et à de mauvaises conditions sanitaires. - (AFP, Reuters.)



Bush dit oui à une conférence internationale

Selon le directeur du Centre d'observation islamique de Londres, l'otage britannique Kenneth Bigley était, hier, toujours en vie. Aucune nouvelle en revanche des otages italiennes dont l'annonce de la mort, jeudi, a été jugée « peu crédible » par Rome, ni des deux journalistes français retenus depuis maintenant 39 jours en Irak. Sur le terrain, dix personnes ont été tuées dans une attaque samedi à Latifiyah, à 40 km au sud de Bagdad. A Ramadi, quatre Irakiens ont été tués dans des échanges de tirs hier entre rebelles armés et marines. A Bagdad, un homme a été tué et quatre personnes ont été blessées par un obus de mortier. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a indiqué que la conférence sur l'Irak, souhaitée désormais par George W. Bush, pourrait se tenir en octobre ou début novembre dans un pays arabe.

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

En difficulté sur l'Irak dans la dernière ligne droite de la campagne électorale, George W. Bush fait feu de tout bois. Il a suffi que John Kerry suggère

l'organisation d'une conférence internationale pour que le président se rallie à cette idée, pourtant rejetée lorsqu'elle avait été présentée par la France et la Russie il y a plus d'un an.

Celui qui inspire aujourd'hui son changement d'attitude est son nouvel allié dans la guerre antiterroriste : Iyad Allaoui, le premier ministre irakien par intérim. « C'est ce qu'il veut, ce sera sa conférence », a expliqué le secrétaire d'Etat, Colin Powell, dans un entretien au *New York Times* de samedi. Le plan est de réunir au Caire le mois prochain tous les responsables irakiens, les dirigeants de la région et les représentants du G 8 (les pays les plus industrialisés) plus la Chine. L'objectif est d'obtenir leur soutien pour permettre la tenue d'élections en janvier : rallier les groupes dissidents afin de renforcer la légitimité du processus ; s'assurer de la neutralité bienveillante des pays voisins ; et mobiliser une aide internationale, logistique ou militaire.

La manœuvre aurait l'avantage de mettre chacun devant ses responsabilités, y compris des pays comme la France qui avaient insisté pour la tenue rapide d'élections. Les Nations unies, chargées de superviser le scrutin, ont déployé une avant-garde de 32 personnes en Irak. Le secrétaire général, Kofi Annan, exclut d'en dépêcher davantage sans une force

de protection spécifique.

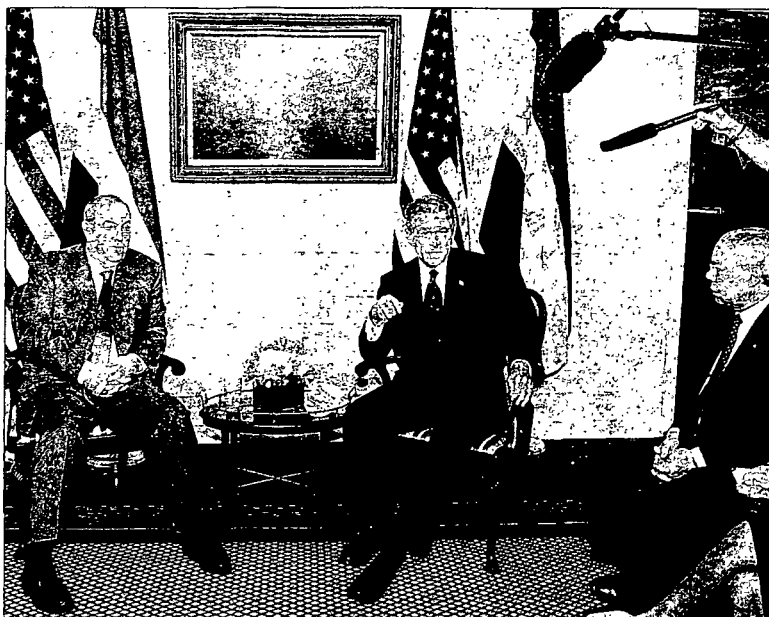
Que la conférence doive avoir lieu en octobre semble davantage lié à la présidentielle américaine du 2 novembre qu'au scrutin irakien prévu fin janvier. George Bush montrerait ainsi qu'il n'est pas aussi isolé sur la scène internationale que le prétend son adversaire démocrate. Le simple fait d'avoir lancé l'idée devrait l'aider au moment où la campagne s'accélère : le premier débat entre les deux candidats est programmé pour jeudi soir.

Mais une conférence constitue déjà un aveu des difficultés dans lesquelles se débattent le

gouvernement intérimaire et les forces de la coalition. La possibilité d'organiser le scrutin en janvier a été mise en doute par de nombreux obser-

vateurs, y compris Kofi Annan. Privilégiant le calendrier, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a accepté le principe d'une élection qui ne serait « pas parfaite » et omettrait certaines régions en proie à une trop grande violence. Il a toutefois été contredit par les responsables du Département d'Etat, ce qui montre l'indécision de l'Administration sur le sujet.

Un sommet international sur l'Irak n'a aucune chance de cautionner un scrutin incomplet. Des plans sont actuellement dressés par l'état-major américain pour reconquérir ou



Lors de sa visite à Washington le 21 septembre, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a convaincu George W. Bush et Colin Powell de la nécessité d'une conférence internationale. (Photo Larry Downing/Reuters.)

« pacifier » les zones sunnites en proie à la rébellion. L'offensive serait programmée pour la fin de l'année, après la présidentielle aux États-Unis, officiellement pour permettre aux supplétifs irakiens d'être prêts à reprendre le contrôle du terrain. Mais la dégradation de la situation, à travers la multiplication des attentats, des enlèvements et des assassinats télévisés, pourrait forcer la Maison-Blanche à agir sans tarder. Dans tous les cas de figure, la violence s'annonce comme l'un des principaux écueils au bon déroulement d'une conférence.

Les médias américains ont peu commenté jusqu'ici ce nouveau virage de la politique

américaine. Il risque pourtant de modifier l'attitude des États-Unis vis-à-vis de certains pays de la région, en particulier les voisins problématiques de l'Irak que sont l'Iran et la Syrie. Pour qu'ils ferment leurs frontières aux infiltrations terroristes et s'abstiennent d'interférer dans la politique irakienne, l'Administration est-elle prête à faire preuve d'indulgence sur d'autres sujets ? Sous la pression des Européens, elle a consenti la semaine dernière un répit à Téhéran, accusé de préparer la bombe atomique, avant de demander que le Conseil de sécurité ne soit saisi du dossier. Avec Damas, visé par des sanctions de Wa-

shington et une résolution de l'ONU condamnant l'occupation du Liban, des pourparlers sont en cours et des « *patrouilles conjointes* » sont envisagées sur la frontière.

Cette politique d'apaisement s'inscrit dans une démarche qui ressemble de plus en plus à une stratégie de sortie. Donald Rumsfeld l'a laissé entendre vendredi en estimant que la pacification totale de l'Irak serait impossible à atteindre et ne constituait pas une condition au départ de la coalition. Robert Novak, éditorialiste conservateur auquel se confient volontiers les membres de l'équipe Bush, assure qu'il y a en son sein « *un sentiment fort que les troupes américaines doivent partir*

l'an prochain ». John Kerry, lui, promet de commencer le retrait dès 2005 s'il est élu et de l'achever en quatre ans.

Relayant le discours électoral de George Bush, Colin Powell a estimé hier que « *parce que l'insurrection s'aggrave, nous devons accroître nos efforts pour la vaincre et non pas nous détourner en priant avec l'espoir qu'il se passe quelque chose* ». Les commentateurs commencent à s'interroger sur les vertus de cet entêtement, soulignant comme le *Washington Post* : « *Il n'y a aucune fin de partie discernable sans de nombreuses victimes américaines supplémentaires pendant des années.* »

FT INTERVIEW FARID GHADRY

Exile seeks to muster opposition to Syrian regime

By Roula Khalaf in London

Farid Ghadry is a man of many talents. A businessman from a Syrian family who settled in Washington 20 years ago, he has dabbled in various business ventures, some successful, some not.

His latest project - trying to bring down the Syrian government - follows the launch of a home-shopping network for the Middle East, a venture in Russia aimed at extracting gold from old Russian computers, and an attempt to start a coffee company to compete with Starbucks.

Many of his entrepreneurial ventures were quickly abandoned: the extraction in Russia turned out to be a dangerous business; the coffee company ran out of money. Having nonetheless accumulated what he described as a "good net worth" that allows him to live in a \$2m (£1.6m, £1.1m) villa in Maryland, Mr Ghadry is now reaching for more lofty goals.

After founding the US-based Reform Party of Syria just after the attacks of September 11, he is hoping to do

for Syria what Iraqi exiles did for Iraq: raise pressure on Damascus by building a network of exiled groups and lobbying the American Congress for support.

Mr Ghadry, 50, belongs to a prominent Syrian family. But he is little known in Syria, which he last visited in 1996. His secular pro-US policies are not likely to be embraced by a conservative and staunchly nationalist society.

But Mr Ghadry appears keen to play the role of Ahmed Chalabi, the ex-banker who was once the Americans' closest Iraqi ally. "I personally like him



Farid Ghadry: wants to emulate Ahmed Chalabi's role in Iraq

because he's done a great service for his country," says Mr Ghadry.

Like Mr Chalabi, Mr Ghadry has found a welcome ear among Washington neo-conservatives, who have been clamouring for a tougher American policy towards Syria, run by a rival branch of the Ba'ath party that ruled Iraq.

"We've been accused of being neo-cons but in reality asking for democracy in the Middle East is a universal message," he insists.

Mr Ghadry backed last year's Syrian Accountability Act, which imposed sanctions on Damascus, and he is hoping Congress will pass the Syria Liberation Act next year, a move that could provide financial assistance to Syrian dissidents.

But his ambitions have collided with the brutal reality of Iraq, where a swift military victory has been followed by violence and chaos.

"Up to the summer of 2003 we still believed the military option was a good option and that it could be used in Syria," he says. "Today I believe the military option is not an option. International opinion would oppose it. Syrians would oppose it. Americans would oppose it."

So Mr Ghadry now dreams of an internal upheaval in Syria that would be helped by an outside opposition. He points to "echoes of dissent" within the Syrian army and among students as evidence of rising discontent in Syria, with a regime controlled by a minority Alawite sect. But he admits that none of this amounts to imminent revolt.

He turned his attention to Syria in the wake of the September 11 attacks, a tragedy that opened American eyes to the dangers of backing authoritarian regimes. Seeing a window of opportunity he started discussing the prospects of starting a US-based party with "think-tanks" in Washington.

The party was launched just before the Iraq war. By November last year, excited by the fall of the Saddam Hussein regime, Mr Ghadry brought together other small, equally unknown exiled Syrian groups in a meeting that drafted a charter for replacing the Ba'athist regime in Syria with a democracy.

He says he has the backing of senior people in the US administration. He is a passionate supporter of President George W. Bush and is looking forward to his re-election. But he is also reaching out beyond Washington: he has held talks with British foreign office officials and with exiled members of the Syrian Muslim Brotherhood, an opposition movement.

He says he would be willing to return to Syria and work to improve Damascus's relations with the US if the government there committed itself to political pluralism: "Just show us you're serious by changing the constitution that says the Ba'ath party is the only party that can rule in Syria."

L'affaire de la pénalisation de l'adultère a montré les limites de l'engagement européen de la première force politique du pays, prisonnière de son passé islamiste.

L'AKP, un ambigu parti turc

Par MARC SEMO, journaliste à Libération.

Après de lourdes pressions des Européens et deux volte-face successives, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, leader charismatique de l'AKP, le Parti de la justice et du développement a finalement renoncé à introduire dans le nouveau code pénal élargissant les libertés individuelles un article de loi sanctionnant à nouveau l'adultère comme crime passible de six mois à un an de prison. La Commission devrait donc rendre le 6 octobre prochain un rapport favorable sur l'ouverture des négociations d'adhésion souhaitées par plus de 80 % de la population turque. Ce bras de fer n'en laissera pas moins des traces profondes malgré les immenses progrès accomplis ces dernières années dans un intense processus de démocratisation salué par le député vert européen Daniel Cohn-Bendit comme «*le miracle du Bosphore*». Pour le moins réservé comme nombre de Français sur une future intégration de ce pays, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a affirmé que «*les problèmes*» venaient de la société turque et non «*des engagements*» du gouvernement d'Ankara. Les leçons de cette crise prouveraient plutôt l'inverse.

La mobilisation contre ce texte rétrograde des mouvements de femmes, d'une grande partie des médias et des organisations professionnelles, notamment celles des hommes d'affaires comme la Tusiad, a montré la grande vitalité d'une société civile turque qui vit déjà pleinement à l'heure européenne. La haute administration républicaine était sur la même ligne. Ce fut d'ailleurs la Cour constitutionnelle turque qui en 1996 dépenalisa l'adultère. L'obstination idéologique de l'AKP a néanmoins failli faire capoter quarante ans de marche turque vers l'UE mettant en pleine lumière les ambiguïtés de ce parti grand vainqueur des élections de novembre 2002 avec 34 % des voix mais presque deux tiers des sièges. Il se présente comme «*démocrate conservateur*». Mais désormais à Bruxelles comme en Turquie, nombre de ceux qui voulaient croire à la complète mutation génétique de l'AKP et de son leader sont saisis par le doute. Le même Premier ministre qui depuis deux ans répétait dans une rhétorique bien rodée que «*l'UE est le plus grand projet politique de la Turquie*» a réagi aux protestations de Bruxelles en récusant à l'UE le droit

des s'immiscer dans les affaires intérieures de son pays.

Même s'ils se sont rattrapés in extremis, les dirigeants de l'AKP et son chef charismatique ont montré les limites de leur engagement. Certes, par pragmatisme, ils ont soutenu depuis leur arrivée au pouvoir le programme d'assainissement économique imposé par le FMI et accélèrent les réformes démocratiques exigées par l'UE. Toute autre option leur aurait ôté le soutien des grands groupes économiques et d'une bonne partie des classes moyennes. Le bilan de l'action menée depuis deux ans est certes impressionnant, même si nombre des réformes importantes, dont l'abolition de la peine de mort ou la reconnaissance des langues minoritaires dont le kurde, avaient été entamées sous le gouvernement précédent. Au nom de l'Europe, l'AKP a réussi à limiter les pouvoirs du Conseil national de sécurité qui institutionnalisait depuis des décennies le rôle politique de l'armée comme sourcilieuse gardienne de la laïcité républicaine. «*Recep Tayyip Erdogan a compris que les réformes imposées par*

cadres venant d'autres forces de la droite nationaliste ou libérale ont conflué vers l'AKP. Mais le réel pouvoir appartient à Recep Tayyip Erdogan et à une poignée de dirigeants qui tous ou presque se sont formés depuis plus de trente ans dans le mouvement Mille Görus (vision nationale) et les partis successifs de Necmettin Erbakan, le leader historique de l'islamisme politique turc. Ce moule les a d'autant plus marqués que ces partis représentaient une espèce de contre-société comme jadis les partis staliniens en Occident. Le politologue Rusen Cakir présentait d'ailleurs le Refah, devenu en décembre 1995 la première force politique du pays avec 21 % des voix, comme «*un parti populiste dans son verbe, bolchevik dans son organisation et islamiste dans son idéologie*». Le projet politique de l'AKP est né de l'échec du Refah chassé du pouvoir en 1997 sous la pression de l'armée qui a forcé Necmettin Erbakan à démissionner de son poste de Premier ministre.

Recep Tayyip Erdogan comme une majorité des élus et des cadres du parti ont dès lors compris qu'il était impossible d'affronter ouvertement l'armée et l'establishment kémaliste. Lui qui pourfendait «*l'Europe comme club chrétien*» ou clamait que «*la démocratie était un moyen mais non une*

Erdogan reste ultraconservateur en matière de mœurs. Ses filles étudient aux Etats-Unis pour ne pas devoir se plier à la loi interdisant le port du «turban» à l'université.

une future intégration représentent les meilleures garanties de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique», reconnaît Mehmet Métiner, l'un de ses anciens conseillers à la mairie d'Istanbul. Libéraux par intérêt bien compris sur le plan institutionnel, Recep Tayyip Erdogan et sa garde rapprochée tous très croyants restent ultraconservateurs notamment en matière de mœurs. La femme du leader porte le foulard, ce qui la prive de nombre de réceptions officielles. Ses filles aussi, et elles étudient aux Etats-Unis pour ne pas devoir se plier à la loi interdisant le port du «turban» à l'université. Et nombre de notables de l'AKP défendent ouvertement l'illégal «mariage devant imam» qui permet d'avoir une ou deux maîtresses régulières en plus de la femme épousée à la mairie. Certes les islamistes votant pour celui qu'ils appellent «AK Parti» – le parti blanc ou sans péché – ne représentent qu'une moitié d'un électorat désormais beaucoup plus vaste. Nombre de Turcs ont porté leur voix sur l'AKP par ras-le-bol face à l'impuissance et la corruption des autres forces politiques. Des

fin» a changé son discours et ses pratiques. La question de la sincérité ou non de l'ancien maire islamiste d'Istanbul n'a guère d'intérêt: l'arrivée aux affaires de ce parti a ouvert une dynamique. «*Ils veulent vraiment apprendre mais le chemin est encore long*», reconnaissait le politologue Menderes Cinar. Les dirigeants de l'AKP sont moins l'otage de leur base islamiste ou des confréries religieuses que de leurs propres schémas mentaux archaïques où se mêlent méconnaissance des réalités européennes et arrogance du pouvoir. Ils avaient déjà tenté de mener la bataille pour la liberté du port du foulard ou l'élargissement des compétences des écoles religieuses. Face à l'opposition vigoureuse du camp laïc, ils firent à chaque fois marche arrière comme maintenant pour la criminalisation de l'adultère. Sûrs de leur droit et pleins de bonne foi, ils n'avaient pas compris en quoi cette mesure pouvait choquer à Bruxelles. C'est peut-être le plus inquiétant. Européenne de cœur et de raison, la Turquie marche vers l'UE, mais l'AKP qui a accéléré ce processus pourrait aussi en être le frein. ◀

Les Français disent non à la Turquie dans l'UE

56 % des Français sont opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, 36 % l'approuvent : le sondage Ipsos que nous publions aujourd'hui montre que si le référendum que vient de proposer Nicolas Sarkozy avait lieu aujourd'hui, le « non » l'emporterait nettement. Mais notre enquête indique également que l'opinion est susceptible d'évoluer, puisque 63 % des personnes interrogées estiment que l'adhésion des Turcs est « envisageable dans l'avenir » s'ils font « les efforts politiques et économiques nécessaires ». Si la question était posée dans une dizaine d'années, comme l'envisage le ministre de l'Economie, la réponse pourrait donc être positive.

Judith Waintraub

Les adversaires de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne restent majoritaires, mais ils sont 5 % de moins qu'en juin 2004, tandis que ses partisans sont 5 % de plus, à condition que cette adhésion soit envisagée dans un « avenir » non précisé. Pour Pierre Giacometti, directeur général d'Ipsos, cette évolution est liée à des facteurs à la fois permanents et conjoncturels. « Depuis la rentrée, la question de la laïcité est au cœur de l'actualité nationale comme internationale, explique-t-il. Les affaires de voile, en particulier, ont éclairé une partie de l'opinion sur l'impossibilité de s'en tenir à une opposition de principe à l'adhésion de la Turquie. Mais au fond, au-delà de la persistance d'un noyau dur opposé à cet élargissement, c'est surtout le manque d'information de l'opinion qui ressort de notre enquête. Les Français n'ont pas intégré le fait que la question turque ne se posera que dans un avenir lointain. »

De ce point de vue, l'initia-



L'opinion de Nicolas Sarkozy, opposé à l'entrée de la Turquie en Europe, est largement partagée à droite, aussi bien au sein de l'UMP que de l'UDF. (Photo François Guillot/AFP.)

tive de Nicolas Sarkozy prend toute sa « pertinence » selon Pierre Giacometti. « D'autant, ajoute-il, que les autres éléments dont nous disposons révèlent qu'il existe effectivement un fort risque de pollution du référendum constitutionnel par le problème de la Turquie. L'opinion demande à être éclairée, et toutes les grandes familles politiques devraient s'y atteler. L'esquisse de débat, assez caricatural, auquel elles se livrent, est loin de répondre aux exigences complexes des Français. »

Ce travail pédagogique exige une clarification préalable qui s'annonce plus difficile à gauche qu'à droite. A l'UMP comme à l'UDF, l'opposition à l'entrée de la Turquie est mas-

sive, même si ses motifs ne sont pas toujours avoués. 26 % seulement des personnes interrogées justifient leur « non » par la différence religieuse, mais le contexte international permet de supposer que l'idée d'une incompatibilité irrémédiable entre le judéo-christianisme et l'islam est en fait bien plus répandue.

Cet argument est néanmoins beaucoup plus fréquemment invoqué par l'électorat de la droite, et singulièrement du FN, que par celui de la gauche. Le tabou de la condamnation de l'islam est particulièrement fort chez les sympathisants du PS, qui évoquent plus volontiers leur crainte d'une immigration turque massive en France. Contrairement aux électeurs du PC, des Verts et de

l'extrême gauche, partisans assumés d'une Europe multiculturelle et multiconfessionnelle, les électeurs socialistes sont divisés.

C'est le reflet de l'incapacité des élus du PS, mais aussi des intellectuels proches de lui, à se prononcer clairement sur le sujet. Ce que le philosophe Alain Finkielkraut nomme l'« universalisme », fondé sur les valeurs républicaines, a aussi ses partisans à gauche, mais on ne les entend guère. Surtout depuis que le PS a entrepris de flatter la fibre « altermondialiste » de son électeur.

A la lumière de notre sondage, on comprend mieux pourquoi le débat européen provoque tant de couacs chez les ténors socialistes.

SONDAGE Alors que Nicolas Sarkozy a proposé un référendum sur l'entrée d'Ankara dans l'Union, un sondage Ipsos indique que l'opinion est défavorable à cet élargissement

LE FIGARO MARDI 28 SEPTEMBRE 2004

« Sur le principe », l'opinion est très majoritairement opposée à l'adhésion d'Ankara

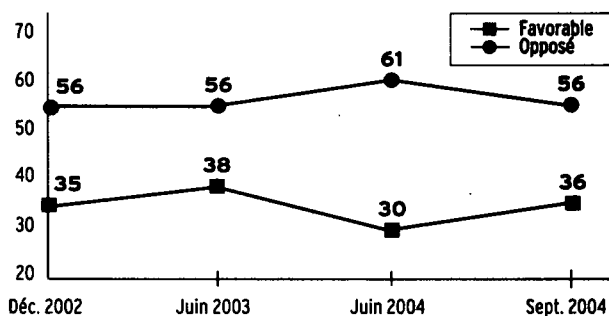
► **Question :** Etes-vous, sur le principe, tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à une adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

En %	PROXIMITÉ PARTISANE											
	ENSEMBLE	Rappel juin 2004	ESG	PC	PS	Verts	UDF	UMP	FN - MR	Aucun parti		
Tout à fait favorable	5	3	14	3	4	8	4	4	8	5		
Plutôt favorable	31	27	43	57	51	54	35	39	47	55		
Plutôt opposé	32	35	11	34	32	36	23	35	47	72		
Tout à fait opposé	24	26	23	7	39	19	55	12	25	30		
Ne se prononcent pas	8	9	9	7	6	10	6	7	2	12		

A l'avenir, peut-être...

► **Question :** Au sujet d'une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne, de laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

En %	Ensemble
Si la Turquie fait les efforts politiques et économiques nécessaires, il sera possible d'imaginer son entrée dans l'Union européenne à l'avenir	63
	Rappel juin 2004 58
La Turquie ne devrait jamais faire partie de l'Union européenne, pour des raisons historiques et culturelles	30
	Rappel juin 2004 36
Ne se prononcent pas	7
	Rappel juin 2004 6



Fiche technique

Sondage Ipsos effectué pour Le Figaro, les 24 et 25 septembre 2004 • Echantillon de 932 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus • Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

L'immigration nourrit le non

► **Question :** Parmi les arguments suivants développés par les opposants à une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, quel est celui auquel vous êtes le plus sensible...

Base : personnes opposées à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, soit 56 % de l'échantillon.

En %	Ensemble
Le risque d'une immigration importante de Turcs souhaitant travailler dans les pays les plus riches de l'Union européenne	40
	Rappel décembre 2002 46
Le fait que la grande majorité du territoire de la Turquie se situe en Asie	26
	Rappel décembre 2002 22
Le fait que la grande majorité des Turcs soient de confession musulmane	25
	Rappel décembre 2002 22
Aucun de ceux-là*	6
	Rappel décembre 2002 6
Ne se prononcent pas	3
	Rappel décembre 2002 4

* Réponse non suggérée

La démocratie alimente le oui

► **Question :** Parmi les arguments suivants développés par ceux qui sont favorables à une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, quel est celui auquel vous êtes le plus sensible...

Base : personnes favorables à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, soit 36 % de l'échantillon.

En %	Ensemble
Consolider le développement de la démocratie en Turquie	52
	Rappel décembre 2002 51
Eviter que la Turquie puisse basculer vers le fondamentalisme islamique	33
	Rappel décembre 2002 35
Préserver l'alliance militaire avec la Turquie	11
	Rappel décembre 2002 11
Aucun de ceux-là*	1
	Rappel décembre 2002 -
Ne se prononcent pas	3
	Rappel décembre 2002 3

* Réponse non suggérée

Le parti majoritaire se dit prêt à engager un débat sur l'organisation d'une consultation sur l'élargissement à la Turquie, auquel le chef de l'Etat est favorable

LE FIGARO MARDI 28 SEPTEMBRE 2004

Sarkozy avait prévenu Chirac

Anne Fulda

Si l'on en croit l'Elysée, Nicolas Sarkozy avait prévenu Jacques Chirac dimanche matin de son intention d'annoncer le soir même sa préférence pour un référendum sur la Turquie. « *Le sujet a été évoqué dans la matinée au cours d'un coup de fil* », affirmait-on laconiquement hier dans l'entourage du chef de l'Etat. Les proches du ministre de l'Economie soulignent de leur côté qu'on « *imagine mal* » que sur un sujet de cette importance les deux hommes n'en aient pas parlé au préalable. Présentée comme cela, la suggestion de Nicolas Sarkozy, hostile à l'entrée de la Turquie alors que Jacques Chirac y est favorable, ne serait donc pas une pierre dans le jardin présidentiel. Mais plutôt, au contraire, une manière d'éviter que la question de l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne ne « *parasite* » la campagne référendaire qui doit s'ouvrir prochainement pour ratifier la Constitution européenne.

Dans l'entourage du ministre de l'Economie, on observe qu'une telle consultation n'interviendrait qu'à long terme, c'est-à-dire « *pas avant une dizaine d'années* ». Cette prise de position, ajoute-t-on, présenterait des avantages pour le très probable futur président de l'UMP, comme pour le président de la République. Elle permettrait au premier de montrer qu'il entend être un président de parti à l'écoute des militants (qui sont, comme les Français, majoritairement opposés à l'entrée de la Turquie en Europe). Et elle offrirait au second la possibilité d'évacuer cette question délicate qui menace de compliquer le référendum de 2005. Lequel ne concernera, comme on

le rappelle à l'Elysée, « *que la Constitution européenne et rien d'autre* ».

Lors d'une conférence de presse à l'Elysée, le 29 avril dernier, le président de la République avait d'ailleurs évoqué la possibilité de consulter les Français sur ce sujet. Après avoir rappelé que le processus d'adhésion de la Turquie était suspendu au rapport sur les critères de Copenhague, que la Commission va déposer entre les mains du Conseil au mois d'octobre, puis à la décision du Conseil européen, en décembre, il avait indiqué que si des négociations étaient ouvertes, elles devraient aboutir à un nouveau traité d'adhésion qui devrait être ratifié. « *Le dernier mot reviendra à chacun des peuples* » et notamment à la France, « *soit par voie parlementaire, soit par voie référendaire* », avait-il expliqué, en rappelant que « *c'est une perspective de dix à quinze ans* ».

La proposition de Nicolas Sarkozy intervient en tout cas à pic alors que les proches du chef de l'Etat s'inquiètent de plus en plus ouvertement du risque que le non l'emporte lors du référendum sur la Constitution européenne. La semaine dernière, déjà, Jean-Pierre Raffarin avait voulu désamorcer la question de l'adhésion de la Turquie en indiquant, dans un article au *Wall Street Journal*, qu'il s'interrogeait sur la capacité de ce pays à « *faire adhérer la société turque aux valeurs européennes des droits de l'homme* ». Enfin, samedi, en marge d'un comité départemental de l'UMP en Gironde, Alain Juppé, qui a pris position contre l'adhésion de la Turquie – « *ce serait changer d'Europe* » –, a mis en garde : « *Si on ne dit pas clairement les choses, le référendum sur la Constitution européenne risque de se transformer en oui ou non à la Turquie.* »

Villiers remonte sur son cheval de bataille

Eric Zemmour

« *Ou bien l'Europe rejette la Turquie et elle se brouille avec elle, ou bien l'Europe l'accepte, et elle se brouille avec elle-même.* »

La question turque n'était pas au cœur de l'intervention de Philippe de Villiers, exceptionnellement convié hier sous la coupole de l'Institut de France par l'Académie des sciences morales et politiques ; mais elle en était la preuve par neuf. La preuve de la

n'est pas anti-européen, et que sa conception de l'Europe est celle de son âge d'or, l'Europe de De Gaulle et d'Adenauer, l'Europe du Marché commun à six. L'Europe de Charlemagne.

L'utopie, c'est les autres. Villiers mêle dans un même opprobre « *l'Europe-espace* », celle du libre-échange, et « *l'Europe-puissance* », vraiment fédéraliste. En vérité, elles n'ont rien à voir. En écoutant ses contradicteurs académiciens, on comprenait bien que la première n'a rien contre la souveraineté nationale quand elle est soumise

« *Au moment où on ferme la porte à Dieu, on favorise l'entrée d'Allah* »

« *démésure supranationale* » qu'il dénonce ; la preuve des vertus de « *l'efficacité d'une Europe des souverainistes* » qui permettrait, selon lui, de faire des accords à « *géométrie variable* » avec la Turquie, comme entre les autres Etats de l'Union, selon les sujets et les pays.

Bref, la Turquie comme le symbole de l'oubli de soi : « *J'appelle l'Europe une terre qui a été romanisée, christianisée, et soumise à l'esprit de discipline des Grecs* », dit Villiers, citant Paul Valéry. Et même de la haine de soi européenne : « *Au moment où on ferme la porte à Dieu, on favorise l'entrée d'Allah.* »

L'Europe des souverainistes, Philippe de Villiers l'a rencontrée : c'est celle du traité de Rome, explique-t-il benoîtement. Avec le sacro-saint vote à l'unanimité et des frontières strictement définies. L'Europe de la PAC, d'Ariane et d'Airbus. Villiers a à cœur de montrer qu'il

au marché et à la finance mondiale – c'est l'Europe anglaise – quand la seconde a pour objectif d'arracher la

souveraineté aux nations pour sacrer un super-Etat bruxellois, comme la Révolution avait arraché la souveraineté du roi pour la donner à la nation. Cette Europe-puissance est une conception française ; l'élargissement à vingt-cinq l'a tuée.

Douze ans après le débat sur Maastricht, Villiers, dernier des hérauts du non encore en activité, prend une belle revanche sur des fédéralistes qui l'avaient alors battu, tous « *ces cabris devenus chèvres* » et qui ne reconnaissent pas leur enfant. Il tente d'en profiter pour assurer sa domination personnelle sur un camp souverainiste fort divisé, alors que l'arrivée de Laurent Fabius sur les terres du non trouble le jeu. Mais il solde ainsi un combat hexagonal, dans le contexte plus large d'une nouvelle défaite française face aux conceptions anglaise et atlantiste qui dominent désormais dans la grande Europe.



SEPTEMBRE 2004

Turquie A Istanbul, nos équipes apportent une aide psychologique et juridique aux défenseurs des droits de la minorité kurde.

Quelques signes pro-Kurdes dans un climat toujours hostile

A lors que la Turquie souhaite entrer dans l'Union européenne, sa situation sanitaire se révèle catastrophique: seulement 2% du budget étatique sont alloués à la santé*, le pays connaît un manque cruel de sages-femmes, la moitié des enfants ne sont pas vaccinés, et les statistiques empirent encore si l'on se focalise sur l'est du pays, où vit l'essentiel de la minorité kurde**. Après plusieurs missions exploratoires, une mission a été mise en place en janvier 2003, tout d'abord pour apporter un soutien psychologique aux associations protectrices des victimes, elles-mêmes contaminées par les violences étatiques. Etant donné la grande difficulté pour l'association d'exercer ses fonctions – toute ONG est officiellement interdite d'exercice sur le territoire turc –, des missions ponctuelles sont réalisées par une équipe de médecins et de psychiatres qui se rendent à Istanbul, à tour de rôle, pour aider ces associatifs en proie à de multiples traumatismes.

Un pays aux mains des militaires «Le régime turc reste profondément kémaliste», explique Bernard Granjon, responsable de la mission en Turquie pour la délégation PACA, en référence au règne laïque et autoritaire de Mustafa Pasa Kemal, dit Atatürk, dans les années 1920. «*Tout particularisme est banni, surtout celui de la minorité kurde. Le meilleur exemple, c'est la condamnation en 1994 de la députée*

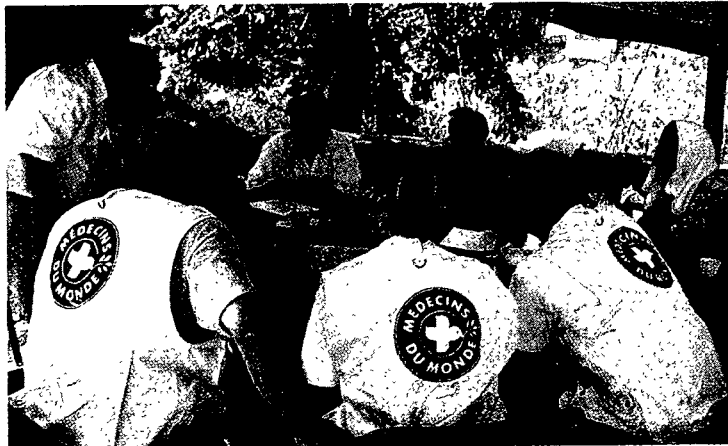
Leyla Zana à quinze ans de prison, après son discours en kurde à l'Assemblée.» Si la représentante kurde a été libérée le 9 juin, grâce aux pressions de l'Union européenne, l'emprisonnement, les tortures et les grèves de la faim restent le lot quotidien de milliers de prisonniers politiques. 110 grévistes de la faim sont morts dans les prisons turques au cours des cinq dernières années, et les séquelles neurologiques chez

les autres sont irréparables. La négation de ces séquelles par les médecins inféodés au régime a pu être démentie grâce à une contre-expertise menée par l'association.

Une présence indispensable

Nos équipes assurent aussi une présence lors des procès, afin de faire de l'observation active. Cela semble porter ses fruits, comme le note Bernard Granjon: «*Récemment, nous avons assisté au procès d'une présidente d'association accusée de crime contre l'Etat pour avoir réfuté la culpabilité du PKK*** dans un village rasé. Or, elle a été condamnée à une simple amende alors qu'elle risquait la prison.*» Mais, à quelques kilomètres de là, au camp d'Ayasma, dans les faubourgs d'Istanbul, un enfant sur cinq n'atteint pas l'âge de 5 ans. ■

STÉPHANIE SENET



Nos équipes conseillent les associations de soutien à la minorité kurde.

* Pour comparaison, le budget français consacré à la santé est de 16%.
 ** La minorité kurde représente plus de 15 millions de personnes.
 *** PKK: parti des travailleurs du Kurdistan. Ce parti kurde a déposé les armes en 1999 mais a menacé, en mai dernier, le gouvernement turc de reprendre la lutte armée. Ce conflit a déjà causé la mort de 30 000 personnes.

The Dispirited Descent of Kurdish Rebels from Turkey in Iraq

By Robin Shulman
 Washington Post September 26, 2004

QANDIL MOUNTAIN RANGE, Iraq -- Sunrise came to the women's camp in shafts of white light through woven roofs, but Aristan Manzur slept past 10. She had a fever again, and fluid blocked the air in her lungs. She woke and walked slowly down a rocky path to the stream for a breakfast of tea, cream-filled cookies and cigarettes. Soon she hiked back to her bed of dusty blankets to sleep.

Manzur, 21, had trained to become a Kurdish guerrilla leader since she was 10. Her group, formerly known as the Kurdistan Workers'

Party, or PKK, but renamed the People's Congress of Kurdistan, or Kongra-Gel, fought the Turkish government in a 15-year civil war that left 30,000 people dead. But in 1999, the PKK leader, Abdullah Ocalan, was captured, and the guerrillas retreated to these stony mountain passes of northern Iraq. This summer, several thousand of the rebels returned to Turkey and resumed attacks against the military.

But Manzur and a few thousand other rebels remained in the Qandil mountain range, no longer wanting to fight.

Those who stayed behind form a guerrilla force without a war -- a lethargic, semi-retired group of former fighters, with many ill and homesick members among them. But they still have weapons, and Turkey remains wary of their intentions. Their presence in northern Iraq is a source of pressure and volatility in the one part of the country that has been mostly calm.

Turkey, which maintains special forces troops in northern Iraq, is pressuring the U.S. and Iraqi governments to quash the Kurdish guerrillas, and the Turkish prime minister said recently that his patience was "wearing thin." Iraqi and U.S. officials have said they are not ready to fight the guerrillas to get them to leave the mountains. "Iraqi forces have too many things on their plate" to fight in the Qandil range, the Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, a Kurd, said in a telephone interview. "The new Iraq definitely will not tolerate the presence of armed foreign militias on its territory."

Many of the guerrillas say they want to leave the mountains but do not have a safe way to do so. Most of them are from Turkey, where they would likely be imprisoned if they returned. Few have ID cards or documents from any country.

In the past, Turkey has offered limited amnesty to guerrillas who had not killed anyone, on condition they inform on their comrades. Few of them surrendered. Many now say a broader amnesty could lure them out of the mountains. "People want to go down from the mountains and participate in political change," said Murat Karayilan, 48, a vice president of the Kongra-Gel, an umbrella organization for about eight Kurdish rebel groups. "For the last five years, we've been telling the Turks to solve it this way. No one has been listening." Namik Tan, a spokesman for the Turkish Foreign Ministry, said: "There will never be an amnesty program for terrorists. People who killed others, innocent people, how could you offer them amnesty?"

In the cool, fresh air of a recent night, Zalal Anitos, 26, sat on a blanket and explained that she had been trained to fight since she was a child. When she was 11, she said, Turkish soldiers burned down her house in a Kurdish village in southeastern Turkey, killing her uncle. On nights that followed, she said, government helicopters bombed the area, killing her neighbors.

The Turkish government had outlawed the Kurdish language, and at home, her family spoke in whispers. But Anitos said she barely spoke at all. She was recruited at 13 by the PKK, which is unique in the region for including an almost equal number of women as men. The years passed in a blur of violence, and she does not recall how many Turkish soldiers she killed or how many comrades she lost. Her life as a fighter ended with the PKK's unilateral cease-fire declaration in 1999. When she was 21, Anitos felt bereft of purpose, she said, cut loose from her certainty about the value of armed struggle. She wanted to kill herself, she said, but instead came here.

This summer, she decided not to return to Turkey to fight. "We don't need any more martyrs," she said. Manzur, said that she, like Anitos, was raised in the guerrilla organization. She was taken in and reared until she was 17 by Ocalan himself, she said, along with

a group of other children whose parents were guerrillas. When Ocalan was captured, Manzur, speaking in careful English, said she watched her comrades vacillate over purpose and mission. Many gave up their Marxist-Leninist ideology. They dropped the goal of establishing a Kurdish state and began demanding cultural rights and greater political participation in Turkey.

Meanwhile, the region around them also changed. Neighboring countries became less friendly to the Kurdish armed struggle and many guerrillas came to believe that it was futile, Manzur said. She opposed the resumption of fighting this summer.

"I was very close to those who left," she said. "But it became clear to me that they don't know what they're fighting for. And if they don't know, then how can they fight?"

These days, talk in the mountains focuses on leaving. "Can I get an Iraqi ID card?" one guerrilla whispered urgently to a visitor. A driver from the nearby village of Ranya, who said he transported supplies to the guerrillas, said he recently met a 17-year-old fighter by the roadside. The guerrilla pleaded: "Please take me with you -- I'm with the PKK and I want to run away. Put me in your trunk," the driver recalled.

Gradually, some guerrillas have left to join Ocalan's brother, Osman, who abandoned Kongra-Gel last winter and in August announced the creation of a nonviolent group that is hiding elsewhere in northern Iraq.

But at the mountain hideouts, the training routines continue. New recruits continue to arrive, some of the rebels said, though many said they were fleeing family troubles as much as political problems. At the Zargele camp in the agricultural lands of the valley, young guerrillas lay on the ground face-down. They laughed as they tried to load weapons, and then aimed the heavy machine guns at stone targets down the field. One bullet hit the ground and bounced down the field. A few hit the targets, smashing the rocks. Then the training session was abandoned in favor of a game of soccer.

At night they occupied themselves by changing guard duty each hour so that every guerrilla got a turn to patrol the camp, with the twin lights of flashlight and cigarette. "This is where we can engage the enemy if the enemy comes here and attacks," said Najbir Ahmed, 30. Then, laughing, Ahmed said she often asked herself who, precisely, the enemy was.

The U.S.-led war in Iraq reshuffled old alliances in the region. Iran and Syria, which had long harbored the Kurdish rebels, have in recent years confronted them with force. Frequent clashes broke out this summer on the Iranian side of the border, and a band of four rebels left the fight to walk to one of the camps in Qandil. One man showed a journal of confrontations he kept in a slim calendar in his pocket. Every day for the past few months was marked with the names of the dead and wounded. Across the stream in a camp for female leaders, a half-dozen women leaned in to watch the Olympics on a generator-powered television. That day, the Iraqi

interim president had said at a news conference that the guerrillas could not stay in the mountains. Asked if they were worried that they might be forced off the mountain, the women were silent as all eyes fixed on the television. "Maybe," one woman finally said, without taking her eyes from the women's gymnastics.

A week later, Manzur sent an e-mail saying she had left the PKK. She

had arrived in the northern Iraqi city of Mosul with dozens of other former guerrillas, she said later in a telephone interview.

"We were living on the mountain without any hope," she said. Far from the mountain base, she said she suddenly felt a sense of hope. She hoped a passport could be forged so she could attend a college in Europe. She hoped to work there for Kurdish rights.

Some Kurds Want Arabs Out of Iraqi City

By JIM KRANE

Associated Press September 25, 2004

KIRKUK, Iraq - A tense confrontation is building in this refugee-swollen city, with hardline Kurdish politicians demanding the departure of some 200,000 Arabs who settled here during a 30-year government campaign of Arab migration to oil-rich parts of northern Iraq.

"The Arabs must go back," Azad Jindyany, director of the Patriotic Union of Kurdistan's media office, said in the northern city of Sulaimaniyah this week. "This is the central policy for every Kurdish party and all Kurdish movements."

Kurdish parties appear to be trying to recreate a majority they held long ago in the contested province, traditionally a multiethnic place with Christians, Turkomen and some Arabs who trace their roots back hundreds of years. An August report from New York-based Human Rights Watch said the hardline Kurdish position underscores a "dramatic change in power relations in northern Iraq" that has left Arab families "almost completely powerless" and Kurdish parties creating conditions for "a major confrontation." Army Maj. Gen. John Batiste, U.S. commander in the region, said the province's fast-changing demographics are the hottest long-term security threat in northern Iraq.

"We've got to work hard now so it doesn't become a civil war," Batiste said in a briefing on the U.S. Army base in Tikrit. If Kirkuk disintegrates into war, "we'll be right in the middle of it."

A Sunni Arab councilman for Kirkuk province, Mohammed Khalil Nasif, said the hardline demands for reversal of the previous government's Arabization policy sound almost as drastic as the original ethnic cleansing policy itself. "If the Kurds do the same thing, it'll be the Kurdization program," Nasif said before a recent council session in this city of 750,000. "We don't believe in fixing a wrong with a wrong. If a refugee comes back and wants to kick someone else out, we don't approve. Kirkuk is big enough for everyone."

It is unclear how the Kurdish parties will pursue the removal of Arabs from Kirkuk if the Arabs wish to stay. Iraq's U.S.-approved national laws allow Iraqis to live where they choose. Jindyany said the new law doesn't apply to Arabs who were given Kurdish homes and land by the deposed government of Saddam Hussein, whose

moves to solidify control of the oil-rich cities of Kirkuk and nearby Khanaqin brought hundreds of thousands of Arabs to northern Iraq. A similar number of Kurds were forced from their homes in the process. "Kirkuk must be restored" to the Kurds, Jindyany said. "After it's restored, anyone is free to move anywhere in Iraq."

Few Arabs want to return south, Nasif said. Often they were coaxed north from desert areas or poor Shiite Muslim villages. After living as long as 30 years in wealthier, more temperate Kirkuk, they have roots in the area.

"This is their home," Nasif said.

The resurgent Kurds are being closely watched by leaders of Kirkuk's Arab and Turkomen communities, as well as by the U.S. military, which still operates several bases around Kirkuk and enforces a nightly curfew here. The government of neighboring Turkey has said Kirkuk should remain a multiethnic city, and not the capital of an enlarged Iraqi Kurdistan, the autonomous northern area. Turkey, which counts a huge Kurdish minority, has said it will block any Iraqi Kurdish steps toward independence. Thus far, the ongoing return of some 70,000 Kurdish refugees has been marked by its lack of violence. Most Arab leaders in the region have spoken cautiously about the issue. "We Arabs welcome the Kurdish refugees to come back to Kirkuk," Nasif said.

Batiste and other U.S. officials are trying to calm the confrontation by pleading for action from the Iraqi claims compensation committee, which is supposed to grant money or land to Arabs willing to leave. The committee might also settle with Kurds by giving them new land and housing funds, he said. "It doesn't have to be a train wreck," Batiste said. "There are certainly some Kurds and Turkomen and Arabs who are very hardline on this. But I think there's a way of doing it."

Batiste said the basic solution hinged on the idea that each ethnicity has a place in Kirkuk, but some Arabs "need to move back to where they came from." The general acknowledged that the government's compensation process has failed to solve any of the 6,000 claims already filed in northern Iraq, leaving Kurdish political parties to push refugees to begin homesteading in Kirkuk.

"One and a half years after deposing Saddam Hussein, the government hasn't started any process to address our claims, so the people are simply returning back," Jindyany said. "They don't want to lose their chance, or their land."

Ultimately, hundreds of thousands of people could file claims for compensation with Baghdad. The United Nations found some 800,000 displaced Kurds inside the northern autonomous area, many of whom were pushed out of Kirkuk. That figure includes refugees displaced by intra-Kurdistan fighting between militias controlled by the two chief parties. The Kurdish parties are also after

a second goal: restoring Kirkuk to its original area before Saddam lopped off outlying Kurdish lands and transferred them to four neighboring provinces as part of the Arabization campaign. The restoration would tilt the population even further toward a Kurdish majority.

"All the parts that were cut off must be restored," Jindyany said.

Human Rights Watch report:

<http://hrw.org/reports/2004/iraq0804>

Kurds' suspicion of US grows

Green Left Weekly

By Roj Shuhe 27 September 2004

During the last year, the larger protests against the war in Iraq here have featured sizeable and militant contingents from the Kurdish community. At the time of the invasion, the Kurdish population was deeply and evenly divided between those opposing and those favouring the US invasion, but in recent months, support among them for the US war has been weakening. The cause of Kurdish national liberation in Iraq has interacted in complex ways with US intervention in the region. The creation of a de-facto Kurdish state in northern Iraq was an unintended byproduct of the first Gulf War in 1991. US imperialism has never given the slightest support to Kurdish aspirations for autonomy and statehood. But during the 1991 war, Saddam Hussein's military drove millions of Kurds out of their homes, creating an immense refugee crisis on the Turkish and Iranian borders. It was to ease the refugee pressure that the US government declared a no-fly zone in northern Iraq. Seizing the opportunity, Kurds set up their own regime, independent of Baghdad.

The second Iraq war took a similarly unexpected course. Washington's plan was for Turkey to invade Kurdish Iraq and establish control. But the Turkish government, sensitive to strong anti-war feeling among its own population, refused to intervene. As a result, the war, instead of extinguishing Iraqi Kurdish independence, reinforced it. Tens of thousands of Kurdish militia took part in the military campaign to oust the regime of their hated oppressor.

For the Kurds, this autonomy has represented a cherished opportunity for cultural and economic revival, free at last from the murderous attacks of the Saddam Hussein government.

Self-determination

The Kurds face the stony hostility of all the governments of the region — Iraq, Turkey, and Iran — and have no allies in a position to render effective aid. For 13 years the de facto independence of Iraqi Kurdistan has thus depended in part on US military protection. But Washington is the sworn enemy of Kurdish independence. None of the major contending political forces in US-occupied Iraq today is willing to concede that the Kurds have the right to self-

determination. Yet it will be difficult for the struggle to oust the US occupiers to succeed without unity of all Iraq's peoples, including the Kurds. And Kurdish self-determination is essential not just to satisfy principles of justice, human rights and international law — but also as a practical necessity for the anti-imperialist struggle to go forward.

We are now witnessing a shift in opinion among Iraqi Kurds with regard to the US role. Kurdish Iraq is the one part of the country not under imperialist occupation. US soldiers go into Kurdistan only to shop — and then, in most cases, they are politely instructed to leave their guns behind and proceed under the guard of a Kurdish militia detachment. Kurds have every reason to wish that this situation continue. Yet US imperialism makes no concessions to the right of Kurds to determine their own future. They give lip service to ideas of limited federalism, citing the US model, within a new US-dominated Iraqi state in which the Kurds' future would be outside their control. When the US demands dissolution of Iraqi militias, the 80,000-strong Kurdish militia is an obvious prime target.

In this context, sentiment among Iraqi Kurds for national independence is deepening, along with suspicion against the Kurdish governments, who seem more interested in currying favour with the US invaders than in pressing the case for national rights. The governments — for there are two, representing rival coalitions of Kurdish capitalists — seem increasingly fearful that they may soon be swept aside by the people they rule.

Leadership in peril

The Kurdish leadership "is being blamed by Iraqi Kurds for selling out to the Americans to maintain their stranglehold on political and economic power", write Ali Ezzatyar and Dariush Zahedi in the Beirut Daily Star of August 13. They note that the two Kurdish ruling parties have felt compelled to threaten, in vague terms, to withdraw from Iraq's puppet government.

"If the reputation of Kurdish party bosses is further undermined, it will take only a modicum of revolutionary initiative by mid-level

party officials or the Peshmerga (Kurdish militia) to send northern Iraq into a tailspin. A leadership more willing to reflect Kurdish popular wishes could take power", they add. Meanwhile, developments in Turkey are in some ways encouraging to the Kurdish cause. Motivated in part by the dogged resistance of Turkish Kurds and in part by the pressure of the European Union, which Turkey wishes to join, the government in Ankara has eased to some degree its repression of the Kurds and conceded greater legal space to Kurdish language and culture. The process in Turkey is complex and difficult, but it may be that the impulse to safeguard Iraqi Kurdish autonomy will come from events north of the border.

Referendum on independence

Recently the Kurdish people of Iraq took part in a referendum, in which 1.8 million Kurds voted almost unanimously for national independence. The Kurdish governments, however, refused to announce the results of the referendum, for fear of offending Washington. The US government casually brushed off the results. In an August 19 press conference, US security advisor Condoleezza Rice said, "Iraq will need to remain a united country."

Unity in struggle

As the present US assault in Najaf shows, the US military is counting on attacking its Iraqi opponents one at a time, crushing each one in turn. Kurdish aspirations for national self-determination are in head-long collision with Washington's intentions for the region, and the Kurdish people are deeply hostile to US domination of their region. There is therefore a real possibility of forging a common front against the imperialist forces.

But whether this happens will depend on the attitude of opposition forces in occupied Iraq. The stand of friends of Iraqi freedom abroad also counts for a great deal. One positive step will be for anti-war coalitions to form strong links with Kurdish opponents of the US-led war.

Roj Shuhe, Toronto

[Abridged from the Canadian Socialist Voice]. From Green Left Weekly, September 29, 2004.

Oil-rich Iraqi provinces push for autonomy

Financial Times

September 29 2004 By Roula Khalaf

LONDON - Iraq's oil-rich southern provinces are considering plans to set up an autonomous region - a move that reflects their growing frustration with the central government in Baghdad.

Members of the municipal council of Basra, Iraq's second largest city, have been holding talks with officials from councils in two neighbouring provinces on establishing a federal region in the south, following the example of the Kurdish north. The three provinces - Basra, Missan and Dhiqar - account for more than 80 per cent of the proved oil reserves of the country's 18 provinces and provide a large share of the national income. The talks are a political challenge to the embattled interim Iraqi government which is fighting a fierce insurgency in Sunni Arab areas, continued unrest in an impoverished Shia suburb of Baghdad and militant gangs bent on disrupting the country's reconstruction.

Diplomats familiar with the talks say the three provinces have felt marginalised in new government institutions, including the consultative assembly, and believe they are not receiving a fair share of economic resources. The cabinet led by Iyad Allawi, the prime minister, includes only one representative from the three provinces. "The south has been desperately disappointed and they see Baghdad as continuing to leave them without representation," said a western diplomat. "So they are working on ways to organise themselves to have more clout with the centre."

Walid Khadduri, editor of the Cyprus-based Middle East Economic Survey, and an expert on Iraq, said the talks on self-rule were alarming. "It could weaken the state and lead to the eventual fragmen-

tation of the country." Part of the problem stems from the powers given to local governments by the US occupation authorities before the transfer of sovereignty to Iraq this summer. In order to regain some of these powers, Mr Allawi's government is said to be giving military commanders in the south more civilian authority. Since the end of the Iraq war, the US and, more recently, the Allawi government, have struggled to reconcile the competing demands of the majority Shias and the minority Sunni Arabs and Kurds.

The government has sought to quell a popular Sunni insurgency by giving greater representation to Sunni Arab tribes. It also has tried to maintain the support of Iraq's Shia majority by addressing the demands of Grand Ayatollah Ali Sistani, the highest-ranking Shia cleric in the holy city of Najaf, who has insisted on early elections.

The Kurdish minority, whose leaders are long-time US allies, has been held in check by the promise of a large measure of autonomy when a permanent constitution is drafted after the January elections. The three provinces, however, have felt left out, and are demanding that their local representatives, rather than the Shia clergy in Najaf, speak for them. "In the south people feel Najaf and Karbala [Iraq's second Shia holy city] look down on them as second-class citizens and they would not do better under them any more than under the Sunnis," said a western diplomat.

But people close to the Iraqi government say some officials driving the autonomy talks are backed by Muqtada al-Sadr, the renegade Shia cleric who launched an uprising against American troops in July.

La politique d'ouverture d'Ankara ne suffit pas à mettre fin à un conflit vieux de vingt ans

Divisé, l'ex-PKK ne rend pas les armes

Diyarbakir
(sud-est de la Turquie) :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Mal vue par les Kurdes de Turquie, la reprise partielle des attentats et des accrochages entre indépendantistes kurdes et militaires après cinq années de trêve est à l'origine d'un psychodrame dans les rangs de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) rebaptisé Kronga-Gel (Congrès du peuple kurde).

Régi comme l'ensemble de la société montagnarde kurde par le clanisme, le mouvement est depuis cet été déchiré par une dispute familiale entre Abdullah Öcalan et son frère Osmane. La querelle au sommet de l'appareil politique de l'ancien PKK se déroule - pour des raisons de force majeure - à distance. Abdullah fait passer des messages dans lesquels il reproche à son parent d'avoir trahi la cause depuis sa prison de l'île d'Imrali, en mer de Marmara. De son côté, Osmane Öcalan critique le chef historique de l'organisation séparatiste d'extrême gauche depuis son exil en Irak. « Abdullah est devenu de par son entêtement une marionnette du kémalisme », dit-il en substance. Osmane prétend sortir sa mouvance de l'impasse en l'adaptant à la nouvelle donne en Irak et au processus de démocratisation du Kurdistan turc engagé par Ankara.

Réfugié depuis des années avec environ 4 000 combattants dans des camps installés dans les contreforts du Kurdistan irakien le long de la frontière iranienne, il a quitté en juillet le maquis pour Mossoul. Là, il a épousé une Kurde d'origine iranienne et créé avec une quarantaine de dissidents un nouveau parti politique, l'Union démocratique du Kurdistan. « Osmane en avait assez de végéter dans les montagnes avec des milliers de combattants lourdement armés mais dénués de perspective politique », explique

un responsable kurde. « Le frère d'Öcalan a aussi brisé un tabou en se mariant : un combattant de l'ex-PKK doit rester célibataire. Osmane donne le mauvais exemple à des jeunes qui tiennent le coup dans des conditions de vie inhumaines grâce à une discipline de fer. N'oubliez pas que l'ex-PKK est une secte stalinienne. Ce sont les vietcongs du Kurdistan », ajoute-t-il.

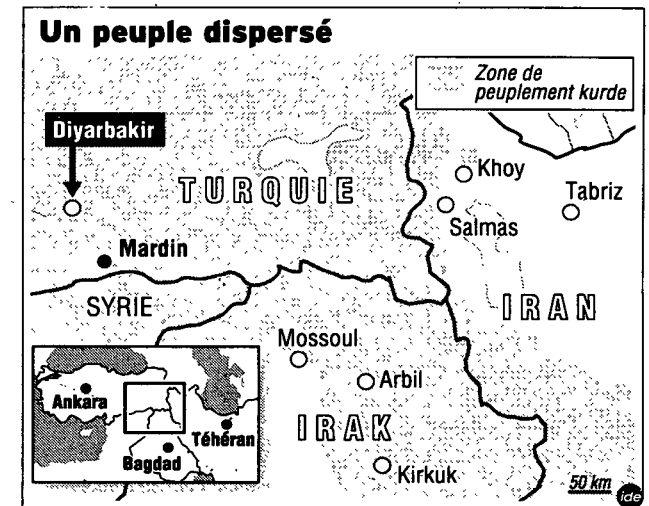
Difficiles à éradiquer sur un plan militaire, les bases arrière de l'ex-PKK sont l'objet d'un jeu où se mêlent des intérêts aussi complexes que contradictoires. La Turquie réclame le départ des troupes séparatistes et leur reddition sans contrepartie. Ce refus de négocier lui permet de garder un pied au Kurdistan irakien. Car Ankara a déployé sur le territoire irakien avec l'accord

du gouvernement autonome kurde d'Irak des unités spéciales pour surveiller les combattants.

Alliés traditionnels de la Turquie, les Etats-Unis sont favorables à la dissolution des groupes de maquisards mais subissent l'amicale pression des Kurdes irakiens. En l'absence d'une solution négociée, ces derniers ont en effet la tentation de se servir de la question de l'ex-PKK comme d'un atout pour contrer Ankara qui refuse de voir la ville à minorité turkmène de Kirkouk devenir la capitale politique et pétrolière du Kurdistan autonome irakien.

Vues de Diyarbakir, ces manœuvres apparaissent bien lointaines. Sortie péniblement des

années de plomb, l'immense majorité de la population ne souhaite pas de retour en arrière. Les caciques du Dehap (parti démocratique du peuple), le principal parti kurde, se tiennent à « égale distance de l'ex-PKK et du gouvernement ». « Le climat d'insécurité dans les montagnes est un obstacle au retour des réfugiés. Trois mille villages ont été rasés ou vidés de force pendant la guerre. Leurs habitants



ne veulent plus de cette violence, il faut les aider à rentrer chez eux », affirme Sezgin Tanrikulu, le bâtonnier du barreau de Diyarbakir et l'un des avocats de Leyla Zana, le député kurde remis en liberté en juin avec trois de ses collègues après dix années passées en prison pour des liens supposés avec l'ex-PKK.

« C'est peut-être le moment de s'asseoir autour d'une table et de rediscuter du problème kurde », avance pour sa part le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir. « Il faut enlever les armes aux militants. L'Etat peut y parvenir sans amnistie générale, mais en acceptant de réintégrer dans la société tous ceux qui se sont battus », poursuit-il.

Des accrochages opposent chaque semaine des poignées d'extrémistes armés aux forces de sécurité. Une voiture de police a sauté sur une bombe il y a une semaine à Mardin au milieu d'un festival où se produisait devant 20 000 spectateurs le chanteur Candan Ercecin (14 blessés). Et deux policiers ont été tués début septembre lors du passage à Diyarbakir du commissaire européen Günter Verheugen.

Ces escarmouches ne sont rien à côté de la guerre totale qui a causé de 1984 à 1999 quelque 37 000 morts. D'autant plus que la guérilla paraît à bout de souffle. Mais le fracas des explosions suffit à entretenir l'inquiétude dans une région à l'économie en ruine. Il met aussi à rude épreuve les nerfs des autorités d'Ankara qui avaient multiplié avant l'été les signes d'ouverture pour plaire à Bruxelles. Peu habitués à de telles concessions, les militaires sont aujourd'hui tentés de durcir le ton...

LE FIGARO

27 SEPTEMBRE 2004

Michel Barnier, ministre des affaires étrangères

« Peut-on prendre le risque qu'Ankara choisisse un autre modèle que l'Europe ? »

LE TEXTE de cet entretien a été relu et amendé par M. Barnier.

Y a-t-il un risque de fracture sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) entre le président de la République et sa majorité ?

S'agissant de l'Europe en général et de la Turquie en particulier, le pire, c'est le silence. C'est le silence qui entretient les peurs. Le débat permet de se dire les choses. Le président de la République est en charge d'une vision et de la parole de la France. Il est porteur d'une responsabilité liée à la stabilité et à la sécurité du continent. Il a déjà eu l'occasion de dire qu'il était favorable à la perspective de l'adhésion de la Turquie. Une partie de l'UMP et de l'opinion publique fait une analyse différente.

Une partie ou une majorité ?

Pour l'UMP, probablement une majorité. Il y a eu un vote dans ce sens au printemps. Pour l'opinion publique, j'en suis moins sûr. Cela dépend de son état d'information et je souhaite que, grâce au débat, celle-ci progresse.

M. Raffarin s'est dit préoccupé par l'arrivée de l'islamisme dans une construction laïque...

Ne déformons pas les propos du premier ministre. Lui-même sait bien que la Turquie a été l'un des premiers Etats laïques. Et que la religion des dirigeants ou des peuples n'est pas un critère pour l'adhésion à l'Union européenne. J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer qu'il y a d'autres peuples musulmans, plus petits, dans les Balkans, qui ont vocation à rejoindre l'Union. La seule question qui



« La question de l'adhésion de la Turquie devrait effectivement être tranchée par le peuple en temps voulu »

vailler est : s'agit-il d'un pays démocratique qui, par exemple, protège ses minorités et garantit l'égalité entre hommes et femmes ?

M. Chirac va devoir se prononcer, lors du conseil européen du 17 décembre, sur l'ouverture des négociations d'adhésion.

L'adhésion de la Turquie n'est ni pour aujourd'hui ni pour demain ni pour après-demain. Dire le contraire, c'est mentir. Le

17 décembre, les chefs d'Etat ou de gouvernement décideront de poursuivre le dialogue avec la Turquie ou de le rompre. Il s'agira de décider si nous voulons toujours porter notre projet de civilisation, qui nous garantit aujourd'hui la paix et la sécurité entre 25 nations. En 1963, ce sont le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer qui avaient déjà choisi d'amorcer le dialogue avec la Turquie, en signant avec elle le second accord d'association avec un pays tiers. Aujourd'hui, l'enjeu peut aussi se formuler de la manière suivante : est-ce que nous encourageons la Turquie à choisir le modèle européen, ou prend-on le risque qu'elle choisisse un autre modèle ?

Faut-il organiser un référendum sur l'adhésion d'Ankara pour dissocier ce débat de celui sur la Constitution européenne ?

C'est une idée juste et j'y suis aussi favorable. La question de l'adhésion de la Turquie devrait effectivement être tranchée par le peuple en temps voulu... Une perspective qui est, de toute façon, lointaine. A court terme, le gouvernement va recentrer le débat sur l'Europe d'aujourd'hui, un débat

dont les Français sont privés depuis de nombreuses années. Sur tous les sujets qui les intéressent – paix, terrorisme, emploi, délocalisations, protection sociale, services publics, culture –, nous allons débattre pour démontrer en quoi la nouvelle Constitution est utile.

Etes-vous favorable à l'adhésion de la Turquie à terme ?

J'ai changé d'avis sur cette question il y a dix ans. Les avantages pour nous et pour la Turquie l'emportent sur les difficultés que nous pourrions rencontrer. Les risques géopolitiques, notamment ceux d'un basculement de ce grand pays loin de l'Europe, sont immenses si le processus venait à être bloqué. Nous devons, dans les prochaines années, être attentifs à la manière dont le dialogue se poursuit avec ce pays. C'est seulement ensuite, à la fin de négociations qui devront être menées avec sérieux, rigueur et persévérance, que nous pourrions vraiment répondre à la question de l'adhésion ou non de la Turquie.

Propos recueillis par
Pascal Ceaux
et Christophe Jakubyszyn

Le Parlement turc lève l'obstacle en adoptant le nouveau code pénal

ISTANBUL

de notre correspondante

Réunie en session d'urgence, à dix jours de la publication du rapport de la Commission européenne sur le progrès des réformes en Turquie, l'Assemblée nationale turque a approuvé, dimanche 26 septembre, l'introduction d'un nouveau code pénal, qui remplacera des lois introduites en 1926.

Un premier vote avait été interrompu de façon inattendue, le 16 septembre, par le gouvernement, qui voulait y ajouter une clause pénalisant l'adultère. La violente polémique déclenchée en Turquie et en Europe par cette décision avait forcé le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à abandonner son projet. Au cours de ses entretiens avec les dirigeants à Bruxelles, le 23 septembre, il avait promis que le code pénal serait adopté sans délai.

Le vote du code pénal, qui entre-

ra en vigueur le 1^{er} avril 2005, enlève le dernier obstacle légal à l'ouverture des négociations d'adhésion entre Ankara et l'Union européenne. Le commissaire responsable de l'élargissement, Günter Verheugen, avait estimé que la Turquie se conformerait ainsi aux préalables posés par l'UE. Le débat politique sur la candidature turque, pays musulman comptant près de 70 millions d'habitants, continue néanmoins en Europe.

La réforme du code pénal doit encore être ratifiée par le président, Ahmed Necdet Sezer, avant d'être officiellement acceptée. Elle s'ajoute à de nombreux amendements légaux introduits par Ankara au cours des dernières années pour s'aligner sur les critères démocratiques de Copenhague. La Turquie a notamment aboli la peine de mort, révisé sa Constitution, octroyé des droits culturels – limités – aux Kurdes et réduit l'influen-

ce de l'armée.

« Maintenant, une date va être fixée pour les négociations », a estimé le ministre de la justice, Cemil Cicek, ajoutant que la rapidité du processus d'adhésion dépendrait des efforts de la Turquie. « Aucun article de ce code ne peut être utilisé pour limiter les droits et les libertés », a-t-il déclaré.

Seuls les actes spécifiquement décrits comme étant un crime seront désormais punis, mais les activistes des droits de l'homme considèrent que quelques clauses laissent encore à désirer. Le nouveau code reflète cependant un changement de mentalité majeur, en s'éloignant de l'approche étatisée et en mettant l'accent sur les droits et libertés individuels. La notion de viol au sein du mariage entre dans la loi pour la première fois, et la violence contre les femmes sera plus sévèrement punie. Des peines de prison sont prévues

pour le trafic d'organes et la pollution de l'environnement.

Le premier ministre a exprimé l'espoir que l'Europe répondrait aux attentes turques, mais il a admis que le lancement des négociations ne serait que le début d'un long processus. « Un chemin long et difficile s'ouvre devant la Turquie, a-t-il déclaré, mais c'est un chemin sur lequel nous nous engageons avec enthousiasme. »

Nicole Pope

L'industrie du rapt, « nouveau fléau de l'Irak », est en pleine expansion

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Hamza, 18 ans, sortait de la boutique de son père, le 19 août vers 13 h 30, quand il a été capturé par

REPORTAGE

« Qu'avons-nous fait pour mériter de vivre ainsi, en prison dans notre propre maison ? »

quatre hommes armés, surgis d'une voiture. Mis en joue devant des badauds immobiles, il est forcé de monter à l'intérieur du coffre du véhicule. « J'étais sûr que cela allait m'arriver un jour, explique l'adolescent, aujourd'hui libéré. Mon père fait du business de machines à laver. Pendant une semaine, les cartons sont restés stockés devant la maison. Tout le monde a pu constater que mon père est un homme riche. »

Ses ravisseurs, visages dissimulés sous des keffieh, se présentent comme appartenant à l'Armée du Mahdi, la milice chiite de Moqtada Al-Sadr, mais Hamza n'en croit pas un mot. « C'est impossible, assure-t-il. Je suis chiite et, pour moi, les soldats du Mahdi sont des héros qui se battent contre les Américains, pas contre les Irakiens. »

Son père partage, lui aussi, cet avis : « Ce sont des anciens moukhabarats [services de renseignement] du Baas, jure-t-il. Des hommes qui ont perdu leur travail et financent ainsi leur guérilla pour récupérer le pouvoir. Ce sont eux les vrais terroristes de ce pays. Et contrairement à ce que pensent les étrangers, leurs premières victimes sont les Irakiens ! »

Hamza n'a jamais vu le visage de ses ravisseurs. Il n'a eu que le temps d'apercevoir le lieu de sa détention – une chambre à coucher banale, aux murs nus, munie d'un grand lit – avant d'avoir les yeux bandés, les mains et les pieds attachés. L'interrogatoire commence, au rythme des coups et des menaces de mort : « Combien gagne ton père ? D'où viennent ces machines à laver ? Combien valent-elles ? » « J'ai compris qu'ils étaient très bien renseignés, raconte Hamza, car je n'arrêtais pas de mentir et, à chaque fois, ils me fournissaient eux-mêmes la bonne

réponse à la question posée. Ils connaissaient aussi les noms des membres de toute ma famille. »

Il n'est bientôt plus question de mentir. « Je suis courageux, mais la douleur était trop forte, explique l'adolescent en montrant des traces

de brûlures de cigarette à l'intérieur de ses coudes. Et puis ils me disaient : "On va te couper la tête et les mains et on les enverra à tes parents". »

« GALERIE DES HORREURS »

Le contact avec les ravisseurs est établi grâce au portable du jeune homme. La rançon réclamée est de 50 millions de dollars. « Avec une somme pareille, vous pouvez acheter toutes les maisons d'un quartier chic de Bagdad ! » proteste le père d'Hamza. Après dix jours de négociations, elle est ramenée à 48 000 dollars, ce qui constitue encore une véritable fortune dans ce pays où le salaire mensuel excède rarement 200 dollars. Le 2 septembre, le père d'Hamza récupère son fils, abandonné près du stade Al-Chaab de Bagdad.

De ses deux semaines de captivité, Hamza garde des souvenirs flous : le bruit de la télévision que regardaient nuit et jour ses ravisseurs, « des chaînes musicales le plus souvent », la séance de douche deux fois par semaine et les pilules qu'on le forçait à ingurgiter et qui le plongeaient dans des sommeils peuplés de cauchemars.

Aujourd'hui, il est libre ; devant la maison familiale, les machines à laver ont disparu. Mais, par sécurité, il devra partir au plus vite en Syrie où ses trois sœurs le rejoindront ensuite. Sa mère, elle, reste inconsolable. « Pourquoi mes enfants doivent-ils quitter leur pays ? sanglote-t-elle. Pourquoi ne peuvent-ils pas aller à l'école, jouer avec leurs copains, comme des enfants normaux ? Qu'avons-nous fait pour mériter de vivre ainsi, en prison dans notre propre maison ? »

Tous n'ont pas eu la chance d'Hamza. A la morgue centrale de Bagdad, la salle qui jouxte le bureau du docteur Qaïss Hassan a tout de la « galerie des horreurs ». Des boccas contenant des membres humains sont alignés contre les murs de la pièce, accompagnés de photographies de certains meurtres non élucidés. L'endroit baigne dans une très forte odeur de for-

mol. « Il est souvent impossible de savoir avec certitude quand un cas relève spécifiquement d'un enlèvement, d'autant que les cadavres qui nous parviennent, généralement anonymes, ne sont bien souvent jamais réclamés par leurs familles. Nous avons cependant pu relever quelques caractéristiques. Il s'agit des hommes enlevés et assassinés pour "collaboration" avec les Américains. C'est le cas des corps décapités, dont la tête nous parvient parfois avec la bouche cousue, explique-t-il, photos

à l'appui. D'autres indices nous permettent d'établir qu'il s'agit d'otages pris dans le cadre d'une lutte de clans. Dernièrement, j'ai été confronté au cas bizarre de plusieurs corps décapités, avec la figure de l'imam Ali tatouée sur leur poitrine. C'est bien la première fois de ma carrière que je vois une chose pareille ! »

AUCUNE STATISTIQUE

Selon le colonel Khaldoun, chef d'un centre de police à Bagdad, « les assassinats consécutifs aux prises d'otages d'Irakiens restent exceptionnels ». « Les tentatives d'un clan pour libérer l'un des siens tournent parfois au drame, explique-t-il, mais, dans plus de 80 % des cas, les otages retrouvent leur famille sains et saufs, après quelques jours ou quelques semaines. » « C'est heureux, ajoute-t-il, car nous assistions sinon à une véritable hécatombe : je reçois jusqu'à une ou deux plaintes d'enlèvement par jour, rien que dans mon secteur ! A l'origine d'un rapt, il y a presque toujours la dénonciation d'un voisin ou d'un proche malveillant sur les richesses réelles ou supposées de telle famille qui sera rançonnée. Comme la plupart du temps, celle-ci préfère payer plutôt que d'alerter la police, le business des otages est en pleine expansion. »

Pour lutter contre ce phénomène, une brigade anti-kidnapping a été créée, le 1^{er} juillet 2003 à Bagdad, avec le soutien de l'armée américaine. Sous le commandement du général Amid Raad Yas Al-Douleimi, elle est composée de 40 agents répartis en deux cellules : enquête et action. Soit un nombre d'agents très insuffisant pour combattre ce que certains Bagdadis décrivent être « le nouveau fléau de l'Irak ». S'il n'existe aucune statistique officielle, tous les habitants de la capitale ont en mémoire le cas d'un voisin ou d'un proche victime d'enlève-

ment.

Raad est chauffeur de taxi. Sous la peinture neuve, son véhicule n'est en réalité qu'une vieille guimbarde qui ne démarre plus que lorsqu'il trifouille les fils de l'allumage. Un jour, deux « clients » l'ont braqué et ligoté avant de l'enfermer dans son coffre arrière. Incapables de faire redémarrer la voiture, ils ont finalement abandonné leur otage, après l'avoir copieusement frappé. Raad, qui économisait depuis longtemps pour s'offrir un taxi neuf, a changé d'avis. Il s'est pris d'un amour soudain pour sa vieille guimbarde. Et il garde son argent pour quitter « ce pays de fous, le plus vite possible, inch'Allah ».

Cécile Hennion

Le Monde

28 SEPTEMBRE 2004

Turkey's long route to the EU looks far from straight

George Parker, Richard Milne and Bertrand-Benoit say misgivings persist in some states on the prospect of Ankara's membership

Turkey's bid to join the European Union should be put to a referendum in France, two of President Jacques Chirac's most senior ministers have argued.

Michel Barnier, foreign minister, joined Nicolas Sarkozy, prospective head of the ruling UMP party, in trying to quell growing public unease about Turkey's accession.

The proposed referendum would not take place until after Turkey completed entry negotiations - likely to take at least a decade - and neither politician may be in a position to honour the commitment. However, it raises the possibility that Turkey could complete the formalities - including meeting all human rights and economic criteria - and still be shut out by a French veto.

The offer of a referendum was widely seen as an attempt to reassure French voters, hostile to Turkish membership, that their

views are not being ignored.

The imminent decision on whether to let Turkey start entry talks is pushing the issue on to national political agendas, crystallising scepticism towards the EU and complicating the task of ratifying the new EU constitution.

"Things are starting to get hot," admitted one official at the European Commission. "We see these statements from Paris as an attempt to cool the temperature."

The Commission is expected to announce on October 6 that Turkey is ready to start entry talks; a final decision must be taken unanimously by the EU's 25 heads of government at the Brussels summit on December 17.

The view in Brussels is that Turkey will get the green light, although leaders in France, Germany, Austria, Cyprus, the Netherlands, Denmark and Sweden are among those facing domestic pressure to say no. French government offi-

cialists said Mr Sarkozy wanted to separate the issue of Turkey from next year's referendum on the EU constitution, likely to be close and fiercely contested.

"This avoids a cannibalisation between the constitution and Turkey. It stops the latter becoming a parasite on an issue that has nothing to do with it," a person close to Mr Sarkozy said.

The proposed French referendum would not be the first time such a device has been used: President Georges Pompidou put British EU membership to the vote (carried by 68 per cent to 32 per cent) in 1972.

France is among the EU nations most hostile to enlargement and the last 20 opinion polls have shown about 60 per cent of people consistently opposing Turkish membership.

In spite of opposition in his own party, President Chirac has been an outspoken advocate of Turkish membership, recently describing his "conviction about Turkey's European vocation".

Ankara can also count on the support of Gerhard Schröder, the German chancellor, and Joschka Fischer, his foreign minister.

Their stance enjoys broad support in the chancellor's Social Democratic Party and in Mr Fischer's Green party, and is no political gamble. An opinion poll published last Friday showed 45 per cent of Germans favoured Turkish membership with 46 per cent against.

Breaking with the German tradition of seeking cross-party consensus in foreign policy, Angela Merkel, leader of the Christian Democratic Union, has floated the con-

cept of a "privileged partnership" between the EU and Turkey.

She wrote to centre-right European leaders this month seeking support for her plan, which breaks with her party's pro-membership tradition under former chancellor Helmut Kohl.

Although Mr Sarkozy has spoken of a similar, looser relationship between Europe and Turkey, Ms Merkel is understood to have found only limited backing.

While Germany is home to the largest Turkish community in the EU, it does not form a cohesive or sizeable political constituency. Only a third of its 2.6m members have German nationality and fewer still are old enough to vote.

Among the other big EU member states, Britain's political parties are united behind Turkey's membership bid, while Silvio Berlusconi, Italy's prime minister, sees Turkey as part of a greater Europe also including Russia and Israel.

Austria and Cyprus are both highly sceptical and could use their veto at the December summit - but senior EU diplomats in Brussels think neither country would act unless there were broader support for their cause.

The Netherlands and Nordic member states have reservations, largely on human rights grounds, but so far none has indicated it will oppose the start of talks.

Amnesty International yesterday reported a "significant improvement" in Turkey's human rights record, although there was still evidence of torture and other serious offences.

Turkey in EU? French wary

From news reports

PARIS: A majority of French adults oppose Turkey's immediate entry into the European Union, fearing it would prompt a mass wave of immigration westward, according to the results of an opinion poll published Tuesday.

Some 56 per cent of those questioned in a poll published by the newspaper *Le Figaro* said they opposed admitting Turkey to the European Union.

But in Brussels on Tuesday, the EU's Executive Commission said that it welcomed Turkey's adoption of a new penal code. The reformed code was seen as crucial to Ankara's desire to begin accession talks with the Union.

The reform package, approved Sunday in an extraordinary session of Parliament, was the first overhaul of the penal code in 78 years. It provided for improved human rights standards, and included stronger measures against rape, pedophilia and torture.

"We can of course only welcome the step taken on Sunday by the Turkish National Assembly," a commission spokesman said of the legislation, describing it as "central element of the democratization and modernization process in Turkey."

The spokesman repeated a comment by the the EU's commissioner for enlargement, Günter Verheugen, that the

reforms would allow him to make a "clear recommendation" to EU leaders on opening entry talks in a report due to be adopted by the commission on Oct. 6.

In the French poll, a principal reason given for the opposition was immigration. Respondents also said they believed Turkey was not qualified because, in geographic terms, it straddles Asia, and that it was a Muslim nation. But 63 per cent said they could imagine Turkey entering the EU in the future if Ankara made the necessary political and economic changes. (AP, Reuters)

FINANCIAL TIMES TUESDAY SEPTEMBER 28 2004

International Herald Tribune
September 29, 2004

Iraqi rebels show wide pattern of resistance

Most major centers outside Kurdish area hit in 2,300 attacks

By James Glanz and Thom Shanker

BAGHDAD: Over the past month, more than 2,300 attacks have been directed against civilians and military targets in Iraq, in a pattern that sprawls over nearly every major population center outside the Kurdish north, according to comprehensive data compiled by a private security company with access to military intelligence reports and its own network of Iraqi informants.

The sweeping geographical reach of the attacks, from Nineveh and Salahuddin provinces in the northwest to Babylon and Diyala in the center and Basra in the south, suggests a more widespread resistance than the isolated pockets of insurgency described by Iraqi government officials.

The type of attacks ran the gamut: car bombs, time bombs, rocket-propelled grenades, hand grenades, small-arms fire, mortar attacks and land mines.

"If you look at incident data and you put incident data on the map, it's not a few provinces," said Adam Collins, a security expert and the chief intelligence official in Iraq for Special Operations Consulting-Security Management Group, which compiles and analyzes the data as a regular part of its operations in the country.

The number of attacks has risen and fallen over the months. Collins said the highest numbers were in April, when there was major fighting in Falluja, with attacks averaging 120 a day. In contrast, the average is now about 80 a day.

But it is a measure of both the fog of war and the fact that different analysts can look at the same numbers and come to opposite conclusions that others see a nation in which most people are perfectly safe and elections can be held with clear legitimacy.

"I have every reason to believe that the Iraqi people are going to be able to hold elections," said Lieutenant Colonel William Nichols of the air force, a spokesman for the U.S.-led coalition forces in Baghdad.

Indeed, no raw compilation of statistics on numbers of attacks can measure what is perhaps the most important political equation facing interim Prime Minister Ayad Allawi and the U.S. military: how much of Iraq is under the firm control of the interim government. That will determine the likelihood — and quality — of elections in January.

For example, the number of attacks is not an accurate measure of control in Falluja. Attacks have recently dropped there, but the town is controlled by insurgents and is a "no go" zone for the U.S. military and Iraqi security forces. It is a place where elections could not be held without dramatic political or military intervention.

The statistics show that there have been just under 1,000 attacks in Baghdad over the past month; in fact, a U.S. military spokesman said this week that since April, insurgents have fired nearly 3,000 mortar rounds alone in Baghdad. But those figures do not necessarily preclude having elections in the Iraqi capital.

Pentagon officials and military officers like to point to a separate list of statistics to counter the tally of attacks, including the number of schools and of clinics opened.

They cite statistics indicating a growing number of Iraqi security forces that are trained and fully equipped, and they note that applicants continue to line up despite bombings at recruiting stations.

But most of all, military officers argue that despite the rise in bloody attacks over the past 30 days, the insurgents have yet to win a single battle.

"We have had zero tactical losses; we have lost no battles," a senior U.S. military officer said. "The insurgency has had zero tactical victories. But that is not what this is about.

"We are at a very critical time. The only way we can lose this battle is if the American people decide we don't want to fight anymore."

U.S. government officials explain that optimistic assessments about Iraq

from President George W. Bush and Allawi can be interpreted as a declaration of a strategic goal: that, despite the attacks, elections will be held.

In a joint appearance last week in the

There was not a single province without an attack in the last 30 days.

White House Rose Garden, Bush and Allawi painted an optimistic portrait of the security situation in Iraq.

Allawi said that of Iraq's 18 provinces, "14 to 15 are completely safe." He added that the other provinces suffer "pockets of terrorists" who inflict damage there and plot attacks carried out elsewhere in the country.

In other appearances, Allawi asserted that elections could be held in 15 of the 18 provinces.

The comments are meant as a balance to the insurgents' strategy of roadside bombings and mortar attacks and gruesome beheadings, all meant to declare to Iraq and the world that the country is in chaos, and that mayhem will prevent the country from ever reaching democratic elections.

"The question is not whether there are attacks," a Pentagon official said. "Of course there are. But what are the proper measurements for progress?"

The period covered by the data on attacks represents something of a typical month in Iraq this year, with its average of about 79 attacks a day falling comfortably between the valleys during especially quiet periods and the peaks observed during the outbreak of insurgent activity in April or the battle with Moktada al-Sadr's militia in August for control of Najaf.

Over the past 30 days those attacks totaled 283 in Nineveh, 325 in Salahuddin in the northwest and 332 in the desert badlands of Anbar Province in the west.

In the center of Iraq, attacks numbered 123 in Diyala, 76 in Babylon and 13 in Wasit. Even the normally tranquil Sulaimaniya in the north had one attack.

There was not a single province without an attack over the last 30 days.

Still, some Iraqis share their prime minister's optimism when it comes to the likelihood that elections, and a closely related census, can be carried out successfully amid so much violence.

"We are ready to start," said Hamid Abd Muhsen, an Iraqi education official who is supervising parts of the census in Baghdad. "I swear to God."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

SEPTEMBER 30, 2004

C U L T U R E

Le Kurdistan sort des clichés

La mairie de Paris a rendu hommage au peuple kurde en juin dernier dans le cadre d'une exposition de photographies exceptionnelle : "Kurdistan dans l'ombre de l'histoire".

Sous le haut patronage de Bertrand Delanoë, maire de Paris et de Khedidja Boucart, adjointe chargée de l'intégration, le salon des tapisseries de l'Hôtel de ville accueillait du 22 juin au 24 juillet une remarquable exposition de photographies collectées par Susan Meiselas intitulée : "Kurdistan dans l'ombre de l'histoire".

Réalisée avec la collaboration de l'Institut kurde de Paris, elle retraçait les tout débuts de la photographie à nos jours. Elle présentait des documents pour la plupart inédits ou inaccessibles rassemblés au terme d'années de recherche sur place, et dans les archives du monde entier. Susan Meiselas, photographe américaine de réputation mondiale, est membre de Magnum depuis 1980 et vit à New York. Elle enseigne la photographie et a travaillé pour la presse notamment *The New York Times*. Plusieurs prix internationaux, le Robert Capa Gold Medal, les prix Luca et l'Hasselblad, l'ont récompensée. Différentes thématiques retraçant la vie du peuple kurde étaient abordées : (Résistance en Turquie 1919-1931 et 1984-1999, Iran 1919-1931, la République de Mahabad 1946, l'URSS et l'exil 1946-1958, Iraq 1951-1963...). L'exposition comportait des documents rarissimes comme celui de la pendaison le 7 juin 1925 par les autorités turques du Cherkh Saïd qui mena une révolte contre Ankara. Le catalogue édité par les organisateurs de l'exposition n'élué pas la responsabilité de certaines tribus kurdes dans l'extermination des Arméniens : "En 1894, les forces combinées des troupes kurdes et turques Hamidiya se livrèrent à de féroces massacres contre les Arméniens. On a retrouvé peu de photographies sur la participation des Kurdes à ces massacres. Pourtant sans les lettres, les notes et les photographies que le consul américain Leslie Davies transmit après avoir assisté au génocide arménien commis par les Turcs en 1915, l'Occident n'aurait pas eu idée de son étendue et de sa brutalité. Le major Noel parcourut ensuite la région afin de convaincre

les Kurdes que les Britanniques n'useraient pas de représailles au sujet du peuple arménien. Les photographies que prit son co-équipier, Percival Richards et les notes écrites par Noel alors qu'ils traversaient le pays révélèrent sa tentative de vaincre la haine que les Turcs avaient suscitée envers les Kurdes".

Quelques négatifs sauvés du pillage

Il est intéressant de noter que plusieurs photographes arméniens furent l'auteur de nombreux documents historiques parmi lesquels à Téhéran l'Arménien Antonin Sevruquine qui tint un studio de photographie à partir des années 1870 jusque dans les années 1920. Photographe officiel de la Cour, il était aussi très populaire auprès des voyageurs européens et son travail nous fournit une documentation importante sur la Perse et le peuple kurde. Plus tard, le studio fut livré au pillage et plusieurs milliers de plaques photographiques furent détruites. Sous le gouvernement de Rezah Chah 1er les deux mille négatifs qui restaient furent confisqués dans une tentative d'éradiquer toute trace de ce que le Chah appelait l'époque pré-moderne. Quelques uns d'entre eux se retrouvèrent dans les archives européennes et à Washington dans la Freer Gallery of Art et la Arthur M. Sackler Gallery.

Un panneau de l'exposition est consacré à la vie des Kurdes en Arménie soviétique à travers le témoignage de Temure Yelil, journaliste Yézidi au journal kurde *Riya Tazé* paraissant à Erévan : "La politique dominante était la russification de tous les peuples mais en 1955 après la mort de Staline les choses ont commencé à changer. *Riya Tazé* recommença à paraître. Ce journal était vraiment un instrument du parti communiste arménien mais il était publié en kurde. On nous a souvent et clairement dit que ce n'était pas un journal kurde mais un journal soviétique en langue kurde. Tout était fourni et décidé par

le parti communiste ce qui signifiait la plupart du temps que nous devions publier des articles imposés par le parti. Nous n'étions pas autorisés à mentionner le mot Kurdistan. Tout ce que nous écrivions devait d'abord être rédigé en russe et soumis à leur approbation".

Un éclairage particulier est également apporté sur la participation des femmes dans la lutte nationale de libération du Kurdistan à travers les photos de la combattante Kurde chrétienne, Margaret George, qui s'illustra au Kurdistan irakien dans les années 1960. Pour la période plus contemporaine, une large place est consacrée à Leyla Zanah, honorée par le



prix Sakharov des droits de l'Homme, décerné par le Parlement européen et qui, sous la pression internationale, fut libérée le 9 juin 2004 avec ses trois collègues députés kurdes, après plus de dix années passées dans les prisons turques pour délit d'opinion.

Une ombre au tableau toutefois : l'immense carte du Kurdistan qui est exposée comprend la majeure partie de l'Arménie historique jusqu'aux portes... d'Erevan !!! Un sujet à méditer.

Malgré cette réserve, cette exposition est néanmoins méritoire car elle restitue la mémoire d'un peuple privé d'Etat-Nation en lui permettant grâce à la réunion de ces documents exceptionnels pour la plupart sauvés de la destruction, de forger sa propre histoire.

Ara Babanian

France **Arménie**

SEPTEMBRE 2004